



# LA CRISE MONDIALE DE L'ÉNERGIE

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

## M. Kissinger : une politique de confrontation se terminerait par un désastre pour tous

Parlant le 23 septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies, le secrétaire d'État américain, M. Henry Kissinger, a dit notamment :

« Les premiers signes annonciateurs d'une grande crise économique sont évidents. Le monde est en équilibre sur le bord d'un retour au nationalisme économique débridé qui a accompagné l'effondrement de l'ordre économique des années 30. Si un tel effondrement se produisait, tout le monde souffrirait — les pauvres aussi bien que les riches, les producteurs aussi bien que les consommateurs. »

« Le monde ne peut supporter les prix actuels du pétrole : encore moins pourrait-il supporter des hausses continuelles. Les prix des autres marchandises augmenteraient inévitablement pour que la spirale inflationniste sans fin (...) La structure complexe et fragile d'une coopération économique globale exige que l'on soutienne les croissances économiques nationales, qui risquent de voler en éclats. »

Nous reconnaissons que les producteurs (de pétrole) doivent avoir une part honnête (des bénéfices) ; il n'est pas moins évident que les prix actuels menacent même le bien-être économique des producteurs (...).

« Des décisions délibérées ont été prises pour restreindre la production et maintenir un niveau artificiel des prix. Ce qui a été augmenté par une décision politique peut être diminué par une décision politique. Il n'est de l'intérêt d'aucun pays ou groupe de pays de baser leurs politiques sur une épreuve de force, car une politique de confrontation se terminerait par un désastre pour tous. »

M. Kissinger a promis que les États-Unis collaboreraient étroitement avec les pays producteurs de pétrole pour le développement de leurs économies. « Nous sommes prêts à aider les pays producteurs à trouver un moyen nouveau pour le réajustement des fonds dont disposaient ces pays. Les États-Unis apprécieraient de voir les pays producteurs jouer un rôle plus grand dans la gestion des institutions économiques internationales, a-t-il dit, relevant que « les institutions monétaires internationales chancelaient sous les mouvements les plus massifs et les plus rapides des réserves. »

Un plan alimentaire

Le secrétaire d'État a, par ailleurs, donné les grandes lignes d'un plan visant à intensifier la production de denrées alimentaires dans le monde, plan sur lequel il donnera plus de détails lors de la conférence mondiale sur l'alimentation qui se tiendra à Rome au mois de novembre. Ce plan comporte cinq points, qui sont les suivants :

- 1) Les États-Unis sont disposés à aider les nations en voie de développement à mettre en valeur leurs terres en friche et à exploiter leurs ressources marines ;
- 2) La production d'énergie dans le monde doit être accrue d'une façon substantielle ;
- 3) Les ressources scientifiques et techniques modernes doivent être mobilisées des maintenant pour que l'on puisse répondre aux besoins de l'an 2000 en ce qui concerne les denrées alimentaires ;
- 4) Le monde doit créer des réserves mondiales de terres cultivables dont la production ne dépendrait pas des caprices du temps ;
- 5) Les États-Unis sont disposés à fournir un niveau substantiel d'aide alimentaire gratuite aux pays qui en ont besoin.

« Nous devons, a dit M. Kissinger, empêcher les nations les plus pauvres d'être submergées par ce problème. Nous devons les aider. L'espoir des nations de vivre dans la paix et à l'abri du besoin repose sur une solution efficace et internationale à la crise de l'inflation, du pétrole et de l'alimentation. Il nous faut agir maintenant, et ensemble. »

« Les tensions qui s'exercent sur la texture et les institutions de l'économie mondiale menacent de nous englober tous dans une dépression générale. La structure délicate de la coopération internationale, si laborieusement ébauchée au cours des vingt-cinq dernières années, ne peut qu'être surmontée et ne peut certes pas être renforcée, si elle est continuellement soumise aux chocs de conflits politiques, de guerres et de crises économiques. »

Selon le secrétaire d'État américain, la communauté mondiale peut contribuer au règlement de conflits chroniques, mais doit se garder de toute initiative exagérée susceptible de compromettre la réalisation d'une entente entre les parties. L'Assemblée générale est en mesure d'aider ou d'entraver le processus de négociation. Elle peut trouver des bons émissaires ou rechercher des solutions.

### Pas de « solution miracle » au Proche-Orient

A propos du Proche-Orient, M. Kissinger a assuré que les États-Unis coopèrent étroitement avec les parties concernées, dans le cadre de la conférence de Genève, et sont disposés à jouer « un rôle plus actif que par le passé pour aider les parties en présence à trouver une solution au problème centenaire de Chypre. »

« Nous ferons, a-t-il dit, tout ce qui est possible, mais c'est des parties elles-mêmes que dépendra l'effort crucial. On ne peut attendre des solutions miraculeuses émanant de la réalité de la part de pays tiers. »

M. Kissinger a fait valoir la nécessité de contrôler la prolifération des explosifs nucléaires : « Nous devons nous rappeler que le plutonium constitue un composant essentiel des explosifs nucléaires, et que le contrôle du fait que les quantités de plutonium engendrées par des réacteurs à usage pacifique vont se multiplier. »

M. Kissinger a ajouté qu'il y avait lieu de poursuivre les livraisons de combustible nucléaire à des fins pacifiques, à condition que ces livraisons ne favorisent pas une prolifération d'engins nucléaires. La vente de tels matériaux, a-t-il alors souligné, ne peut pas s'inscrire dans le cadre d'entreprises purement commerciales et fondées sur la concurrence.

## M. Sauvagnargues : rien ne peut remplacer le dialogue et la négociation

S'adressant, lundi 23 septembre, à l'Assemblée générale des Nations unies, M. Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, a d'abord rappelé que « les hommes, les peuples, les États, sont de plus en plus solidaires » et que « le glas sonnerait si cette solidarité devait être méconnue, si l'égoïsme, le fanatisme, l'esprit de puissance et de domination venaient à compromettre les chances d'un effort sincère en vue de la recherche en commun de solutions progressives et équilibrées aux difficultés de notre temps (...). »

M. Sauvagnargues a poursuivi : « L'ennemi qu'il nous faut affronter ensemble, c'est le drame de la misère et de la faim dont l'année écoulée, hélas ! rappelle qu'il restait tragiquement actuel, c'est le trouble que l'inflation répand...

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

## LA SUITE DU DÉBAT GÉNÉRAL

M. GENSCHER : les fluctuations de prix ne doivent pas être excessives.

Le ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, M. Hans Dietrich Genscher, a dit : « Lorsque les pays producteurs de matières premières cherchent à obtenir des prix plus élevés pour leurs produits, il importe d'assurer que les fluctuations des prix de ces produits sur les marchés mondiaux ne soient pas excessives. (...) Mais, dans l'intérêt général, nous devons faire en sorte que les revenus accrus provenant de l'énergie et des matières premières soient raisonnablement utilisés et s'inscrivent dans le circuit de l'économie internationale. Les liquidités en argent ainsi produites devraient être utilisées là où elles sont le plus nécessaires. »

## M. Soares : le Portugal est prêt à participer pleinement à la vie internationale

M. Soares, ministre des affaires étrangères du Portugal, a dit : « Le Portugal a cessé d'être un pays hostile à l'égard de l'ONU, refusant constamment d'accomplir les devoirs qui lui incombent. (...) Nous aujourd'hui nous sommes pleinement à la vie internationale, au service des recommandations des Nations unies et à l'intérieur, en toute bonne foi, dans le concert des nations. »

« La politique « négative et dépourvue de résultats » poursuivie dans le passé, a-t-il poursuivi, conduisit mon pays à une position d'isolement stérile, exerçant sur...

## M. MAVROS : aucune puissance ne doit imposer sa volonté à Chypre.

Le ministre des affaires étrangères de Grèce, M. Georges Mavros, a affirmé que la Grèce n'avait pas de dessin en sujet de Chypre, qu'elle s'opposait à l'annexion comme au partage de l'île et qu'aucune puissance étrangère, y compris les puissances garantes, n'avait le droit d'imposer à Chypre un statut constitutionnel de son choix. « C'est aux Chypriotes grecs et aux Chypriotes turcs à déterminer librement, d'un commun accord, les institutions qu'ils désirent, a-t-il dit, mais pas sous l'ombre de quarante mille soldats étrangers et de deux cents tanks ni sous la pression de sort de deux cent mille réfugiés. »



COGNAC Prince Hubert de POLIGNAC

PRINCE HUBERT de POLIGNAC

COGNAC

Fournisseur de la Cour du Danemark

M. MAVROS : aucune puissance ne doit imposer sa volonté à Chypre.

Le ministre des affaires étrangères de Grèce, M. Georges Mavros, a affirmé que la Grèce n'avait pas de dessin en sujet de Chypre, qu'elle s'opposait à l'annexion comme au partage de l'île et qu'aucune puissance étrangère, y compris les puissances garantes, n'avait le droit d'imposer à Chypre un statut constitutionnel de son choix. « C'est aux Chypriotes grecs et aux Chypriotes turcs à déterminer librement, d'un commun accord, les institutions qu'ils désirent, a-t-il dit, mais pas sous l'ombre de quarante mille soldats étrangers et de deux cents tanks ni sous la pression de sort de deux cent mille réfugiés. »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »

« L'Europe : « Président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, je puis déplorer de l'aspiration de nos peuples à s'organiser progressivement pour que, de leur ancienne civilisation, naissent peu à peu une organisation et une conscience nouvelles (...). »



# L'ÉNERGIE EST AU CENTRE DES DÉBATS

## Un ton alarmiste

(Suite de la première page.)

Jamais, cependant, le secrétaire d'Etat n'avait été aussi pessimiste. Apparemment, il veut « dramatiser » le problème de l'énergie, appuyant ainsi le président Ford.

production et de maintenir un niveau artificiel des prix. Pour lui, les décisions prises par les Arabes sont « politiques », et elles peuvent être modifiées par des gestes également politiques. Ces propos ne pourraient évi-

l'urgence d'une coopération, d'un « nouvel arrangement » entre producteurs et consommateurs, de préférence à un affrontement. Tous deux ont, en outre, confirmé l'intention des États-Unis d'accroître leur aide alimentaire aux pays dans le besoin.

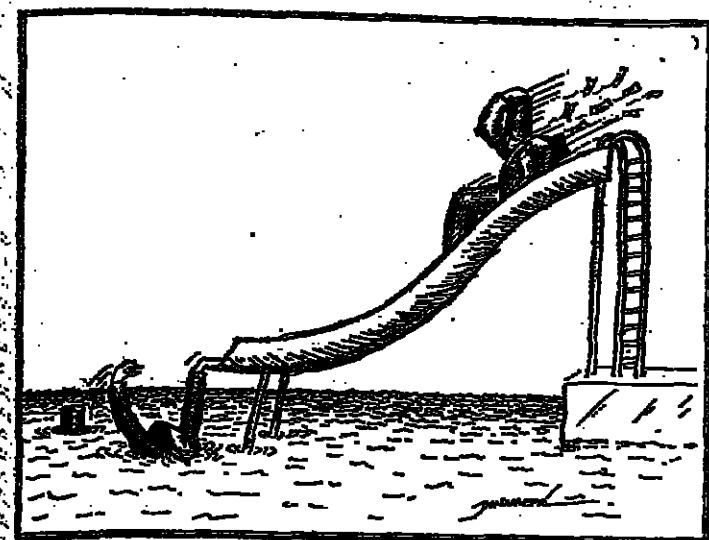
### Un ton différent

Le discours de M. Sauvagnargues, qui réaffirmait un souci évident de ne pas heurter, faisait évidemment contraste, dans le ton, avec celui de M. Kissinger. Certains lui reprochent, cependant, un langage « mi-chair, mi-poison », un désir exagéré de ne mécontenter personne, de satisfaire à la fois les Arabes, Israël, les Américains, etc. La langue française, bien entendu, une certaine rhétorique, facilitent sûrement ces délicats exercices d'équilibre. Tout comme son collègue allemand, il a apporté cependant une note d'espoir en évoquant le nouveau dialogue entre l'Europe et le monde arabe. Il a souligné que la voix des Neuf se faisait de plus en plus entendue. Mais il a ajouté que la Communauté était fidèle à ses attitudes traditionnelles.

À la différence de son collègue américain, M. Sauvagnargues débute un élément positif dans la crise des relations économiques internationales, celui d'une « redistribution des cartes » entre les pays industrialisés et les États en voie de développement, qui assurera peut-être une transition vers un nouvel ordre mondial. Mais il a insisté sur la solidarité entre consommateurs et producteurs et sur l'impossibilité pour un État de s'assurer des avantages durables par des décisions unilatérales.

C'est dans cet esprit que la France accepte de participer à l'entretien de Camp David. Du côté français, on admet qu'il existe une solidarité de fait entre les pays industrialisés, qui ont le droit de se concerter. Il n'y avait donc pas lieu pour la France, ajoute-t-on, de se dérober à cette concertation.

HENRI PIERRE.



(Dessin de BONNAFFA.)

qui, à Detroit, a repris en termes vigoureux son avertissement de mercredi dernier à l'Assemblée générale. L'augmentation du prix du pétrole, a-t-il dit en substance, n'est pas fondée sur des facteurs économiques, mais sur une décision délibérée de restreindre la

## L'ensemble du dossier de l'énergie évoqué au cours d'un conseil interministériel

Un conseil interministériel, réunissant, à l'Élysée, autour du président de la République MM. Chirac, Fournier, d'Ornano, ainsi que le délégué général à l'énergie, M. Blancard, s'est tenu le lundi 23 septembre. À son ordre du jour figuraient les questions énergétiques. Pendant une heure et demie, les ministres ont évoqué, semble-t-il, les difficultés nées de la crise et les mesures que l'on pourrait prendre pour réduire la consommation pétrolière. La plus grande discussion est observée par les participants à ce conseil interministériel. Toutefois, il semble que le délégué à l'énergie ait soumis divers projets de rationalisation que ses services ont établis au cours des derniers jours.

Au-delà des simples mesures techniques de rationalisation, ce sont, semble-t-il, toutes les questions posées par les économies d'énergie qui auraient été abordées. Aurait ainsi été évoquée la politique des transports en commun et celle des prix des différents produits énergétiques ainsi que les mesures à prendre pour inciter ou contraindre les industriels à effectuer des économies d'énergie sans pour autant remettre en cause l'activité économique.

## M. Poniatowski : le président de la République s'est expliqué longuement sur la crise

M. Poniatowski, en conclusion du discours qu'il a prononcé, lundi 23 septembre, à Saint-Rémy-la-Plaine, a évoqué la crise de l'énergie en disant : « Notre pays, notre continent, notre civilisation, traversent une grave crise, dont nous n'avons pas encore suffisamment la claire conscience. Les difficultés d'approvisionnement en énergie et en matières premières ont créé dans le monde une nouvelle « donne », qui conduit à demander à chacun une contribution et, pendant quelque temps, la stabilisation de la consommation. Émergence des pays à matières premières et énergétiques, défi aux pays occidentaux, toutes choses de transformation qui ne contrôlent plus les sources et les prix d'énergie et de ma-

tières premières et dépendent de ceux qui les détiennent. Si la situation est difficile et rude, il ne faut pas le dramatiser. Le président de la République l'a analysée et doit être relevée. Le défi peut et doit être relevé. Il s'agit de volonté et de travail. C'est le prix du progrès ou de la décadence de l'Occident. Ces efforts qu'exige l'intérêt national pour- ront notamment être compris et supportés, et les maîtres peuvent avec optimisme les expliquer. »

Le ministre de l'Intérieur a ajouté : « Je suis frappé de voir certaines agences de presse réclamer la vérité. Mais le président de la République s'est expliqué deux fois longuement, et avec toutes les données. »

« Nous l'avons vu, à la télévision, présenter la lourde note : ce que nous achetons 10 milliards d'anciens francs à y a quelques années, nous le payons aujourd'hui 55 milliards. Je me demande si ceux qui critiquent aujourd'hui ont bien écouté et bien entendu. »

M. Poniatowski fait allusion aux interventions télévisées du président de la République du 12 juin et du 21 août, au cours desquelles M. Giscard d'Estaing avait présenté le plan de « refroidissement » de l'inflation et invité à la lutte contre le gaspillage.

## APRÈS DEUX MOIS D'INTERRUPTION Les négociations sur la réduction des forces en Europe centrale ont repris à Vienne

Mannuel Lucbert vient de prendre à Vienne ses nouvelles fonctions de correspondant du « Monde » pour les pays d'Europe centrale et orientale. Il remplace Bernard Margueritte.

Vienne. — Après deux mois d'interruption pendant l'été, les conversations sur la réduction des forces en Europe centrale, communément désignées sous leur sigle anglais M.E.F.R. (1), reprennent ce mardi 24 septembre à Vienne, avec une semaine de retard sur le programme initial. Les participants sont en présence de deux plans qui s'inspirent de principes diamétralement opposés. Les Occidentaux partent de l'idée que, en raison de données géographiques (éloignement des États-Unis, proximité de l'URSS) et des concentrations de troupes soviétiques dans la zone, il faut réduire les forces fédérales (20 divisions en R.D.A.), il existe dans le centre de l'Europe un déséquilibre des forces en faveur de la Russie. Aussi proposent-ils une réduction inégale des forces : les Soviétiques devraient retirer 80 000 hommes et 1 700 chars ; les Américains devraient réduire de 20 000 hommes, outre-Atlantique.

Les Russes rétorquent cette thèse. Ils estiment que, pour évaluer correctement le rapport des forces militaires dans le centre de l'Europe, il convient de considérer non seulement les forces terrestres en présence (l'avantage soviétique dans ce cas serait énorme), mais aussi les forces aériennes et les stocks d'armes nucléaires dans la région concernée. Ils font notamment valoir que les Américains ont entassés en Europe occidentale quelque sept mille ogives nucléaires, un chiffre que certains experts militaires occidentaux jugent disproportionné compte tenu des données stratégiques actuelles.

Le plan soviétique prévoit donc une réduction équilibrée des forces des onze pays directement concernés par la négociation. Cette diminution de troupes s'effectuerait en trois étapes : dans un premier temps, elles affecteraient vingt mille le moins, dans chacune des deux alliances ; en 1976 et 1977, deux autres réductions interviendraient, la première de 5 % des troupes en présence de chaque côté de la ligne, la seconde 10 %.

Un rapprochement des points de vue est évidemment fonction de l'état des relations soviéto-américaines. Comme vient de le montrer la visite à Washington

De notre correspondant

de M. Gromyko, celles-ci ne paraissent pas avoir trop souffert du retrait de la scène de M. Nixon, dont la dernière grande sortie internationale avait pourtant eu lieu à Moscou. L'accord sur les problèmes de commerce auquel viennent s'ajouter les deux protocoles (accord qui sous-entend un assouplissement de la politique soviétique sur l'immigration juive) est un signe que Russes et Américains sont bien décidés à poursuivre la politique de détente.

Dans ces conditions, faut-il s'attendre, pour faire pendant au geste de Moscou sur la question de la réduction des forces, à une position américaine ? On attendait, à Vienne, un certain intérêt aux informations publiées par le New York Times, selon lesquelles les experts du Pentagone, encouragés par le secrétaire d'Etat à la défense, M. Schlesinger, auraient mis à l'étude un plan visant à réduire le stock nucléaire américain en Europe (le Monde du 24 septembre). Même s'il se concrétise, un tel projet ne pourrait avoir pour conséquence de laisser l'armée allemande en l'état, voire de la renforcer, ne pourrait donc que renforcer leur opposition.

MANUEL LUCBERT.

(1) Mutual balanced forces reduction ou réduction mutuelle et équilibrée des forces. Les Soviétiques, toutefois, refusent tout « équilibre ». (2) Les pays participants se divisent en deux catégories. La première comprend les États d'Europe centrale, par la négociation, à savoir : États-Unis, Royaume-Uni, France, Belgique, Luxembourg et Pays-Bas, pour l'OTAN ; URSS, R.D.A., Tchécoslovaquie et Pologne pour le pacte de Varsovie. La seconde comprend les pays dits de la périphérie, à savoir : Danemark, Grèce, Italie, Canada et Norvège pour l'OTAN ; Hongrie, Roumanie et Bulgarie pour le pacte de Varsovie.

## LA CONFÉRENCE DE DETROIT

## Après M. Ford, M. Simon souligne le danger que font courir à l'économie mondiale les prix actuels du pétrole

« Au cours de l'histoire, les nations sont parties en guerre pour obtenir des avantages naturels, tels que l'eau, la nourriture ou des droits de passage sur terre ou sur mer, mais à l'ère nucléaire quand n'importe quel conflit local peut dégénérer en catastrophe globale, la guerre comporte des risques insupportables pour toute l'humanité », déclare M. Gerald Ford, président des États-Unis.

Le président des États-Unis, M. Gerald Ford, qui inaugurerait le 23 septembre la neuvième conférence annuelle internationale sur l'énergie, a adressé à cette occasion une nouvelle mise en garde aux pays producteurs de matières premières. « Les pays souverains, a-t-il dit, ne doivent pas permettre que leur politique ou leur destin soient dictés par des manœuvres égoïstes d'artifices et de déclarations des marchés commerciaux internationaux. Les avantages de la coopération sont aussi évidents que les dangers de la confrontation. Ce qui me donne espoir aussi bien qu'optimisme. »

Certes, a précisé M. Ford à propos du pétrole, « nous reconnaissons le droit des producteurs d'obtenir un bon prix de leur pétrole comme moyen d'aider au développement de leur propre économie. Mais des prix exorbitants, destinés à enrichir la production d'énergie et à éliminer le gaspillage. »

Après les menaces, M. Ford est passé aux propositions concrètes. Il a exposé les grandes lignes d'un projet, baptisé « interdépendance », destiné à accroître la production d'énergie et à éliminer le gaspillage.

M. Ford envisage, en fait, d'étendre à d'autres pays les dispositions qui se sont tenues, pour l'instant, dans le cadre de Washington, puis, dernièrement, à Bruxelles, où les participants sont parvenus à un accord sur la répartition de leurs ressources en pétrole et de nouvelles cartes. Allant plus loin encore, le président américain a proposé cinq

en ouvrant, le lundi 23 septembre, la neuvième conférence mondiale de l'énergie, qui réunit à Detroit (États-Unis) près de quatre mille participants venus de soixante-douze pays. Après M. Gerald Ford, plusieurs orateurs ont pris la parole, parmi lesquels M. William Simon, secrétaire d'Etat américain au Trésor, et le ministre saoudien du pétrole, M. Yamani.

principes qui pourraient fournir la base du « projet interdépendance ». « Tous les pays doivent chercher à accroître leur production, chacun selon ses ressources et la technologie dont il dispose. »

« Le succès d'un programme d'énergie globale dépend essentiellement d'un esprit de coopération. Rien n'est plus nuisible qu'une politique dirigée contre les producteurs, mais qui ne risque pas de déstabiliser gravement l'économie des consommateurs. »

« Nous devons accorder une attention toute spéciale à la situation des pays les plus pauvres qui souffrent tragiquement si le problème de l'énergie n'est pas maîtrisé. »

« Une solution globale doit viser à déterminer des prix du pétrole qui stimulent fortement les producteurs, mais qui ne risquent pas de déstabiliser gravement l'économie des consommateurs. »

M. Ford, rappelant les objectifs du projet national américain d'« interdépendance », qui vise, lui, à réaliser l'autarcie du pays en matière énergétique avant 1980, a précisé que l'effort national en faveur de la recherche et du développement énergétique dépassait en importance celui qui avait été sollicité par l'ancien président pour envoyer un homme sur la Lune.

Quelques instants après le discours de M. Gerald Ford, le secrétaire d'Etat américain au Trésor, M. William Simon a repris les mêmes thèmes dans son intervention devant la conférence. Les

prix actuels du pétrole sont « une menace pour l'ordre économique mondial », a-t-il déclaré. « Une diminution est nécessaire dans l'intérêt des producteurs autant que des consommateurs. » M. Simon a également réaffirmé la nécessité d'une coopération internationale dans le domaine énergétique.

## M. YAMANI : échanger la technologie contre des matières premières

Au cours de son intervention, le ministre du pétrole et des ressources minières d'Arabie Saoudite, M. Yamani, a tout d'abord analysé la situation antérieure, en rappelant que, dans les années 1950 et 1960, le prix du pétrole était déterminé par les seules compagnies pétrolières à un niveau très bas. Notant au passage les superprofits réalisés récemment par ces mêmes compagnies, M. Yamani a déclaré : « L'impact de l'embargo arabe et les restrictions de pétrole ne doivent pas être exagérés, car cette tendance à l'augmentation des prix a commencé il y a trois ans et d'autres pays producteurs, comme le Canada et l'U.R.S.S., ont largement participé à cette hausse. »

Pour M. Yamani, la forte augmentation des prix intervenue au cours des derniers mois a été rendue nécessaire en raison de leur longue sous-évaluation par les compagnies pétrolières. Elle a entraîné une réduction de la consommation mondiale de pétrole d'environ 7,7 à 10,9 % depuis le mois de janvier dernier.

M. Yamani a admis que cette baisse de la consommation avait amené les pays producteurs à réduire leur production de trois millions de barils par jour en août, afin d'ajuster l'offre à la demande.

Les besoins économiques et budgétaires des pays producteurs continueront de déterminer le niveau de leur production de façon à éviter une baisse des prix. Et le ministre saoudien a ajouté qu'à l'avenir les pays producteurs s'efforceront de fixer leur production à un niveau permettant à la fois de protéger leurs ressources et de satisfaire leurs besoins budgétaires et d'investissements.

Évoquant ensuite la coopération internationale — vœux quelques heures auparavant par M. Ford et Simon —, le cheikh Yamani a proposé qu'elle prenne la forme d'un échange entre les pays producteurs et les pays en voie de développement, augmentant par là-même la capacité d'importation des pays exportateurs de pétrole. C'est la que réside, a-t-il précisé, la solution au problème qui constitue le recyclage des revenus du pétrole, qui pourront ainsi être redistribués de façon plus régulière parmi les pays consommateurs.

Pour le ministre saoudien, une industrialisation intensive des pays producteurs de pétrole aura pour résultat de détourner une partie de la demande en énergie des pays industrialisés vers les pays producteurs, augmentant par là-même la capacité d'importation des pays exportateurs de pétrole. C'est la que réside, a-t-il précisé, la solution au problème qui constitue le recyclage des revenus du pétrole, qui pourront ainsi être redistribués de façon plus régulière parmi les pays consommateurs.

## M. KHENE DÉMENT UNE AUGMENTATION DU PRIX DU PÉTROLE DE 12 % AU 1<sup>er</sup> JANVIER.

M. Abderrahman Khene, secrétaire général de l'OFEP, a démenti, lundi soir 23 septembre, au milieu d'Europe, les affirmations du journal libanais Al Bayrak, selon lesquelles les pays producteurs de pétrole augmenteraient de 12 % le prix du pétrole brut au 1<sup>er</sup> janvier 1975 (le Monde du 21 septembre).

M. Khene a précisé qu'il incombait aux experts de l'OFEP de déterminer le taux d'inflation pour 1975 afin de corriger toute détérioration du pouvoir d'achat des pays producteurs.

« Mais il est évident, a-t-il ajouté, que l'on ne va pas prendre en considération au 1<sup>er</sup> janvier 1975 un taux d'inflation qui d'ores et déjà serait estimé à 12 % ».

« Au sujet des travaux du « groupe des Douze », M. Khene a tenu des réserves : « Si ces réunions sont destinées à organiser une confrontation avec les pays producteurs, nous les condamnons très fermement, et nous ne faisons rien seulement pour nous tous, mais pour tous les pays producteurs de matières premières qui, de toute évidence, n'ont rien à perdre dans une confrontation. »

ROBERT LAFFONT

# Watergate: les Fous du Président

BERNSTEIN et BOB WOODWARD

Un journal face au pouvoir: un fabuleux roman policier

Collection: notre époque

# EUROPE

## Grèce

### TOUTES LES FORMATIONS POLITIQUES — y compris le parti communiste — sont autorisées à fonctionner légalement

Athènes (A.F.P., A.P., Reuters). — Par un décret publié lundi soir 23 septembre, tous les partis politiques — y compris les formations d'extrême gauche — sont autorisés à fonctionner légalement. Ils devront, cependant, déposer une demande dans ce sens entre les mains du procureur général près de la Cour de cassation, affirmant que « les principes de base du parti n'ont pas pour but la prise du pouvoir par la violence et le renversement du régime démocratique ».

La loi 508 de 1947, qui assimilait les activités communistes ou crypto-communistes à l'espionnage a été abolie. La loi relative à la sécurité intérieure, de même, supprimée, et le droit de réunion rétabli à l'approche des prochaines élections prévues pour la mi-novembre.

Le parti communiste, qui avait été interdit en 1936 sous la dictature de Metaxas, retrouvera une existence légale après trente-huit ans de clandestinité, au cours desquels il a subi des vagues successives de répression, surtout durées et après la guerre civile de 1946-1949. Il resta, cependant, plusieurs problèmes à régler. Les quatre-vingt mille Grecs, qui étaient réfugiés dans les pays de l'Est pendant et après la guerre civile, sont toujours privés de leur nationalité et n'ont pas été, de ce fait, autorisés à rentrer dans leur patrie.

D'autre part, de nombreux communistes qui ont été amnistiés ne bénéficient toujours pas de leurs droits civiques et ne peuvent donc pas participer aux prochaines élections. Il est pratiquement acquis, en outre, que le Congrès comptera deux partis com-

munistes. La scission est intervenue en mars 1969, l'un dit « de l'intérieur » et l'autre « orthodoxe », fidèle à la ligne politique du parti communiste de l'Union soviétique. Une troisième formation, l'EDA, animée par les cadres du P.C. de l'intérieur, mais qui se veut être un rassemblement pour toute la gauche, demandera sans doute l'autorisation de fonctionner.

Quant au centre gauche, divers groupes de la résistance, dont Défense démocratique, cherchent à créer un parti unique. On a dit, par exemple, que le mouvement socialiste panhellénique de M. Andreas Papanikolaou servait de noyau à cette formation. Des contacts et des tractations sont en cours.

On prête à M. Karamanlis l'intention de fonder un rassemblement dit de « nouvelle démocratie », qui traiterait de la droite au centre droit, réunissant l'électorat conservateur sur les thèmes du renouveau de la démocratie et de l'établissement d'un pouvoir exécutif fort.

Ce rassemblement pourrait être silié dans un gouvernement futur à l'Union du centre qui vient de désigner comme président M. Georges Mavros, vice-président du conseil et ministre des affaires étrangères. Celui-ci bénéficie actuellement d'un certain prestige du fait des résultats de la tournée européenne et de son action diplomatique sur le problème chypriote.

A l'extrême droite, enfin, il est possible — indique-t-on de bonne source — que les officiers qui avaient animé le « régime des colonels » constituent leur propre parti, à la tête duquel ils porteraient l'ancien dictateur, le général Papadopoulos.

## Chypre

### UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE RÉCLAME LE RETRAIT DE TOUTES LES TROUPES ÉTRANGÈRES.

A l'issue d'une conférence internationale à Chypre, qui s'est tenue à Nicosie du 21 septembre, une série d'organisations non gouvernementales, dont le Conseil mondial de la paix, la Fédération syndicale mondiale et les principaux partis chypriotes, libéraux (socialistes) et Akel (communiste), ont adopté une résolution.

Ce texte a été présenté le lundi 23 septembre au cours d'une conférence de presse. Les organisations représentées ont mis l'accent sur la gravité de la situation à Chypre à la suite du coup d'État du 15 juillet et de « l'insécurité créée sur le gouvernement turc, utilisant le coup d'État comme prétexte ».

Elles réclament l'application immédiate de la résolution 353 du Conseil de sécurité des Nations unies, le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité de Chypre, la fin de l'intervention étrangère, le retrait de toutes les troupes étrangères, l'absence de toute tentative de solution dans le cadre de l'OTAN.

Les organisations signataires lancent un appel aux Nations unies pour leur demander de préserver l'existence et l'indépendance d'un État membre.

Intervenant dans la conférence de presse, Mme Lyssarides, épouse du président de l'Edelk, a affirmé que l'Edelk entendait terroriser les Chypriotes grecs et a indiqué que le gouvernement Caramanlis avait rappelé la moitié des officiers grecs impliqués dans le coup d'État du 15 juillet.

## UN APPEL DE PERSONNALITÉS FRANÇAISES

Un certain nombre de personnalités françaises ont lancé un appel en faveur de Chypre ainsi libellé :

« Une fois de plus, le machabisme a déchaîné la violence. L'armée turque a envahi plus du tiers de l'île de Chypre ; les massacres, l'exode, le pillage et le viol sont le sort de dizaines de milliers de Chypriotes.

» Nous en appelons à l'opinion mondiale afin que les États-Unis et les grandes puissances cessent de soutenir le rôle de Chypre à celui de base stratégique, afin que les troupes étrangères évacuent l'île et afin que la Grèce, qui vient de recouvrer la démocratie, cesse d'être abandonnée au chantage de la force. »

On note parmi les signataires les noms de M. de Gaulle, Pierre Bourdieu, Albert Châtelet, Jean-Marie Domenach, Pierre Emmanuel (de l'Académie française), Robert Flacellari, Gilbert Gadoira, Jean Lacroix, Jacques Madala, Daniel Meyer, François Perroux et de Mme Anne Philip.

Envoi des adhésions, télégraphiques ou par écrit, à la revue de la paix, 10, rue Jacob, 75006 Paris, tel. 033-66-70.

## Union soviétique

### M. BREJNEV A ASSISTÉ LUNDI À UNE CÉRÉMONIE AU KREMLIN

(De notre correspondant.)

Moscou. — Les autorités soviétiques n'ont eu de cesse de confirmer la rumeur répandue dimanche 23 septembre par M. Taba, le ministre iranien des affaires étrangères, concernant une maladie de M. Léonide Brejnev. Le Monde a du 24 septembre. Cependant, tous les quotidiens publiés en ce jour, en première page, une grande photographie sur laquelle on voit M. Brejnev participer à une cérémonie au Kremlin. La télévision soviétique a présenté, d'autre part, lundi soir, des images de cet événement.

Cette cérémonie avait été organisée en l'honneur de M. Viktor Grichine, membre du bureau politique du P.C.U.S. et premier secrétaire du comité du parti de la ville de Moscou, qui a été décoré, à l'occasion de son anniversaire, de l'Ordre de Lénine. La plupart des membres du bureau politique y ont participé. Brejnev, cependant, absent, M. Brejnev n'avait pas l'air particulièrement souffrant, encore qu'il puisse très bien ne pas avoir échappé à l'épizootie de grippe qui s'est répandue à Moscou. Le 7 octobre prochain, M. Brejnev doit se rendre en R.D.A. — J. A.

## Yougoslavie

LES MANŒUVRES « ZLATIBOR 74 », auxquelles ont participé des unités de défense territoriale et les forces armées yougoslaves, ont pris fin lundi 23 septembre au sud de Belgrade, annonce l'agence Tan-youg. D'autre part, le général Victor Koulikov, chef de l'état-major général des forces armées soviétiques, a regagné Moscou le même jour, après une visite officielle d'une semaine dans la capitale fédérale. — (A.P., A.F.P.)

## Portugal

### La droite cherche à se réorganiser

Lisbonne (A.F.P., A.P.). — Certains indices apparus depuis quelques jours montrent que la droite cherche à se réorganiser au Portugal. Le samedi 22 septembre, les milieux de Lisbonne se sont réunis de milieux d'affaires, invitant les Portugais à une manifestation de la « majorité silencieuse ». Des avions ont, de nuit, lâché des tracts appelant également à cette manifestation, dont la date n'est d'ailleurs pas précisée.

Alors que, d'autre part, le film *Sambor*, patronné par le Mouvement pour la libération de l'Angola (M.L.A.), qui décrit des scènes de la colonisation portugaise, a été interdit, un nouvel hebdomadaire, qui se classe désormais à l'extrême droite, *Bandarra*, a sorti son premier numéro le samedi 21 septembre. *Bandarra*, tout en défendant le général Spínola, se livre à une vive attaque contre le parti communiste, qu'il accuse de s'efforcer dans tous les domaines.

Parmi les documents récemment saisis au siège du parti nationaliste portugais — formation d'extrême droite créée la semaine dernière et interdite presque aussitôt par le gouvernement — a été trouvé un texte adressé à plusieurs partis de droite leur proposant la constitution d'une coalition. Une partie de la droite souhaiterait, en effet, reconstituer un parti classique en vue des élections qui doivent avoir lieu au printemps de 1975, et apporter son soutien au général Spínola, qu'elle croit mécontent d'un virage à gauche trop accentué. Selon certains renseignements parvenus aux services de renseignements des forces armées, enfin, des extrémistes de droite s'efforceraient de se procurer des armes.

A l'extrême droite, enfin, il est possible — indique-t-on de bonne source — que les officiers qui avaient animé le « régime des colonels » constituent leur propre parti, à la tête duquel ils porteraient l'ancien dictateur, le général Papadopoulos.

## Grande-Bretagne

### DEUX MILLE GRÉVISTES DE FORD REMETTENT EN CAUSE LE « CONTRAT SOCIAL » DE M. WILSON.

(De notre correspondant.)

Londres. — La grève aux usines Ford de Liverpool et de Dagenham, dans le sud-est de l'Angleterre, embarrassée assez sérieusement le gouvernement travailliste.

La poursuite du conflit, décidé le lundi 23 septembre, menace en effet de discréditer le « contrat social » que M. Wilson a placé au centre de son programme électoral. La grève, qui touche deux mille spécialistes, paralyse presque entièrement la production de Ford depuis dix jours. La compagnie, qui a déjà perdu près de 25 millions de livres, a donc proposé une négociation immédiate, en vue d'augmenter les salaires de toutes les catégories. A la surprise générale, les grévistes ont rejeté cette solution. Ils exigent que leurs revendications de salaires, qui portent sur une augmentation allant de 3 à 9 livres par semaine, soient satisfaites avant toute discussion.

L'attitude de la société Ford dans cette affaire a causé autant de surprise que l'hostilité des grévistes. La dernière réunion était en effet intervenue en février. Or, le « contrat social » conclu entre le gouvernement et la F.U.C. prévoit qu'aucun accord de salaires ne peut être conclu en l'absence d'un accord sur le plan social. Il s'agit donc d'une plus grande publicité des fonds d'investissement et d'un rôle plus actif de la F.U.C. dans la vie sociale.

Le 23 septembre, M. Wilson a déclaré, en avril 1969, pour diriger ce qui restait de l'industrie créée par le président Johnson pour lutter contre la pauvreté (O.E.C.), qu'il n'avait pas d'alternative à la réduction des dépenses. M. Wilson a affirmé que la réduction des dépenses était la seule solution à la crise budgétaire. Au mois d'août dernier, M. Ford avait choisi avec trois autres conseillers pour l'aider à préparer son gouvernement.

# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### Le sénateur Kennedy décide « irrévocablement » de ne pas briguer la présidence en 1976

An cours d'une conférence de presse tenue le 22 septembre à Boston, le sénateur Edward Kennedy s'est retiré de la course à la Maison Blanche pour l'élection de 1976.

« Je n'accepterai pas l'investiture, je n'accepterai pas d'être candidat à la vice-présidence et je désavoue d'avance toute « tentative populiste » (draft) qui chercherait à me faire revenir sur une décision que je considère comme définitive et irrévocable », a déclaré en substance le dernier survivant des quatre fils de Joseph Kennedy, « père fondateur » d'une dynastie politique marquée par la tragédie.

C'est d'ailleurs en invoquant des raisons d'ordre privé que le sénateur du Massachusetts a justifié ce qu'il convient de regarder comme un désistement anticipé. Il assume les responsabilités de « chef de famille » pour les enfants de son frère Robert, ancien sénateur de New-York abattu à Los Angeles en 1968 alors qu'il venait d'emporter

l'élection primaire de Californie. Son épouse, Joan Kennedy, est d'une santé fragile et est contrainte à de fréquents séjours en clinique. Son jeune fils a été récemment amputé d'une jambe pour enlever une tumeur maligne qui a d'ailleurs exigé de nouvelles hospitalisations. On conçoit que, dans ces conditions, M. Kennedy n'ait pas la liberté d'esprit nécessaire à se jeter à corps perdu dans une lutte électorale qui l'absorberait entièrement des mois durant. En revanche, il brigue, en 1976, le renouvellement de son mandat sénatorial, qu'il décrochera sans doute, comme les précédents, « dans un journal ».

On le voit, Edward Kennedy ne quitte pas la vie politique. Il ne s'engage pas davantage d'un parti démocrate qui semble traverser une étrange période d'hibernation politique. Sous Richard Nixon, son opposition s'est faite discrète, presque inaudible dans un pays où l'on a coutume de parler fort. Il n'a pas non plus cherché à exploiter l'affaire du Watergate. Peut-être était-il plus avisé en effet de laisser les républicains se débattre entre eux ? Peut-être aussi cet immobilisme n'était-il pas sans rapport avec l'hypothèse Kennedy ? Tant que la vedette ne se prononcera pas clairement sur ses intentions, ses compétiteurs possibles n'auront pas intérêt à se manifester. Mais 1976 sera-t-elle une « bonne année » pour les démocrates ? Qui peut le prévoir aujourd'hui ? Ce que l'on peut calculer de maintenant, c'est que quatre ans plus tard, en 1980, l'ancien Kennedy aura encore quarante-huit ans : un bel âge pour un candidat sérieux à la présidence. — A. C.

### M. DONALD RUMSFELD REMPLACERA LE GÉNÉRAL HAIG À LA MAISON BLANCHE

Washington (A.P.). — M. Donald Rumsfeld, ambassadeur des États-Unis auprès de l'OTAN, remplacera le général Haig à la Maison Blanche. M. Rumsfeld ne recevra toutefois pas le titre de « secrétaire général ». Le général Haig a été nommé commandant suprême des forces alliées en Europe.

En décembre 1970, M. Donald Rumsfeld était devenu, à l'âge de trente-huit ans, le plus jeune conseiller du président Nixon. Il avait été nommé, deux ans plus tard, ambassadeur auprès de l'OTAN. Diplômé de Princeton, M. Rumsfeld a servi dans l'armée et a été commandant dans la banque avant d'être élu, en 1962, représentant de l'Illinois. Réélu deux fois, il se distingue par son attitude résolument conservatrice sur le plan social. Il jouit en fait d'une plus grande publicité des fonds d'investissement et d'un rôle plus actif de la F.U.C. dans la vie sociale.

## PROCHE-ORIENT

### LE ROI FAYCAL RÉCLAME L'ÉVACUATION TOTALE DE L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES OCCUPÉS.

Dans une interview à l'hebdomadaire américain *Newsweek*, le roi Fayçal d'Arabie Saoudite a exprimé l'espoir que les États-Unis sauront exercer suffisamment de pressions pour que les Israéliens abandonnent leur projet de territoires arabes occupés avant la fin de 1974.

« Le retrait total des territoires occupés, c'est le seul moyen viable, doit être la prochaine étape sur la voie d'un règlement au Proche-Orient. Des solutions partielles ne sont pas de mise. Il faut nous entendre résoudre le problème d'une manière radicale. Nous voudrions voir les Israéliens quitter les territoires arabes des demain matin, mais nous ne voulons pas forcer un accord précipité. Il ne faut cependant pas oublier qu'une année s'est déjà écoulée depuis la fin de la guerre d'octobre et il n'est pas déraisonnable de s'attendre que cette évacuation commence avant la fin de l'année. »

Le souverain wahabite n'a pas exclu du nouveau recours à l'embargo pétrolier. « Nos amis, a-t-il dit, doivent comprendre où se trouvent leurs intérêts stratégiques. Tout d'abord, c'est nous. Nous ne voulons rien entreprendre qui puisse nuire aux États-Unis. Mais pour que nos nouvelles relations avec les États-Unis soient vraiment solides, les États-Unis doivent pour leur part s'abstenir de toute action susceptible de porter atteinte à nos intérêts et à ceux du monde arabe. Si l'occupation des territoires arabes — y compris la Jérusalem arabe — non seulement porte préjudice aux Arabes, mais également elle empêche le climat international. »

## Liban

### LE PREMIER MINISTRE ANNONCERAIT SA DÉMISSION

(De notre correspondant.)

Beirut. — Le premier ministre libanais, M. Tabbal, a annoncé, lundi 23 septembre, à la presse, qu'il présenterait mercredi, au chef de l'État, la démission de son cabinet et cela au cours du conseil des ministres hebdomadaire qui doit se tenir à Beyrouth, résidence d'été du président de la République. Cette démission intervient après le départ, la semaine dernière, du gouvernement, des ministres de l'économie et des affaires sociales, M. Nassif Hitti et M. Kamel Bouhassan. Ce retrait devait être suivi, ce mardi, par celui des deux représentants du parti socialiste progressiste de M. Kamel Joumblatt, M. Badier Tabbal (intérieur) et M. Tawfik Assaf (éducation). Les milieux politiques de Beyrouth inquiètent des répercussions possibles de la crise qui sévit, à un moment où les rivalités de clans et de partis revêtent un caractère d'intolérance et de violence, qui laisse présager le pire.



1.60 1.65 1.70 1.75 1.80 1.85 1.90 1.95 2.00

## CAPEL habille en long comme en large

70 tailles en prêt-à-porter - Magasin principal : 74 bd de Sébastopol Paris 3<sup>e</sup>, 272.25.09 - Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>, 538.73.51

مركز الأمل



## AFRIQUE

### Ethiopie

#### Après l'arrestation de deux dirigeants syndicaux Les militaires tentent d'obtenir le retrait de l'ordre de grève générale

Le fossé entre civils et militaires semble se creuser encore en Ethiopie. La Confédération des syndicats de travailleurs éthiopiens, qui compte environ mille adhérents, a lancé en effet, lundi 23 septembre, dans la soirée, un mot d'ordre de grève générale qui prend effet à partir de mercredi.

La centrale entend ainsi riposter à l'arrestation, par l'armée, de deux de ses dirigeants, le président M. Beyene Solomon, et le secrétaire général, M. Fisehaten Tekle. Tous deux avaient été appréhendés lundi en début d'après-midi et emmenés au quartier général de l'armée sans que les militaires fournissent la moindre explication. Mardi matin, des contacts ont eu lieu entre la Confédération et l'armée en vue de libérer les deux leaders. Quelle que soit l'issue des négociations, et que le mot d'ordre de grève soit retiré ou maintenu, l'action entreprise par les dirigeants syndicaux est lourde de conséquences et peut leur déterminer, il s'agit du premier conflit ouvert avec le comité de coordination militaire, conflit d'autant plus grave que ce dernier avait, le 12 septembre dernier, supprimé le droit de grève.

A l'origine de cette crise se trouve une revendication commune aux étudiants et aux dirigeants des travailleurs : la mise en place d'un gouvernement civil. Les uns comme les autres demandent que l'armée abandonne le pouvoir. Ils refusent de se contenter de la création par les militaires d'une commission consultative civile chargée de participer à l'élaboration d'une nouvelle Constitution.

Cette commission, dont la création avait été annoncée le 15 septembre dernier, comprendra cinquante membres. Elle devra être mise en place définitivement le 9 octobre. Elle aura pour tâche de travailler, avec les militaires, à la réforme des institutions politiques, économiques et sociales. Elle devra aussi déterminer la procédure permettant la mise en place d'un gouvernement désigné par le peuple.

Dès le 18 septembre, les étudiants et les lycéens avaient jugé cette procédure dilatoire. Pour manifester leur opposition, ils avaient refusé de participer à un projet cher aux militaires, qui visait à les envoyer dans les campagnes pour éduquer les masses rurales et diffuser les idées de la révolution. La situation, depuis lors, est bloquée et l'université de la capitale, fermée depuis mars dernier n'a toujours pas rouvert ses portes. Les inscriptions, cependant, semblent se dérouler normalement.

La déclaration faite lundi par le prince héritier Asfa Wossen est-elle de nature à entraîner une

évolution de la situation ? On peut en douter. Répondant à l'appel que lui avaient lancé le 12 septembre les militaires, le prince affirme qu'il souhaite regagner son pays pour y servir le peuple en tant que souverain constitutionnel. Il ajoute qu'il est prêt à jouer son rôle dans la réalisation des « objectifs sacrés » de la suppression de la famine, de la maladie et de l'ignorance. Le prince, qui est âgé de soixante ans, est le fils aîné de l'empereur. Il était son unique héritier mâle depuis la mort de son frère en 1967. En 1969, il avait été mis à une tentative de putsch menée par un groupe d'officiers qui avaient profité d'un voyage de l'empereur au Brésil pour essayer de s'emparer du pouvoir. L'affaire avait échoué et depuis lors le prince avait été tenu à l'écart. Il avait été frappé en 1973 d'une paralysie partielle et se soignait en Suisse où il se trouve toujours. La balle est maintenant plus que jamais dans le camp des militaires. Il leur faudra prendre des décisions rapides s'ils veulent garder la situation en main. La prudence leur est-elle si bien venue lorsqu'il s'agit d'écarter l'empereur, le semble plus de mise. La contestation risque de s'étendre de plus en plus. Lundi matin, un groupe de fonctionnaires du ministère des finances ont proclamé la formation d'un cabinet composé de personnalités civiles et ont exprimé leur appui aux syndicats et aux étudiants. C'est la première fois qu'une telle tendance s'exprime ouvertement dans la fonction publique. — D.J.

### Angola

#### LE GÉNÉRAL SPINOLA POURRAIT DIRIGER EN PERSONNE LES NÉGOCIATIONS

Lisbonne (A.F.P., Reuter). — Le président Antonio de Spínola entend diriger en personne les négociations futures sur l'avenir politique de l'Angola, et se rendra vraisemblablement à Luanda dans un proche avenir. C'est ce qu'a annoncé, lundi 23 septembre, un porte-parole du gouvernement portugais. Durant les deux journées précédentes, le chef de la junte avait eu des entretiens avec le contre-amiral Antonio Rosa Coutinho, président du conseil militaire en Angola. De retour à Luanda, dimanche soir, ce dernier a confirmé que le général Spínola avait l'intention de s'occuper « personnellement » de cette affaire et qu'il prendrait bientôt contact avec les représentants des principaux mouvements de libération du territoire.

Le président portugais avait rencontré, il y a une dizaine de jours, dans l'île de São (archipel du Cap-Vert), le président Mobutu Sese Seko, chef de l'Etat saïrois, pour s'entretenir avec lui des problèmes posés par la décolonisation. Le siège du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.), dirigé par M. Roberto Holden, se trouve au Zaïre et, selon le président Mobutu, ce pays donnerait asile à plus d'un million de réfugiés originaires de l'Angola.

L'action menée sur le plan diplomatique et les rumeurs concernant d'éventuelles négociations n'empêchent pas la poursuite des combats. Le commandement portugais a annoncé lundi qu'un commando du F.N.L.A. avait attaqué, le 20 septembre, une colonne de soldats dans la région d'Ambriz, non loin de Luanda.

### Vietnam du Nord

#### LE CHARGÉ D'AFFAIRES EN FRANCE DEVIENT AMBASSADEUR

La République démocratique du Vietnam vient de nommer ambassadeur en France M. Vo Van Sung, chargé d'affaires, qui se trouve actuellement à Hanoi, mais dont le départ pour Paris interviendra.

Un communiqué émis le 22 avril 1973 avait annoncé un échange d'ambassadeurs. Vingt-quatre heures plus tard, Paris et Saigon rétablissent leurs relations. L'attitude du gouvernement français, qui ne faisait aucune place au G.R.P., avait vivement mécontenté les révolutionnaires vietnamiens. Le « Nhan Dan » publiait le 25 avril 1973 un vigoureux éditorial à ce propos. Si donc M. Chavet exerçait dès cette époque des fonctions d'ambassadeur de France en R.D.V., M. Vo Van Sung demeure chargé d'affaires. Une certaine évolution se fit ensuite sentir ; si le G.R.P. a refusé une mince aide humanitaire française, la comparaison de ce qui a été donné à Saigon, le statut de la représentation du gouvernement révolutionnaire a néanmoins changé. Le bureau d'information est devenu le 22 mai 1974 la mission permanente du G.R.P. de la République du Sud-Vietnam en France.

• A SAIGON, l'élection du lundi 23 septembre par les deux Chambres réunies des neuf juges à la Cour suprême a donné lieu à de vifs incidents. Les élus de l'opposition indiquant que le président Thieu s'explique au sujet des accusations de corruption portées contre lui. D'autre part, le gouvernement a renoué lundi les contacts de la commission internationale de contrôle en acquittant, avec un virement de près de 3 millions de dollars, une partie de sa contribution pour 1974.

### Chine

#### LA VISITE DE Mme MARCOS Pékin va vendre du pétrole aux Philippines

De notre correspondant

Pékin. — Les Philippines et la Chine noueront très probablement des liens diplomatiques dans le cours du semestre à venir. Le séjour à Pékin de Mme Marcos semble, en effet, avoir été un succès comme le montraient, lundi 23 septembre au soir, l'atmosphère gaie et détendue du banquet d'adieu à l'Assemblée, et l'échange de lettres, peu après, sur le développement des relations commerciales entre les deux pays. Mme Marcos fait même un voyage improvisé à Tientsin ce mardi ; elle a dû décliner cependant l'invitation à prolonger son séjour que lui avait faite la femme du président Mao.

Mme Chiang Ching a joué un rôle important tout au long de cette visite. Cela s'explique par bien des raisons : par sa présence, elle apporte la caution discrète du chef du parti ; elle est la seule femme membre du bureau politique ; et surtout, en tant que responsable de la politique culturelle du parti, il lui revenait d'accueillir la fondatrice du grand centre culturel international du boulevard Roxas, à Manille.

Il reste que les questions épineuses à régler avant l'ouverture des missions diplomatiques ont été discutées avec M. Chou En-lai, puis avec le premier vice-premier ministre, M. Li Hsien-nien. On en ignore le détail. L'échange de vues selon M. Li fut « sincère », autrement dit pas très facile, mais le vice-premier ministre ne s'en déclare pas moins

« profondément convaincu que les relations des deux pays et l'amitié traditionnelle des deux peuples connaîtront un nouveau et plus grand développement ». La délégation se montre fort discrète sur la question de Taiwan. Y a-t-il une ou deux Chineses ? Le « forum asiatique » proposé par M. Marcos accueillera-t-il une délégation nationaliste ? Quelle réponse Pékin a-t-il faite à cette proposition ? Le silence est de rigueur. Il revient apparemment au président Marcos de trancher les questions délicates. Mais la délégation rapart avec des résultats concrets. Le commerce va se développer : vente de pétrole chinois à partir de l'année prochaine (1), et achat de sucre, de cuivre, de bois et de coprah des Philippines. Une mission viendra à Pékin pour préciser les quantités. Enfin, des troupes d'opéra et de ballet chinoises seront invitées à Manille.

ALAIN BOUC.

(1) Un porte-parole philippin a parlé de quantités considérables de pétrole.

### Bangladesh

#### LA SITUATION EST « PROCHE DE LA FAMINE »

declare le premier ministre

Dacca. — Avant de partir, lundi 23 septembre, pour New York, où il va notamment demander à l'Assemblée générale des Nations unies un accroissement de l'aide étrangère à son pays, M. Mujibur Rahman, chef du gouvernement de Dacca, a déclaré aux journalistes que la situation au Bangladesh était actuellement « proche de la famine ». Il a annoncé qu'il avait ordonné la mise en place dans tout le pays de quatre mille trois cents cantines, où seront fournies des rations alimentaires. Selon le ministre de l'alimentation, M. Abdul Monin, les réserves du gouvernement de Dacca seront épuisées d'ici à la fin du mois, à moins que n'intervienne d'urgence des livraisons par bateau de vivres de l'étranger. Dans le même temps le prix du riz continue de grimper de manière vertigineuse. Il a augmenté de 50 % en une semaine. — (A.F.P., Reuter.)

### Thaïlande

#### LE P.C. FAIT DÉSORMAIS ÉTAT DE « ZONES LIBÉRÉES »

Le P.C. thaïlandais, qui mène la lutte armée contre le régime de Bangkok, parle désormais de « zones libérées ». Jusqu'à présent, il se contentait de mentionner ses actions entreprises contre l'armée royale. Il s'agit, du moins en ce qui concerne la propagande, d'un tournant. En fait, depuis longtemps, le P.C. contrôle certaines zones, d'une superficie relativement réduite, semble-t-il.

« Les mots zones libérées — qui peuvent aussi être appelées des bases — sont sans doute nouveaux pour le peuple thaïlandais », a déclaré, le 17 septembre, le radio communiste, la Voix du peuple de Thaïlande. Elle ajoutait : « Cependant, ce sont des mots pleins de sens. (...) Ils dissolvent la peur dans la classe dirigeante réactionnaire et chez les imperialistes américains, mais sont accueillis par tout le peuple, qui aime la démocratie plus que ces zones libérées sont celles où se situent l'indépendance et les espoirs des masses de gens pauvres. »

La radio ajoute que, pour libérer une zone, la lutte armée est nécessaire. Elle indique aussi que le pouvoir politique se saisit progressivement dans les campagnes, puis, à partir de là, dans les villes. « De nombreuses bases ont été établies dans le pays », mais la radio n'en a cité aucune précisément. Elle fait état des grands changements intervenus dans ces régions : égalité des droits pour les femmes et les hommes, amélioration du niveau de vie et du niveau culturel, études pour tous les enfants, campagnes sanitaires. « C'est pourquoi le peuple est uni. Il bâtit et défend avec vigueur les bases. » De plus, « l'ennemi » sera chassé s'il entend empiéter sur ces zones.



## Les pouvoirs publics font ce qu'ils peuvent. Mais vous?

L'Etat, tout le monde le sait, considère maintenant le téléphone comme une priorité nationale. Mais tous vos ennuis ne vont pas, du même coup, se résoudre du jour au lendemain. Avez-vous pensé, par exemple, que vous pourriez faire déjà beaucoup aujourd'hui pour que votre standardiste sache enfin où donner de la tête, pour que vos clients cessent de protester, pour que vous puissiez au moins obtenir sans problème votre collaborateur du bureau d'à côté. Discuter du téléphone ne sert à rien. L'heure est venue d'agir. Et nous, nous ne faisons que ça. L'avance technologique de nos systèmes de communications vous apporte dès aujourd'hui des solutions qui peuvent changer votre vie et celle de votre entreprise : comme la numérotation à clavier, le rappel automatique des postes occupés, la numérotation abrégée, le contrôle des appels vers l'extérieur et celui de

vos dépenses téléphoniques. En un mot, tant de solutions conçues tout exprès pour vous, que vous êtes impardonnable si vous ne faites rien ! Agissez : décrochez le bon ci-dessous et convoquez-nous. Vous pouvez avoir quelques chances de vous réconcilier avec votre téléphone... enfin !

Bon à découper et à retourner à :

CGCT  
Division des Communications Privées  
28, rue de la Redoute  
92260 FONTENAY-AUX-ROSES

Je veux me réconcilier avec mon téléphone : donnez-moi immédiatement des moyens d'agir.

- ☐ en m'envoyant votre documentation.  
☐ en prenant rendez-vous immédiatement avec moi.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Entreprise \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_



Compagnie Générale  
de Constructions Téléphoniques  
Associée de l'ITT

## ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international indépendant, spécialisé dans la formation et le perfectionnement des cadres supérieurs d'entreprises. Enseignement exclusivement en français, animé uniquement par des praticiens. Nombre limité d'étudiants. Certificats et diplômes.

Cours général ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE, 9 mois à plein temps, du 19 octobre 1974 au 28 juin 1975. Formation de cadres supérieurs polyvalents (méthodologie, conduite des hommes, gestion, organisation, production, commercialisation).

Cours général MARKETING & PUBLICITE, 7 mois à plein temps, du 19 octobre 1974 au 17 mai 1975. Formation de cadres spécialisés (marketing, étude de marché, vente, techniques publicitaires, relations publiques). Prépare un emploi immédiat en agence ou dans l'entreprise.

Conditions générales d'admission aux cours : en principe 21 ans au moins ; baccalauréat ou diplôme équivalent ou minimum d'expérience professionnelle.

DOCUMENTATION No PCM 37 sur simple demande au Secrétariat de l'ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE, chemin de Moron 35, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 232992.

**TIMBRES POSTE**  
ACHAT URGENT

Collection de toute importance  
neuf et usés - Lots, timbres,  
accumulation de stock, archives,  
vieux correspondances, notes  
d'entreprises, imprimés-échantillons.

PIGERON 359-03-14 rue de Belfort 75008 PARIS  
Le Centre Philatélique





صلى الله عليه وسلم

## RELIGION

## CATASTROPHES

### LES MISSIONS EN AFRIQUE NOIRE

#### Un style nouveau d'apostolat chez les animistes et les musulmans

L'avenir des missions chrétiennes en Afrique noire n'est pas clair. Mais il est certain que les schémas traditionnels s'effacent, et que des formes nouvelles de christianisme se dessinent. La mort du colonialisme, la faillite de la culture européenne, la montée des nationalismes, l'effacement des vocations missionnaires, le renouveau fondamental de la théologie, la prise de conscience des valeurs

de l'animisme et de l'islam ont déjà affecté le style des méthodes d'apostolat. Ce n'est de toutes évidences qu'un commencement.

Après avoir consacré ce qu'il en était dans le numéro particulier de l'«*Jeune Afrique*» du 5 septembre 1974, Henri Fesquet cite quelques exemples pris sur le vif au Niger, au Togo et au Dahomey, dans des régions où dominent tantôt l'islam, tantôt l'animisme.

#### De notre envoyé spécial

Niamey (Niger). — Cent kilomètres de piste en tête onduleuse au sud-ouest de Niamey, et voici, en pleine brousse, la mission chrétienne de Makalondi, chez les Gourmantché, ethnique marginale au Niger. Un Père catholique réformateur et un Frère protestant de Talzé — mais ces dénominations confessionnelles ont-elles encore un sens sous de telles latitudes ? vivent ici depuis 1966. Ils ont tout mis en œuvre pour faire oublier leurs origines européennes. Vivent à l'indigène, tant pour l'habitat que pour la cuisine, vêtus de shorts, couchant à la belle étoile, sans électricité ni réfrigération, les missionnaires occupent une maison circulaire délimitée par une barrière de tiges de mil tressées horizontalement. Six cases rondes en crépi et en briques d'argile émaillées d'un toit en paille de brousse : l'ensemble est d'une élégance épartiale. Un puits de six mètres fait parcourir l'eau ; le téléphone le plus proche se trouve à 40 kilomètres.

Comment ces hommes se perfectionnent-ils ? Ils ont une formation de base de tout : aussi peu didactique que possible, ils se font « sur le tas » : apprendre à cultiver les plantes maraichères, à cimenter et à entretenir les puits, à créer de petites coopératives, etc.

Sur le plan religieux, il s'agit de dépouiller au maximum le catéchisme de son enveloppe doctrinale et théologique qui porte la marque de l'Europe. L'enseignement se donne autant que faire se peut au cours de conversations. Appel est fait aux indigènes laïcs. Ceux-ci ne sont pas forcément baptisés, à cause de la polygamie, qu'il ne saurait être question d'abolir inconditionnellement, car elle est un des piliers du système économique et familial.

Le respect des coutumes — telles que la circoncision et l'excision — est un point fondamental, ainsi, bien entendu, que l'étude et la pratique de la langue locale (grammaire, lexique, etc.).

La liturgie emprunte divers éléments aux traditions du pays (instruments de musique, chants). La chapelle de la mission est une case semi-circulaire à l'ombre d'un tamaris. Assis en arc de cercle sur des troncs dépeçés de leur écorce, les fidèles font face à un autel fait d'un mortier. Une calèche de bois de tabac, le pain fabriqué au village est utilisé pour l'Eucharistie. Seul le vin est importé d'Espagne, faute de pouvoir utiliser de la bière de dattier qui est prosaïque par le droit canon.

Jadis les missionnaires baptisaient par groupes, notamment les enfants des écoles confessionnelles, sans se soucier outre mesure de l'environnement à venir de ces néophytes. Ici, à Makalondi comme dans la plupart des missions d'aujourd'hui, il n'en est pas question. La théologie n'enseigne plus que l'interpellation des hommes non baptisés. « Arracher l'âme des païens à la damnation éternelle », comme on l'apprenait

encore au début du siècle, ne fait plus partie des mots d'ordre des missions. De 1970 à 1974, il y a eu cent dix baptêmes, surtout d'adultes. On attend que le désir des indigènes soit clairement exprimé. D'autant que, on ne donne plus aux convertis des prénoms de saints blancs. Enfin, et cela est capital, les prêtres font en sorte de ne pas s'occuper en priorité des « élites » : le christianisme n'est pas une religion réservée d'abord aux privilégiés.

Ainsi, l'évangélisation progresse lentement, mais d'une manière plus authentique. Les indigènes se sentent aimés pour ce qu'ils sont et non plus en fonction d'une conversion hypothétique. Le complexe d'infériorité éprouvé par les Gourmantché, tribu de faible importance, est en voie de recul. « La mission a contribué à les débarrasser de ce sentiment », nous dit le frère de Talzé.

En fait, partout de même qu'à Makalondi ? Oui et non. Dans les missions prospères, comme à Ouagadougou (Haute-Volta), où la communauté chrétienne est nombreuse, a pignon sur rue avec ses églises, ses écoles, ses dispensaires, ses quartiers, l'ambiance est, comme il est inévitable, extrêmement différente. Musulmans et catholiques, en dépit de contacts protocolaires, ne sont pas très en confiance et médisent parfois les uns des autres. Les souvenirs coloniaux ne sont pas tous effacés. Un climat concurrentiel joue encore.

La liturgie y a pourtant fait de grands progrès. La cérémonie de la nuit pascalle, sommet du cycle liturgique annuel, est caractéristique de cette évolution. A Ouagadougou, par exemple, l'atmosphère de l'office atteint un maximum : procession de femmes tenant des jarres, danses,

pétards, acclamations périodiques de la foule, rite du feu, proverbes locaux appliqués au Christ, etc.

Aux termes d'une conversation amicale avec un notable musulman, Mgr Pierre Barthélémy Haridon, évêque de Dapango (Togo), prenait congé de lui en ces termes : « Priez Dieu pour que nous devenions de meilleurs chrétiens, et nous-mêmes nous prions pour que vous deveniez de meilleurs musulmans ».

De tels propos ne sont pas de pure courtoisie. Ils ne trahissent pas davantage, bien entendu, une sorte d'indifférence religieuse ou un glissement vers le syncretisme.

Il s'agit d'entendre une théologie de l'occidentalisme amorcée par le concile Vatican II. De son côté, Mgr Patrice Redols, évêque de Niamey (Dahomey), estime : « L'animisme n'est pas un obstacle au christianisme. Il constitue une pierre d'attente ou, si vous préférez, le tronc sur lequel se greffe et se greffera le christianisme. Nous n'avons pas à détruire les traditions animistes, mais à les purifier ».

Même son de cloche chez Mgr Hippolyte Berlier, évêque de Niamey, dont la mission modeste en plein pays musulman date de 1947 seulement : « L'islam constitue une précondition au christianisme meilleure que d'autres religions entachées de superstitions. En baptisant négriers, systématiquement, pour faire barrage aux musulmans, nous avons eu tort. Notre intention est aujourd'hui bien différente : ne pas faire changer les musulmans de religion, mais nous efforcer ensemble à une conversion permanente ».

« L'Eglise du Niger doit devenir nigérienne dans sa structure. Il nous faut préparer l'ordination sacerdotale d'hommes mariés et pères de famille ».

La relève des missionnaires européens est, en effet, loin d'être assurée...

HENRI FESQUET.

#### Mgr ANDRÉ QUELEN EST NOMMÉ EVÊQUE COADJUTEUR DE MOULINS

Paul VI a nommé Mgr André Quelen, actuellement évêque auxiliaire d'Angers, évêque coadjuteur, avec droit de succession, de Mgr Francis Bougon, évêque de Moulin (Allier).

[Mgr Quelen, né à Brest le 29 novembre 1922, a été ordonné prêtre le 25 juin 1946. Il a obtenu sa licence en théologie à l'université grégorienne de Rome. Après un an d'études complètes à l'Institut catholique de Paris, il fut nommé successivement vicaire de Pontecorvo et de la JAC, professeur de théologie dogmatique au grand séminaire de Quimper en 1951, et vicaire de Saint-Louis de Brest en 1956, et enfin, évêque auxiliaire d'Angers, le 24 décembre 1968. Il a été ordonné évêque par Paul VI, le 6 janvier 1969, au la cathédrale Saint-Pierre de Rome. Il vient d'être nommé au bureau diocésain de l'épiscopat, de la commission «*Relations*» et de la commission «*Enseignement religieux*».]

#### POURQUOI UN EVÊQUE SAVOYARD EN BRETAGNE ?

Le magazine *Armor*, de septembre 1974, commentant la récente nomination de Mgr Joseph Duval comme évêque auxiliaire de Rennes, écrit notamment : « Nous n'avons rien contre ce prélat, qui possède certainement beaucoup de qualités, mais nous n'admettons pas qu'un homme de ce poste, près d'un cardinal archevêque qui nous est également étranger, un *Savoyard de Chénex*, alors que tant de prêtres bretons sont condamnés à l'exil. L'Eglise a bien tort, elle qui se plaint de ne plus trouver de vocations et de voir diminuer le nombre de ses prêtres, de ne pas tenir compte de la renaissance puissante du sentiment breton dans notre peuple. »

### Au Honduras

#### LES SECOURS AUX VICTIMES DU CYCLONE « FIFI » COMMENCENT A S'ORGANISER

La solidarité internationale commence à se manifester envers les pays d'Amérique centrale frappés lors du dernier week-end par le cyclone « Fifi », et notamment envers le Honduras, le plus durement touché. L'Organisation des Etats américains a débloqué un crédit de 500 000 dollars, et la République fédérale d'Allemagne mettra 400 000 marks à la disposition des sinistrés. Les Etats-Unis ont organisé un véritable pont aérien au départ de la zone du canal de Panama. Les Etats latino-américains sont particulièrement actifs, notamment certains de ceux qui ont eux-mêmes été atteints par le cyclone, comme le Guatemala ou le

Mexique. Médicaments, vêtements et nourriture commencent à parvenir à Tegucigalpa, capitale du Honduras. M. Giscard d'Estaing a adressé un télégramme de condoléances au général Osvaldo Lopez Arellano, chef de l'Etat du Honduras. Un avion chargé de matériels et de produits nécessaires aux sinistrés devait incessamment quitter la France. La Croix-Rouge française a d'autre part lancé un appel à la solidarité en faveur du Honduras (1).

Aucun bilan de la catastrophe ne peut encore être établi. Le nombre de victimes des inondations continue à osciller, selon les sources, entre cinq mille et dix mille. De nombreux cadavres seraient enterrés sous d'épaisses couches de boue, ce qui rend impossible leur décompte, et augmente, à terme, les risques d'épidémie. Des économistes, membres du Comité de coordination des secours, ont évalué à 900 millions de dollars les dégâts causés par Fifi. Le chef de l'Etat, le général Lopez Arellano, a assuré que le Honduras vivait « la crise la plus grave de son histoire ».

Au Mexique, le cyclone aurait provoqué la mort d'une trentaine de personnes. Une dizaine de milliers d'autres seraient sans abri. Un nouveau cyclone, baptisé Orión, était attendu sur les côtes mexicaines dans la nuit du 24 au 25 septembre.

Au Guatemala, enfin, on déplore huit morts et environ huit mille sinistrés. (A.F.P., A.P., Reuters.)

(1) Chèques bancaires à adresser à : Croix-Rouge française, 17, rue Quantin-Bauchart, 75008 Paris. Chèques postaux à adresser au C.C.P. 600-00, en précisant : Honduras.

#### Près de Corte (Corse)

#### NEUF JEUNES CAMPEURS SONT EMPORTEES PAR LA CRUE D'UNE RIVIERE

Neuf jeunes campeurs, garçons et filles, ont été emportés, dans la nuit du 23 au 24 septembre, par la crue subite de la rivière Tavignano, près de Corte (Corse). Cinq corps ont été, pour l'instant, retrouvés. Les quatre autres jeunes gens sont portés disparus. On ignore encore l'identité des victimes.

Le drame s'est produit vers 3 h. 30 du matin. Soudainement grosse pluie, vents violents, tourbillons, la rivière, transformée en torrent, a tout balayé sur son passage, emportant les quatre tentes et leurs occupants, surpris durant leur sommeil.

## DÉFENSE

#### M. SOUFFLET : on peut penser à diversifier la durée du service militaire suivant les affectations.

Les conséquences de l'« appel des cent » en faveur d'une réforme du service national et des manifestations des jeunes appelés à Draguignan ont été analysées, lundi après-midi 23 septembre, par M. Jacques Soufflet, ministre de la défense, devant les membres de la commission de la défense à l'Assemblée nationale : « Ces manifestations sont sérieuses, sans être graves, a-t-il dit. Le rôle de certains meneurs gauchistes doit être souligné et a motivé la saisie de la justice militaire ».

Après avoir marqué sa résolution de défendre vigoureusement l'armée, actuellement attaquée, car c'est une institution nationale au service de la nation, M. Soufflet a indiqué qu'en l'état actuel des études, on pouvait penser à diversifier la durée du service militaire suivant les affectations. On abandonnerait ainsi la notion d'égalité des Français devant le service militaire, pour revenir à une égalité dans les conditions d'admission, a déclaré le ministre.

M. Kristian Gestrin, ministre finlandais de la défense, est en visite officielle en France du lundi 23 au vendredi 27 septembre, sur l'invitation de M. Jacques Soufflet, ministre de la défense. Mercredi, il sera à Marseille-Mariagnane (Bouches-du-Rhône), où il pourra voir les hélicoptères produits par la Société nationale industrielle aéronautique. Au centre d'essais en vol, à Istres, il assistera à une présentation du brasseur d'entraînement franco-allemand Alpha-Jet, dont on dit qu'il intéresse l'armée de l'air finlandaise.

## ÉDUCATION

#### INSCRIPTIONS A L'INSTITUT D'ANGLAIS CHARLES-V

L'institut d'anglais Charles-V (université de Paris-VII) informe les étudiants désirant s'inscrire pour la première fois, et qui, pour une raison valable, n'ont pu se présenter au service d'inscription dans les délais administratifs, qu'ils peuvent solliciter une dérogation jusqu'au 25 septembre. Ils doivent se présenter au 10, rue Charles-V, secrétariat général, bâtiment C, de 9 heures à 11 h. 20 et de 13 heures à 17 heures.

● Nouvelle préparation aux Arts et Métiers. — Des classes préparatoires scientifiques technologiques, en deux ans, vont être créées à partir de la rentrée 1975, pour la préparation du concours d'entrée à l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers, annonce un arrêté publié au *Journal officiel* du 23 septembre. Cette mesure est la conséquence de la réforme de l'ENSAM : la durée de la préparation a été portée d'un an à deux ans, tandis que la scolarité était abrégée d'une année. Deux volets sont offerts aux candidats : les classes préparatoires technologiques, ou un cycle préparatoire (avec recrutement sur dossier) intégré au centre interrégional de Paris de l'ENSAM (le Monde du 13 août).

● ERRATUM. — Dans le compte rendu de l'assemblée générale de l'Union nationale des associations de parents d'enfants handicapés (UNAPEH), une erreur typographique nous a fait écrire, dans la première édition du Monde du 24 septembre, que le projet de loi d'orientation des handicaps prévoyait la suppression de l'« obligation militaire » pour les prestations dont ils bénéficient. Il s'agissait évidemment de l'« obligation alimentaire », imposée jusqu'à présent aux familles des ayants droit.

● Cours accorés d'Italien. — Des cours accorés de langue italienne, assurés par des professeurs italiens, sont organisés par la société Dante Alighieri (pour la diffusion de la langue, de la littérature et de la civilisation italiennes), à partir du 8 octobre. Renseignements et inscriptions au secrétariat de l'association, 6, square Rapp, Paris-7<sup>e</sup>, tous les jours sauf samedi et dimanche, de 17 à 19 heures, tél. 551-16-26.

## MÉDECINE

● Un opéré du cœur. M. Jean-Claude Jenot, vingt-neuf ans, qui avait subi une transplantation cardiaque, dans la nuit du lundi 5 au mardi 6 août, au centre hospitalier universitaire de Montpellier, est décédé samedi 21 septembre, quarante-sept jours après l'intervention. Le greffé avait été opéré par l'équipe du professeur Eric Nègre, qui dirige la département thoracique et cardio-vasculaire.

**La Pompadour**  
présente  
**SES PLUS BEAUX MANTEAUX**  
SES ROBES ET ENSEMBLES  
HABILES  
SA COLLECTION «JERSEY»  
TUNIQUE, ROBES  
TAILLEURS-PANTALONS  
GRANDES TAILLES  
du 42 fort au 60  
32 bis, Bd HAUSMANN  
Paris 8<sup>e</sup>

**EN PREMIÈRE ABSOLUE**  
(réservée aux clients de Jean de Bonnot)

# L'Odyssée

D'HOMÈRE  
illustrée par les artistes  
grecs de l'Antiquité

Réunies pour la première fois dans cette édition, les figures des anciens vases grecs dispersés dans les musées et les collections privées d'Europe et d'Amérique.

Les peintures des anciens vases grecs illustrant les faits et gestes de l'Odyssée sont dispersées dans les musées et collections des deux continents.

Ces chefs-d'œuvre datant de la période comprise entre le VII<sup>e</sup> et le IV<sup>e</sup> siècle avant J.-C. n'avaient jamais été réunis. Nous avons recréé ces figures principalement dans :

- Les musées de Naples, de Vienne, de Berlin, de Venise, de Rome, de Florence, de Wiesbaden, de Cracovie et d'Albano, au British Museum, au Metropolitan de New York et à la Pinacothèque de Munich.
- Les collections Tychevitch, Van Braemhagen de Bruxelles, de la Duchesse de Dalmanis, du Duc de Marlborough, de Pourtales-Gorgier.

Il en résulte un merveilleux volume de 364 pages inoubliables avec l'éblouissant défilé des peintures si belles et si harmonieuses des vases grecs anciens ! Une fresque antique que personne encore n'avait pu contempler dans son ensemble.

Vous relèverez connaissance avec Ulysse et les personnages si divers qu'il a rencontrés au cours de son périple, jusqu'à son retour au royaume d'Ithaque, déguisé en mendiant : les Cyclopes et les Lotophages, le Cyclope, Éole, les Lestrygiens, Cirée la magicienne, les Cimmériens parant avec les morts, les sirènes et la divine Calypso. Sa femme, la patiente Pénélope, son fils Télémaque, Nestor et Ménélas, le portier Eumée, la foule des fourmis, les chiens et le vieux chien fidèle sont chantés et illustrés par ces étonnantes reliques d'il y a 25 siècles.

Cette épopée passionnante avec ses finesses, ses douceurs et aussi ses violences est à la fois un roman d'aventures, une merveilleuse histoire d'amour et une tragédie à l'antique.

Son héros, Ulysse, est le symbole des qualités du peuple grec : l'audace alliée à la prudence, l'habileté et la patience. Une civilisation raffinée se profile derrière la sentimentalité ou la sauvagerie des événements. C'est l'expérience humaine vécue et racontée à travers les dieux antiques dans les 12.110 vers formés d'Homère dans la merveilleuse traduction de Lécote de l'Idole.

**BON** (à adresser à Jean de Bonnot, 7 Fausbourg Saint-Honoré, 75302 PARIS CEDEX 08)

**CADEAU** (Absolument GRATUIT et sans obligation d'achat)

pour ceux qui désirent recevoir le livre en vision

Si votre bon d'examen gratuit me parvient parmi les 1000 premiers, je vous adresserai une ravissante gravure d'un artiste moderne très coté, à tirage strictement limité, sur papier chiffon. Cette gravure vous apportera, même si vous ne l'achetez pas de livres. Pourquoi ce cadeau si prestigieux ? Pour vous faire partager mon amour des véritables livres d'art.

**GARANTIE ILLIMITÉE** Il vous suffit d'envoyer le livre mais les choisir avec soin. Les livres ne peuvent être vendus à vil prix et dépassant l'usage strict des bibliothèques universitaires. Jean de Bonnot ne publie que des livres choisis pour les plus purs goûts et qui garantissent de la valeur chaque page.

C'est pourquoi il s'engage à racheter les livres qu'il publie au même prix aux souscripteurs qui le désirent.

Vente exclusive par courrier chez le seul

**Jean de Bonnot**  
7, Fausbourg Saint-Honoré  
75302 PARIS CEDEX 08

**BON** (avec engagement de ne pas, sous peine de nullité, donner le livre à un autre lecteur que celui qui a souscrit le livre, et de ne pas le vendre à un autre lecteur que celui qui a souscrit le livre. Si le livre est donné à un autre lecteur, le bon d'achat sera nul et le livre sera restitué à Jean de Bonnot. Si le livre est vendu à un autre lecteur, le bon d'achat sera nul et le livre sera restitué à Jean de Bonnot. Si le livre est donné à un autre lecteur, le bon d'achat sera nul et le livre sera restitué à Jean de Bonnot. Si le livre est vendu à un autre lecteur, le bon d'achat sera nul et le livre sera restitué à Jean de Bonnot.)

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse complète : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_ (Signature des parents ou de celui pour les mineurs)

1

## LA VIE DES RÉGIONS

# Vivre en Alsace

## LA POLLUTION DES EAUX SOUTERRAINES

### Va-t-on devoir renoncer à boire l'eau du robinet ?

Par  
MARC AMBROISE-RENDU

**M.** ANDRÉ JARROT, ministre de la qualité de la vie, fait le 28 et le 29 septembre un voyage d'étude dans les deux départements alsaciens. Les sujets de réflexion ne devraient pas lui faire défaut : ce sont les mêmes que les Alsaciens ont essayé de proposer au premier ministre lorsque ce dernier les a visités le 5 et 6 septembre dernier.

L'Alsace, qui peut apparaître comme une région où s'est réfugiée la joie de vivre, est aussi, et pour cela même, une des plus menacées. En toutes ses parties : le Rhin, c'est un cliché, est devenu un égout international ; la plaine est envahie de graviers, sans cesse d'usines de plus en plus polluantes ; le massif vosgien commence lui-même d'être menacé par d'ambitieux projets de mise en valeur.

L'affaire de Markolsheim — deux usines chimiques allemandes qui pourraient apporter plusieurs centaines d'emplois sont refusées par une petite de la population — montre combien les Alsaciens sont sensibles à tout ce qui met en danger leur cadre de vie.

Celui-ci c'est la beauté de leurs paysages, la qualité de l'eau ou de l'air, c'est aussi (surtout ?) une certaine façon de vivre que ce pays de marche a su et voulu préserver face aux ambitions de ses voisins d'outre-Rhin et aux prétentions de la patrie "internationale". L'écologie en Alsace a un sens beaucoup plus étendu qu'ailleurs parce que, en un sens, c'est une forme de patriotisme.

Il y a longtemps déjà que les Alsaciens ne puisent plus l'eau dans les rivières. Elles sont trop sales, les la pompent sous leurs pieds même, dans les sables et les graviers de la plaine qui recèlent la plus grande nappe d'eau souterraine d'Europe. Un immense fleuve invisible de 50 à 100 mètres d'épaisseur, qui filtre vers le nord à la vitesse de quelques mètres par jour. Les Alsaciens commencent avec inquiétude à s'en apercevoir : ce capital unique, inestimable, ils sont en train de le gâcher. La nappe phréatique est déjà polluée sur des centaines de kilomètres carrés et les zones souillées s'étendent chaque jour. On y trouve du sel, des nitrates, des sulfates.

Les médecins de Colmar recommandent aux femmes enceintes astreintes à un régime sans sel de ne plus boire l'eau de la ville. Les pompes et tuyauteries du service des eaux sont corrodées par le sel, de

même que les chaudières des usines. Les sulfates obligent certains industriels à filtrer l'eau avant de l'utiliser. D'où un alourdissement des coûts de production. Quant à l'eau contenant des nitrates, elle est dangereuse pour les nourrissons.

Les coupables ? Ils sont nombreux. D'abord les mines des Potasses d'Alsace qui, depuis quarante ans, entassent leurs résidus salés en terrils ou les jettent dans le Rhin. Dans l'un et l'autre cas des infiltrations gagnent la nappe phréatique. Les eaux souterraines sont salées de Mulhouse jusqu'à Sélestat, sur 60 kilomètres. Les sulfates viennent d'une usine de bioxyde de titane à Mulhouse, d'une raffinerie et d'une usine de caoutchouc à Strasbourg.

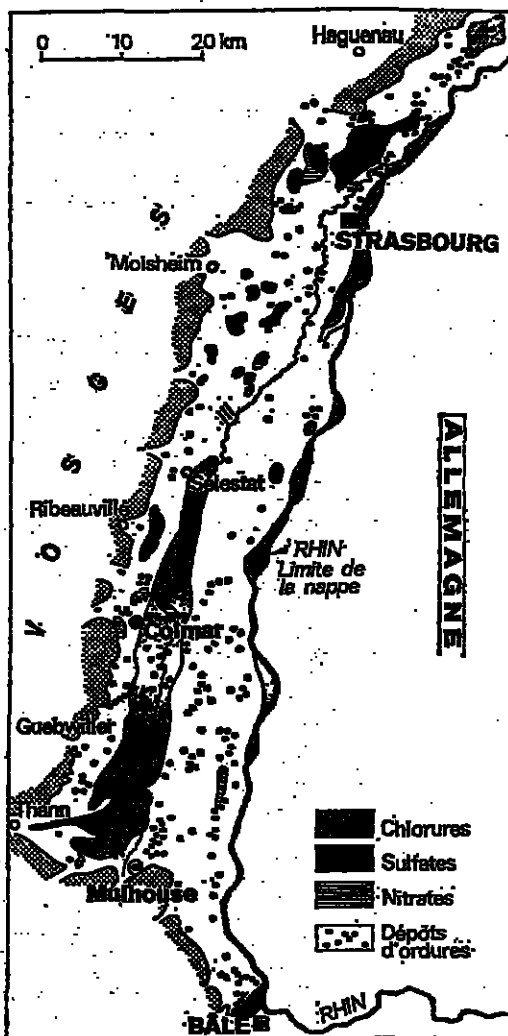
de la nappe phréatique lors du creusement du canal d'Alsace. Puis, en 1960, elle fut chargée de surveiller l'installation du pipe-line qui sabre la plaine. Dans les deux cas, les eaux du sous-sol n'avaient pas bougé, mais, en revanche, on découvrit qu'elles étaient déjà polluées ici et là. D'où, à partir de 1968, une campagne d'étude systématique dans les deux départements alsaciens. Elle n'a porté jusqu'ici que sur le sel, les sulfates et les nitrates. Mais on vient de déceler dans la nappe la présence de mercure provenant des industries pharmaceutiques et chimiques de Bâle et d'une usine produisant du chlore et de soude, près de Mulhouse. Il faudrait surveiller aussi les détergents, les métaux lourds, et en cas de fuite ou d'accident dans les centrales nucléaires, la radioactivité.

#### Un million par an

Actuellement, on dépense un million par an en Alsace pour contrôler la qualité des eaux souterraines. Mais on est loin de tout savoir. Certains polluants dissimulent leurs dépôts, les mécanismes de la pollution et les substances dangereuses sont mal connus. Il faudrait doubler les crédits d'études que fournissent l'Etat, l'agence financière de bassin, les industriels et les départements.

C'est ce que les responsables de la commission interministérielle demandent au conseil régional. C'est ce qu'ils demanderont aussi à M. Jarrot.

Ensuite, en pleine connaissance des faits et des responsabilités, on pourra convaincre industriels et collectivités locales de ne plus entasser leurs déchets au hasard. On pourra aussi les obliger à les traiter. Enfin la dépollution de la nappe phréatique conduit à se demander si l'industrialisation de l'Alsace doit se poursuivre au rythme et dans les conditions actuelles. Car, ne l'oublions pas, il s'agit de sauvegarder la nappe d'eau souterraine la plus vaste d'Europe. Celle où s'abreuvent un million et demi d'Alsaciens.



#### Six ans d'enquête

Les engrais que l'on répand à profusion dans les vignobles et les cultures maraîchères que l'on déverse n'importe où laissent filtrer leurs nitrates dans le sous-sol.

Ces constatations alarmantes résultent d'une enquête menée depuis six ans par la commission interministérielle d'étude de la nappe phréatique

d'Alsace (1). Prélèvements et analyses ont été faits sur plus de mille points. Les résultats, reportés sur une carte, sont particulièrement éloquentes.

La commission a été créée il y a dix ans pour surveiller la hauteur

## LES CHASSEURS LOCAUX : DE VIGILANTS DÉFENSEURS DE LA NATURE

« Les chasseurs d'Alsace s'inquiètent, ce n'est pas d'hier, devant l'effacement des non-domiciliés fortunés. La cause : la disparition de la faune dans les régions d'origine de ces chasseurs, les facilités de communication aussi, et l'argent surtout. »

La solution ? Que ces non-domiciliés trouvent enfin chez eux le gibier qu'ils viennent poursuivre ici. C'est tout le mal que les « locaux » leur souhaitent (1).

Pour les chasseurs alsaciens, la chasse est simple : si leurs forêts regorgent de cerfs, de biches, de chevreuils, de sangliers, si eux-mêmes ont la juste réputation d'être les plus vigilants défenseurs de la nature — la vraie, celle qui vit, — ils le doivent à une institution qui a eu raison de bien des vicissitudes historiques : la loi de chasse locale. Les Alsaciens en sont fiers, contestant son origine allemande (elle s'est manifestée dès 1864), et le parent de toutes les vertus. C'est, disent-ils, bien qu'elle date du siècle dernier, une loi moderne, parfaitement adaptée aux problèmes de l'heure et surtout tout à fait applicable à la France entière.

Toujours en vigueur, de nos jours, dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, elle déclare que le droit de chasse est administré par la commune, ou non et pour le compte des propriétaires, et que pour chaque territoire communal la chasse est louée par voie d'adjudication publique. Elle lie

donc étroitement, légalement et obligatoirement, et cela pour neuf ans, des chasseurs, en nombre imposé, à un territoire. A ces hommes de la contrôler cynégétiquement. En clair, c'est attribuer aux locataires la propriété de tout animal vivant sur leurs territoires. C'est aussi leur reconnaître le droit de dénoncer toute ingérence.

Aussi — et c'est une expression que l'on entend souvent — dans une telle situation, seule une « gestion de bon père de famille » permet de préserver la forêt vivante, d'assurer par des portions raisonnables, donc scientifiques (ils quantifient mais aussi tirent sélectifs), la pérennité du cheptel sauvage en place.

Et comment pourrait-on imaginer qu'un « bon père de famille » aille par inconscience et ôter l'image de certains « chasseurs bruyants d'autres provinces » exténués en quelques jours tout le fruit d'années de patience et de travail ?

#### Surenchères

Or un danger menace le système : la surenchère à l'époque du renouvellement des baux. Ne voit-on pas alors surgir de Paris et d'ailleurs, depuis le cœur de l'Europe, des chasseurs fortunés ? Ne voit-on pas renaitre une sorte de « marché noir » ? Et peut-on admettre, dit-on ici, que l'argent l'emporte toujours ?

Cette crainte devient une obsession. On en parle, on dénonce, on va parfois jusqu'à menacer de tout détruire plutôt que de céder.

Ainsi, peut-être la seule parade serait-elle d'exiger comme le réclamait l'année dernière Paul Haegel, membre de la commission du gros gibier du Haut-Rhin, trois conditions aux

éventuels nouveaux « fermiers de chasse » : que le droit de participer aux adjudications soit dorénavant subordonné à un examen de probation d'un haut niveau technique ; que le montant des enchères ne puisse dépasser un plafond raisonnable par hectare, avec droit pour la commune, en cas d'enchères équivalentes, de choisir ; qu'un droit de préemption soit institué en faveur du preneur en place, dont la qualification et la gestion auraient été reconnues.

Autant de questions qui ne manqueraient pas d'être à nouveau posées.

CLAUDE LAMOTTE

## A L'HOTEL DROUOT

### EXPOSITIONS

Marsredi  
S. 12. - Beaux meubles ruraux et de style. Tableaux. Etrusques, Godeau, Soland.

### VENTES

Marsredi  
S. 1. - Meubles et objets d'art des XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup>. Grav. Tabl. MM. B. et

J.-F. Dille. M<sup>re</sup> Ader, Picard, Talan. S. 6. - Tableaux. Argentine. Mobil. achem. et de style. M<sup>re</sup> Oger. S. 7. - Tableaux. M<sup>re</sup> Pasquet. S. 11. - Tableaux modernes et XIX<sup>e</sup>. S.C.F. Lormier, Foulain, Cornette de Saint-Cyr. S. 14. - Ameublement. M<sup>re</sup> Boissard. S. 17. - Meubles. M<sup>re</sup> Thuillier.

## Des gravières par dizaines ...et ce sont les Allemands qui les creusent

La chambre de commerce de Strasbourg et celle de Karlsruhe proposent de construire, au nord de Strasbourg, un aéroport international dont la mise en service est prévue pour 1985. Ce projet suscite de très vives protestations de la part des huit communes alsaciennes qu'il concerne. Le maire de Roeschwoog, M. Lohr, qui est également président du comité de défense et de vigilance contre l'implantation d'un aéroport, les a représentés au cours d'une récente conférence de presse, au cours

de laquelle un autre projet brûlant pour la défense du paysage alsacien a également été évoqué. Il s'agit de la prolifération des gravières exploitées par des Allemands.

« Les élus alsaciens, a déclaré M. Lohr, ont attiré l'attention de M. Chirac, lors de son dernier voyage en Alsace, sur les achats fonciers réalisés dans la région par des étrangers. Aussi envisage-t-on de s'inspirer des législations allemande et suisse pour fixer ces acquisitions à des propriétaires et de propriétés. Sait-on à Paris que, depuis 1960, on a

concedé dans notre ried plus de 2 000 hectares aux gravières ? »

Et M. Lohr a expliqué qu'en outre, les gravières, les nouvelles équipes municipales semblent vouloir changer d'attitude. Le maire de Seltz déclare ainsi : « Notre première action en prenant la municipalité était de mettre un frein à l'expansion des gravières, qui devaient s'étendre sur 180 hectares. Nous sommes parvenus à les limiter dans notre commune à 140 hectares. »

Et celui de Beinheim précise : « Il n'existe aucune politique des gravières, contrairement à ce qui nous avait été promis. Le comité réclame donc un schéma directeur des gravières. » J.-C. PHILIPP.

## Une certaine culture qui n'est pas un folklore

Pour éviter ce qu'il appelle la mort lente de la culture régionale, M. Adrien Zeller, député réformateur de l'arrondissement de Saverne, vient de remettre au président du conseil régional d'Alsace des propositions pour une politique de promotion de la culture régionale alsacienne.

En rappelant que la base et l'inspiration de la culture alsacienne est rhénane, le député de Saverne souligne dans une interview publiée dans « le Nouvel Alsacien » que des hommes mondialement connus comme Albert Schweitzer, René Schickel, Hans Arp, tous pères de la culture française, mais écrivant en langue allemande, « sont superbement ignorés dans les écoles et les lycées de notre région ».

M. Zeller constate aussi que la culture alsacienne dépasse le simple folklore pour touristes, que le patrimoine populaire concerne l'habitat, la manière de vivre, la manière de penser, de réagir, de s'exprimer par les poésies, les chants, la musique et les danses. « Il n'est pas besoin de se voiler la face, déclare-t-il, ni de broder de longues analyses pour pousser à l'affirmation que l'Alsace est une région à part, qu'elle a une culture, une manière de vivre, une manière de penser, une manière de sentir, une manière d'être. »

Et M. Zeller dénonce ce qu'il considère comme « le pire des dangers » : la dépersonnalisation des Alsaciens et le processus de réduction au niveau du Français moyen et standardisé, interchangeable, sans originalité, ni valeur.

Que faire ? Il ne faut pas compter sur le pouvoir central, c'est à la région de défendre et de valoriser sa culture : « Les Alsaciens seraient-ils crédibles et responsables, s'ils n'entreprenaient pas eux-mêmes

et de leur propre initiative les tâches qui sont à leur portée ? Mais les mesures proposées actuellement sont totalement insuffisantes. La consolidation des châteaux forts n'aurait aucun sens si on continuait d'ignorer à peu près totalement dans les programmes et les manuels scolaires la fois l'histoire de ces châteaux forts, c'est-à-dire l'histoire d'Alsace et notamment d'avant 1648 — date du rattachement de l'Alsace à la France — et la littérature alsacienne de cette époque. »

Le député de Saverne propose ensuite dans son rapport des actions « cohérentes et peu coûteuses ».

D'abord la création auprès du conseil régional, et sous son égide, d'une association de promotion et de développement de la culture alsacienne.

En second lieu, la création d'une université populaire d'Alsace. « Celle-ci aurait pour objectif de permettre très concrètement à chaque Alsacien, quel que soit son âge, d'ouvrir son horizon, d'approfondir ses connaissances, de réfléchir sur les grands problèmes de notre temps. » Cette université devrait permettre de familiariser chaque Alsacien avec l'histoire de sa région, avec son expression culturelle et, avec ses problèmes économiques, sociaux, écologiques, etc., etc.

M. Zeller propose enfin de créer des bourses d'études régionales destinées aux jeunes chercheurs et aux étudiants sur le point de terminer leurs études supérieures, d'éditer et de diffuser dans les écoles maternelles et élémentaires des ouvrages, des cassettes, des disques, et autre matériel audiovisuel mettant en valeur le patrimoine culturel régional, favoriser l'édition d'ouvrages sur l'histoire régionale, l'art et la littérature, les problèmes écologiques et la connaissance du milieu naturel régional.

J.-C. P.

avec les trans-europ-express

## PARIS → BRUXELLES en 2 h 20

DE CENTRE À CENTRE

au 29 septembre 1974

### 6 TEE dans chaque sens dont 2 nouveaux

“MEMLING” et “RUBENS”

MEMLING RUBENS		RUBENS MEMLING	
6.45	18.45	PARIS NORD	9.05
9.05	21.05	BRUXELLES MIDI	6.42
			18.40

\* sauf samedi, dimanches et fêtes.

renseignements: gares, bureaux de tourisme SNCF et agences de voyages

**SNCF**

سكنى لا الامل



## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### District parisien

#### Plusieurs projets importants vont permettre de tester les intentions de l'Élysée

Les directives que vient de formuler le président de la République dans sa lettre au premier ministre sur l'aménagement de la capitale provoquent déjà de nombreux commentaires. Si personne ne conteste le bien-fondé des intentions de M. Giscard d'Estaing, beaucoup s'interrogent sur la méthode adoptée par le chef de l'État pour obliger au changement les responsables de l'urbanisme parisien.

● **Les bureaux.** — Plusieurs « coups de main » officiels à la prolifération des bureaux dans la région parisienne ont déjà été donnés depuis quelques années, notamment grâce à l'interdiction d'autoriser les constructions de bureaux « en blanc », dont l'utilisateur n'est pas connu. La cité qui s'est ainsi construite depuis plus de deux ans ne peut qu'aider à « observer une pause » dans la construction des bureaux. Ceux-ci occupent, en 1970, à Paris, plus de 10 millions de mètres carrés de plancher, et leur

surface s'accroît régulièrement, aussi bien par des constructions nouvelles que par des transformations de logements.

● **La rénovation.** — La politique de rénovation des quartiers vétustes de la capitale, engagée il y a vingt ans, concerne la plupart des arrondissements périphériques du nord de l'est et du sud de Paris. De vastes opérations comme Front de Seine (15<sup>e</sup>), quartier Italie (13<sup>e</sup>), Hauts de Belleville (18<sup>e</sup>), Plaisance-Vendôme (14<sup>e</sup>), couvrent au total 286 hectares, ont permis de supprimer certains

îlots vétustes et insalubres, mais aussi des « artères populaires » aux constructions peu denses, et profit d'immeubles modernes inaccessibles aux classes défavorisées, obligées de quitter la capitale.

Déjà, en 1973, une commission mixte élus parisiens-administration avait étudié les moyens de favoriser la restauration des logements anciens et de protéger les occupants des immeubles.

● **Les autoroutes urbaines.** — Après l'abandon de la voie express rive gauche, la directive présidentielle vise tout un ensemble d'autoroutes qui devaient aboutir dans Paris, au niveau de l'enceinte des fermiers généraux : radiale Vercingétorix de Maine-Montparnasse au boulevard périphérique, radiale de Bagneux jusqu'à la place de la République ; ainsi que l'axe nord-sud, prévu à l'emplacement du canal Saint-Martin.

● **Les espaces verts.** — L'aménagement de jardins le long de la Seine pourrait commencer par la rive gauche, à la place de la voie express. D'autres terrains publics importants sont situés sur les rives du fleuve : ceux qu'occupaient les usines Citroën du quai de Javel, et les entrepôts de Bercy, où est prévue une vaste opération d'aménagement.

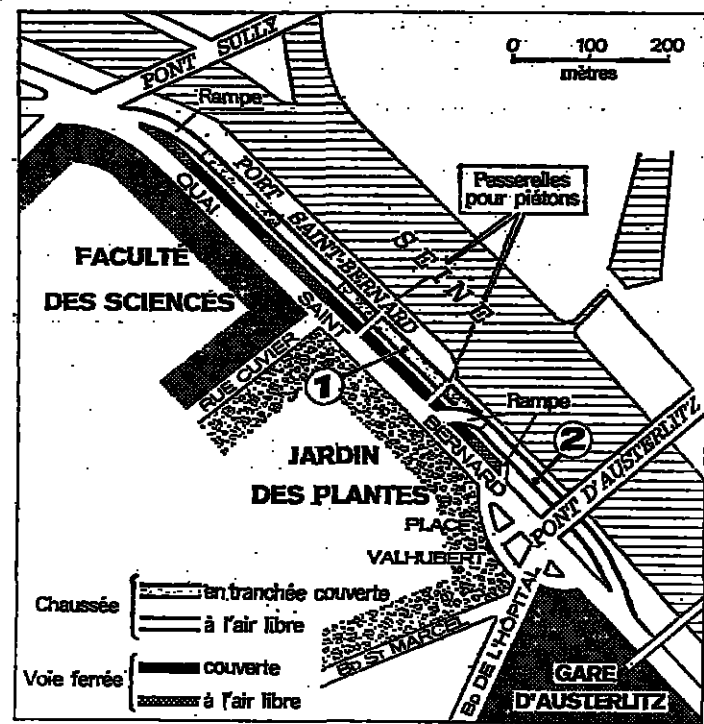
#### Sur la rive gauche de la Seine

#### Un exemple d'autoroute urbaine contestée

Le tronçon de voie express rive gauche, qui est en chantier entre le pont d'Austerlitz et le pont Sully, est, à un double titre, l'exemple des autoroutes urbaines dont le président de la République ne veut plus entendre parler. La nouvelle voie quitte le quai haut, des avant le pont d'Austerlitz sous lequel elle passe, évitant les embouteillages de la place Valhubert ; elle longe ensuite la voie S.N.C.F. située en tranchée devant le jardin des plantes et la faculté des sciences, sur toute la longueur du quai bas, à l'emplacement de l'ancien port de Saint-Bernard et remonte sur le quai Saint-Bernard juste avant le pont Sully.

Plusieurs améliorations ont été apportées à l'ouvrage. Deux sections de plusieurs centaines de mètres dissimuleront le trafic automobile : des passerelles valhubert, le quai Saint-Bernard au jardin de 25 000 mètres carrés qui s'étendra sur l'ancien port entre la voie express et la Seine.

proposé « de situer la bretelle de sortie provisoire immédiatement après le pont d'Austerlitz en vue de dégager le maximum de surface pour le jardin ». Le quai Saint-Bernard absorberait aisément le trafic supplémentaire. Tout le monde est d'accord pour souligner l'irrémédiable de ces centaines de mètres de goudron. Le Conseil de Paris saisira-t-il cette occasion de renforcer son image de marque vis-à-vis de la présidence de la République en prenant l'initiative d'abandonner le projet actuel ? — A. F.



(1) Projet en cours de réalisation.  
(2) Solution de remplacement.

#### Des avantages réduits

Les avantages de cet espace vert seront réduits par la proximité de la circulation, car il est bien connu qu'un jardin isolé par une route est peu fréquenté. Encore pourrait-on accepter ce désagrément et la nouvelle voie permettrait d'améliorer la circulation, ce qui ne paraît pas le cas, puisque les automobilistes « biteront » de toutes les façons sur le carrefour de la tête de pont rive gauche du pont Sully. Cette réflexion de bon sens a conduit M. Georges Mesmin, conseiller de Paris (centriste - Libération de Paris) à poser, le 3 août dernier, au préfet de la capitale, une question écrite dans laquelle il

#### La lettre de M. Giscard d'Estaing à M. Chirac

« Mon cher premier ministre, j'ai été conduit à prendre, avec les ministres intéressés, un certain nombre de décisions relatives à l'aménagement de Paris, et j'ai pu être engagé dans une nouvelle politique urbaine. Je tiens à vous en faire part. L'appareil indispensable à une telle politique doit être défini par la concertation entre les pouvoirs publics et la Ville de Paris. Aussi, je vous demande de décider avec le Conseil de Paris les grands objectifs qui devront être poursuivis conjointement par l'État et par la Ville, en ce qui concerne l'aménagement de Paris. À mes yeux, cet aménagement doit s'inspirer, en particulier, de quatre principes :  
1. Une pause devrait être observée concernant la construction de bureaux dans Paris, au cours des prochaines années. La mise en œuvre de nouveaux moyens pourra être nécessaire à cet effet.  
2. Les opérations d'aménagement qui seront entreprises dans l'avenir devront respecter, dans toute la mesure du possible, le caractère actuel des quartiers de Paris et maintenir ou rétablir la possibilité d'y résider, pour les diverses caté-

gories sociales ; cela implique que la part des actions de restauration soit accrue par rapport aux actions dites de « rénovation ».  
3. Plutôt qu'à de nouvelles voies de circulation à caractère autoroutier, qui favoriseraient l'accroissement de la circulation automobile, la préférence doit être donnée à des axes urbains améliorant les commodités de la circulation et l'agrément des quartiers. L'aménagement de la voirie doit également favoriser les transports en commun par des dispositifs appropriés.  
4. Enfin, un effort doit être développé pour améliorer le cadre de vie des Parisiens, grâce notamment à l'aménagement d'espaces verts et d'espaces de loisirs sur les terrains rendus disponibles, le long du site de la Seine et du site des canaux parisiens, en particulier.  
Il souhaite que la réflexion nouvelle et l'examen concerté qui seront ainsi entrepris permettent, vers la fin du mois de novembre 1974, de fixer, dans un document connu de tous, les objectifs et les modalités essentielles de l'action de l'État à l'égard de l'aménagement de Paris. »

### PARIS VILLE VERTE ?

(Suite de la première page.)

Nous devons d'urgence choisir. Ou laisser s'élever l'urbanisme industriel, qui, depuis un siècle, atrophie la vie urbaine en traitant la ville comme une machine à dormir, à circuler et à produire, et ce en la privant de la nature. Ou bien inventer une voie toute nouvelle : l'urbanisme écologique, qui réintègrera la nature dans la ville pour y recréer une communion des hommes avec l'espace et enrichir le cadre de vie par un apport de poésie et de beauté.

Indispensable à la santé des citadins, ce nouvel urbanisme est aussi un élément essentiel du progrès social dans une civilisation où la nature est le bien le plus demandé et le plus rare.

Nos « villes noires » doivent devenir des « villes vertes ». Pourquoi les Français resteront-ils les prolétaires de l'Europe pour les espaces verts urbains ? Véritable « paria écologique », le Parisien a sept fois moins de parcs et jardins publics que le Londonien ou le Romain, dix fois moins que le Berlinois, vingt fois moins que le Viennois. Dans l'urbanisme écologique, les espaces verts auront un rôle fondamental. Arme remarquable contre la pollution de l'air et le bruit, lieu irremplaçable de détente psychique et physique, ils sont aussi l'équipement collectif le plus social — car il profite à tous et surtout aux plus pauvres — et le plus fréquenté.

En sauveant la rive gauche de la Seine et la Cité fleurie, en créant un grand espace vert aux Halles, en promettant dans son programme élec-

toriel d'établir un plan de dix ans pour donner à chaque agglomération au moins 10 mètres carrés de parc ou jardin public par personne, M. Giscard d'Estaing engage spécifiquement l'urbanisme dans une voie nouvelle.

Encore faut-il en dégager les moyens : c'est-à-dire l'argent et le sol. Les crédits consacrés aux espaces verts ont été jusqu'ici dérisoires. En 1974, le ministère de l'équipement dispose de 10 centimes par Français pour payer la création et l'aménagement d'espaces verts urbains, et le District de Paris dépense moins de 90 centimes par habitant de la région parisienne pour acquérir forêts et espaces verts urbains.

Pourquoi ne pas instituer une ressource supplémentaire en étendant à toute la France la redevance départementale d'espaces verts, déjà appliquée dans certains départements côtiers depuis la loi du 23 décembre 1960, assise sur les constructions neuves, pour financer l'achat par les départements d'espaces naturels à préserver et à ouvrir au public ? Dans la seule région parisienne, au taux de 1 000 F par logement construit, elle rapporterait 100 millions par an. Où créer cette verdure ? Des possibilités importantes existent, même à Paris. Rien qu'en plantant certains terrains publics — La Villette, les Halles, le parking des Invalides, les usines Citroën et les espaces disponibles de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. — une centaine d'hectares de nouveaux jardins pourraient, en quelques années, être offerts aux Parisiens.

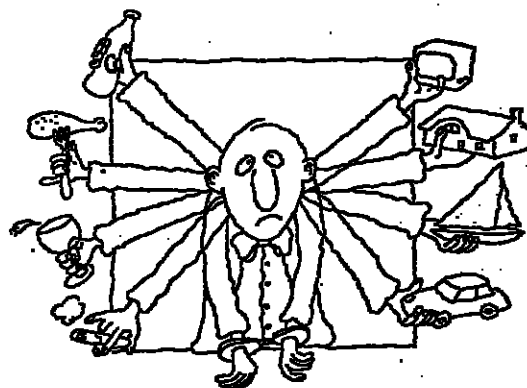
#### Surpeuplement

Mais, pour aller plus loin dans cette voie, il faudra réduire le surpeuplement urbain. Il y a pour chaque ville un optimum écologique de population. Si les villes allemandes, anglaises ou néerlandaises sont tellement plus vertes que les nôtres, c'est qu'elles sont beaucoup moins denses ; cependant, la densité moyenne de ces pays est beaucoup plus forte que celle de la France. Or le culte du gigantisme urbain, fortement encouragé par M. Pompidou, a beaucoup aggravé le surpeuplement urbain au cours de ces dernières années. À Paris, la rénovation urbaine prévue a détruit, de 1958 à 1968, 13 000 logements pour y construire 97 000 logements pour toutes les grandes opérations de rénovation publique — Front de Seine, Bercy, place d'Italie — aboutissant à une surdensification effra-

nte : dans l'opération « Italie », 50 000 habitants au km<sup>2</sup>, le triple de la densité antérieure et quatre fois celle de Tokyo.

Impossible de réintroduire la nature dans les villes sans lui faire une place. D'où l'urgence de réduire très substantiellement la densité d'occupation à Paris et dans la région parisienne et, à un moindre degré, dans les très grandes agglomérations provinciales pour les aérer et y réimplanter le monde végétal. Ce qui doit conduire à une nouvelle politique d'aménagement du territoire arrêtant la monstrueuse croissance de la région parisienne et remettant fondamentalement en cause le schéma directeur défini en 1965. Sinon, prochainement, la révolution éclatera dans les grandes villes et contre elles.

PHILIPPE SAINT-MARC.



### Le bonheur est-il dans la consommation ?

#### Une équipe de journalistes a fait le point sur la demande des Banques Populaires.

Les hommes des pays industrialisés sont-ils plus heureux aujourd'hui qu'il y a trente ans ? La croissance économique, la société de consommation nous permettent-elles de vivre mieux ? Et dans l'affirmative, le progrès peut-il continuer au même rythme que ces dernières années ? Serons-nous capables de trouver des solutions à la pénurie des matières premières, au décalage grandissant entre le niveau de vie de nos sociétés et celui des pays sous-développés, à l'asphyxie de la planète par toutes les pollutions ?

Les Banques Populaires ont posé ces questions graves à François de Closets dont l'essai, « Le bonheur en plus », est un des livres importants de l'année.

Point 74, l'économie dans votre vie quotidienne.

Ses réponses sont dans Point 74, le magazine d'information des Banques Populaires. Comme chaque année, en effet, les Banques Populaires ont demandé à une équipe de journalistes indépendants de se pencher sur les sujets économiques d'actualité. Ils en ont tiré des conclusions, voire des conseils concrets, pratiques, utilisables dans la vie quotidienne, familiale ou professionnelle de

chacun. Parce que l'économie, c'est d'abord l'affaire de tous avant d'être celle des technocrates.

Comment réussir à changer de métier : un autre sujet de Point 74.

Dans Point 74, on trouve aussi un article sur un phénomène qui prend une ampleur grandissante : les changements de métier en cours de carrière. Quelles en sont les raisons, quelles sont les conditions de la réussite ou de l'échec de ces reconversions professionnelles ? Bernard Hartemann propose des réponses.

Autres sujets plus directement pratiques encore : « savoir acheter pour dépenser moins » où sont énoncées quelques règles qui, bien appliquées, peuvent amener à économiser jusqu'à 10 % sur un budget annuel, « Comment mieux gérer son budget santé », « Êtes-vous bien assuré ».

Comme on le voit, nous sommes ici bien loin de la banque telle qu'elle apparaît à la plupart de nos contemporains. Mais, par contre, en plein dans la « philosophie » des Banques Populaires.

Faire plus pour vous aider à vivre mieux. Depuis longtemps en effet, les Banques Populaires essaient d'instaurer un dialogue réel avec

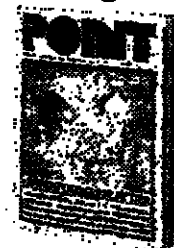
leurs clients et de transformer les relations habituelles, faites trop souvent de méfiance réciproque, en un échange entre partenaires.

Dans ce contexte, l'information, objective de préférence, et le conseil, ont un rôle majeur.

Point 74 en est un témoignage, parmi beaucoup d'autres. L'argent que vous gagnez, celui que vous confiez à votre banque, doit vous aider à vivre mieux.

Les Banques Populaires ont choisi de faire un peu plus pour y contribuer.

#### Pour recevoir Point 74 gratuitement



remplissez ce bon et envoyez-le, sous enveloppe affranchie, au Centre d'Information des Banques Populaires, 131 av de Wagram 75847 Paris Cedex 17.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Dépt \_\_\_\_\_

**Banque Populaire**





## La «latin connection» devant le tribunal de Paris







## ARTS ET SPECTACLES

## En bref

## Cinéma

## « Justice immédiate »

Un jeune Américain, bien tranquille du style colosse, marié à une ravissante rouasse, père de deux beaux enfants et propriétaire d'une coquette maison dans une petite ville du Tennessee, est victime d'une bande de truands, patrons d'une boîte à jeux et à filles. Il en réchappe par miracle, prend un énorme gourdin et part se faire justice. Les truands le citent au tribunal, le jury le gracie.

Ce Zorro superman devient shérif pour rétablir l'ordre dans le comté, où sévissent chantage, proxénétisme et fabrication illégale d'alcool. Avec son big stick (gros bâton), il paraît imbattable jusqu'au jour où sa femme est froidement abattue et lui-même gravement défiguré. Frankenstein vengeur, le visage masqué de blanc, il pose son bâton et part en voiture défoncer le tripot, « supprimer », au sens littéral, les derniers truands. L'Amérique s'est reconnue dans cette fable pour grands enfants, menée à un train d'enfer, lourde d'une morale biblique (œil pour œil, dent pour dent) assez terrifiante. Sauf que dans la folie ambiante, la force naturelle du cinéma multipliée par cent, c'est la réalité elle-même qui ressemble à la fiction. Le « gros bâton » de l'oncle Sam au Vietnam, lui, n'était pas du tout du cinéma. — L. M.

★ U.G.C. - Odeon, Napoléon (v.o.) ; Rex, Miramar, Telstar (v.o.).

## « Ne vous retournes pas »

Un architecte anglais et sa femme, traumatisés par la mort de leur fille, s'est noyée dans un étang, rencontrent, à Venise, deux vieilles dames — deux sœurs — dont l'une, aveugle, a le don de double vue. Et un petit être en vêtements rouges — comme l'enfant disparu — hante les sombres canaux, des bas quartiers.

L'argument est tiré d'une nouvelle de Daphné du Maurier, et Nicolas Roeg joue sans tricher — nous sommes toujours au spectacle — la carte du fantastique romanesque, que la mise en scène, très habile, met souvent en évidence — par exemple dans une scène d'intimité érotique entre les époux, qui n'est pas un simple sacrifice à la mode, mais la vraie clé de cette étrange histoire. Même le titre français est un indice ! Avis aux astucieux. Venise délabrée, hivernale, superbement photographiée, se prête à ravir à ces jeux de l'imagination, de l'angoisse psychologique et des rencontres avec la mort dont Julia Christie et Donald Sutherland (double redécouverte) sont les intéressantes victimes. — J. S.

★ Studio des Ursulines, Bibouquet, Écranage (v.o.) ; Odeon, Gaumont, Mademoiselle, Miramar, Magic-Convention, Paramount, Majestic, Clichy - Pathé, Pathé II, Arzel, Romy, Alpha Argenteuil (v.o.).

■ Une représentation de la nouvelle pièce de François Billon, « La Nostalgie, camarade », sera donnée en avant-première à l'Odeon, à l'occasion du centenaire de l'École alsacienne (rems. : 225-79-32).

## Expositions

## La « Corrida »

de Goya

au musée Marmottan

L'Académie des beaux-arts a la bonne fortune de pouvoir offrir au public parisien une peinture de Goya qui n'avait jamais été présentée en France. En échange d'un Claude Monet, prêt par le musée Marmottan au Metropolitan Museum de New-York, qui célèbre lui aussi le centenaire de l'impressionnisme, le musée américain s'est désisté, temporairement, de la Corrida.

Il s'agit en réalité d'une double corrida se déroulant dans une arène de bois séparée en deux parties. À droite, un taureau charge les picadors, à gauche, la torera s'apprête à la mise à mort. Une vie intense anime aussi bien les protagonistes du drame — ou des drames — que la foule des spectateurs massés au premier plan et au fond. Le tout exprimé en demi-tailles par des couleurs fluides et contrastées.

Maintenant indiscutable, l'authenticité de ce tableau de 125,4 x 98,3 centimètres avait été longtemps contestée. Il a dû être peint entre 1810 et 1812. Les impératifs du musée préteur ont malheureusement empêché le conservateur de la fondation Marmottan de libérer la toile de son verre protecteur, et il faut se livrer à une certaine acrobatie pour que l'œil élimine les brillances. Mais on va remédier à cet inconvénient. Car notre pays possède trop peu de peintures de Goya pour que ses admirateurs ne profitent pas de l'absence. — J.-M. D.

★ 2, rue Louis-Bouilly.

SAMEDI 28 à 21 heures

TH. DES MATHURINS

ANJ.90.00

ODETTE LAURE PASQUALI

GEORGES STAQUET

BERNARD ALANE

LE PERIL BLEU

ou

mélodrame d'automne

de

VICTOR LANOUX

Location ouverte

théâtres et agences

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - Mardi 1<sup>er</sup> octobre, 20 h. 30

JANET BAKER

avec GEOFFREY PARSONS piano

SCHUBERT - HAYDN - MAHLER - FAURÉ - DUFARÉ

## Mardi 24 septembre

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

704-70-20 (lignes groupées) et 272-42-34

(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

## théâtres

## Les salles subventionnées

Opéra, 21 h. : Chicago Symphony Orchestra.  
Comédie-Française, 20 h. 30 : On ne saurait penser à tout ; le Malade Imaginaire.  
T.E.F. : cinéma 20 h. : La Ligne générale ; 21 h. 40 : le Quartier du corbeau.

## Les autres salles

Athénée, 21 h. : le Sexe faible.  
Bibliothèque, 20 h. 30 : 12, rue de la Harpe, cheval et plein.  
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : Monsieur Américain.  
Carré Thorigny, 21 h. : Pourquoi la robe d'Anna ne veut pas redescendre.  
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.  
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Colomb.  
Cour des Miracles, 18 h. 30 : Chansons à dix baies ; 20 h. : Gueule de tabouret ; Boulevardeuse ; 22 h. 30 : Appelez-moi maître.  
Dancou, 21 h. : Les portes claquent.

## CALENDRIER DES CONCERTS

ABBAYE DE ROYAUMONT  
Samedi 28 septembre  
à 20 h. 15  
(Werner)

CHARTRES  
Salle à l'italienne de Mado  
Samedi 28 septembre  
à 21 heures  
(Kriegel)

SAISON MUSICALE DE ROYAUMONT  
Violoncelle et piano  
F. LOPEZ  
H. OUBRA  
(Werner)

Samedis Musicaux  
Orch. de Chambre  
de PARIS  
Dir. P. DUVAUCHELLE  
Lafont, Viviani, Lohr, Coppi, S. Barker

SALLE PLEYEL  
30 septembre  
à 20 heures  
(De St-Denis, O.A.I.)

MOZART  
Concerts piano  
(première série)  
DANIEL  
BARENBOIM  
ENGLISH  
CHAMBER ORCH.

REGAT DE BUTANE  
Alexandre  
LAGOYA

J.-S. BACH  
Passion et St Jean  
NOUVELLE PRÉSENTATION  
CHŒURS BACH DE PARIS  
PÉTERS CHANTRE  
ORCHESTRE DE VERSAILLES  
R. BOURDIN flûte  
Chœur chœur  
par le public  
TRANSCRIPTION VISUELLE  
SIMULTANÉE  
Direction : PIERRE  
BOULOT

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
Mardi 2 oct.  
à 20 h. 30  
(Vitalis)

THÉÂTRE DE LA VILLE  
Nikolaï Dance Theatre (U.S.A.)  
en accord avec Jean Marcu  
6 octobre - 4 novembre  
MUSÉE GALLIERA  
AMY DE GROAT (U.S.A.)  
MEREDITH MONK (U.S.A.)  
STRIDER (Garde-Sougras)  
DANCES ET CHANTS TRADITIONNELS  
DE L'ORISSA (Inde)

14 - 24 novembre  
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
BALLETS DE MARSEILLE ROLAND-PETIT

2 - 10 octobre  
MUSÉE GALLIERA  
MILFORD GRAVES (U.S.A.)  
SONIC ARTS UNION (U.S.A.)  
JEAN-CLAUDE ELOY : SHANTI  
en coproduction avec la Westdeutscher Rundfunk, Cologne  
GROUPE DE RECHERCHES MUSICALES  
ÉLIANE RADGUE

JOURNÉES  
DE MUSIQUE CONTEMPORAINE SMIP  
14 - 18 octobre  
THÉÂTRE D'ORSAY  
Séances IRCAM  
25 octobre  
PALAIS DES CONGRÈS  
INORI « adoration » pour soliste et orchestre  
de KARLHEINZ STOCKHAUSEN  
Orchestre du Südwestfunk, Baden-Baden  
direction KARLHEINZ STOCKHAUSEN

31 octobre  
SALLE WAGRAM  
MUSIQUE PLUS

location théâtres et agences  
envoi sur demande du calendrier  
réservations collectives  
Festival d'Automne  
3, cité bergère, 75009 - 246.92.31

## Les opérettes

Bobino, 20 h. 30 : Il était une fois l'opéra.  
Châtelet, 20 h. 30 : les Trois Mousquetaires.

## Les comédies musicales

Européen, 20 h. 30 : Goinzine.  
Variétés, 20 h. 45 : Godspell.

## Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : La p'tite bal-balme qui monte.  
Deux-Ans, 21 h. : Sait-on dans tous les coins.  
Dis-Deux, 22 h. : l'Esprit frondeur.

## Le cirque

Carré Thorigny, 20 h. : Cirque Grus.

## Audio-visuel

Jardins du Palais-Royal, 20 h. 30 : Molière côté jardin.

## Les concerts

Opéra, 21 h. : Chicago Symphony Orchestra, dir. Georg Solti (Stravinski, Beethoven).

## Le jazz

Espace Cardin, 21 h. : Shirley Bassey.

A PARTIR DU MERCREDI 25

cinémas  
14  
JULIET

CHILI : UN AN  
DE RESISTANCE

LE CHACAL DE NAHUETORO  
VALPARAISO, MI AMOR  
QUAND LE PEUPLE S'ÉVEILLE  
VOTE + FUSIL  
DIALOGUE AVEC L'AMÉRIQUE  
Réponse à Octobre  
IL NE SUFFIT PLUS DE PRIER  
CONTRE LA RAISON ET  
PAR LA FORCE  
LA PREMIÈRE ANNÉE

vend 22h sam 22h dim 18h  
CHANSONS  
DE LA RESISTANCE  
par le groupe « Karaxu »  
Patricio Manns et Mariana.

LIBRAIRIE  
LA TERRE PROMISE  
aux cinémas  
ST SEVERIN - 14 JULIET

PIANOS ORGUES CLAVECINS  
piano center  
242.26.30  
De la salle de concert  
à votre résidence



DANSE

1<sup>er</sup> - 13 octobre

THÉÂTRE DE LA VILLE

NIKOLAÏ DANCE THEATRE (U.S.A.)

en accord avec Jean Marcu

6 octobre - 4 novembre

MUSÉE GALLIERA

AMY DE GROAT (U.S.A.)

MEREDITH MONK (U.S.A.)

STRIDER (Garde-Sougras)

DANCES ET CHANTS TRADITIONNELS

DE L'ORISSA (Inde)

14 - 24 novembre

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

BALLETS DE MARSEILLE ROLAND-PETIT

## MUSIQUE

2 - 10 octobre

MUSÉE GALLIERA

MILFORD GRAVES (U.S.A.)

SONIC ARTS UNION (U.S.A.)

JEAN-CLAUDE ELOY : SHANTI

en coproduction avec la Westdeutscher Rundfunk, Cologne

GROUPE DE RECHERCHES MUSICALES

ÉLIANE RADGUE

JOURNÉES

DE MUSIQUE CONTEMPORAINE SMIP

14 - 18 octobre

THÉÂTRE D'ORSAY

Séances IRCAM

25 octobre

PALAIS DES CONGRÈS

INORI « adoration » pour soliste et orchestre

de KARLHEINZ STOCKHAUSEN

Orchestre du Südwestfunk, Baden-Baden

direction KARLHEINZ STOCKHAUSEN

31 octobre

SALLE WAGRAM

MUSIQUE PLUS

location théâtres et agences

envoi sur demande du calendrier

réservations collectives

Festival d'Automne

3, cité bergère, 75009 - 246.92.31

## THEATRE

2-12 octobre

VARIÉTÉS

A LETTER FOR QUEEN VICTORIA

un opéra écrit et réalisé

par ROBERT WILSON

musique de J. H. HOFFMAN

production de la Byrd Hoffman Foundation

8 - 20 octobre

FORTE-SAINT-MARTIN

COMPAGNIE RUTH ESCOBAR (Brésil)

AUTOS SACRAMENTALES

de CALDERON

mise en scène de VICTOR GARCIA

23 octobre - 17 novembre

BOUFFES-DU-NORD

TIMON D'ATHÈNES

de SHAKESPEARE

mise en scène de PETER BROOK

28 octobre - 30 novembre

THÉÂTRE RÉCAMIER

L'ÉVÊQUE DU PRÉSENT

de FRANK WEDERKIND

mise en scène de BRIGITTE JACQUES

à partir du 5 novembre

FORTE-SAINT-MARTIN

LE GRAND MAGIC CIRCUS

GOOD BYE MR. FREUD

un opéra-drame de COPP

et JÉRÔME SAWARY

à partir du 14 novembre

GATE-MONTMARTRE

POL

d'ALAIN-DIDIER WEILL

mise en scène de JACQUES SEILER

à partir du 22 novembre

BOUFFES-DU-NORD

LES INES

d'après "The Mountain People"

de COLIN TURNBULL

mise en scène de PETER BROOK

2 octobre - 10 novembre

MUSÉE GALLIERA

Galerie Daniel Templeton

L'ART AU PRÉSENT

10 octobre - 30 novembre

ESPACE PIERRE CARDIN

TAKIS

SCULPTURES MUSICALES

15 octobre - 2 décembre

CENTRE NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN (C.N.A.C.)

BOLANOS-MONROY

ASPECTS RÉCENTS

## VIDEO

8 novembre - 8 décembre

ARC-MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

ART VIDEO ET CONFRONTATIONS VIDEO 1974

en collaboration avec le Centre National

pour l'Animation Audio-Visuelle (C.N.A.A.V.)

spectacles Peter Brook,

location par correspondance

Bouffes-du-Nord, 37 bis, bd de la chapelle, 75010





## SUPPLÉMENT ÉDUCATION

De nouveaux rythmes pour les élèves et les professeurs

## DEUX PRIORITÉS : • des cours de 45 minutes • un « vrai » troisième trimestre

Il en va des réformes, dans l'éducation nationale, comme des modes vestimentaires. S'ils apparaissent, ils sont controversés, bien vite oubliés voire abandonnés. Un ministre arrive et présente ses projets. Lance des expériences. des groupes d'études, déclenchent des passions. Un autre vient qui entouche d'autres chevaux. On est-il advenu, par exemple, du débat national qui eut lieu en 1972 à la suite des initiatives prises par M. Olivier Guichard, alors ministre, concernant les « rythmes » scolaires : possibilité donnée aux établissements scolaires de « libérer » le samedi matin, congé hebdomadaire déplacé du jeudi au mercredi ?

Qu'il s'agisse de la journée continue, de la semaine anglaise ou de l'alternance des vacances, l'éducation nationale est prise entre deux feux. D'un côté, la pression d'une société en évolution, dont elle doit assurer le rythme. De l'autre, des impératifs pédagogiques ou de la santé des élèves, qui ne sont pas toujours compatibles avec le souhait de la majorité des familles. « Il nous faut parfois dire à la société casse-cou », déclare à ce sujet un haut fonctionnaire du ministère.

Les enseignants, collégiens et lycéens français, ont en 1974-1975, 146 jours et demi de travail scolaire et 124 jours de vacances (dont 78 jours en été), le reste représentant les congés hebdomadaires réguliers. Ces chiffres indiquent les faiblesses du système actuel : d'une part, la concentration excessive du travail, obligeant à des horaires hebdomadaires exorbitants ; d'autre part, la rupture qu'introduit, pour l'acquisition des connaissances, une longue période de vacances.

Aux deux mois et demi de congé s'ajoute, en effet, pratiquement, le mois de juin, prise, dans de nombreux établissements secondaires, la fin de l'année scolaire est complètement perturbée par les conseils de classes, les procédures d'orientation, et surtout les examens qui occasionnent l'absence des professeurs et occupation des locaux. Pour M. Jean-Louis Bruch, ancien recteur de l'académie de Créteil, qui préside une commission nationale sur les rythmes annuels de la vie scolaire, « il s'agit là d'une « formidable déperdition d'énergie », en raison surtout de l'effet d'oubli constaté chez les élèves. « Il faut contester la conception d'une éducation faite de discontinuités successives ». « A-t-il, notamment, déclaré au cours de journées interacadémiques d'études sur les rythmes scolaires, à Sèvres, en novembre 1973 :

Mais comment y remédier ?

une école vivante



un enseignement « sur mesure » à partir d'une orientation personnalisée des méthodes dynamiques appliquées par les meilleurs spécialistes des débouchés assurés dans deux voies spécialisées : l'assistant de Direction et le secrétaire général l'école la plus appréciée des employeurs parce qu'elle connaît les réalités de l'entreprise et sait y préparer ses élèves

École des Secrétaires de Direction (enseignement privé) 15 rue Soufflot 75005 Paris

Demandez vite une documentation à notre « Service d'orientation »

nom \_\_\_\_\_ prénom \_\_\_\_\_ adresse \_\_\_\_\_ niveau études \_\_\_\_\_

Sans doute l'exercice centralisé, uniformisé, du système d'enseignement français existait-il en permanence des changements qui devaient s'opérer avec beaucoup de souplesse, par région, par établissement même. Sans doute aussi, dans l'ordre des priorités, la modification des rythmes scolaires apparaît-elle, aux yeux de beaucoup, moins urgente que celle des structures et du contenu des enseignements du second cycle, ou que la suppression des redoublements, l'une des plaies de notre enseignement primaire.

Pourtant : les cours des élèves des lycées et collèges durent toujours une heure, alors que tous

les travaux scientifiques, même en résumé, montent que l'attention des élèves ne peut être captée plus de quarante minutes : « certains élèves fournissent un nombre d'heures de travail que n'accepterait aucun syndicat d'adultes », écrit Mme Jane Fontanel, inspectrice générale de la vie scolaire, dans un numéro des « Amis de Sèvres » (1) : et l'année scolaire elle-même est obérée par un troisième trimestre-croquis, suivi de la longue coupure des vacances d'été.

Depuis plusieurs années, un important travail d'études et d'expérimentation a été mené sur ces thèmes, sans pour autant rejeter en débat public.

employée, les courbes de fatigue des élèves concourent, indiquent un relâchement de l'attention. Tous les colloques ou séminaires d'études qui ont eu lieu depuis plusieurs années — et encore en juillet dernier, l'un des groupes de travail réuni à l'initiative du ministre de l'éducation — ont produit les mêmes conclusions : la « séquence » de cours devrait être ramenée à quarante-cinq minutes. On peut alors se demander pourquoi l'on ne semble pas plus pressé à mettre en œuvre une réforme souhaitable, qui ne met rien en cause de l'acquisition des connaissances, des méthodes pédagogiques ou du système d'orientation. La réponse est simple.

Toucher à l'heure de cours, c'est toucher en même temps au « service » hebdomadaire des enseignants, à calculer le nombre d'heures (16, 18, 21 selon les grades et les types d'enseignement). Alors, deux choses l'un : ou bien, sur la base du « service » actuel, on redéfinit un nombre de séquences hebdomadaires — d'un quart supérieur, en raison des quarante-cinq minutes — sur chaque heure de cours — ou bien les enseignants ne seraient plus astreints qu'à 16, 18 ou 21 « séquences » de quarante-cinq minutes. L'administration ne voit généralement que des avantages dans la première hypothèse ; elle ne semble pas disposée, en revanche, dans la seconde, à faire ce cadeau aux professeurs.

M. Fontanel avait pris la décision ferme, au printemps dernier, d'abaisser les cours de soixante à cinquante minutes, mais aucune discussion n'avait eu lieu avec les organisations professionnelles des enseignants pour déterminer comment seraient utilisées les dix minutes ainsi « gagnées ». Le ministère des Finances était alors parvenu à l'augmentation du nombre de séquences de cours pour chaque professeur (trois ou quatre) ; le ministre de l'éducation nationale penchait plutôt vers l'utilisation de ce contingent pour la concertation pédagogique et la « participation ». En outre, rien n'était décidé concernant l'organisation de la journée scolaire des élèves, qui aurait pu être réduite par la diminution de la durée des séquences.

Certains professeurs estiment par ailleurs que la mise en route du cours justifie une séquence d'une heure. Qu'en outre, certaines questions, dans les grandes classes, surtout, nécessitent un temps de travail suffisant pour un long. Comme pour d'autres aspects des « rythmes » scolaires, davantage de souplesse permettrait de répondre à ces objections. Ainsi aux Etats-Unis on a introduit des « modules » de vingt à trente minutes. Les élèves peuvent suivre les disciplines dans un module isolé ou, au contraire, une suite de deux, trois, six modules.

M. Joseph Fontanel, le président du conseil de l'éducation nationale, l'avait prudemment laissé de côté, pour l'essentiel, dans ses projets de réforme. Il semble en revanche que son successeur, M. René Haby, veuille prendre en compte certains aspects, en particulier l'équilibre des trimestres, vivement encouragé, notamment, par les associations de parents d'élèves. Mais le ministre et son administration semblent peu enclins à aborder de front une série de questions, qui entraînent une remise en cause des méthodes d'enseignement et risquent de provoquer une inquiétude générale.

Il va de soi, en fait, que la solution correcte de ce problème passe par une redéfinition plus large du « service » des enseignants, englobant l'enseignement, la préparation des cours, les conseils individuels aux élèves, la participation à des réunions de concertation, les activités péri-

scolaires, etc. Une minorité d'enseignants est disposée à cette refonte complète ; les syndicats — et principalement le plus gros d'entre eux (le Syndicat national des enseignants de second degré) — y sont en revanche, pour la plupart, nettement opposés.

Deux écoles primaires sur mille font la semaine anglaise (les 72 établissements de Niort figurant dans les 256 total). La seconde année, ces proportions se sont établies à 2,5 pour 1000, 2,5 pour 1000 et 33,7 pour mille. Mais dans les établissements où l'expérience a été tentée, elle est généralement irréversible. Ainsi un sondage effectué auprès des familles de Niort, au cours du second trimestre de l'année 1972, a donné les résultats suivants (623 bulletins) : 433 avis favorables à la libération du samedi, 101 avis défavorables, 48 avis défavorables.

Selon M. Bois, doyen des inspecteurs généraux de la vie scolaire, et M. H. Giesse, inspecteur général qui a suivi l'expérience de Niort, ces résultats — corroborés par d'autres — sont une preuve que si l'on parvient à faire accepter une innovation valable, les intéressés ne désirent pas revenir à l'état antérieur. Ils admettent en revanche que, en raison du poids des habitudes et des mentalités, ces innovations doivent être proposées par l'administration qui revêt le rôle de donner l'impulsion initiale.

A l'appui de cette thèse, l'expérience qui est menée, depuis novembre 1968, au lycée Racine à Paris (8<sup>e</sup>). Cet établissement de second cycle fonctionne désormais sur une journée continue, avec une interruption d'une heure un quart à midi (un self-service permet d'assurer la restauration par roulement). Les cours ont lieu de 8 h à 16 h 30, les enseignements facultatifs et les activités péri-scolaires en fin d'après-midi. En présentant l'expérience aux journées de Sèvres de novembre 1973, l'ancien inspecteur de l'académie de Paris, a pu noter qu'elle avait été « critiquée, surtout dans l'imperfection de son application, mais jamais au point que l'expérience ne soit jugée « non viable » ». « A-t-il, en outre, déclaré, « l'école de l'état d'esprit a été rapide et considérable » parmi les professeurs, où il ne subsiste qu'un « très petit nombre d'irréductibles ».

YVES AGNÈS.

(1) Le Temps scolaire, édité par l'Association des amis de Sèvres, 15 avenue Jean-Baptiste, 2210 Sèvres, tél. 01 70 06 00.  
(2) Dans les différents autres pays industrialisés, la « séquence » varie de quarante à cinquante minutes.

UNIVERSITAIRES demandez à votre libraire ou aux éditions Masson la documentation de votre spécialité

BON DE DOCUMENTATION

Nom, prénom (en capitales) \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Matière enseignée ou niveau d'études \_\_\_\_\_ Veuillez m'adresser gratuitement votre documentation :  
☐ Livres de sciences pour les étudiants  
☐ Livret de l'étudiant en médecine  
☐ Masson-Médecine, Spécial Université  
☐ Masson-Droit - Sciences économiques  
☐ Masson-Lettres - Sciences humaines  
☐ Masson-L.U.T.

Remettez ce bon à votre libraire ou adressez-le à **masson et de**  
120, Boulevard Saint-Germain 75280 Paris cedex 06

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS pour devenir assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse  
Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)  
**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.65.94  
Documentation M sur demande

L'anglais en Angleterre

INTER-SCHOOL INFORMATION SERVICE vous offre un choix d'écoles de langue de première qualité, se distinguant par la forme et la durée des cours et par le prix.  
**ANGLO-CONTINENTAL SCHOOL OF ENGLISH** (reconnue par le ministère de l'Éducation britannique) Bournemouth et Londres  
**ACSE INTERNATIONAL SCHOOL FOR JUNIORS** Bournemouth, Wimborne, Blandford Cours de vacances pour jeunes de 5 à 18 ans  
**INTERLINK SCHOOL OF ENGLISH** Bournemouth  
**ACADEMIA SCHOOL OF ENGLISH** Bournemouth  
Renseignements sur engagement en INTER-SCHOOL INFORMATION SERVICE, 34 Poole Hill, Bournemouth BH2 5PG/England, Téléphone: 01143, 1604 41 02

ENGLISH Audiovisuel  
ENGLISH Mini-groupes  
ENGLISH Stages  
SEMI-INTENSIFS ACCÉLÉRÉS NO R M A U X  
Groupes d'enfants à domicile (7-11 ans)  
CLUB INTERNATIONAL AUDIOVISUEL  
222, av. du Maine, 75014 PARIS Métro - Alésia  
**734-44-28**

سكول الانجليز



En enseignement de sciences physiques dès la sixième ?

## RÉPONDRE A LA CURIOSITÉ DES ENFANTS

LES élèves du premier cycle de l'enseignement secondaire vont-ils bientôt recevoir une formation scientifique cohérente ? M. René Haby souhaite ouvrir l'enseignement sur le monde moderne (et notamment sur l'environnement technique), et rééquilibrer par un enseignement de type plus expérimental les disciplines intellectuelles comme les mathématiques et la physique. Ces idées sont défendues depuis trois ans par la commission de réflexion de l'enseignement des sciences physiques présidée par J. André Lagarrigue, professeur à l'université Paris-Sud. Celle-ci n'est plus isolée : son travail a été suivi par un certain mouvement « à la base », parmi les enseignants et les scientifiques et même chez certains dirigeants d'entreprises. Il a suscité aussi des initiatives spontanées, comme l'enseignement scientifique expérimental qui a commencé dans plusieurs classes de la région grenobloise à la rentrée 1972.

L'expérimentation conduite par la commission a aussi mis en relief les transformations de la pédagogie et de la formation des maîtres nécessaires pour la création d'un enseignement scientifique dès le début du second degré.

Pour équilibrer un enseignement secondaire « presque exclusivement théorique et déconnecté du réel », elle voulait introduire à côté des mathématiques, sur l'ensemble du second degré, une autre forme d'enseignement — et de raisonnement — scientifique. À partir d'objets concrets, il s'agit d'apprendre aux élèves à observer, à expérimenter, à raisonner, et les familiariser progressivement avec les différents modes de représentation des phénomènes physiques et naturels, la « formalisation » n'intervenant qu'à partir de seize ans, à l'entrée dans le second cycle.

La tâche de conception et d'expérimentation de ce nouvel enseignement a été confiée à un groupe de travail qui comporte actuellement une vingtaine de personnes, chercheurs et universitaires en sciences et en psychologie, professeurs du second degré et de l'enseignement technique.

## Sept « modules »

Commencée à la fin de 1971, l'expérimentation dans le premier cycle concerne actuellement deux cents classes et plus mille cinq cents élèves dans quinze villes, et couvre largement la durée de deux années scolaires d'enseignement (à raison de deux heures par semaine). En janvier 1973, elle touchera cinq cents classes et huit mille cinq cents élèves. Mais ce n'est pas des « programmes » au sens traditionnel, autour de notions (comme le temps, l'espace, la matière), que le groupe de travail met au point, mais des « thèmes » choisis pour les possibilités de travail qu'ils offrent aux

élèves. Chacun doit correspondre à un ou plusieurs problèmes scientifiques et techniques importants ; se fonder sur des objets ou des phénomènes susceptibles d'intéresser les élèves et offrir à ceux-ci des possibilités d'agir, d'observer, de réaliser eux-mêmes des objets, enfin avoir un caractère interdisciplinaire : associer sciences physiques et technologie, et ouvrir si possible sur la biologie, la géologie, les travaux manuels éducatifs, voire sur d'autres disciplines présentes dans le premier cycle, les mathématiques par exemple.

Ces enseignements sont conçus sous forme de « modules » correspondant en général au travail d'une demi-année scolaire. Sept « modules » sont déjà expérimentés : astronomie, chimie et électronique, depuis le début de 1972 (le Monde du 12 avril 1972) ; photographie, automatisme, polymères et plastiques, et techniques de fabrication depuis 1972-1973.

Le module « automatisme » veut amener les élèves à résoudre des problèmes concrets liés à la mécanique (connecteurs logiques, notions de « oui », « non », « et », « ou », de codage et de décodage) en faisant fonctionner des maquettes de systèmes, d'automatisme, de politiques de numération... En photographie, les élèves apprennent à réaliser seuls toutes les opérations : prise de vues, développement, agrandissement, tirage sur papier. Ils prennent un premier contact avec la chimie et l'optique en constatant le rôle de la lumière dans la transformation de l'émulsion photographique et la formation des images

## « Comment ça marche »

L'expérimentation a lieu en classe de quatrième parce qu'on peut l'intégrer dans l'horaire actuel de technologie sans « perturber » une préparation d'examen ni la procédure habituelle d'orientation. Mais les thèmes choisis pourraient être étudiés en troisième, ou même plus tôt — en cinquième au moins — sous réserve de modification des « modules », en fonction du « public » concerné. Ainsi, en quatrième, les élèves pourraient-ils suivre un module de technologie mécanique (moteur ou technique de fabrication) et un autre consacré à la structure de la matière (chimie ou polymères, par exemple) ; en troisième, un module portant sur l'énergie, et un autre à des « technologies de contrôle » (électronique, automatique).

Les chercheurs du groupe de travail ont étendu leur étude en direction de l'enseignement primaire. Dans plusieurs classes de cours moyen première et deuxième année de La Rochelle, on a fait manipuler des circuits électriques simples (réaliser une ampoule, démontrer une pile, en mettre plusieurs en batterie...) pour observer les réactions des enfants, développer des activités manuelles ou d'expression. La même étude a été faite sur le thème général de la lumière. Une réflexion a été également entreprise sur le rôle des sciences physiques et de la technologie dans les activités d'éveil de l'école primaire, à partir d'expériences ponctuelles dans des classes normales d'application d'écoles normales d'instituteurs. Ainsi pourrait-on reconnaître les thèmes et les conditions d'une initiation scientifique

(généralement insoupçonné par les enfants), la trajectoire des faisceaux lumineux... Avec le module « polymères et plastiques », les apprenants reconnaissent différentes matières plastiques et leur utilisation, à les travailler, après avoir étudié leur composition (par analyse et synthèse).

Enfin, le dernier module fait utiliser les techniques de fabrication mécanique (tournage, perçage, fraisage, sciage de métal, conformation de plaques minces, moulage) pour construire un compresseur de taille modeste à l'aide d'un petit tour, de cisailles et d'une pince. Les élèves doivent découvrir la nécessité de combiner une suite d'opérations et d'employer une technique de représentation (dessin coté). Ainsi, dans chaque cas, acquièrent-ils un savoir-faire et sont-ils confrontés à des schémas scientifiques. Trois autres modules sont en préparation, consacrés aux moteurs à explosion, à l'énergie, aux statistiques et aux mesures.

et technique, depuis l'école primaire jusqu'à la fin du premier cycle.

Un tel enseignement, fondé sur la pratique et l'expérimentation, est relativement répandu à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne et aux États-Unis, où il est l'objet d'importantes recherches (la National Science Foundation américaine a prévu de dépenser 100 millions de dollars en dix ans pour des recherches sur l'enseignement scientifique). Mais l'enseignement français est attaché à une présentation conceptuelle. L'expérimentation a confirmé la curiosité des élèves pour les phénomènes qui leur étaient présentés, leur satisfaction à découvrir « comment ça marche » et leur intérêt pour un enseignement plus vivant et plus créateur. Le groupe de travail souhaite pouvoir leur donner encore davantage leur part dans le développement des modules la part des « projets » à partir de « plans types ».

Les élèves éprouvent souvent des difficultés à comprendre les notions scientifiques, à fortiori à les « formaliser ». Aussi les recherches actuelles tendent-elles à examiner dans quelle mesure l'image que les enfants ont de la réalité se transforme avec l'expérimentation, à mettre au point des méthodes d'observation utilisables par les enseignants expérimentateurs, afin d'établir des objectifs spécifiques pour chaque module.

Le travail de la commission Lagarrigue, dans l'ensemble, provoque des réactions favorables. Parmi les enseignants tout d'abord : on ne manque pas de volontaires pour expérimenter les « modules », et les thèmes suscitent l'intérêt. Dans la communauté universitaire et scientifique d'autre part : le groupe de travail a pu constituer une « équipe de recherche », de quatre personnes, associée au Centre national de la

recherche scientifique. Il devient ainsi vraiment l'embryon de « l'organisme permanent de recherche » réclamé par la commission depuis 1973. La Société française de physique et la Société chimique de France, l'Académie des sciences, ont apporté leur soutien à la commission Lagarrigue. Celle-ci a même reçu l'appui d'un certain nombre de directeurs de grandes écoles et de

## Réconciliation avec les mathématiciens ?

Alors que la commission Lagarrigue était née en pleine controverse entre mathématiciens et physiciens, les relations se sont améliorées : des « discussions intéressantes » ont eu lieu avec des membres de la commission de réforme des mathématiques : les Instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques (IREM) ont souvent apporté une aide financière à la formation permanente de professeurs de physique dans les universités ; à l'IREM de Montpellier ou à Lyon, des travaux communs ont été menés par des physiciens et des mathématiciens, et dans certains établissements scolaires se sont aussi formés des groupes de travail réunissant des professeurs des deux disciplines.

Mais certaines différences apparaissent maintenant parmi les « réformateurs ». Si les principes directeurs de l'expérimentation en quatrième sont admis, certaines réalisations du groupe de travail sont controversées. L'association des professeurs de technologie a formulé des critiques les plus nettes : elle lui reproche d'avoir voulu « séduire » les élèves et de ne pas offrir une étude sérieuse de la technologie et de ses outils (dessin et schéma techniques), des études de mécanismes et des notions pratiques d'électricité, comme dans l'enseignement actuel de la technologie en quatrième et en troisième. Les responsables de la commission trouvent au contraire que cet enseignement pêche par excès de formalisme, et offre un champ trop étroit pour répondre à la curiosité des enfants « et pour permettre une véritable initiation scientifique. D'autres, à l'inverse, se méfient des objets techniques qu'ils jugent souvent « ou par intéressants, ou obéissant davantage à une logique économique qu'à une logique scientifique », et préfèrent une liaison directe avec la biologie. C'est le cas des responsables de l'enseignement scientifique expérimental de Grenoble, qui sont cependant très proches de l'esprit du « groupe de travail ».

Au contraire, la commission de réforme estime, avec M. Lagarrigue, que « l'environnement technique peut jouer dans l'enseignement le même rôle qu'en 1800 la campagne jouait pour l'école primaire ».

Le ministère paraît décidé à développer dans le premier cycle un enseignement de sciences expérimentales ouvert sur le monde moderne. M. René Haby a demandé à l'Inspection générale de préparer très rapidement des projets de programmes

responsables de grandes entreprises (le Monde du 27 octobre 1973). Enfin l'administration elle-même, et notamment l'Inspection générale, n'a pas fait obstacle à l'expérimentation. Ce succès a des raisons diverses : intérêt pour un type de recherche insuffisamment développé en France, renfort contre les transformations de l'enseignement des mathématiques, ou même appui à l'industrialisation.

pour les classes de sixième et de cinquième, afin que l'enseignement puisse commencer dès la rentrée 1976, ou même 1975.

De quels moyens disposeraient les ministères pour appliquer une telle réforme ? Dans le rapport qu'elle avait établi en janvier 1973, la commission jugait nécessaire la création de quatre mille huit cents postes de professeurs sur dix ans (un par établissement) pour introduire cet enseignement en sixième et cinquième. 130 millions de francs devaient être prévus pour doter chaque établissement du matériel correspondant à six « modules », et d'un minimum de laboratoires et d'ateliers. 55 millions devaient être consacrés sur dix ans au « recyclage » des maîtres déjà en fonction. Somme considérable, d'autant qu'il faut y ajouter le coût de la réforme du second cycle, évalué à 170 millions de francs. Pour commencer à la rentrée de 1976, il faudrait définir en 1974-1975 les programmes de sixième, trouver les formateurs et le matériel afin que la formation des enseignants puisse commencer à la rentrée suivante.

Quelques universités ont commencé en 1973-1974 des actions de formation continue des professeurs de sciences physiques et de technologie : le nombre de candidats dépasse celui des places disponibles. Mais il s'agit d'initiatives spontanées : dès 1973, la commission Lagarrigue avait réclamé que les opérations de recyclage menées par certaines universités soient officielles et étendues, en attendant « la création d'organismes analogues aux IREM ».

Mais la conception même de cette formation semble étroitement liée à l'organisation de l'enseignement. Si l'on veut établir un nouveau type d'enseignement, il faut non seulement améliorer la formation scientifique mais changer l'état d'esprit des professeurs. Un changement de méthodes ne peut être obtenu que par une réflexion collective sur les objectifs de l'enseignement et sur leur ajustement aux élèves. Mais cette prise de conscience progressive n'est possible que si les professeurs disposent eux-mêmes, avec leurs élèves, d'une assez grande liberté de choix.

GUY HERZLICH.

## CARRIÈRES DES RELATIONS DE PRESSE ET DE TRAVAIL

Cinq admissions possibles réservées à de jeunes hommes

Documentation :

2, impasse du Mont-Tonnerre  
75015 PARIS. — Tél. : 567-41-83

I.R.P.C.S.

enseignement supérieur libre depuis 20 ans

## L'ÉCOLE UNIVERSELLE

PAR CORRESPONDANCE

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ CRÉÉ EN 1907

59, Bd Exelmans 75781 PARIS - CEDEX 16

PRÉPARE PAR CORRESPONDANCE AUX DIVERS

## C.A.P.E.S.

Lettres classiques, Lettres modernes, Philosophie, Histoire et Géographie, Langues étrangères, Maths et Physique, Sciences naturelles.

## AGREGATIONS

Lettres classiques, Lettres modernes, Grammaire, Philosophie, Langues étrangères, Histoire et Géographie, Mathématiques.

N'hésitez pas à nous écrire.

Retournez ce bon à L'ÉCOLE UNIVERSELLE.

DOCUMENTATION GRATUITE N° 278

Nom, Prénom

Adresse

C.A.P.E.S. ☐AGREGATION ☐

SECTION CHOISIE

## C.A.P.U.

École d'Enseignement Supérieur Libre

(cours sur place)

Enseignement des étudiants de P.E.M. 1

1ère année de MÉDECINE

pour la préparation au concours

dans toutes les matières

1ère année de PHARMACIE

en Chimie et Physique

Nom, Prénom

Adresse

Documentation gratuite sur demande au

C.A.P.U. 17, rue de la République

75001 PARIS - Tél. 702.04.41 et 702.17.60

## École Ménagère du Quartier Latin

Enseignement privé

ORGANISATION ET GESTION DE LA MAISON - COUPE ET COUTURE  
PROBLÈMES DE LA FEMME ET DU COUPLE - PUÉRICULTURE  
CUISINE ET DIÉTÉTIQUE - DÉCORATION - AMÉUBLEMENT

Séances intensives ou programmes sur année scolaire

Cours matin, après-midi ou soir (sauf samedi)

66, rue de Montagne-Sainte-Genève. — 75005 PARIS. — 033-13-44.

CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ  
CENTRE PSYCHOPÉDAGOGIQUE ORSAY-FABERT  
GUIDE NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

M. J. Bérny, Psychologue

Documentations - Informations - Consultations

## ENSEIGNEMENT PRIVÉ

20, RUE FABERT, PARIS-7<sup>e</sup> (Parking) - TÉLÉPHONE : SOL. 31-68

Ne prenez pas n'importe quelle voie...

## Choisir un métier 32 F

B. SERROU

Un guide indispensable et complet pour les jeunes, les éducateurs, les travailleurs sans emploi.

Une nouveauté BORDAS. — En vente chez votre libraire

en 10 mois avec BAC ou niveau

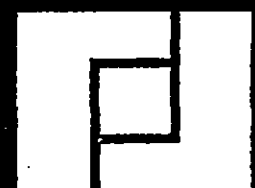
INSUP prépare aux secrétariats  
• de direction  
• medico-socialINSUP offre  
• un niveau choisi  
• des méthodes  
• pédagogiques éprouvées• des stages en entreprises  
• des effectifs limités  
• un placement en fin d'étudesINSUP  
30, place St Georges,  
Paris 9<sup>e</sup>, tel. 878 12 29

Comment choisir une école en Suisse ?

Notre conseiller en éducation, M. Paul Mayer, vous donnera sans frais toutes les informations utiles sur les internats convenant le mieux aux besoins scolaires, au caractère et aux goûts de votre fils ou de votre fille.

Service de renseignements scolaires :  
TRANSWORLIDIA  
2, rue du Vicaire-Savoyard  
CH. 1203, GENÈVE  
Téléphone (022) 44-15-65

## LES IMPOTS EN FRANCE



FRANCIS LEFEBVRE

## FRANCIS LEFEBVRE LES IMPOTS EN FRANCE

Un ouvrage spécialement conçu pour l'enseignement de la fiscalité pratique.

- Sixième édition entièrement revue et mise à jour
- Un volume 16,5 x 24 de 460 pages sous couverture plastifiée. Prix 80 francs - Franco 84 francs
- Notice détaillée sur simple demande adressée aux Éditions Francis Lefebvre 15, rue Vikié - 75049 Paris CEDEX 17

Donnez votre adresse postale

Adresse

Donnez votre adresse postale sur les IMPOTS EN FRANCE

LE MINISTÈRE S'APPRÊTANT À LANCER  
SON PROPRE BULLETIN D'INFORMATIONLa revue « l'Éducation » ne publie plus  
les « pages roses » officielles

L'HEBDOMADAIRE « l'Éducation » reparait, après l'interruption des vacances, sous une présentation légèrement modifiée. Les « pages roses » qui figuraient au milieu de la publication, et qui diffusaient les informations officielles en provenance du ministère, ont disparu. À leur place figurent un dossier pédagogique imprimé sur papier bleu. Pour ce

numéro, il s'agit d'une étude de M. Louis Cros sur les aspects de la réforme de l'enseignement sur lesquels il existe une convergence d'idées. D'autre part, le dossier de la semaine abordera désormais des sujets non strictement pédagogiques. Le premier est consacré à la démographie. On note, enfin, l'apparition d'une bande dessinée « Magister 2000 ».

## Convention non reconduite

La disparition des « feuilles roses » correspond au désir du ministère de reconsidérer sa politique d'information. Le nouveau service d'information envisagé, en effet, de rassembler les documents habituellement publiés par le ministère (« feuilles roses » de « l'Éducation », « Informations rapides », jaunes, notes d'information), en une seule publication qui sera largement diffusée. La nature exacte de cette publication n'est toutefois pas encore définitivement arrêtée. Il pourrait s'agir, dans un premier temps, d'un bulletin sur quatre ou huit pages, hebdomadaire ou bimensuel, tiré à 110 000 exemplaires, et adressé à tous les établissements scolaires, ainsi qu'à la presse et aux différents services administratifs (rectorat, inspections académiques). Dans une deuxième étape, (peut-être à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1975), ce bulletin, tiré à 600 000 exemplaires, serait adressé à tous

les enseignants par l'intermédiaire de leur établissement. Si, du moins, M. Haby trouve dans ses crédits de quoi financer cette vaste entreprise.

Ces transformations entraîneraient la non-reconduction de la convention qui lie actuellement « l'Éducation » et l'Institut national de recherche et de documentation pédagogique (I.N.R.D.P.). Cette convention, qui prend fin en juillet 1975, prévoyait qu'en échange de la publication des « feuilles roses », « l'Éducation » recevrait une aide matérielle du ministère (notamment des locaux et quatre emplois).

Ainsi « l'Éducation » deviendrait entièrement indépendante du ministère sur le plan matériel. Cette évolution est déjà perceptible dans le fait qu'il n'y a plus, cette année, d'abonnement couplé entre « l'Éducation » et le « Bulletin officiel » du ministère de l'Éducation.

## POINT DE VUE

## Pour un enseignement supérieur en alternance

## LES ENFANTS D'ILLICH ET DE MAO TSE-TOUNG

Par RAYMOND REICHENBACH (\*)

À quel sert l'université ? La majorité des étudiants s'interrogent sur l'utilité des études supérieures qui donnent un savoir dénué de rapport avec un monde en reconstruction permanente. Face à des mandarins qui dispensent un enseignement « rétro », les étudiants demeurent dans une situation d'adolescence prolongée, au sein d'une Université qui a survécu au « meurtre du père » en 1968. Attendant l'ultime gratification du diplôme, malgré sa dévaluation permanente, les futurs capitalistes du savoir se résignent à subir l'Université de 1974.

Les étudiants les plus lésés dans cette situation sont naturellement les jeunes issus des milieux sociaux actuellement défavorisés : leur espoir de promotion par l'enseignement supérieur est devenu très aléatoire, car les « relations » de leur famille ne leur permettent pas, à leur sortie de l'université, de compenser l'acquérité réservé du marché du travail.

L'université française est entourée de murailles qui l'isolent des mutations que connaît notre société post-industrielle. Ce n'est plus le cas pour des régimes politiques aussi différents que ceux de la Chine et des États-Unis. À l'université Baïda de Pékin, les étudiants en lettres vont travailler dans les campagnes ou dans les usines, illustrant la formule de Mao Tse-toung : « C'est la société tout entière qui sert d'usine aux étudiants ». Dans la North Eastern University de Boston, les années d'études, à l'exclusion de la première, se font en alternance : un

trimestre d'études est toujours suivi d'une période de travail de trois mois. Les expériences d'alternance, que l'on rencontre aussi au Canada, en Grande-Bretagne et dans les pays socialistes, pourraient inspirer la nécessaire réforme de l'université française autour du principe essentiel de la liaison entre la théorie et la pratique, condition de l'insertion de l'université dans le tissu économique et social. Des périodes de travail seraient prévues dans le cursus universitaire, selon une double alternance, « externe » ou « interne ».

Une plongée  
dans la vie  
économique et sociale

L'alternance externe signifie que les bacheliers exerceraient une activité professionnelle de un ou deux ans avant d'entrer à l'université. Pour les garçons, un service militaire du type « service civil » aurait alors toute sa raison d'être avant de poursuivre des études supérieures. Cette période de travail réaliserait un véritable brassage social si elle se répartissait entre les trois secteurs économiques : un tiers dans l'agriculture ; un tiers dans l'industrie (manœuvre ou O.S.) ; un tiers dans le tertiaire (banque, hôpital, centre culturel...) suivant les centres d'intérêt du futur étudiant. Cette plongée dans la vie économique et sociale, aux niveaux les plus

humiles, permettrait d'acquiescer un « background » professionnel diversifié qui serait ensuite confronté à l'enseignement universitaire.

Ce vaste mouvement des jeunes vers des travaux souvent pénibles aurait pour conséquence de faire accomplir les tâches ingrates de notre société par une population qui ne serait plus fixée à vie à ces postes, ce qui permettrait aux actuels O.S. de l'industrie et du tertiaire de se requalifier grâce à une véritable formation permanente.

Cette politique ne devrait cependant pas devenir un prétexte pour renoncer à transformer les conditions de travail : la parcellisation des tâches ne pourra pas survivre au vingtième siècle, étant données les frustrations qu'elle implique.

L'alternance interne consisterait soit à travailler à mi-temps, soit à insérer des périodes de travail dans le cursus universitaire, soit encore à créer des unités de production sur les campus.

## Travail à la carte

La formule travail à mi-temps, études à mi-temps assurerait la simultanéité des vécus universitaires et professionnels. Elle pourrait s'articuler sur un système d'éducation permanente où les salariés seraient formés à mi-temps dans une université

renove. Cette formule d'avenir ne sera possible que lorsque le « travail à la carte » sera une réalité. Chacun aurait le choix de sa durée de travail, avec par exemple un plancher de vingt heures et un plafond de cinquante heures. L'université deviendrait alors un véritable « self-service » éducatif où chacun choisirait les mets culturels qu'il souhaite, cela dans la tranche horaire rendue libre par le « travail à la carte ».

Des « unités  
de production »  
dans les universités

Cette Université serait alors l'incarnation de la « convivialité » souhaitée par Ivan Illich, car elle fournirait à tout non-spécialiste les instruments de connaissance désirés quand le besoin s'en fait sentir. (1)

Le travail à mi-temps des étudiants permettrait une rétroaction constante entre les disciplines enseignées et leur application. L'université verrait enfin surgir les véritables demandes éducatives, et les enseignants seraient bien obligés de remettre en question le contenu de leurs cours ainsi que les méthodes pédagogiques utilisées. Ils seraient rapidement amenés à actualiser leur savoir, non plus dans les bibliothèques, mais sur le terrain.

Le premier enjeu à mi-temps aurait essentiellement une fonction de sensibilisation à la vie active, sans lien obligatoire avec les disciplines choisies. Les postes ultérieurs devraient correspondre à des profils professionnels de compétence croissante, afin de permettre la souhaitable unité de la théorie enseignée et de la pratique vécue. Le risque de la formule du travail à mi-temps réside cependant dans un manque de temps possible pour les études elles-mêmes. La formule des périodes d'études alternant avec des périodes de travail à temps plein évite ce risque. Si on prend l'exemple de la licence en lettres ou en droit, on pourrait instaurer quatre périodes de travail pendant les 4 années de licence et de maîtrise, l'année universitaire représentant chaque fois la succession d'une période d'études (4 à 5 mois) et d'une période de travail (4 à 5 mois) à temps plein. Les postes occupés devraient, ici aussi, se succéder dans un ordre de complexité croissante.

Les universités françaises pourraient créer des unités de production, prolongement naturel des disciplines enseignées. Pour cela, elles disposent déjà d'un capital humain et d'un capital de connaissances non négligeables. Les universités littéraires pourraient créer des maisons d'édition et des ateliers de traduction ; les universités juridiques ou économiques, et les instituts d'administration des entreprises (I.A.E.) des sociétés de conseil ; les universités médicales, des centres de soins...

## Des garde-fous

Il ne faut pas méconnaître le danger de ces propositions : l'asservissement des programmes universitaires aux objectifs de formation à court terme des entreprises, et le risque d'abandon des étudiants issus des milieux économiquement et culturellement défavorisés.

L'université doit conserver ses objectifs de formation à long terme et son indépendance pédagogique. Les bacheliers et les étudiants ne doivent pas être envoyés dans les entreprises transformées alors en « trappes à étudiants », ce qui reviendrait à instaurer une forme nouvelle et subtile de sélection sociale. C'est pourquoi les périodes de travail avant ou pendant les études doivent se faire après une préparation pédagogique en terminal, ou après un semestre de cours à l'université. Ainsi, l'envoi sur le terrain n'aboutirait pas à sélectionner définitivement un grand nombre d'étudiants. Des enseignants-coordonneurs pourraient jouer le rôle de garde-fou en conservant un contact avec les étudiants en activité professionnelle. Dans ces conditions, l'application du principe de la liaison nécessaire entre la théorie et la pratique serait un facteur certain de démocratisation de l'université.

Cette nouvelle façon d'aborder les problèmes universitaires paraîtra étrange à certains, et elle se heurtera vraisemblablement à l'hostilité d'un grand nombre d'enseignants, de décideurs publics ou privés, voire d'étudiants. Cependant, l'utopie est parfois souhaitable et, face à l'alternative actuelle qui consiste à dégrader le statu quo ou à se prononcer pour la croissance zéro des effectifs universitaires, une autre problématique de l'enseignement est nécessaire.

(1) Prendre les institutions, de Ivan Illich. Berron Berron, n° 3, mars 1972.

(\*) Assistant en sciences économiques à l'université de Bordeaux (Mantrez).

Le Petit Robert 2  
vient de paraître.

Pour la première fois, 2016 pages réunies en un volume sont totalement consacrées aux noms propres.

Le résultat, c'est le Petit Robert 2, un nouveau dictionnaire. Un dictionnaire où 34000 noms propres ont la place de s'exprimer, les hommes de vivre, les événements de se dérouler. De plus, sa méthode de renvois permet de retrouver et de regrouper à partir du mot cherché toutes les informations souhaitées sur la géographie, l'histoire, l'art, les lettres, les sciences.

Par exemple, grâce aux 12 renvois qu'on trouve à Lénine (Mikhaïlovski, Martov, Plekhanov, Martynov, Strouvé, Matérialisme et Empirio-criticisme, l'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme, l'État et la Révolution, la Maladie infantile du communisme, Staline, Trotski), on connaît sa vie, mais aussi celle de ses amis, et de ses adversaires, ses idées, ses œuvres, les événements auxquels il a participé.

On sait exactement où se trouve Oulianovsk, sa ville natale en Russie, on sait que Vladimir Ilitch Oulianov, alias Lénine, portait une moustache ; car le Petit Robert 2, c'est aussi 200 cartes originales en couleurs et 2200 illustrations.

Le Petit Robert 2, seul dictionnaire en un volume totalement consacré aux noms propres, est en vente dans toutes les librairies.



Le Petit Robert 2 :  
Histoire. Géographie. Arts. Lettres. Sciences.



# Le Monde

DES SCIENCES  
ET DES TECHNIQUES

## L'AGE DES ANIMAUX ET LA QUALITÉ DE LA VIANDE

Par PIERRE VIGNERON, MICHEL PRUD'HON et LOUIS DAUZIER (\*)

La modernisation des élevages, l'élaboration des techniques d'alimentation du bétail, la diversification des productions et l'utilisation à grande échelle des plants de sélection ont permis, au cours des dernières années, de modifier l'équilibre du bétail en France dans la Communauté économique européenne et même de provoquer une crise de surproduction. Cependant, nombreux sont les consommateurs qui dé-

ploraient une baisse de la qualité dont ils rendent responsables, d'une manière plus ou moins raisonnée, le progrès technique. Le cas du poulet est, à cet égard, exemplaire. Une des principales raisons de cette dégradation est liée au fait que l'on mange des animaux de plus en plus jeunes. Les sélectionneurs ont réussi à produire des races de grande taille, mais que l'on abats avant l'âge adulte. Ce faisant, on profite de la

vitesse de croissance rapide d'un animal jeune et on réduit le temps de la « production ». La viande qui en résulte n'est cependant pas identique à celle d'un animal adulte de même taille. D'où une baisse de qualité. Des recherches permettent d'espérer que l'on arrivera, par une sélection appropriée, à obtenir chez des animaux jeunes des muscles équivalents à ceux d'animaux plus âgés.

ENTRE la naissance et l'âge adulte, tous les tissus ne se développent pas à la même vitesse. Certains sont précoces, comme le tissu nerveux ou le tissu osseux, et leur vitesse de croissance est maximale avant la naissance. D'autres sont plus tardifs, tels le muscle et surtout les dépôts adipeux, et se développent essentiellement après la naissance. Par conséquent, un animal abattu jeune (à un stade éloigné de son état adulte) donnera une carcasse comportant une proportion relativement élevée d'os et de muscles et peu de graisses. A un stade plus avancé de la croissance, la proportion de « gras » augmentera de façon sensible. On comprendra aisément que l'un des moyens de diminuer la proportion de « gras » des carcasses est de sélectionner des animaux ayant une taille adulte élevée. Étant abattus au même poids que les animaux d'autres races moins lourdes, ils sont alors physiologiquement plus jeunes, donc moins gras.

Il est possible également de modifier la composition corporelle en jouant sur le niveau d'alimentation et la vitesse de croissance. De tels essais ont conduit à conclure que plus le niveau alimentaire est élevé, plus la croissance est rapide et plus la proportion de « gras » est importante. Les restrictions alimentaires réduisent davantage l'état d'engraissement si elles sont pratiquées tardivement, à une époque où les tissus nerveux et osseux n'augmentent que lentement mais où les dépôts adipeux se développent. Économiquement, toutefois, il est généralement moins coûteux d'assurer à l'animal destiné à la boucherie une croissance rapide et de l'abattre le plus jeune possible.

Le désir du consommateur d'une viande dépourvue de dépôts adipeux importants et la mise au point, par le producteur, de méthodes d'amélioration de la vitesse de croissance ont conduit à abattre des animaux de boucherie de plus en plus jeunes. Les proportions de viande et de muscle d'un animal sont donc modifiées, mais peut-on dire qu'il s'agit du même produit, du même muscle ? La texture, la structure, les ca-

caractéristiques biochimiques des muscles de sujets à croissance rapide abattus jeunes sont-elles les mêmes que chez des sujets plus âgés ? La viande subit-elle une maturation semblable ? C'est au niveau de la croissance musculaire que l'on trouvera les réponses.

### Fibres rouges et fibres blanches

Le muscle est un tissu composé de fibres musculaires élémentaires, les fibres musculaires, qui sont regroupées en faisceaux entourés d'un conjonctif (tissu d'emballage) ou courent les nerfs et les vaisseaux. On y trouve également du tissu adipeux, plus ou moins abondant selon les espèces et les muscles, dont les infiltrations, dans une certaine mesure, constituent le défaut ou le défaut. L'abondance relative de chacun de ces éléments influe sur la qualité de la viande, mais leurs caractéristiques physiologiques interviennent également. Ainsi, les fibres musculaires ne sont pas d'un type uniforme : elles se différencient essentiellement par leur vitesse de contraction, lente ou rapide, et les sources d'énergie qu'elles utilisent. Certaines, et en particulier les fibres à contraction lente, ont un métabolisme oxydatif ou aérobie : elles brûlent en présence d'oxygène les graisses apportées par le sang. Ce sont des fibres dites rouges, car elles sont également riches en myoglobine, qui est un pigment respiratoire. D'autres, les fibres blanches, utilisent la puissance dégagée par la dégradation anaérobie des sucres. Fibres rouges et fibres blanches possèdent donc des équipements enzymatiques très différents.

Un muscle est rarement constitué d'une seule catégorie de fibres. La règle est au contraire la juxtaposition des divers types de fibres, selon une distribution en damier, plus ou moins régulière, caractéristique de chaque muscle. Les proportions ont été trouvées, dans ce type de fibres, dans un muscle, entraînent en outre des différences de structure et de composition.

La structure et la composition d'un muscle ne sont jamais définitivement fixées. Elles évoluent

au cours de la croissance, en fonction de l'activité physique des individus et de leur état nutritionnel. Seul le nombre de fibres d'un muscle semble génétiquement déterminé et fixé dès la naissance ou peu après. Croissance en longueur et en épaisseur se font par la suite harmonieusement, en fonction des efforts effectués, ce qui entraîne une augmentation relative, plus ou moins importante, de la quantité de protéines contractiles. On observe de plus une diminution très nette de la teneur en eau, qui passe, chez le porc par exemple, de 72 % à la naissance à 75 % chez l'adulte ; dans le même temps la teneur en lipides (graisses) augmente. En outre, alors que la teneur en collagène tend

### La bonne sélection et la mauvaise

La qualité finale de la viande dépend de l'état physiologique du muscle au moment de l'abattage. L'abattage de sujets jeunes, en fibres blanches et rouges, de sa richesse en eau et en lipides. La sélection d'animaux à croissance rapide, possédant une masse musculaire importante et une faible quantité de graisses de réserve, permet certes de réduire les coûts de production en améliorant la proportion de muscle des carcasses, mais l'expérimentation a montré que l'expérimentation, en particulier chez le porc, montre que l'on obtient ainsi des animaux présentant une proportion plus importante de fibres blanches anaérobies. Le métabolisme basal de l'individu semble aussi modifié. Cela pourrait être aussi le cas chez les bovins et en particulier chez les « culards » à la musculature extrêmement développée.

Les inconvénients de ce type de sélection, associé à l'abattage de plus en plus précoce des animaux sont de plusieurs sortes : — la teneur en lipides (graisses) de la viande peut devenir voisine ou inférieure à celle désirée par le consommateur avec augmentation relative de la dureté, et diminution du goût ;

### Le cas du lapin

Le lapin a été choisi comme modèle expérimental du fait de son importance économique, mais aussi en raison de sa remarquable vitesse de croissance, ainsi que de la rapidité avec laquelle les caractéristiques se succèdent. Ces caractéristiques laissent espérer des résultats rapides dans la cadre d'une sélection encore débutante. Les objectifs visés sont l'amélioration de la vitesse de croissance et l'abaissement du coût de production, mais avec le maintien d'une proportion suffisante de fibres rouges dans les muscles pour un âge d'abattage classique. Les résultats d'une telle sélection et leurs conséquences sur la qualité de la viande seront étudiés à l'issue de circuits de vente traditionnels, ou après que la viande ait subi de nouveaux types de présentation, de conservation ou de transformation.

Différents critères de qualité de la viande ont été définis. Ils se rapportent soit à la musculature (types de fibres, teneur en myoglobine, activités enzymatiques musculaires ou sériques), soit aux transformations du muscle post-mortem (vitesse d'acidification, jure de dégradation...). L'expérience permettra de retenir les critères les plus satisfaisants par leur commodité et leur efficacité. Des premiers résultats, obtenus à Toulouse, montrent déjà que le développement de l'acidité post-mortem dans certains muscles présente une variabilité d'origine génétique. Le lapin est donc susceptible de présenter, si l'on n'y prend garde, l'acidification post-mortem cons-

(\*) Chercheurs à la station de physiologie animale de l'Institut national de la recherche agronomique.

## UN TRANSISTOR QUI S'ALLUME TOUT SEUL

Pour qui s'intéresse à l'actualité, l'écoute de la radio est une nécessité. C'est par ce canal qu'arrivent le plus rapidement les nouvelles du monde entier. Mais cette écoute peut également être un pensum : en attendant le flash d'information, il faut subir de la musique, les commentaires, pas toujours passionnants, des animateurs et, dans de nombreux cas, de la publicité. Qui n'a rêvé d'un poste de radio qui se déclencherait tout seul juste au moment où passe sur l'antenne une information intéressante ?

Ce qui semblait être une utopie est maintenant réalité. Depuis le début de la semaine dernière, très exactement le lundi 18 septembre, à 19 heures, R.T.L. met à la disposition de ses auditeurs un système qui réalise ce prodige. Ceux qui possèdent un récepteur à transistors disposent d'un dispositif dit de veille, qui permet de détecter la présence d'un signal sur la fréquence choisie. Ce signal peut être un signal de la station émettrice ou tout autre

programme non sélectionné. Surviendrait-il un événement ? Les programmes sont interrompus pour passer un flash d'actualité. Et le récepteur se met automatiquement en marche pour la durée du flash. Puis il s'éteint de lui-même. L'heureux propriétaire de ce transistor est ainsi tenu immédiatement au courant de l'actualité sans subir des programmes qui ne l'intéressent pas.

C'est sur l'initiative de R.T.L. que la société I.T.T.-Oceanic a mis au point un dispositif qui permet d'obtenir ce résultat. Le récepteur actuellement mis en vente et qui porte le nom de « R.T.L.-Matin », n'est pas très onéreux puisqu'il est vendu moins de 350 francs. Il comporte en plus de ce que l'on trouve habituellement dans un récepteur à transistor le bouton spécial de commande de veille et les circuits électroniques correspondants qui se composent de deux circuits intégrés et six transistors qui commandent la mise en marche automatique du récepteur et son arrêt également automatique en fonction des signaux émis par R.T.L.

### Un ré aigü

C'est en effet la station émettrice qui commande l'ouverture et la fermeture automatique du récepteur. Un signal spécial est émis au début du flash d'information et un autre, légèrement différent, à la fin. Le premier commande l'ouverture du récepteur, le second, la fermeture. Mais une telle actualité brève n'existe pas. Les programmes normaux émis par la station pour qu'une note de trompette par exemple ne déclenche pas le récepteur. Ces signaux sont donc relativement complexes. Celui qui commande l'ouverture a alternativement une fréquence de 2 500 et de 2 150 cycles par seconde (approximativement un ré aigü). Les changements de fréquence ont lieu cent quinze fois pendant la durée d'une seconde du signal. Celui qui commande la fermeture a alternativement une fréquence de 2 400 et 2 250 cycles par seconde, ses variations existant également cent quinze fois pendant la seconde qui dure le « top ».

Pour l'instant, seule R.T.L. utilise cette méthode. La station espère d'ailleurs garder pendant assez longtemps cette avance puisque c'est elle qui a eu l'idée du système. Mais il est probable qu'ultérieurement elle ne pourra pas empêcher les autres stations de l'employer le même procédé, soit peut-être d'en inventer un autre. Du moins, s'il apparaît que ce système n'est pas un gadget inutile et que le public s'y intéresse.

Le problème le plus délicat est de savoir quel type d'information sera choisi par les responsables de R.T.L. S'ils ne prennent par exemple, que des informations de type politique, ils ne toucheront pas le même public que s'ils sélectionnent des résultats sportifs. Il y a donc une pé-

riode inévitable de rodage et d'adaptation à la demande. Une semaine de pratique est une période trop courte pour juger. Le système a montré son efficacité avec les nouvelles répétées et contradictoires fournies par les journalistes qui suivaient l'affaire des otages de La Haye. Mais une telle actualité brève n'existe pas. Les programmes normaux émis par la station pour qu'une note de trompette par exemple ne déclenche pas le récepteur. Ces signaux sont donc relativement complexes. Celui qui commande l'ouverture a alternativement une fréquence de 2 500 et de 2 150 cycles par seconde (approximativement un ré aigü). Les changements de fréquence ont lieu cent quinze fois pendant la durée d'une seconde du signal. Celui qui commande la fermeture a alternativement une fréquence de 2 400 et 2 250 cycles par seconde, ses variations existant également cent quinze fois pendant la seconde qui dure le « top ».

On peut être étonné que ce soit une chaîne privée qui ait eu ce type d'initiative. Son financement est en effet assuré par des recettes de publicité. Le système tel qu'il est employé actuellement supprime l'audition des messages publicitaires. Mais rien n'empêche, ultérieurement, d'insérer après un flash un message publicitaire, qui se trouverait ainsi privilégié.

On peut aussi reprocher à ce procédé une trop grande sélection d'un type d'information. Aussi n'est-il pas imaginable que l'on voie dans l'avenir des systèmes plus perfectionnés comportant différents types de veille : une pour les informations à caractère politique, une autre pour l'économie, les sports, etc. Il faudrait alors que le récepteur à transistors dispose d'autant de boutons que de types de veille, et que l'on ait inventé autant de « tops » codés d'ouverture et de fermeture de transistors. Techniquement, cela ne semble pas impossible.

Il est nécessaire également de s'interroger sur les possibilités énormes que possèdent, à longue échéance, de tels types de dispositifs. Le fait qu'un émetteur puisse commander l'ouverture et la fermeture d'un récepteur à transistors peut être généralisé à bien d'autres domaines. Il pourrait commander l'ouverture d'un récepteur de télévision, la mise en marche d'un magnétophone, commander la sonnerie d'un réveil ou l'allumage de la lumière électrique. Un grand nombre de possibilités sont donc ouvertes. Il est difficile, aujourd'hui, de dire si l'on devra s'en réjouir ou les regretter.

J.-L. L.

## Le LITRE

LE DICTIONNAIRE DE L'HOMME CULTIVÉ

4 volumes  
luxueusement  
relies  
gravées  
à 100  
6 800 pages  
format : 21 x 27

pour  
seulement  
19,75 F par mois (pour l'étranger  
demander les conditions)

Un merveilleux instrument de travail. Tout homme cultivé, étudiant, industriel, ingénieur, cadre, médecin, tout homme qui a des rapports professionnels avec des spécialistes, leur parle, leur écrit, tout homme qui désire parler et juger ce qu'il lit a besoin d'un Litre.

L'intermédiaire Litre est maintenant réalisé. Vous y trouverez ce qui ne figure dans aucun autre dictionnaire : non seulement les mots et leurs définitions, mais leurs divers sens illustrés d'exemples empruntés aux meilleurs auteurs. Le Litre vous donne l'état-civil des mots, leur évolution, de l'archaïsme au néologisme en passant par le sens contemporain.

Un dictionnaire de dictionnaire, ou lit le Litre. Si vous ne devez avoir qu'un livre dans votre bibliothèque, ce serait celui-là. Régulièrement, on fait le Litre, on s'y plonge, on s'y égaré délectablement. Un dictionnaire de dictionnaire, c'est le passionnant roman de la langue française.

19 pages pour le mot FAIRE.  
Pensez que le mot FAIRE est traité sur 19 pages et que la simple lettre « A » se trouve à l'entrée de l'article FAIRE. L'article FAIRE est traité sur 19 pages et que la simple lettre « A » se trouve à l'entrée de l'article FAIRE. L'article FAIRE est traité sur 19 pages et que la simple lettre « A » se trouve à l'entrée de l'article FAIRE.

**BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE**

Veuillez m'envoyer sans engagement, votre documentation illustrée sur le Litre qui je pourrai consulter, si je le désire, à des conditions exceptionnelles : 30 F à la souscription et 20 mensuelles de 19,75 F (425 F au total) ou au comptant, 355,50 F.

Nom ..... Prénom .....

Code postal ..... Localité .....

EDITIONS DU CAP - Palais de la Scala - Monte-Carlo - 069

## LES HOMMES ET LES MACHINES

### Un calculateur au poignet

LES calculateurs de poche ont beau se vendre actuellement comme des petits pains, ils seront peut-être considérés à l'avenir comme de véritables dinosaures. On annonce déjà le calculateur-montre-bracelet. Sur un carré de quatre centimètres de côté, on trouve vingt touches, chacune ayant deux fonctions différentes. On y trouve en plus des voyants lumineux permettant l'affichage d'unités composées jusqu'à neuf chiffres. Quand on n'utilise pas le calculateur, c'est l'heure qui s'affiche.

Tout cela est fort beau mais ne va pas sans problème. Frapper la bonne touche exigera probablement une précision d'attaque digne d'un

pianiste professionnel. La nature nous a dotés d'un doigt, l'articulaire, que sa taille

### L'eau du whisky

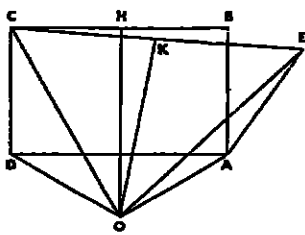
L'É whisky écossais est spécifiquement écossais. Toutes les tentatives étrangères de fabrication, — les Australiens sont allés jusqu'à importer de l'eau d'Écosse — ont lamentablement échoué. Des analyses chimiques poussées ont détecté, dans le whisky, quelque deux cents composés chimiques différents, mais le rôle de ces différentes substances reste bien mystérieux. C'est du moins la vérité officielle. Mais d'après la revue britannique New Scientist, l'un des principaux distilla-

teurs aurait, en partie, levé le mystère. Peut-être pas au point de fabriquer du whisky synthétique, mais sans doute suffisamment pour qu'on puisse envisager de modifier les processus de fabrication et d'accélérer le vieillissement. Va-t-il se produire une révolution dans la fabrication de la plus célèbre spécialité écossaise victime ainsi de son trop grand succès ? Le goût des Britanniques pour la tradition rend cette hypothèse peu concevable.

## En toute logique

### GÉOMÉTRIE

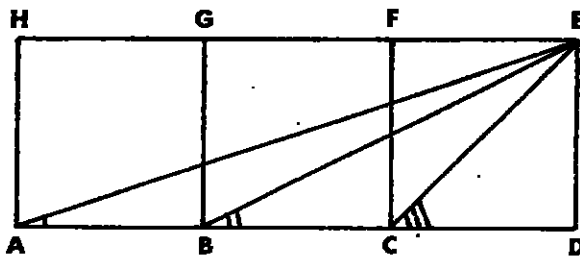
Un angle droit peut-il être obtus ?  
ABCD est un rectangle. E est quelconque, tel que AE soit égal à AB. KO est la médiatrice de CE et HO celle de CB. Les triangles CDO et EAO sont manifestement égaux : AE = AB = CD, OC = OE, OD = OA. Donc les angles CDO et EAO sont égaux. Puisque les angles ADO et DAO sont égaux, il en résulte que CDA = DAE. Or le premier est droit et le second aussi obtus qu'on le désire.  
Où est l'erreur ?



(Solution ci-dessous à l'envers.)  
Ouvrez l'angle CDA jusqu'à ce qu'il devienne droit. On ne connaît pas la position de E, mais on connaît la position de A, B, C, D. On a donc construit un rectangle ABCD. On a donc construit un rectangle ABCD.

#### PROBLÈME N° 27

A la démonstration simple (mais fautive) d'une proposition évidemment fautive peut être opposée la démonstration délicate (mais juste) d'une proposition peu évidente.  
Sur ces trois carrés, saurez-vous démontrer, en utilisant que la géométrie élémentaire, combien en trouveriez-vous ?



#### Solution du problème n° 25

(Un escargot avance de 1 millimètre par seconde sur un fil élastique de 1 kilomètre s'allongeant de 1 nouveau kilomètre à la fin de chaque seconde.)

Comme plusieurs lecteurs nous l'ont écrit, il n'y a pas de véritable paradoxe puisque l'escargot atteint effectivement l'extrémité de son fil. Il constitue cependant une remarquable et trop rare utilisation pratique de la série harmonique.

La suite de l'escargot étant reconnu, il est intéressant de chiffrer son record. Il atteint B au bout de N secondes, tel que :

$$\frac{1}{N} + \frac{1}{2N} + \frac{1}{3N} + \dots + \frac{1}{(N-1)N} = 1$$

$$\frac{1}{N} \left( 1 + \frac{1}{2} + \frac{1}{3} + \dots + \frac{1}{N-1} \right) = 1$$

$$1 + \frac{1}{2} + \frac{1}{3} + \dots + \frac{1}{N-1} = N$$

N étant grand,  $\frac{1}{N}$  peut être assimilé à 1. Il reste donc :

$$1 + \frac{1}{2} + \frac{1}{3} + \dots + \frac{1}{N-1} = 10^6$$

La formule d'Euler donne :  
 $\log N + \gamma = 10^6$   
ou  
 $\log N = 10^6 - \gamma$   
et :  $N = e^{10^6 - \gamma}$   
soit environ :  $1,7 \cdot 10^{434294}$

L'hypothèse d'un allongement continu permet d'analyser plus finement le phénomène. La distance parcourue par l'escargot en mètres au bout de t secondes est :

$$10^{-3} (t + 1) \log (t + 1)$$

$$(t + 1) [10^3 - 10^{-3} \log (t + 1)]$$

La dérivée de cette fonction est négative jusqu'à  $t = e^{10^6 - 1}$  et positive ensuite. L'escargot perd donc d'abord du terrain pendant une partie du temps puis reprend l'avantage pendant un sprint final.

Notons que l'escargot n'atteindrait jamais le bout du fil si celui-ci s'allongeait successivement de 1, 2, 3, 4, 5... millimètres.

PIERRE BERLOQUIN.

(1) Scientific American, février 1970.  
(2) Journal of Recreational Mathematics, avril 1971.

## ÉDITIONS DE MOSCOU

en langue française

Extrait du catalogue « Science et technique »

### AIDE-MÉMOIRE DE MATHÉMATIQUES SUPÉRIEURES

par Vygodski.

Tout le programme du cours fondamental de mathématiques supérieures des Instituts de constructions mécaniques - du bâtiment - du transport - d'aviation - d'électronique - d'énergétique et des mines.

Relié - 860 pages ..... 44 F.

★

### Collection INITIATION AUX MATHÉMATIQUES

2 nouveaux volumes parus.

● ENVELOPPES (Bolianski) - DÉMONSTRATIONS GÉOMÉTRIQUES (Fetissov) - ERREURS DANS LES DÉMONSTRATIONS GÉOMÉTRIQUES (Dobnov).

Relié - 264 pages ..... 15 F.

● ÉQUATIONS ALGÈBRIQUES DE DEGRÉ QUELCONQUE (Kurosch) - ANALYSE MATHÉMATIQUE DANS LA CLASSE DES FONCTIONS RATIONNELLES (Chilov) - QU'EST-CE QUE LA DÉRIVATION ? (Bolianski).

Relié - 182 pages ..... 15 F.

★

Catalogue complet sur demande à l'importateur

LIBRAIRIE DU GLOBE : 2, rue de Buci, 75261 PARIS  
Cédex 06. — La grande librairie de Paris où vous trouverez tout ce qui concerne l'U.R.S.S.

## LA MESURE DE L'AMPLITUDE DES ONDES SISMIQUES

### Des « points brillants » pour détecter plus sûrement les couches pétrolifères

La détection des gisements pétroliers s'appuie principalement sur des techniques sismiques. Par une ou plusieurs explosions, on crée dans le sous-sol une onde sonore. Celle-ci se réfléchit partiellement quant la nature du terrain change. L'amplitude de ces « échos » est très variable, et dans les années 60, on n'attachait pas d'importance à cette amplitude. Seul comptait le temps après lequel l'écho était reçu. Connaissant la vitesse du son dans le terrain, on en déduisait la profondeur de la couche réfléchissante. Cela permettait d'établir une carte géologique de la région prospectée, de connaître la forme et l'épaisseur des différentes couches, de détecter des failles éventuelles, et finalement, de déterminer les emplacements où des hydrocarbures pourraient s'être accumulés. Il ne restait plus qu'à forer pour voir s'ils étaient bien là.

Si les pétroliers négligeaient l'amplitude des échos et ne s'intéressaient qu'à leur instant d'arrivée, c'est principalement parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement. On utilisait, en effet, des enregistreurs analogiques, où le signal provoque le déplacement d'un stylet. Un tel dispositif ne peut enregistrer que des signaux dont l'amplitude ne varie guère ; du plus grand au plus petit, il ne peut y avoir qu'un rapport de quelques centaines. Or, parmi les échos reçus, certains peuvent être un milliard de fois plus intenses que d'autres. On ne pouvait enregistrer de telles variations et, en pratique, le signal électronique

Forer un puits et trouver du pétrole à coup sûr : tel est le rêve des pétroliers. Ils en sont loin puisque, à l'heure actuelle, sur dix puits forés, en moyenne neuf sont stériles. Une nouvelle technique de prospection pétrolière se développe actuellement, qui pourrait permettre, quand les conditions sont favorables, d'augmenter nettement le pourcentage de forages productifs. La méthode du « bright spot » (point brillant) permet aux techniques sismiques de faire apparaître, avec un haut degré de probabilité, les gisements d'hydrocarbures, alors que, auparavant, ces techniques indiquaient seulement l'existence dans le sous-sol de structures géologiques favorables, sans aucune garantie sur la présence effective de pétrole ou de gaz.

produit par l'écho entrant dans un amplificateur à gain variable ; il en ressortait un signal calibré, acceptable par le système d'enregistrement. Vers 1965, on a commencé à se servir d'enregistreurs numériques. Ces appareils mesurent l'amplitude du signal qu'ils reçoivent. Cette amplitude doit rester à

l'intérieur d'une gamme assez étroite ; il faut donc encore faire passer les signaux par un amplificateur à gain variable. Mais on peut mesurer le gain de l'amplificateur et l'enregistrer simultanément sous forme numérique. Il est ensuite aisé de retrouver l'amplitude initiale de l'écho sonore.

#### La polarité des ondes

On peut même aller plus loin. Ce qui est intéressant en effet, ce n'est pas l'intensité sonore que l'on reçoit ; c'est celle qui a été réfléchi à la séparation de deux couches géologiques. Elle permet de savoir comment varie d'une couche à l'autre l'impédance acoustique, c'est-à-dire le produit de la densité du matériau et de la vitesse du son dans ce matériau. On a mesuré de façon détaillée l'impédance acoustique des

divers sédiments. La mesure de l'impédance acoustique d'une couche géologique permet alors de déterminer sa nature, et donc la façon dont elle amortit les sons. On peut donc tenir compte de cet amortissement. En procédant de proche en proche à partir de la surface, on arrive ainsi à déterminer l'épaisseur et la composition des diverses couches de sédiments.

Connaître la nature des sédiments est déjà un progrès. Un gisement exploitable doit être situé dans une couche poreuse, et il doit être surmonté d'un matériau imperméable. Ces exigences réduisent déjà le nombre des sites potentiels, et l'on peut éviter des forages inutiles. Mais de plus, les gisements d'hydrocarbures, particulièrement ceux de gaz, se signalent d'eux-mêmes par des échos particulièrement intenses. La présence de gaz réduit beaucoup la vitesse du son, donc l'impédance acoustique. Comme l'écho est proportionnel à la différence des impédances acoustiques, il est très supérieur à celui que renvoie la séparation de deux couches quelconques. La zone de gaz apparaît donc, comme un bon réflecteur des ondes sonores, ou, par analogie avec l'optique, comme un point brillant.

Mais l'intensité des ondes réfléchies n'est pas la seule manifestation. La polarité de ces ondes fournit aussi des indications. Une onde sonore est une suite d'alternances de compression et de dépression. Quand l'onde passe d'un milieu d'impédance acoustique faible à un milieu d'impédance plus forte, l'écho renvoyé a même structure que l'onde qui lui a donné naissance. Si la propagation se fait au contraire d'un terrain d'impédance forte à un terrain d'impédance plus faible, l'écho a une polarité opposée : les zones de compression sont remplacées par des zones de dépression, et vice versa. Il se trouve que, dans le cas le plus favorable à la présence d'hydrocarbures, celui d'une couche de sable prise en sandwich entre deux couches argileuses, l'impédance du sable est plus faible que celle de l'argile s'il contient du gaz ou du pétrole, plus forte au contraire s'il contient de l'eau. On peut donc distinguer les gisements pétroliers des zones aquifères, qui renvoient des échos d'intensité comparable mais de polarité différente.

#### Deux chances sur trois

Il est fréquent qu'un gisement de gaz ou de pétrole surmonte une nappe d'eau. Leur séparation renvoie un écho très net ; elle est, bien sûr, parfaitement horizontale. Or, cette horizontalité est rare en géologie, les couches de sédiments étant toujours plus ou moins plissées. L'observation d'un écho important émis par une surface horizontale est donc un très bon indice de la présence d'hydrocarbures.

La prise en compte de l'amplitude des échos est une amélioration importante. Elle ne permet cependant pas de forer à coup sûr. Déduire des échos reçus la nature exacte du sous-sol suppose un énorme travail d'analyse. Les gros ordinateurs programmés dans ce but comparent des myriades de données, les filtrent et, à la suite de nombreux tâtonnements, finissent par proposer un modèle de structure géologique compatible avec toutes les observations. Il peut cependant être assez éloigné de la réalité.

De plus, la méthode n'est pas partout applicable. Elle fournit de bons résultats dans les terrains argilo-sableux ; elle est bien moins efficace dans les zones calcaires, où les contrastes d'impédance sont moins marqués. Elle a surtout été appliquée à la prospection du golfe du Mexique. On estime que, dans cette région, quand un « point brillant » a été confirmé par un forage, on a environ deux chances sur trois de trouver du pétrole dans les « points brillants » du voisinage. Deux chances sur trois au lieu d'une sur dix. Au prix de revient des forages sous-marins, c'est un progrès considérable.

MAURICE ARVONNY.

## SEMAINE DU JERSEY

A partir du 24 septembre  
et pour toute une semaine, une sélection de jerseys :  
robes et ensembles, pantalons et tricot  
à des prix rentrés.



ROBE CHASUBLE  
en jersey acrylique et polynosique.  
Noir, marron ou vert.

190 F

AUX TROIS  
QUARTIERS

## CLEN

classe et protège vos

### DIAPPOSITIVES

Pour le tri, le classement et la protection des vues, CLEN a créé un tiror complètement nouveau et élégant, facile à référencer. Cette formule est conçue pour le classement familial ou professionnel.

FAMILIAL PROFESSIONNEL

DSD CP688D 45 tiroirs

156 F/tir 1.958 F/tir

2160 vues 32400 vues

Exposition - Information

35 av. FRIEDLAND PARIS 8e

Téléphone Paris : 901.18.73

Documentaire - grand format - 12 x 18 cm

bon à CLEN, Direction et Usine

100 rue de la Forêt - 97000 CHAMON

Stand Show - CLEN - 1515

MATERNEL ET METHODES IC 1318

سكنى فى الامم



# DOSSIER Le Centre national de la recherche scientifique

Le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) est un organisme très diversifié qui ne se laisse pas facilement cerner. Il occupe une place centrale dans l'organisation française de la recherche, du moins la recherche de base. Ses préoccupations sont très variées et vont de la préhistoire à la physique des particules.

La recherche étant avant tout le fait des hommes qui la font, c'est par l'intermédiaire de statistiques sur les chercheurs que nous avons essayé d'apporter des éléments de définition du C.N.R.S. Ces chiffres sont éloquentes. Ils montrent que derrière l'uniformité des statuts se cache une variété considérable de comportements. Le lecteur trouvera ci-dessous douze « pyramides » qui sont autant de représentations imagées des différents secteurs du C.N.R.S. Elles sont composées d'une manière classique avec en abscisse (horizontalement) le nombre de chercheurs (hommes à gauche, femmes à droite), en fonction soit de l'âge, soit de l'ancienneté au C.N.R.S. Un simple coup d'œil permet d'apercevoir des différences importantes (la même échelle a été employée pour tous les dessins). Le poids respectif des disciplines apparaît ainsi à l'évidence. Beaucoup de physique, de chimie, de biologie et de sciences humaines, mais peu de sciences de la terre et de mathématiques.

La forme même des pyramides est également instructive. Par exemple, en physique, on trouve peu de femmes. Alors que, dans les sciences de

la vie, leur nombre égale presque celui des hommes.

En fait, il est presque possible de reconstituer l'histoire de chaque discipline à partir de ces pyramides. Celles qui ont été dessinées en fonction de l'ancienneté au C.N.R.S. permettent de juger des politiques de recrutement qui ont été suivies. D'une manière générale, on constate que ce sont les chercheurs qui ont entre cinq et dix ans d'ancienneté qui sont les plus nombreux.

C'est le reflet des engagements assez nombreux qui ont eu lieu il y a quelques années et qui ne continuent pas aujourd'hui. La plupart des pyramides ont donc une base plus petite que leur premier étage. Il y a toutefois deux exceptions : les mathématiques et les sciences humaines.

Les pyramides en fonction de l'âge des chercheurs sont aussi instructives. D'une manière générale, c'est la tranche d'âge des trente à trente-cinq ans qui est la mieux représentée. Il y a relativement peu de jeunes chercheurs en raison de la baisse de recrutement de ces dernières années. Pour l'instant, les résultats n'en sont pas affectés : la majorité des chercheurs sont dans la force de l'âge. Mais il faut faire attention à ce qui arrivera dans cinq et surtout dix ans, quand la classe la plus nombreuse aura entre quarante et quarante-cinq ans... Les pyramides montrent que toutes les disciplines ne sont pas identiquement menacées.

Si les pyramides de la physique, des sciences humaines, des sciences de la terre et de la vie ont une base plus petite que leur plus grande largeur, la chimie et les mathématiques ne suivent pas la règle générale. Elles devraient moins souffrir à l'avenir. Et que dire de la forme très spéciale de la pyramide des sciences humaines ?

Chaque discipline vit donc avec ses particularités, ses mœurs et ses habitudes. Il y a des secteurs qui voient leur importance décroître en proportion relative : c'est le cas de la physique et de la chimie, car on engage relativement peu de personnels dans ces branches. Leur vieillissement est inéluctable, car il y a peu de départs. D'autres sont plus favorisées : les sciences de la vie et celles de l'homme. Ce qui ne veut pas dire que l'âge moyen y est plus faible, soit que l'on y engage des personnels plus âgés, soit que le corps déjà constitué soit déjà assez vieux.

Il y a quatre grades principaux au C.N.R.S. Les attachés de recherche (auxquels on peut ajouter les stagiaires), qui sont de jeunes chercheurs. En principe, on ne peut pas rester plus de huit ans à ce grade. Puis les chargés de recherche, les maîtres, et enfin les directeurs de recherche. Les différentes pyramides permettent de se rendre compte de la répartition des chercheurs en fonction de ces grades, donc des problèmes de promotion interne que pose le ralentissement du recrutement.

Les deux principaux goulots d'étranglement se situent au niveau du passage d'attaché de recherche à chargé de recherche, et au passage de chargé de recherche à maître de recherche. Le premier de ces passages est particulièrement critique, car un chercheur qui ne le réussit pas non seulement n'a pas de promotion, mais surtout se trouve automatiquement mis à la porte du C.N.R.S. s'il y est depuis plus de huit ans. Un problème particulièrement aigu en sciences de la vie, en sciences de la terre et en mathématiques.

Enfin, il ne faut pas oublier que, outre les chercheurs du C.N.R.S. seuls considérés ici, il existe un grand nombre de chercheurs non payés par cet organisme, mais qui se trouvent dans sa mouvance soit parce qu'ils travaillent dans des laboratoires dépendant du C.N.R.S., soit qu'une partie de leurs crédits en dépendent. Aux six mille cinq cent cinquante chercheurs du C.N.R.S. proprement dit, il conviendrait donc d'en adjoindre près de trente mille, qui, d'une manière ou d'une autre, y sont rattachés. Sans oublier, bien sûr, plus de douze mille techniciens et administratifs.

Sauf un examen attentif des différents secteurs permet donc d'avoir une vue à peu près exacte du C.N.R.S. C'est pourquoi on trouvera, sous chaque couple de pyramides, en fonction de l'âge et de l'ancienneté, un court commentaire qui permettra d'en apprécier la signification.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

## SCIENCES DE LA VIE



### Au premier rang

Les sciences de la vie, avec 1 854 chercheurs, sont les mieux représentées au C.N.R.S. Elles devraient le rester puisqu'elles bénéficient le plus souvent des augmentations d'effectifs (qui restent cependant faibles en valeur absolue, de l'ordre de 40 par an). C'est aussi le secteur le plus féminisé : près de la moitié des chercheurs et 70 % des 2 500 techniciens et administratifs sont des femmes. On y retrouve les mêmes problèmes qu'en physique ou en chimie. La mobilité y est aussi plus faible (à peine supérieure à 2 % par an), ce qui s'explique par une plus grande stabilité du personnel féminin.

La tranche d'âge des trente à trente-cinq ans, ainsi que celle d'ancienneté comprise entre cinq et dix ans sont nettement les plus nombreuses. Mais les chercheurs âgés sont aussi en grand nombre. De telle sorte que l'âge moyen est élevé : près de trente-neuf ans, ce qui n'est pas sans conséquence. Remarquons que les engagements féminins ont tendance à diminuer avec l'âge, pour cela le pourcentage de femmes diminue : très peu d'entre elles quittent le C.N.R.S. Les départs sont, pour l'essentiel, volontaires. Mais les mises à la retraite comptent pour 24 %.

## PHYSIQUE



### En danger de vieillissement

La physique est une des disciplines les mieux représentées. On ne compte pas moins de 1 585 chercheurs, des hommes pour la plupart : il n'y a que 250 femmes, soit à peine plus de 15 %. Cet ostracisme s'étend aux techniciens et administratifs assez nombreux, plus de 3 200, où l'on ne trouve guère plus de 25 % de femmes. Les pyramides se trouvent donc fortement déplacées vers la droite. On y remarque une « bosse » pour les chercheurs dont l'âge est compris entre trente et trente-cinq ans et dont l'ancienneté est comprise entre cinq et dix ans. Les profils sont assez comparables pour les hommes et les femmes.

bien que l'on puisse remarquer que le recrutement a été un peu plus féminin il y a une dizaine d'années. Il y a très peu de chercheurs âgés. C'est pourquoi, malgré un recrutement actuel assez faible, l'âge moyen n'est que d'un peu plus de trente-cinq ans. Mais les recrutements sont maintenant limités : les nouveaux postes sont chaque année inférieurs à 20 (10 en 1973, 18 en 1974) et les départs rares (de l'ordre de 3 % par an), ce qui n'assure pas un renouvellement suffisant. Ces départs sont pour l'essentiel volontaires. Ils se répartissent à peu près également vers l'enseignement supérieur et l'industrie privée.

## CHIMIE



### Harmonie dans la pénurie

La chimie, qui rassemble 1 305 chercheurs, a un personnel dont le profil ressemble à celui de la physique. Mais il est déjà beaucoup plus féminisé : 38 % de femmes. On y retrouve la « bosse » caractéristique de la tranche d'âge des chercheurs qui ont entre cinq et dix ans d'ancienneté. Mais le recrutement s'étant fait plus jeune, la pyramide en fonction de l'âge n'a pas une base plus petite que son premier étage : les moins de trente ans sont encore les plus nombreux. On remarquera que les difficultés de recrutement se sont traduites par une diminution du recrutement féminin.

Les techniciens et administratifs sont moins nombreux proportionnellement qu'en physique ou en biologie. Sur un total de 1 470, on trouve près de la moitié de femmes.

Le recrutement actuel est limité. D'une part le nombre de postes nouveaux n'est que celui que de l'ordre de 15. D'autre part la mobilité est faible : moins de 4 % par an. L'âge moyen des chercheurs est de trente-six ans, comparable à celui de la physique mais avec une répartition différente : il y a à la fois plus de jeunes et plus de chercheurs âgés.

## SCIENCES HUMAINES



### Le quatrième « grand »

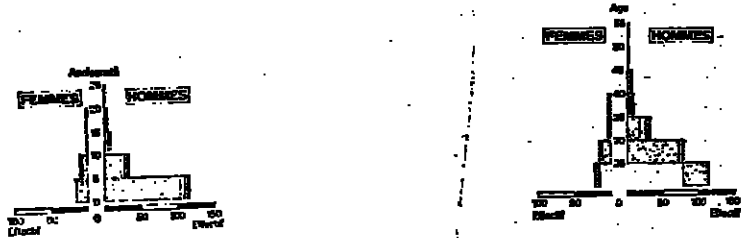
Les sciences humaines sont le quatrième « grand » du C.N.R.S. avec 1 115 chercheurs. Mais la situation n'a aucun rapport avec ce que l'on peut trouver en physique, en chimie ou en sciences de la vie. On trouve un nombre assez important de femmes (35 %), ce pourcentage atteint 70 % parmi les 1 346 techniciens et administratifs.

Les pyramides n'ont aucun rapport avec celles des sciences exactes. La pyramide par ancienneté est certes des plus régulières avec une base particulièrement large de personnes travaillant au C.N.R.S. depuis moins de cinq ans. Celle des âges a, au contraire, une forme renflée totalement atypique. L'âge moyen est d'ailleurs élevé : plus de quarante-deux ans. On peut trouver une bonne raison à cela, il faudrait plus d'expérience pour faire un bon

chercheur en sciences humaines qu'en sciences exactes. En fait, ce raisonnement n'est que partiellement vrai. Il dépend des disciplines et aussi du type d'études.

L'examen des grades est également instructif : on trouve de nombreux attachés de recherche (c'est-à-dire, en principe, des débutants) dans les tranches d'âge élevées. L'explication est la suivante. On recrute en sciences humaines un grand nombre de chercheurs qui sont engagés en fin de thèse. Ces derniers n'y restent pas toujours. La mobilité est assez grande (près de 7 %) non seulement parce qu'il y a des départs à la retraite (plus de 21 % des causes de départ), mais aussi parce que l'on ne renouvelle pas les contrats d'engagement (26 % des départs).

## MATHÉMATIQUES - INFORMATIQUE



### Jeunesse et mobilité

Le secteur informatique-mathématiques est très différent du reste du C.N.R.S. Avec 187 chercheurs seulement, il n'influe pas sur les statistiques globales. Peu féminisé (14 % de femmes parmi les chercheurs), il compte surtout des hommes parmi les techniciens et les administratifs (55 % des 870 techniciens et administratifs sont des hommes). Les pyramides sont donc étroites et orientées vers la droite. La principale caractéristique de ce secteur est sa jeunesse : l'âge moyen est inférieur à trente ans. On retrouve ainsi, dans ces statistiques, l'affirmation classique selon laquelle un chercheur en mathématiques est productif quand il est jeune. Un nombre assez important de chercheurs (42) ont même moins de vingt-cinq

ans, ce qui nous a amené à ajouter sur le graphique une classe d'âge des moins de vingt-cinq ans qui était inutile dans les autres disciplines.

La mobilité est particulièrement grande, près de 13 % par an, ce qui explique que l'ancienneté au C.N.R.S. est en moyenne seulement de trois ans et neuf mois contre neuf à dix ans dans les autres disciplines. En mathématiques, comme dans le C.N.R.S. pour faire sa thèse avant de trouver un poste dans l'enseignement supérieur. L'enseignement des mathématiques continue en effet d'avoir toujours besoin de professeurs, à l'inverse de ce qui se passe dans les autres disciplines.

## TERRE - ESPACE



### Un secteur intermédiaire

Le secteur terre-océan-espace-atmosphère avec 551 chercheurs est moyennement féminisé : un peu plus de 28 %. Il se trouve donc dans une situation intermédiaire entre les sciences physiques et biologiques, ce qui se comprend assez bien. Il emploie un grand nombre de techniciens et d'administratifs, 1 238, féminisés à 37 %.

La forme générale des pyramides est également intermédiaire entre celles des sciences de la matière et celles de la vie. Les problèmes que l'on peut y rencontrer sont donc analogues. Un recrutement assez réduit et

surtout un nombre de départs très limité (2,5 % par an) risquent d'entraîner un vieillissement progressif du corps.

L'âge moyen est assez comparable à celui des sciences de la vie (trente-huit ans), donc déjà plus élevé qu'en physique ou en chimie.

- Directeurs de recherche
- Maîtres de recherche
- Chargés de recherche
- Attachés et stagiaires de recherche

## LA VISITE DE Mme SIMONE VEIL

## Le grave sous-équipement sanitaire de la Bretagne

La Bretagne est l'une des régions de France les plus sous-équipées sur le plan médico-hospitalier : peuplée de 2 millions 330 000 habitants, elle se place au quinzième rang des vingt-deux régions françaises quant au nombre de ses lits, encore que ceux qui existent sont pour près de la moitié à rénover. Quant au nombre des médecins, elle occupe le dix-septième rang.

C'est la démarche faite il y a un peu plus d'un an par le Comité d'études et de liaison des intérêts bretons (CELIB) auprès de M. Michel Poniatowski — qui venait d'être nommé ministre de la santé publique et de la Sécurité sociale, — et la grève des étudiants en médecine de Rennes qui ont, à l'époque, sensibilisé l'opinion publique. Le ministre décida alors la mise en œuvre d'un plan médico-hospitalier pour permettre à la Bretagne de combler ses insuffisances. Cinq groupes de travail, rassemblant une centaine de personnes, ont élaboré depuis un avant-projet qui est examiné ce mardi 24 septembre, en présence de Mme Simone Veil, ministre de la santé, à l'occasion de la session du conseil régional de Bretagne.

Le bloc central de Brest, les deux premières extensions du centre hospitalier régional de Rennes et les cinq centres hospitaliers de Saint-Brieuc, Quimper, Saint-Malo, Vannes et Lorient.

L'INSUFFISANCE du nombre des médecins et leur mauvaise répartition, révéls par l'avant-projet présenté au conseil régional et dont l'un des mérites est d'exposer les faits sans concession, apparaissent d'autant plus graves que la Bretagne occupe en France, du point de vue de la mortalité générale, le second rang après l'Alsace (2 576 décès par an pour 100 000 habitants, la moyenne nationale étant de 2 125). Les affections respiratoires, les morts violentes mais surtout l'alcoolisme sont à l'origine de cette situation. Ainsi, en 1972, le taux des décès imputables à l'alcoolisme s'est élevé à 89,8 pour cent mille habitants alors que la moyenne nationale était de 42,9. En outre, et il y a sans doute lien de cause à effet, la consommation médicale en Bretagne est inférieure de près du tiers à celle des autres régions françaises.

Quelle est la densité médicale bretonne ? Quarante-et-une généralistes privées et 86,1 médecins toutes catégories pour 100 000 habitants. Les moyennes nationales étant respectivement de 54 et 135,5. Ces médecins se répartissent de façon très inégale. Ainsi, un recensement fait au niveau des 172 cantons de Bretagne révèle-t-il que si 75 d'entre eux (la quasi-totalité étant des cantons urbains) ont une densité de généralistes égale ou supérieure à la moyenne nationale, en revanche, trente et un — pour la plupart ruraux, avec des populations le plus souvent âgées et un habitat médiocre — voient cette densité réduite de moitié. Parmi ces cantons défavorisés, sept souffrent d'une sous-médicalisation grave et dix d'une sous-médicalisation modérée (voir notre carte).

Sorte de cercle vicieux, la mauvaise répartition des médecins mais aussi le fait qu'une proportion importante d'entre eux soient âgés, et ont de ce fait une activité assez faible, entraînent une diminution de l'offre médicale qui aggrave la mortalité, touche particulièrement les personnes âgées et ne permet pas de diffuser correctement les informations médicales auprès de certaines couches de la population.

Pour améliorer cette situation préoccupante, les auteurs de l'avant-projet estiment nécessaire de développer les activités de soins et de médecine préventive en Bretagne et de renforcer l'éducation sanitaire et sociale. Cela implique d'accroître le nombre des médecins et notamment celui des étudiants en médecine à l'issue du concours de fin de première année d'études. Y parvenir suppose le développement des équipements hospitaliers, mais aussi des possibilités d'accueil avec les autorités universitaires et hospitalières des régions limitrophes.

Par ailleurs, il est proposé d'inciter à l'exercice de la médecine de groupe dans les zones sous-médicalisées : sur les cent quarante-huit cabinets de groupe de Bretagne, cinq seulement sont installés dans les dix-sept cantons déficitaires. Quant aux médecins hospitaliers, il est souhaité que les créations de postes soient moins restrictives qu'actuellement dans les centres hospitaliers universitaires.

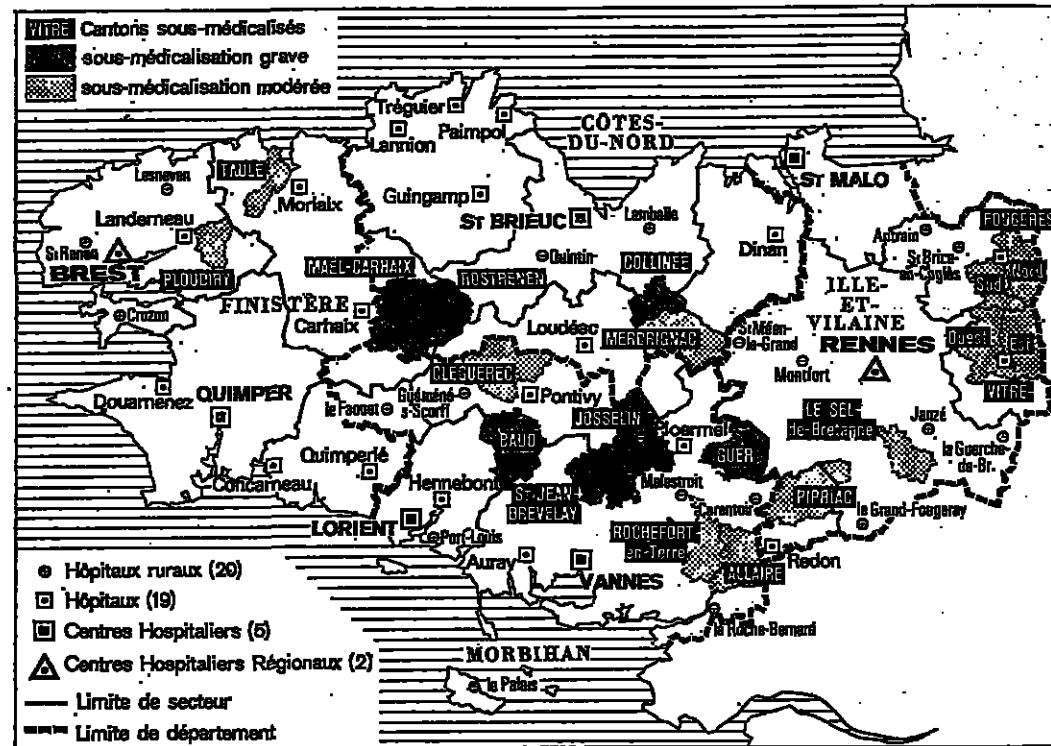
Enfin, pour les professions paramédicales, l'avant-projet constate une pénurie qui n'est pas propre à la Bretagne. Mais il est prévu, avec l'aide financière de l'Etat (8 millions de francs sur les 20 millions programmés pour 1974-1979), d'accroître la capacité des cabinets de soins paramédicaux (Saint-Malo, Saint-Brieuc, Morlaix et Fougères) et d'en créer quatre autres auprès des hôpitaux rénovés de Redon, Concarneau, Auray et Lannion.

La situation des équipements n'est pas plus brillante. La Bretagne

compte 48 établissements publics, totalisant 11 083 lits de médecine, chirurgie et obstétrique (voir notre carte). Un quart environ de ces lits sont répartis dans les deux centres hospitaliers régionaux de Brest et de

Saint-Brieuc, et 2 744 lits en 1968. Les quatre zones les plus touchées étant Rennes, Brest, Landemau, Lorient-Hennebont et Quimper-Douarnenez.

Globalement, le coût du programme



Les treize secteurs sanitaires

Rennes, un peu moins du tiers dans 5 centres hospitaliers, un peu plus dans 19 hôpitaux et 700 lits dans 20 hôpitaux ruraux.

A ces lits s'ajoutent ceux du secteur privé : 6 334, dont près de 4 500 pour le secteur lucratif. Enfin, la Bretagne dispose actuellement de 10 605 lits psychiatriques (répartis dans 5 hôpitaux publics, 3 hôpitaux privés assimilés et 12 cliniques), soit un indice supérieur de 42 % à la norme officielle et nationale. Cette différence s'explique par l'importance de l'alcoolisme, traité, depuis la sécularisation psychiatrique, avec les maladies mentales et la toxicomanie.

A l'insuffisance de lits constatée — 51 pour mille habitants au lieu de 65 selon la moyenne française — par l'avant-projet s'ajoute, dans la majorité des cas, un défaut de qualité : suréquipement, manque de confort, niveau insuffisant d'équipement technique. C'est le cas notamment à Rennes et à Brest, qui devraient être des centres hospitaliers régionaux de pointe et hautement qualifiés, alors qu'ils sont à la fois sous-équipés et surchargés. Quant aux centres hospitaliers, aux hôpitaux et aux hôpitaux ruraux qui totalisent plus de 8 400 lits sur les 11 083 existants, ils sont souvent vétustes ou rénovés tant bien que mal, et leur capacité est loin de répondre aux besoins des populations qui en dépendent.

L'élaboration de la carte sanitaire française a divisé la Bretagne en treize secteurs sanitaires, effaçant la notion de département. Cela signifie qu'actuellement les besoins en équipements médico-hospitaliers ne sont plus évalués par rapport à la population des quatre départements qui forment la région de Bretagne, mais en fonction des besoins par secteurs (voir la carte). Ceux-ci doivent garantir la sécurité de la santé d'environ 100 000 à 150 000 habitants. Dans cette optique, les auteurs de l'avant-projet ont évalué les besoins théoriques de chaque secteur pour 1978 et 1986 au regard des lits existants au 1<sup>er</sup> janvier 1973, et en fonction des perspectives démographiques : il manquerait, en 1978, 1 517 lits, pour les trois disciplines de base (mé-

decine, chirurgie, obstétrique), et 2 744 lits en 1986. Les quatre zones les plus touchées étant Rennes, Brest, Landemau, Lorient-Hennebont et Quimper-Douarnenez.

Globalement, le coût du programme

Obtenir de Mme Veil le programme de réalisation du plan médico-hospitalier breton traduit la volonté sincère du gouvernement de rattraper le plus vite possible les graves retards d'équipement dont souffre cette région de France. Encore que cela permettrait seulement de rattraper le niveau général dont on ne peut dire qu'il soit optimal.

A. Rd.

## GAIN DE TEMPS ET D'EFFICACITÉ

## L'informatique au service des hôpitaux

La simple idée d'introduire l'informatique dans le domaine médical suscitait, il y a à peine quelques années, un sentiment d'indifférence, voire de défiance, de la part de la majorité du corps médical et administratif des hôpitaux. Deux manifestations traitant de ce sujet, auxquelles se sont pressés de nombreux congressistes et qui viennent d'avoir lieu à Paris, l'une à l'occasion des Journées informatiques internationales, dont le thème était « Le pharmacien et l'informatique », l'autre dans le cadre du SICOB, où une journée entière a été consacrée à « L'informatique hospitalière », témoignent de l'intérêt grandissant que portent, aujourd'hui, ces mêmes professionnels aux moyens informatiques.

U'en est l'informatique hospitalière en France ? « Elle est une réalité », a affirmé M. Boer-Gabel, représentant la division Organisation et Méthodes informatiques du ministère de la santé. Les chiffres qu'il a cités en sont la preuve : depuis 1971, dans le seul domaine de la gestion, deux millions de factures concernant les personnes hospitalisées sont émises chaque année par ordinateur, et chaque mois deux cent mille agents ont leur bulletin de paie émis par le même moyen.

Il existe actuellement en France trente centres régionaux d'informatique hospitalière (C.R.I.H.), un par centre hospitalier régional. Cinq cents spécialistes de l'informatique y travaillent sur ordinateurs lourds. A l'exception de l'Assistance publique de Paris, qui emploie des moyens qui lui sont propres, la moitié des hôpitaux publics utilisent actuellement ces services, dont le montant des dépenses mensuelles s'élève à 2 700 000 francs pour la location de l'ensemble des ordinateurs. Cette somme représente en moyenne 0,6 % du budget des hôpitaux publics. D'autre part, deux ans après le ministère de la santé a standardisé les programmes de gestion des personnels, des malades et des matières, de façon

qu'ils soient adaptables à tous les centres hospitaliers qui ont recours à l'un de ces centres d'informatique. 10 millions de francs ont été consacrés à cette standardisation. Sur le plan médical, des mini-calculateurs ont permis d'automatiser la gestion de trois laboratoires de biochimie et d'hématologie (entrée des demandes, répartition des analyses entre les postes de travail, saisie en temps réel des résultats, contrôle de leur qualité et de leur diffusion). Enfin, des programmes standards d'aide sociale sont actuellement diffusés dans plusieurs départements. Ils devraient couvrir l'ensemble du territoire dans cinq ans. Mais d'ores et déjà est assurée dans onze départements la gestion des aides à l'enfance : cent mille enfants sont suivis mensuellement, par ce système ; en outre, dans sept départements, les informations inscrites sur les trois certificats de santé (à la naissance, à neuf mois et à vingt-quatre mois) de cent cinquante mille enfants sont déjà enregistrées sur ordinateur.

Il existe aussi, en France, des systèmes spécifiques utilisés par des équipes indépendantes. Au total, trente et une équipes d'informatique régionale, soixante-seize établissements utilisent l'informatique dans le secteur médical.

## GAMM et SIGMA

Quant à l'Assistance publique elle a mis en place un réseau indépendant de moyens informatiques. M. Gardie, secrétaire général de cette administration, a décrit comment, depuis 1969, à travers deux systèmes non standardisés, « GAMM » (gestion administrative et médicale des malades) et « SIGMA » (système intégré de gestion médicale et administrative), l'Assistance publique parvient, aujourd'hui, à obtenir dans dix-huit de ses établissements (dix-huit mille lits) une véritable gestion informatique des dossiers des malades hospitalisés. Il s'agit de systèmes en temps différé, l'installation d'un réseau en temps réel représentant une charge financière trop lourde. Le budget annuel de GAMM et SIGMA s'élève à 25 millions de francs. Deux cents personnes spécialisées ou formées par l'Assistance publique s'y consacrent à plein temps. La masse d'informations rassemblées (très, notes, mouvements, facturation, convocation des malades, actes médicaux, etc.) par ces systèmes a considérablement diminué les travaux d'écriture, non seulement pour le personnel administratif mais aussi pour le personnel infirmier : on estime que chaque infirmière gagne en moyenne une demi-heure par jour. L'ensemble des opérations réalisées par GAMM et SIGMA ont aussi permis d'abaisser les pourcentages d'erreurs de 15 à 0,5 %. Cependant, il reste une lacune : celle de la mise à jour des dossiers des malades externes qui ne peut être, pour le moment, intégrée à ces deux systèmes.

## « La prudence de rigueur »

Mais, au-delà de la gestion proprement dite, la mise en œuvre de l'informatique a, par le biais de l'informaticien et pour la première fois, le moyen d'analyser objectivement une gestion, la possibilité de comparer des gestionnaires entre eux ; en quelque sorte d'établir un « profil ». Il y a en effet trois ans, celle de la santé a mis en place un système d'analyse comparative du fonctionnement des principaux hôpitaux français. Une banque de données a été constituée, groupant six cent mille informations sur le coût, l'activité et la productivité des secteurs administratifs, hôpitaux médicaux, de soins, de chirurgie, de soins de l'hôpital. Ces informations sont renouvelées tous les ans. Elles font apparaître non pas tant des « écarts » à contrôler, mais des « écarts qu'il faut analyser ». Le traitement informatisé joue en ce domaine un rôle très important. Il permet de révéler des carences, des anomalies, même dans des grands hôpitaux. Cependant, souligne M. Yves Moëse, conseiller technique auprès du directeur de l'Assistance publique, « la prudence est de rigueur pour apprécier et interpréter les résultats ».

Les divers systèmes d'analyse de gestion ont atteint un tel niveau de développement que l'on peut plus sous-estimer les perspectives qu'ils ouvrent, notamment celle d'une plus grande objectivité dans les rapports avec les autorités de tutelle. Mais, si l'analyse de gestion donne l'occasion au corps médical d'accepter de remettre en cause certaines de ses habitudes de dépenses ou de consommation, on doit s'interroger sur les problèmes particuliers qu'elle pose : circulation des documents, comparaison d'activités ou de consommation, en particulier.

A terme, l'analyse de gestion devra-t-elle comporter des mécanismes d'incitation ou de sanction à la bonne ou à la mauvaise gestion ? Mais selon quels critères, quelle procédure ?

ANITA RIND.

\* La journée du SICOB a été organisée par le ministère de la santé, la Fédération hospitalière de France, l'Assistance publique de Paris et le centre d'information médicale automatisée de l'INPBM.

## Une certaine dimension humaine secret de la communication

## VERSAILLES est devenu le Forum de la Société Française

LES CONGRÈS SE TIENNENT A VERSAILLES. C'est un fait. Qui ne se souvient des États Généraux de la Femme, des Journées de l'Informatique, de l'Assemblée Mondiale pour la Paix et de l'Indépendance des Peuples d'Indochine...

C'est à Versailles qu'on a parlé du contrôle des naissances, de la défense de la nature, de la régionalisation, de l'évolution de l'Église, bref Versailles est le forum de la Société française.

UNE CERTAINE DIMENSION HUMAINE. Certes le Palais des Congrès est moderne, fonctionnel, doté de tous les équipements techniques indispensables

mais ce que Versailles possède au plus haut point, c'est la dimension humaine qui rend oisive la communication.

C'est devant la porte, sur les 8 hectares de la place d'Armes, qu'on gare sa voiture et non au 6<sup>e</sup> sous-sol d'un univers kafkaïen, c'est de plain-pied qu'ensuite on entre au Palais et non par l'intermédiaire d'ascenseurs et de couloirs aseptisés. Qu'on soit ingénieur atomiste, agriculteur, militant politique ou simple citoyen qu'une cause passionne, on aime à Versailles un environnement sobre, humain, fait pour tous, favorable à l'explosion des idées.

PALAIS DES CONGRÈS

10, rue de la Chancellerie - 951-46-30

## Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :  
YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

Globe-Book

مكتبة الامم المتحدة



## Sema - Sélection

### directeur financier

170.000 F

Un important Groupe français de distribution (CA consolidé : 500 millions F) leader sur un marché de produits de marque et contrôlant six filiales en Europe, recherche pour son siège situé dans la grande banlieue Nord de Paris un Directeur Financier pour un service comptant plus de soixante personnes. Sous l'autorité du Directeur Général, il assurera, outre les missions spécifiques financières, comptables et budgétaires, la coordination des tâches administratives et juridiques. Son premier objectif sera de réorganiser son Service en le dotant d'une structure et de procédures efficaces. Un poste à ce niveau de responsabilité ne peut intéresser qu'un homme maîtrisant parfaitement les méthodes de gestion financière anglo-saxonnes, et très à l'aise dans l'élaboration de montages financiers complexes. Cette proposition conviendrait à un candidat de 35 ans minimum, diplômé d'enseignement supérieur ou mieux titulaire d'un MBA, énergique et possédant l'aptitude naturelle au commandement. Une excellente connaissance de l'anglais est indispensable. (Réf. 8782M)

### conseil de direction

Lyon

Actuellement en plein essor, la Division Entreprises et Développement de SEMA (Metra International) spécialiste des interventions pluridisciplinaires dans les sociétés indépendantes des grands groupes industriels recherche un ingénieur de haut niveau pour participer au développement de ses activités de conseil dans la région lyonnaise, dont il sera responsable. Il aura essentiellement un rôle commercial auprès des Chefs d'entreprises et d'encadrement d'équipes d'ingénieurs ou d'experts sur les divers contrats. Ce poste conviendrait à un Diplômé Grande Ecole, 35 ans minimum, ayant eu d'importantes responsabilités dans l'industrie mécanique ou électrique de préférence ou dans une société de conseil. Cette fonction requiert une personnalité résidant à Lyon depuis longtemps et connaissant parfaitement le milieu industriel de la région Rhône-Alpes. La rémunération sera en rapport avec les exigences du poste et la valeur du candidat. (Réf. 8798M)

### directeur commercial

120.000 F

La filiale d'un important Groupe français de distribution (CA : 500 millions F), située dans la région lyonnaise, fabriquant et commercialisant des petits équipements de marque s'adressant à un grand public jeune, recherche un Directeur Commercial pour développer ses ventes sur les marchés français et européens. Sa mission consistera d'abord à élaborer et mettre en œuvre une politique marketing-vente répondant aux objectifs ambitieux du Groupe, puis progressivement à prendre en main la direction complète de l'affaire (CA : 60 millions F). Ce poste peut convenir à un jeune cadre commercial, diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur (textile par ex.) ou commerciale, 30 ans minimum, ayant une expérience confirmée de la distribution de produits grand public, à base textile de préférence, dans les circuits détaillants en particulier. Il aura déjà animé avec succès une petite équipe de représentants sur le plan national. Cette responsabilité exige un candidat de forte personnalité qui pourra faire une carrière brillante au sein du Groupe. (Réf. 10022M)

### directeur relations humaines

100.000 F

Une Société française de produits de luxe, bénéficiant d'une renommée internationale dans le domaine de la couture et de la parfumerie, crée la fonction de Directeur des Relations Humaines. Sous l'autorité de la Direction Générale, il sera chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du personnel de la Société (450 personnes). Responsable de la gestion et de l'administration du personnel, il traitera les problèmes liés au recrutement, formation, salaires, etc. De plus, il assurera les liaisons sociales et syndicales. Ce poste conviendrait à un candidat (homme ou femme) de 35 ans minimum, diplômé d'études supérieures, justifiant d'une bonne expérience de l'ensemble des questions de personnel. Connaissance de l'anglais souhaitée. (Réf. 6644M)

### organisateur formation

75.000 F

Région Rouen, la filiale (900 personnes) d'un Groupe International recherche un Organisateur de formation. Les missions qui lui seront confiées exigent une première expérience dans ce domaine, la parfaite connaissance de l'anglais, de la ténacité et de la diplomatie ; en effet, il devra collecter les besoins en Formation exprimés par les différents Départements, préparer les programmes pour chaque exercice en liaison avec la Commission Formation du Comité d'Entreprise, au sein duquel il est appelé à représenter la Direction, en assurer la réalisation avec le concours d'organismes spécialisés extérieurs et suivre les budgets de fonctionnement. (Réf. 6694M)

### sema (metra international)

Compte-tenu du rapide développement de ses activités hors d'Europe, le Groupe SEMA (Metra International) souhaite s'assurer la collaboration, à court et à moyen terme, d'un grand nombre de spécialistes pour leur confier d'importantes missions à Paris ou à l'étranger, impliquant soit de fréquents déplacements, soit une résidence de quelques années hors d'Europe. Les profils recherchés sont les suivants :

### économiste bois tropicaux

Economiste ou ingénieur avec compétences économiques et une expérience de quelques années des problèmes d'exploitation, de transformation des bois tropicaux de l'industrie du bois. Il sera chargé d'étudier, pour le compte d'une administration africaine, divers projets industriels dans ce secteur et dans des secteurs annexes et de préparer des négociations éventuelles avec des groupes étrangers. Ce poste est à l'étranger. (Réf. 3901M)

### économiste mines/métallurgie

Ingénieur économiste avec une expérience de quelques années dans les secteurs Mines, Métallurgie, Matériaux de construction. Il sera appelé à évaluer pour une administration africaine des projets industriels et à définir une stratégie de négociation avec des groupes étrangers. Le lieu de travail est à l'étranger. (Réf. 3902M)

### spécialiste déchets urbains et industriels

Un spécialiste avec 5 à 10 ans d'expérience des problèmes de collecte et traitement des ordures ménagères et de traitement des déchets industriels afin de diriger l'élaboration par une équipe d'ingénieurs et d'économistes d'un plan national d'action dans ces deux domaines dans un pays méditerranéen. La résidence est à l'étranger. (Réf. 3903M)

### économiste industriel

Un ingénieur économiste industriel de 8 à 10 ans d'expérience d'études et éventuellement de réalisation de projets dans plusieurs secteurs industriels, ayant si possible déjà effectué une mission de longue durée dans ce domaine dans un pays en voie de développement, afin de participer ou diriger des études de faisabilité économique et financière et des études de développement industriel. Ce poste est à Paris et comporte de fréquents déplacements hors d'Europe. (Réf. 3904M)

### psychologues et pédagogues

Un certain nombre de psychologues et pédagogues ayant acquis une première expérience des problèmes d'alphabétisation fonctionnelle et des formes nouvelles d'éducation dans les pays en voie de développement pour participer à des missions de longue durée à l'étranger. (Réf. 3905M)

La majorité des interventions sera effectuée dans des pays francophones, mais la connaissance de l'anglais et de l'espagnol sera appréciée en vue de développements futurs. Les rémunérations (auxquelles s'ajoutent des indemnités de déplacement ou de dépaysement) sont en rapport avec les exigences des postes et la valeur des candidats. Perspectives de carrière intéressante au sein de la première société européenne de conseil.

### responsable exportation

150.000 F

Une société de construction mécanique française (CA : 500 millions F), leader incontesté en Europe sur un marché en plein essor lié aux transports et faisant partie d'un important groupe industriel, cherche à s'assurer la collaboration d'un spécialiste de l'exportation pour développer ses ventes à l'étranger, en particulier dans les pays de l'Est, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ce poste, basé à Paris, conviendrait à un cadre commercial de haut niveau (HEC, Sup. de Co.), de 35 ans minimum, possédant une large expérience de l'exportation des biens d'équipement et ayant déjà des contacts personnels avec les responsables des Centrales d'Achats dans les pays précités. La pratique courante de l'anglais et de l'allemand et des qualités de négociateur sont nécessaires pour réussir dans cette fonction qui peut ouvrir de très intéressantes perspectives de carrière au sein du Groupe. (Réf. 6648M)

### directeur commercial

130.000 F

Une importante Centrale d'un groupement de coopératives agricoles, située à 90 km à l'Est de Paris, assurant des prestations diverses à ses adhérents (laboratoire agronomique, vétérinaire, etc.) et fabriquant des produits de base entrant dans la composition d'aliments pour le bétail, recherche son futur Directeur Commercial. Répondant devant le Directeur Général, et avec une équipe de 25 personnes (ingénieurs agronomes et vétérinaires), il aura pour mission de développer les ventes des produits de base au niveau des coopératives adhérentes et de promouvoir auprès d'elles les différents services rendus par la Centrale. Il sera aussi chargé de mettre en œuvre la politique commerciale du Groupement au plan national. Ce poste conviendrait à un cadre commercial de 38 ans minimum, niveau études supérieures, et ayant déjà une forte expérience de la distribution, soit dans les circuits de grande consommation « foods », soit dans le monde agricole. Une forte personnalité jointe à un esprit d'initiative sont nécessaires pour réussir dans ce poste. (Réf. 10021M)

### directeur d'usine

120.000 F

Une société française à vocation européenne fabriquant du matériel destiné au grand public sous une marque réputée recherche le Directeur de son usine, occupant plus de 200 personnes et située dans la région de STRASBOURG. Il aura pour mission d'assurer la réalisation des objectifs de production fixés par la Direction Générale Paris et parallèlement il assumera la responsabilité commerciale. Sur les plans financier et comptable, il sera suivi et aidé par les Services financiers du Siège parisien. Il s'agit d'un poste à fortes responsabilités, nécessitant un tempérament ouvert et dynamique et un sens aigu des initiatives. Age minimum : 35 ans. (Réf. 8777M)

### compensation and employee

### development coordinator

80.000 F

He will be responsible for developing and administering career planning and compensation program at a major manufacturing plant employing 1000, located in western France. The plant is the manufacturing facility for the French affiliate of a major multinational chemical company. The successful candidate will be 32 years of age, hold a university degree preferably in applied science, and have a minimum of 4 years professional Employee Relations experience, including specific exposure to compensation, job evaluation and career planning. He must be a French national fluent in English, willing to spend part of his career abroad. (Réf. 5893M)

### chef de produit alimentation

70.000 F

La filiale française (CA : 600 M. de F) d'un très important Groupe alimentaire multinationale, leader sur la plupart de ses marchés, étend son département Marketing - Nouveaux Produits. A cet effet, le Directeur du Développement souhaite intégrer au sein d'une équipe jeune et dynamique un Chef de Produit ayant 2 ans d'expérience minimum dans la gestion de produits de grande consommation, pour participer au lancement de nouveaux produits. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une Grande Ecole, M.B.A. de préférence, parlant de toute façon l'anglais couramment. Les possibilités de carrière rapide au sein du Groupe sont incontestables. (Réf. 10023M)

### économiste investissements publics

Un économiste de 2 à 3 ans d'expérience intéressé par les problèmes de programmation financière des investissements publics, la préparation des dossiers de négociation avec les sources de financement extérieures (BIRD, FED, Aides bilatérales) et la participation éventuelle à ces négociations dans le cadre d'une administration africaine. Le poste implique une résidence à l'étranger. (Réf. 3906M)

### spécialistes formation professionnelle

Plusieurs spécialistes ayant 1 à 8 ans d'expérience des problèmes de formation professionnelle, en particulier dans l'analyse des populations à former, la définition et conception de programmes de formation, les plans de formation, la formation de formateurs. Les postes sont à Paris avec fréquents déplacements hors de France, ou basés à l'étranger. (Réf. 3907M)

### spécialistes développement agricole

Plusieurs spécialistes du développement agricole dans les domaines de la commercialisation des produits - localement ou à l'exportation - de l'organisation des coopératives, de la formation rurale, de l'organisation du crédit. Il est nécessaire d'être déjà intervenu dans les pays en voie de développement. Les postes sont soit à l'étranger, soit à Paris. (Réf. 3908M)

### ingénieurs en organisation

Des ingénieurs en organisation administrative, organisation de la production ou de la commercialisation, conception et mise en place de système de gestion pour intervenir dans des entreprises privées ou publiques, des services publics ou des administrations. Les postes sont à l'étranger. (Réf. 3909M)

### experts industriels

Des ingénieurs de haut niveau ayant une expérience confirmée des techniques de production dans certains secteurs industriels tels que industries agricoles et alimentaires, industries mécaniques, cuir, textiles et susceptibles d'intervenir de manière temporaire (quelques jours à quelques mois) sur des études en Europe ou hors d'Europe. (Réf. 3910M)



Adresser votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, en rappelant la référence choisie à :

Immeuble Sema-Metra International 16, rue Barbès - 92128 Montrouge  
(membre de l'ANICERP) Tél: 657 13 00 (120 lignes groupées)





سورس الامم

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,89
REPRESENTANT - Demandes	27,00	31,52
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)	35,00	40,86
minimum 15 lignes de hauteur		

## ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(GRANDES ÉCOLES)

Le groupe PRINTEMPS - PRISUNIC - EUROMARCHÉ cherche des Ingénieurs pour sa

#### DIVISION SYSTÈMES INFORMATIQUE

Après une formation de 8 semaines (débutant le 21-10-74) aux méthodes de développement de projets, ils seront intégrés aux équipes chargées de concevoir et réaliser les nouveaux systèmes d'information du groupe, notamment appel au télétravail et à l'utilisation des terminaux points de vente et de réseaux mini-ordinateurs.

Envoyer C.V. détaillé et photo à :

M. COUDURIER

4, place Charles-Richey

93350 Neuilly-sur-Marne

### emplois régionaux

### CHEF DU SERVICE LANCEMENT ORDONNANCEMENT

CENTRE OUEST

Implantée dans une petite ville du Centre-Ouest, la Société qui emploie 650 personnes et réalise un C.A. de 75 millions, est l'un des premiers fabricants de mobilier de bureau et de mobilier scolaire.

Elle recherche un responsable de son service ordonnancement-lancement. Ce cadre, rattaché à l'usine de l'ordonnancement, sera chargé d'assurer la programmation efficace de la production, en liaison avec le commercial, et la gestion des stocks de produits finis, semi-couvrés et de matières premières.

26 RUE MARBEUF-75008 Paris - vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 447M

### SOCIÉTÉ EN EXPANSION - Secteur Chimie

recherche

#### AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

Niveau cadre.

Dynamique, disposant d'une expérience dans secteurs fluides et coupe et produits à usage mécanique et métallurgique.

Missions :  
- Prospection et vente d'une gamme de produits industriels dans ces secteurs ;  
- Recrutement et animation des agents locaux.

Déplacements fréquents.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et présentations à HAVAS GRENOBLE N° 14284.

### directeur marketing

Bordeaux 80-100.000 F/AN

Diplômé d'études commerciales supérieures, ayant à la fois une expérience marketing et direction des ventes dans un domaine d'activités faisant intervenir des résidents.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion sur téléphone par

Information Carrière SVP.11.11

SVP 11.11 de 9h à 18h, qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Référence : 373

27, rue de la République 75008 PARIS

### INGÉNIEUR ASSISTANT DIRECTION A.M. ou ÉQUIVALENT

ayant quelques années d'expérience, ou débutant, est recherché par notre Centre :

- MÉCANIQUE  
- FABRICATION PRODUITS INDUSTRIELS.

Envoyer lettre man. avec C.V. et présent. n° 8.722, PUBLICATIONS REUNIES

112, boulevard Voltaire - 75011 PARIS.

### directeur commercial

Une des premières sociétés de vins nouveaux, distribuant plus de 50 % de sa production à l'exportation, recherche pour l'Europe un directeur commercial.

Il se verra confier la responsabilité de la stratégie commerciale de la société et son application dans un domaine d'activités faisant intervenir des résidents.

Le poste est à pourvoir en province (250 km de Paris). Pour recevoir descriptif du poste, adressez lettre manuscrite, CV et présentations sous n° 8810 M.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

CNPG 105, rue Victor Hugo - 75011 Paris

Ecole architecture recrute TECHNICIEN SUPÉRIEUR pour département audiovisuel. Envoyer C.V., photo, références : U.P.A. rue Alcazar, 4200 NANTES.

SEVAIE INFORMATIQUE cherche 2 E.T.S. Electrologues du 184 - transmission. Ecr. : 2000 Industri. 13400 AUBAGNE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE de Nord de la France (près de Valenciennes) recherche

JEUNE-INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS

avant 35 ans, 2 ou 3 années d'expérience industrielle.

Pour poste d'ADJOINT AU CHEF DE SERVICE DES ATELIERS DE MÉCANIQUE

Large possibilité d'évolution de carrière.

Logement assuré.

Ecr. n° 72.561, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, ou tr.

### IMPORTANTE STE PAPIERERE

EN PLEIN DÉVELOPPEMENT FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour ses SERVICES FABRICATION

JEUNE INGÉNIEUR (ARTS ET MÉTIERS, I.D.M., E.F.P.)

débutant ou de préférence avec quelques années de pratique. Situation d'avenir pour élément dynamique.

Fonction d'encadrement assurée par l'entreprise.

Env. lettre de candidature man. et photo à L.A.S.I., Chemin de Carrière, 39150 SAUVETERRE.

### STE FABR. TEXTILE

Implantée à MONACO C.A. intéressant en développement constant

recherche SON COMPTABLE (comptabilité gestion).

Faire candidature manuscrite avec C.V., photo et présent. à S.I.M.T., B.P. 117, MONACO.

PONDERIE MODERNE d'acier rouillé (20 personnes). Petite ville, agréable région touristique.

Nord de la Loire recherche

ADJOINT DU DIRECTEUR TECHNIQUE

A.M., E.N.S.I. ou similaire, 5 à 8 ans d'expérience acier moulé ou formation E.S.F.

Missions :  
- supervision des services de fabrication acier : lingotier, fonderie, ébarbage, usinage, entretien, général, études de prix.

Logement en pavillon, 650 m<sup>2</sup> sur place permettant études secondaires complètes. Poste d'avenir stable.

Adresser curr. vitée détaillée à :

### SELETEC

Conseil en recrutement 8700 STRASBOURG CEDEX, sous référence 576.

Société d'Etudes de Systèmes mécaniques et électroniques Région méditerranéenne recherche

1 INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN 5 à 10 années d'exp., E.S.E. ou équivalent pour prendre responsabilité du service électronique. Une bonne expérience en servitudes centrales de mesure interfaces calculateurs appréciée. Env. C.V. manuscrit et présentations à METAVER, 164, r. du Pape-Henri, Paris-14<sup>e</sup>, tél. 646, qui transmettra.

### emplois féminins

ORLÈANS CLINIQUE CHIRURGICALE DE L'ARCHETTE 304, av. du Lorrain 45-01001 Tél. : 44-10-42

recherche de suite :  
- INFIRMIÈRES D.E. 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup>  
- INFIRMIÈRES D.E. 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>  
- AIDES-SOIGNANTES diplômées.

Pour services :  
- CHIRURGIE GÉNÉRALE  
- NEURORHINOLOGIE  
- BLOC OPÉATOIRE

Ecrire avec curr. vitée et 100 photos au Directeur pour rendez-vous.

### etap

TRÈS IMPORTANTE ENTREPRISE DU SECTEUR TERTIAIRE PARIS

groupeant en plusieurs établissements (France entière) un personnel nombreux (plus de 2000 personnes) recherche pour ANIMER ET DÉVELOPPER UNE POLITIQUE MODERNE DE RECRUTEMENT DE SUIVI DE CARRIÈRE ET MUTATIONS

#### CHEF SERVICE RECRUTEMENT ORIENTATION MUTATION

Il s'agit d'un poste important impliquant une participation à la politique du groupe en matière de recrutement, l'élaboration et le perfectionnement de méthodes modernes, l'animation d'un service structuré.

UNE SOLIDE FORMATION DE PSYCHOLOGUE ET L'EXPERIENCE PRATIQUE DU RECRUTEMENT A TOUS NIVEAUX. ACQUISE DANS L'INDUSTRIE OU UNE GRANDE ENTREPRISE SONT INDISPENSABLES.

Age minimum 35 ans.

Env. sous référence 28 188 AM.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE APPARENTÉE A IMPORTANT GROUPE AMÉRICAIN

Région Nord-Est 100 km Paris, recherche

#### ADJOINT DIRECTION GÉNÉRALE

CE CADRE TRAVAILLERA EN ÉTROITE COLLABORATION AVEC LE P.-D.G., AFIN DE LE SECONDER DANS DES SECTEURS VARIÉS :

- coordination et gestion des services techniques ;
- études de nouveaux marchés ou produits ;
- contrôle de gestion et relations Société Mère.

CE POSTE POLYVALENT ET ÉVOLUTIF POURRAIT CONVENIR À INGÉNIEUR

ayant et possible formation complémentaire type I.A.E. et environ 3 ans d'expérience professionnelle en milieu industriel impliquant des fonctions de gestion, organisation.

Connaissances de l'anglais nécessaires.

Env. sous référence CV 188 AM.

IMPORTANT GROUPE PRIVÉ RECHERCHE POUR SON BUREAU D'ÉTUDES (TRANSPORTS URBAINS DE VOYAGEURS) PARIS

#### JEUNE INGÉNIEUR CONSEIL

ECP - Mines - Ponts ou niveau supérieur équivalent ayant déjà acquis une expérience de conseil en entreprise et capable d'assumer avec autonomie des missions de conseil, d'assistance technique et d'études auprès des sociétés de TRANSPORTS URBAINS.

Situation intéressante, au sein petite équipe dynamique, dans secteur en fort développement.

Env. sous référence WG 174 BM.

### SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'AMEUBLEMENT DE STANDING

recherche

#### ATTACHÉ DE DIRECTION COMMERCIALE

COLLABORATEUR DIRECT DU DIRECTEUR COMMERCIAL.

Ce cadre assurera les contacts avec les différents points de vente du distributeur existant de cette société en France (et éventuellement à l'étranger) et le candidat connaît l'anglais ou l'allemand et il TRAITERA AVEC INITIATIVE ET DIPLOMATIE TOUS PROBLÈMES COMMERCIAUX DE PROMOTION, ANIMATION, ASSISTANCE.

La réussite dans ce poste implique une expérience commerciale, le goût des voyages, des qualités marquées de contact et de méthode.

Résidence Amiens (ou éventuellement Paris).

Ecrire sous référence AT 187 AM.

IMPORTANT GROUPE SECTEUR INDUSTRIES DE SERVICES

Impliquant effectifs nombreux et mise en œuvre parv important de matériels

RECHERCHE POUR ÊTRE RATTACHÉ AU DIRECTEUR D'UNE DE SES UNITÉS - VILLE TOURAINE

#### CHEF DE PRODUCTION

Ce poste peut convenir à un ingénieur ayant acquis quelques années d'expérience professionnelle lui ayant permis d'exercer une activité impliquant animation de personnel et gestion (pour exemple en production) à même d'assumer des responsabilités variées impliquant :

- animation d'un effectif de 200 pers. ;
- esprit commercial ;
- gestion budgétaire ;
- relations extérieures.

SITUATION INTÉRESSANTE DANS SECTEUR D'AVENIR EN FORTE EXPANSION.

Formation aux techniques propres du groupe assurée.

Env. sous référence BU 188 CM.

### SOPELEM

SOCIÉTÉ D'OPTIQUE PRÉCISIONS ÉLECTRONIQUE ET MÉCANIQUE RECHERCHE À PARIS

#### DIRECTEUR ACHATS APPROS

Il s'agit d'un poste couvrant l'ensemble des achats : matières premières, composants, sous-ensembles, sous-traitance, outillage et investissements qui nécessite de solides compétences en mécanique (si possible méthodes) et une forte expérience pratique de la conduite d'un service Achats et Approvisionnements.

CES FONCTIONS IMPORTANTES PEUVENT CONVENIR À INGÉNIEUR A.M. OU ÉCOLE ÉQUIVALENTE AYANT 15 ANS ENVIRON DE VIE PROFESSIONNELLE ET QUALITÉS MARQUÉES D'ANIMATEUR ET DE GESTIONNAIRE.

Env. sous référence OR 181 AM.

etap 4, rue Massenet, 75016 Paris, discrétion absolue

### Société Internationale d'Ingénieurs-Conseil

recherche des COLLABORATEURS QUALIFIÉS PARLANT COURAMMENT ANGLAIS POUR IMPORTANTS PROGRAMMES DE CONSTRUCTIONS ROUTIÈRES

#### PROJECT MANAGER

(Réf. PM 17)

Ingénieur diplômé ayant une grande expérience d'études de transport et en particulier de direction de projets routiers et de supervision de travaux.

#### RESIDENT ENGINEERS

(Réf. RE 14)

Ingénieurs diplômés ayant au moins 3 ans (certifiés) d'expérience en construction de routes.

#### CIVIL ENGINEERS

(Réf. IC 10)

Ingénieurs diplômés ayant au moins 5 ans (certifiés) d'expérience, dont 3 ans au moins en construction de ponts et structures d'autoroutes.

#### MATERIALS ENGINEERS

(Réf. ME 12)

Ingénieurs diplômés en génie civil avec au moins 5 ans d'expérience, dont 3 ans en laboratoire de constructions routières pour essais sur ouvrages en terre et béton bitumineux.

ou GÉOLOGISTES ayant au moins 5 ans d'expérience en laboratoire de constructions routières.

#### JUNIOR ENGINEERS

(Réf. JE 21)

Ingénieurs diplômés en génie civil ayant entre 6 mois et 3 ans d'expérience en construction de routes.

Adresser C.V. dactylographié avec photo si possible, précisant la référence du poste ainsi que le numéro de téléphone où vous serez rapidement sous référence « Monde » 02.

CONSULS EN RECRUTEMENT 5 bis, rue Kappeler, 75016 PARIS.

PROFILS

Poursuivant son expansion sur le marché mondial des biens d'équipement

### importante entreprise MÉCANIQUE DE PRÉCISION BANLIEUE SUD

renforce la gestion de son potentiel de production et recherche

#### ingénieur gestion de la production

(CORRESPONDANT INFORMATIQUE)

DIRECTEMENT RATTACHÉ AU CHEF DU DÉPARTEMENT GESTION DE LA PRODUCTION

Il sera chargé d'assurer avec le Département Informatique les liaisons relatives à la conception, au suivi et à l'amélioration des procédures automatisées de gestion de la production.

LE CANDIDAT RETENU :

- sera diplômé d'une école d'ingénieurs,
- aura un minimum de trois années d'expérience en production, gestion ou atelier ou méthodes),
- maîtrisera les techniques de gestion par l'informatique,
- présentera des qualités de contact et devra pouvoir collaborer étroitement avec le Département Informatique.

Ce poste ouvre sur des perspectives de carrière motivantes et une rémunération attractive pour un candidat de valeur.

Env. avec C.V., photo et présentations sous No 72457 CONTESSÉ Publicité - 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01 qui tr.

C&C3655

offres d'emploi

**TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL**  
Siège social PARIS, recherche

• Pour la Direction Financière :

**Jeune cadre**

Il sera formé à des responsabilités variées : Trésorerie - Bourses - Change - Prêts, etc.

Le candidat sera de niveau élevé : BEC - ESSEC - ESCP - IEP.

• Pour la Direction Financière :

**Jeune cadre comptable**

A l'échelon du groupe il participera à la consolidation des comptes des sociétés, au contrôle financier, l'inspection comptable, au suivi des plans de financement, etc.

Il devra avoir une formation supérieure : BEC - ESSEC - ESCP, le BEPS serait très apprécié. Deux langues vivantes souhaitées : ESPAGNOL - ANGLAIS.

• Pour la Direction Comptable :

**Jeune cadre comptable**

Il sera responsable de la section fiscale et à ce titre chargé de contrôler l'application comptable de la fiscalité des relations avec les administrations fiscales (déclarations, vérifications...).

Sa formation d'un niveau supérieur comprendra le BECS, la connaissance du droit des sociétés et du droit fiscal (droit des sociétés, droit fiscal, ANGLAIS ou ALLEMAND souhaité).

Pour ces trois postes larges perspectives de carrière ou sein d'un groupe important et diversifié.

Ecrire sous la référence indiquée avec C.V., photo, références, présentations à :

**EMPLOIS et CARRIÈRES**  
30 rue Vernet 75008 PARIS

**UN DES PREMIERS GROUPES BANCAIRES FRANÇAIS**  
recherche un

**Informaticien chef de projet**  
80 - 100 000 F

pour lui confier le poste de responsable d'études d'un département de son service informatique. Il jouera d'une part un rôle de conseil, assurant la qualité technique et l'économie de traitement des chaînes de gestion. Il concevra d'autre part des systèmes complexes suivant la réalisation informatique et la mise en place des procédures manuelles en amont ou en aval.

Le candidat recherché a une expérience approfondie des techniques d'informatique de gestion utilisant des grandes configurations, si possible dans le secteur tertiaire et de la direction de projets de la conception à la programmation. Adresser C.V. détaillé en rappelant le poste d'Informaticien Chef de Projet et la référence : BA-498. Discretion professionnelle strictement garantie. Il sera répondu rapidement à tous les candidats correspondant au profil décrit ci-dessus.

**CGS**  
CONSEIL EN RECRUTEMENT 19 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS

**COMPAGNIE D'ASSURANCES**  
Groupe Privé

recherche

**ANALYSTE FONCTIONNEL**

Pour cette fonction, il convient de posséder une expérience concrète de l'analyse fonctionnelle et organisationnelle ainsi qu'un niveau Supérieur (Licence, maîtrise, etc.). Le candidat choisi sera chargé de la rédaction d'un cahier des charges, de la définition du système informatique ainsi que de l'établissement des données nécessaires à l'analyse organisationnelle.

La connaissance du secteur « Assurances » serait un atout supplémentaire et devrait permettre une évolution rapide vers le poste de Chef de Projet.

Matière utilisée : D.M. 370.145 (OS/VIS).

Faire acte de candidature sous la référence 1.944 M à Jean FORACCHIA.

**"CARRIÈRES INFORMATIQUES"**  
conseil en recrutement  
19 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS

**JEUNES D.U.T. ou B.T.S. Génie civil**

• Vous voulez commencer votre carrière dans les meilleures conditions.  
• Vous êtes dynamique mais réfléchi.  
• La prise de décision immédiate et les responsabilités ne vous effraient pas.

• Nous vous proposons d'être

**conducteur de travaux**

**ou technicien commercial**

dans une Entreprise importante, en développement constant.

Des postes sont à pourvoir à Paris et en Province.

Au moment de faire votre choix, mettez sous les coups de votre plume et prenez contact avec nous en adressant votre C.V. (avec photo) sous référence 7997 à :

**ORGANISATION et PUBLICITE**  
2, rue Maréchal 75001 PARIS

offres d'emploi

**ARCT**

Important constructeur matériel électro-mécanique premier-mondial dans sa branche, recherche

**technicien expérimenté**

pour poste préparateur au service Méthodes. Fabrications petites et grandes séries. Une expérience de 5 années minimum à un poste similaire serait nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à Direction du Personnel ARCT rue Cuvier 42300 Roanne.

**jeunes techniciens supérieurs ou diplômés I.U.T.**

(Electroniciens, électro-techniciens, mécaniciens)

en vue orientation, après formation complémentaire, vers départements Etudes, Production, ou Technico-commercial.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à Direction du Personnel ARCT rue Cuvier 42300 Roanne.

**POUR LE SERVICE DES TELECOMMUNICATIONS les PTT recrutent sur titres**

**POUR PARIS ET LA PROVINCE**

**250 DIPLÔMÉS**

de certaines écoles d'ingénieurs ou titulaires d'une maîtrise d'informatique (âge maximum 30 ans)

**FONCTIONS**

Exploitation technique et maintenance des installations

Lancement de travaux neufs

Contrôle de chantiers

Etudes pour la mise en place de nouveaux systèmes d'exploitation

**CANDIDATURES REÇUES JUSQU'AU 11 OCTOBRE 1974**

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS DANS LES DIRECTIONS REGIONALES DES TELECOMMUNICATIONS

Paris : 18, Boulevard de Vaugirard 75531 PARIS CEDEX 15

Banlieue : 103, Rue de Grenelle 75700 PARIS

Province : au chef-lieu de la région de résidence.

Constructeur de matériels de mine, de matériels et d'installations complètes de maintenance continue produits pondéreux recherche

**technico commercial**

**DE HAUT NIVEAU**

• âgé de 30 ans minimum,

• formation d'ingénieur ou équivalente,

• bonnes connaissances de la mécanique générale acquise en B.E. ou bureau d'études,

• EXPERIENCE OU APTITUDE ET GOUT COMMERCIAL,

• connaissances : Anglais ou Allemand.

Lien de travail : ASNIERES 92.

Déplacements de courte durée.

Adresser lettre de candidature avec C.V. et photo s/af. 11.89 à Pierre LICHOU S.A.

10, rue de Louvois - 75003 Paris - tél. 02 qui transmettra

**CEGI**

compagnie d'études économiques et de gestion industrielle

**UN EXPERT INDUSTRIALISTE**

L'expert sera détaché pour une durée d'un an renouvelable auprès d'une administration chargée de la politique d'aménagement du territoire et du développement régional.

Il sera chargé d'étudier et de mettre en œuvre une politique régionale d'industrialisation. Il participera, dans ce domaine, aux travaux de planification.

Les candidats doivent avoir une bonne culture industrielle et l'expérience des études économiques de développement.

En outre, des connaissances en matière d'aménagement du territoire et l'expérience de l'Afrique sont souhaitées.

Le poste (à pourvoir immédiatement) est dans la capitale d'un Etat indépendant où les conditions de vie sont très satisfaisantes.

Les candidats sont invités à adresser d'urgence un résumé de carrière avec photo et préférence bien à :

CEGI - Département Recrutement 94, boulevard du Montparnasse, 75014 PARIS.

Une entière discrétion leur est assurée.

**Société Minière**

recherche :

**POUR CONSTRUCTION USINE**

**INGÉNIEUR**

**TRAITEMENT DES MINERAIS**

Expérience ingénierie nécessaire

Poste à pourvoir Banlieue Ouest avec voyages en Afrique

Envoyer C.V., photo et présentations à :

CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

offres d'emploi

**GROUPE BANCAIRE Paris 8ème**

en pleine expansion, recherche

• pour sa direction des engagements

**chargés d'études**

Classe IV ou V réf. 1118 B

Mission :

- Participer aux décisions d'octroi des crédits à court, moyen et long termes ; en suivre l'évolution.

- Conseiller les agences sur les concours appropriés aux besoins d'une clientèle diversifiée.

• pour son agence de Marseille

**chargé d'études**

Classe IV ou V réf. 1118 C

Mission :

- Etudier les demandes de crédits.

- Assurer le suivi clientèle.

- Participer à la gestion administrative de l'agence.

Ces postes requièrent une expérience pratique de plusieurs années, le sens du contact et un esprit d'équipe.

• pour ses agences parisiennes

**attachés commerciaux**

Classe III réf. 1118 D

ayant une bonne expérience de la démarche commerciale pour prospecter une clientèle commerciale, industrielle et privée.

Ecrire avec C.V., photo et présentations en précisant la référence du poste choisi, à :

plein emploi 10 rue de la Paix 75002 PARIS

**BIENS DE CONSOMMATION**

pour Professionnels et Amateurs

FABRICANT FRANÇAIS (marque très connue - 5 lignes de produits)

250 MF dont 15 % Export

(affiliée à un Groupe industriel puissant)

CRÉE LE POSTE DE

**CHEF DU SERVICE EXPORTATION**

POUR PROPOSER ET METTRE EN PLACE POLITIQUE AGRESSIVE (objectifs ambitieux) : action personnelle leur place auprès Succursales, distributeurs, Agents et Gros Clients, de même que sur Administration des Ventes Export (30 pers.).

— SPECIALISTE EXPORTATION —

• Préférence en ELECTRO/MENAGER, OUTILLAGE électrique, Radio TV, ...

• ANGLAIS/ALLEMAND COURANTS.

DISCRETION ABSOLUE - Lettre manuscrite, CV détaillé, rémunér. et phot. s/af. 3028 à

SC sélection conseil 6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

**contrôleur budgétaire**

(Budget Officer)

LES MISSIONS :

• établissement des budgets, contrôle et suivi,

• analyse et synthèse des données financières s'y rapportant,

• élaboration des plans à long terme.

Cette fonction convient à un jeune cadre diplômé d'une école de gestion (HEC, ESSEC, Sup. de Co., ...), ayant une très bonne connaissance de l'Anglais, avec si possible une courte expérience professionnelle de la comptabilité américaine.

L'évolution de ce poste peut se situer dans le contrôle de gestion, puis vers la direction financière d'une unité de moyenne importance.

Lieu de travail : PARIS Sud.

Merci d'envoyer votre CV au Service 5574

plein emploi 118 rue de la Paix 75002 PARIS

**SOFRESID**

recherche

pour son département MINES (SOFRESID)

**INGÉNIEURS**

**GRANDE ÉCOLE**

EXPERIENCE en conception et réalisation d'équipement de mines.

APTITUDE indispensable à s'adapter très rapidement à des contextes de projets divers.

ACTIVITE de bureau d'études et suivi de réalisation à l'étranger.

Déplacements fréquents pour candidats capables d'assumer rapidement de larges responsabilités.

Anglais PARLE impératif, rédaction souhaitable.

Adresser C.V. à SOFRESID Service du Personnel (réf. 3014)

80, rue de la République 93100 - MONTREUIL-SOUS-BOIS

offres d'emploi

**STE DE CONSTRUCTION ELECTRIQUE**

leader dans sa branche et filiale d'un puissant groupe multinational recherche

**le cadre commercial**

à qui elle confiera

**la direction d'un réseau de vente**

MISSION :

étudier, développer et suivre la commercialisation d'une ligne de produits s'adressant à une clientèle d'industriels, d'architectes et de grossistes, du marketing à l'après-vente.

Il sera responsable de son budget comme de ses résultats.

MOYENS :

Il dirigera un réseau national d'une quinzaine de vendeurs et d'un service d'études pour la clientèle.

LIASON :

Il sera rattaché directement au directeur commercial de la Société.

PROFIL :

Le candidat idéal aura un niveau d'études supérieures sanctionné par un diplôme d'ingénieur ou d'une grande école commerciale. Son expérience témoignera de son goût pour la Vente et l'animation des hommes de son esprit marketing et de ses capacités de gestionnaire commercial.

Une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée.

Envoyer C.V., photo et présentations avec lettre manuscrite sous référence 1034 M à :

7, rue de Naples 75008 - PARIS

**BAGNEUX F 100 000**

Une importante société Française qui supervise à l'échelon européen des travaux dans le domaine de l'électronique, recherche pour son Siège Social en région, un :

**SENIOR ACCOUNTANT**

La mission :

• Il est responsable de la réalisation des comptes d'exploitation, des bilans et des États financiers à envoyer aux États-Unis avec analyses et commentaires ;

• Il supervise toutes les opérations de comptabilité générale, les déclarations fiscales et la paie ;

Il faut :

• avoir une solide formation comptable D.E.C.S. ou équivalent ;

• pratiquer l'anglais ;

• avoir acquis une bonne expérience pratique de la comptabilité de préférence anglo-saxonne.

Il est offert une rémunération de l'ordre de F 100 000 selon expérience et capacité.

Les personnes intéressées doivent envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, sous référence M.C.S. 22-165 M, à :

C & T Assoctes Management Consultants 42, rue La Boétie - Boite Postale 45108 75008 - Paris Cedex 08

**Les Éditions Masson**

recherche

**DIRECTEUR DE PRODUCTION**

pour ses départements de FABRICATION LIVRES

Il aura :

— la responsabilité de la fabrication des livres universitaires Médecine et Sciences.

Il sera chargé de :

— la définition et du suivi des plans de fabrication ;

— des contacts avec les auteurs des ouvrages en cours ;

— des relations techniques avec les fournisseurs ;

— de la coordination des équipes de fabrication.

L'homme que nous recherchons a 40 ans minimum, plusieurs années d'expérience similaire dans l'édition, un niveau universitaire assorti d'une culture réelle. Il a un excellent contact humain, le goût des responsabilités et un dynamisme constant. Il lit couramment l'Anglais.

Nous lui offrons, dans le cadre d'une maison en expansion, un salaire brut de 190 000 F pour la première année.

Le lieu de travail est à :

120, boulevard Saint-Germain, 75006 PARIS.

RÉF. MR. 72.

Adresser lettre et C.V. détaillé à notre Directeur du Personnel, Michel BOLLAND, 2, rue Capotaillade, 75015 PARIS. — DISCRETION ASSURÉE.

**MAISON DU CAFÉ**

FIRME INTERNATIONALE PRODUITS ALIMENTAIRES

proposé un poste de :

**CHEF de PRODUITS**

Rattaché directement au Directeur du Marketing, il sera personnellement responsable de la gestion, du développement et de la rentabilité des produits qui lui seront confiés.

Une réussite complète suppose impérativement :

— une formation supérieure du type grande école commerciale ;

— 2 à 3 années d'expérience dans un poste similaire (produits de grande consommation, type alimentaire ou lessives).

Adresser curriculum vitae détaillé à :

B.P. 8 - 92380 VILLENEUVE-LA-GARENNE. C&C3647

الاسم



	La ligne La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00 6,80
OFFRES D'EMPLOI	27,00 31,52
REPRESENTAT. : Demandes	19,00 14,91
Offres	27,00 31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)	35,00 40,86
minimum 15 lignes de hauteur	

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne La ligne T.C.
IMMOBILIER	
Achat - Vente - Location	21,00 24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00 24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	
CAPITAUX	60,00 70,05
OCCASIONS	21,00 24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**GCT**

**CADRE JURIDIQUE**

Droit Privé et ayant acquis une expérience en particulier du droit des obligations dans l'industrie ou l'administration. Connaissance de l'anglais indispensable.

La titulaire du poste serait chargée notamment des questions se rapportant aux contrats passés par la Société : contrôle juridique de marchés, établissements de contrats spéciaux et règlements de litiges.

Ecrire avec C.V. sous référence No 53 à **COMPAGNIE GENERALE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUE** - Service du Personnel - 251 rue de Valenciennes - 75004 PARIS CEDEX 15

**BANQUE PRIVÉE**  
SPECIALISEE DANS LE  
**CRÉDIT IMMOBILIER**

recherche

**JEUNES DIPLOMÉS**  
(H.E.C. - E.S.E.C. - S.C. E.C.O. - I.E.P. etc.)

NOUS OFFRONS :

- Plusieurs postes
- D'ATTACHES DE DIRECTION (à Paris) :
- Des possibilités de promotion rapide.

NOUS DEMANDONS :

- Un goût prononcé des contacts commerciaux ;
- Un intérêt certain pour le travail en équipe.

Adresser curriculum vitae et photo à : **ARCHEAT**, 24, bd Haussmann, 75008 PARIS (se réf. L. 130), qui transmettra.

**HEC - ESSEC**  
**SC. ECO - ESCP**

ou équivalent

**NÉGOCE INTERNATIONAL**

Vous êtes jeune, vous avez une formation supérieure, de préférence commerciale ou technique, vous avez un intérêt pour le monde arabe, vous parlez couramment l'anglais.

Vous êtes intéressé par une activité qui élargit largement le cadre de l'entreprise, vous êtes prêt à vous consacrer à la recherche de nouveaux marchés, vous êtes prêt à vous consacrer à la recherche de nouveaux marchés, vous êtes prêt à vous consacrer à la recherche de nouveaux marchés.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence : 2500/M.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF SELECTION**  
1, rue Danton 75008 Paris (Métro : Danton - P. ANCREP)

**RAYCHEM S. A.**  
Filiale française d'un Groupe International  
Industrie de pointe

**CREER LE POSTE**  
**D'ANALYSTE**  
**PROGRAMMEUR**

Le candidat devra justifier d'une expérience de 3 à 5 ans au sein d'une importante société de préférence internationale, sur système à langage G.A.P. II.

Les études s'appuieront sur les problèmes commerciaux, administratifs des ventes, stocks, prévisions, statistiques.

La fonction devra rapidement évoluer, à partir d'un premier temps consacré au démarrage de l'unité, vers la prise en charge de l'ensemble du service.

Anglais indispensable.

Adm. C.V., man., références, salaire actuel et photo, à l'attention du Directeur Administratif, 11, r. du Secord - 92250 LA GARENNE-COLOMBES.

Pour Algérie et Ouest Africain

**INGENIEURS**

spécialisés en Agronomie, Zootechnie, Génie Rural, Céréaliculture, Agro-vulgarisation, Agro-économie, Agro-formation.

Expérience variable suivant les postes.

Ecrire avec curriculum vitae Haras Contact 158 Bd Haussmann 75008 Paris sous réf. 54544 qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ PÉTROLE**  
recherche pour son département  
**INFORMATIQUE**

**ANALYSTE**

chargé études organisation générale ou administrative, pouvant déboucher sur systèmes informatiques à développer.

FORMATION SUPÉRIEURE OBLIGATOIRE :

- Grandes écoles ou équivalent ;
- Anglais indispensable.

CONNAISSANCES REQUISES :

- Techniques d'analyse administrative ;
- Gestion (finances - comptabilité).

EXPERIENCE SOUHAITABLE :

- ENVIRON 2 ANS ANALYSE ADMINISTRATIVE

QUALITÉS PERSONNELLES :

- Esprit analytique et synthétique ;
- Conscience aigüe ;
- Dynamisme ;
- Très bonne expression écrite et orale.

Adresser C.V. et photo sous n° 72430 à : **CONTEXTE Publ.**, 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr.

**GRANDE SOCIÉTÉ FRANÇAISE**  
**PRODUITS ALIMENTAIRES**  
région Parisienne recherche

**jeune cadre commercial et publicité**

directement rattaché à la Direction Marketing. Il est chargé de :

- suivi des opérations commerciales
- comparaison des résultats avec les objectifs
- organisation et suivi des promotions,
- suivi des campagnes de publicité et contacts avec l'agence,
- conception et réalisation des matériels de Publicité : documents, P.L.V., objets publicitaires.

Les expériences pratiques de distribution moderne, de réseaux commerciaux et de publicité seront prises en considération.

Envoyer C.V. manuscrit détaillé, photo et prétentions sous réf. 43815 à Havas Contact 158 Bd Haussmann 75008 Paris.

Filiale Française de Société Américaine  
Leader de son marché :

**IRRIGATION PAR ASPERSION**  
Agriculture - Espaces verts  
recherche

**INGÉNIEUR COMMERCIAL**

Responsable : pour la France et les pays d'A.F.N. de la :

- promotion des produits et techniques d'irrigation ;
- formation technique des installateurs ;
- relations avec le personnel technico-commercial des revendeurs ;
- animation et développement des ventes ;
- études de marché ;
- actions auprès des membres influents de la profession.

Profil désiré : ingénieur avec aptitudes commerciales ou commerciales avec aptitudes techniques, dynamique, 25 ans minimum, esprit d'équipe, quelques années d'expérience commerciale, anglais nécessaire, libre rapidement.

A débiter : salaire, lieu de résidence, période de formation, etc...

Adresser : candidature, C.V., photo, prétentions à **HAVAS 1795 PARIS**, 63, rue de Richelieu.

**CADES**  
**TECHNICO-COMMERCIAUX**

En plus de la clientèle usuelle, ils devront prospecter les industries et les Administrations et répondre aux commandes.

Ces postes conviennent à des Techniciens (E.T.S. Electronique ou équivalent) qui aient une expérience en atelier ou en R.E. et/ou qui aient une expérience commerciale et laissent au moins 3 années de références.

Il est offert la position cadre et un salaire intéressant.

Les Cadres Technico-Commerciaux intéressés envoient leur dossier de candidatures sous réf. : 5014 à :

**Elisabeth FRENCH**  
137, av. Mozart, 75016 Paris  
qui les assure de la plus grande discrétion.

**FILIALE GROUPE INTERNATIONAL**  
fabricant mondial de ressorts  
recherche

**DIRECTEUR USINE**

MOYENNE IMPORTANCE, Meaux (Seine-et-Marne)  
rattaché au Directeur Général.

Ce poste conviendrait à :

**INGÉNIEUR A.M.**

30 ans minimum

ayant déjà exercé des responsabilités de commandement et de fabrication.

Le candidat devra être apte à résoudre les problèmes d'atelier aussi bien que de gestion et avoir un bon contact humain.

Connaissances d'anglais souhaitables.

Il s'agit d'un poste d'avenir avec une bonne rémunération.

Ecrire avec curriculum vitae à **NO-SAG**, 50, avenue de Wagram, PARIS (17°).

**STEIN SURFACE**

Importe société d'engineering et de construction d'équipements thermiques et de fours industriels

recherche pour

**SON DÉPARTEMENT FOURS DE SIDERURGIE**

**INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES**

1) Pour projets, études et réalisations d'équipements thermiques divers.

2) Pour étude, réalisation et gestion technique et financière de commandes importantes de fours.

• Anglais indispensable ;

• Libéré des obligations militaires.

**FEIN, RETRAITE, CANTINE, AVANTAGES SOC.**

Ecrire en indiquant C.V., réf. et prétentions à

**STEIN SURFACE**

2, all. du Bois de l'Épine  
COURENNE D'ENTREPRISE N° 1167, 91615 EVRY.

**LogAbax**  
informatique

recherche pour étude et mise au point de prototypes de matériel

**AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES**  
Formation E.T.S. ou F.P.A.

Après 1 à 2 ans d'expérience en électronique digitale et analogique. Connaissances des problèmes électromécaniques appréciées. Références 003

**DESSINATEUR PE ou E1 ÉLECTRONICIEN**

Expérience en implantation de circuits logiques demandée. Référence 004

**PROGRAMMEURS SYSTÈME**

Pour renforcer son équipe software de base. Pratique d'un assembleur ou d'un P.L. exigée. Assembleur 8080, PL 580 appréciée. Référence 005

Adresser candidature avec C.V. manuscrit et prêt à la Direction du Personnel, 75, avenue Aristide-Briand, 94110 ARCUEIL.

**INFORMATIQUE ASSURANCES**

Cie privée d'ASSURANCES à PARIS (matériel IBM à bandes et disques)

**CREER LE POSTE DE**  
**CHEF DU SERVICE EXPLOITATION & SYSTÈME**

Pris en mains de ce double Sea (20 pers.) : sous PLANNINGS - CONTRÔLE général-Liens techniques-RELATIONS avec I.B.M., conc. SYSTÈME - FORMATION/Inform. du Personnel...

**EXPERIENCE**

- INDISPENSABLE
- Matériel I.B.M. - Système DOS
- TRES SOUHAITABLE
- A LA FOIS "Système" et "Exploitation"
- ASSURANCES.

Lettre manuscrite, C.V., salaire, phot. et réf. 3022 à

**SC sélection conseil**  
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

**FRAMATOME**  
SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE ET DE CONSTRUCTIONS NUCLEAIRES  
recherche pour sa division des réalisations,

au Siège Social, COURBEVOIE - LA DEFENSE

**TECHNICIENS PLANNING PROJET**

**MISSION :**  
Rechercher, analyser et élaborer les informations nécessaires au planning d'ensemble et réalisation d'une installation industrielle.

**CANDIDATS :**  
Formation : Agent technique principal.  
Expérience : 3 à 5 ans bureaux d'études et/ou coordination travail sur chantier.  
Age minimum : 20 ans.

Détachement à envisager sur chantiers Français ou Étrangers.

Adresser C.V. détaillé, photo et salaire souhaité (précisant la référence du poste), au Service du Personnel, 77/81, rue du Mans - 92400 COURBEVOIE.

**steria**

Pour la conception et l'animation de stages de formation

nous recherchons des

**INGENIEURS**

- ayant au moins 2 ans d'expérience de conception et de réalisation en informatique, notamment en logiciel de base et en téléinformatique.
- attirés par les méthodes actives de formation.

Préire d'adresser C.V. et prétentions à

**steria** 3, rue de Valenciennes - 75004 PARIS

**SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE (8°)**  
recherche

**COLLABORATEURS**  
DEBUTANTS

Diplômés enseignement supérieur (grandes écoles scientifiques ou commerciales, université).

Adresser C.V. sous réf. 6712, P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 03, qui tr.

offres d'emploi

cadre commercial

la direction

en réseau de

SENIOR ACCOUNTANT

Le Directeur de PRODUCTION

de PRODU

**offres d'emploi**

**Société de Négoce de Métaux**  
non fauteur, filiale d'un Groupe important, tech.  
pour assister un Directeur de Département un

**ATTACHÉ COMMERCIAL**

Mission : se tenir au courant des cours, de la conjoncture et en informer les clients — suivre l'évolution complète des contrats (approvisionnement, transport, livraison) — négocier certains marchés en liaison avec le Directeur du Département.

Nous recherchons un homme jeune de bon niveau (Sc. Eco., Ecole de Commerce...) ayant une première expérience dans un service commercial ou économique, capable d'acquiescer rapidement la formation proposée et de s'intégrer à une petite équipe dynamique responsable d'un chiffre d'affaires important.

Les contacts avec les clients pourront donner lieu à quelques déplacements. ANGLAIS parlé indispensable.

Adr. votre curriculum vitae sous référence 2088 à 68, avenue Kléber, Paris (16<sup>e</sup>), en précisant votre niveau actuel de rémunération.

**CORT**

**CHAPPEE JACOB DELAFON**

Groupe Industriel en expansion rapide, C.A. supérieur à 1 milliard, recherche pour son Service Contrôle au Siège Social à PARIS,

**1 AUDITEUR INTERNE**

Il sera chargé du contrôle des comptes et des procédures des établissements de la Société.

Formation expertise comptable. Expérience industrielle appréciée.

Déplacements en Province de courte durée. Perspective d'avvenir par candidat de valeur.

Adr. C.V. et prêt. au Service du Personnel S.G.F. - 8, Place d'Iéna - PARIS 16<sup>ème</sup>.

CACS 3828

**GRUPO FRANCES PROCURA :**

**DIRECTOR (Portugal)**

- Dinámico, espírito de iniciativa e de responsabilidade visio da gestão de uma empresa comercial.
- Antecedentes de uma equipa jovem.
- Propomos : a direcção de uma empresa também jovem, em plena expansão, comercializando em Portugal um produto único para a construção, que é protegido por patentes e difundido com sucesso na Europa.
- Idade : 30 anos máximo, bons conhecimentos de francês, experiência P.M.E., espírito técnico e qualidades pessoais.
- Envie hoje : carta manuscrita com C.V., referências, fotocópia e seu número de telefone. Sigilo e resposta assegurados.
- Respostas ao N.º 72624, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>re</sup>, qui tr.

**DIRECTEUR**  
**centre de profit**  
100 000 F

Notre Société est spécialisée dans le domaine des biens d'équipement.

Le Directeur que nous recherchons sera responsable de la gestion, de la fabrication et du commercial (France et Etranger) d'un centre de profit de 50 personnes réalisant un C.A. de 15 millions de F.

Il est ingénieur, si possible de formation agromotrice, avec une expérience confirmée en Marketing et Commercial, pratiquant l'Anglais couramment.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 7929 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo 75001 PARIS

**responsable développement servo-moteurs**

Pour être le Chef de file des études et mises au point de servo-moteurs destinés à des organismes tels B.D.F., G.S.A., fabriqués par notre société, un des premiers industriels industriels européens, nous recherchons un ingénieur d'études confirmé.

Basé pendant la 1<sup>re</sup> année à Paris, il se rapprochera ensuite des unités de fabrication dans l'Ouest de la France, où il pourra goûter la qualité de vie que l'on trouve dans cette région.

Envoyer rapidement sous réf. 981M à EUREQUIP à qui vous avons confié le soin de réunir les candidatures.

**EUREQUIP**  
40, av. du Président Wilson, 93126 Paris

**SOCIETE DE SERVICES PARIS 9<sup>e</sup>**  
**IMPLANTATION MULTINATIONALE**  
recherche

- **COMPTABLE 1 (Femme)**  
elle sera la correspondante d'une de nos filiales au sein de la comptabilité générale. 2 à 3 ans d'expérience dans une P.M.E. seront appréciés.
- **EMPLOYEE ADMINISTRAT. (Fme)**  
pour son service trésorerie, solides connaissances en comptabilité sont indispensables.

**POSTES A POURVOIR RAPIDEMENT**

Téléphones pour rendez-vous à : J.-F. GUICHON : 82-21-04, POSTE 32.

**offres d'emploi**

**Chef des travaux de développement**

Ingénieur Grande Ecole, expérimenté, vous serez chargé de développer techniquement des machines industrielles. Vous êtes un spécialiste de l'automatisation et avez la connaissance des procédés de transformation des matières plastiques : extrusion, extrusion-soufflage du PVC, injection.

Filiale d'un des plus grands groupes français, nous sommes spécialisés dans les recherches de pointe de haute technicité pour le compte de nos clients et pour des clients extérieurs. Sous l'égide du Directeur Général vous êtes responsable des différents services : Bureau d'Etudes-Laboratoire-Bureau d'Essais-Achats.

Réponses et discrétion assurées à vos lettres man. + C.V. + photo + rém. adressés au Réf. 8/2683 à Médiane Versans

**bernard Julhiet psycom**  
93, av. Ch. de Gaulle - 92200 Nanterre - membre de l'AFCEP

**LA COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AZOTE**  
(C.A. 900.000.000 F)

recherche

**LE CHEF DE SON SERVICE TRANSPORT**

Afin de prendre l'entière responsabilité du Service sous l'autorité du Directeur de l'Exploitation. De bonnes connaissances en tarifications Fer et Route et en gestion d'un parc wagons (celui de la Société comporte 200 unités) sont indispensables.

L'habitude des relations avec la S.N.C.F. au plus haut niveau est INDISPENSABLE.

Envoyer curriculum vitae, photo et rémunération souhaitée au n.º 1254, SWEET'S, B.P. n.º 269, 75424 PARIS cedex 08, qui transmettra.

**Logabax**  
informatique

recherche pour Etude et Conception de Matériel

**2 INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS**  
ayant 3 à 4 ans d'expérience en Informatique

L'un d'eux devra bien connaître l'électronique et l'enregistrement sur périphériques magnétiques. Référence 001.

L'autre devra être très au courant des problèmes des télétransmissions (programmation temps réel, micro-processeurs, procédures réseaux, etc.). Référence 002.

Adr. candidat : av. C.V. man. et prêt. à Direction du Personnel, 78, av. Arist-Briand, 94110 Argueil.

**ELEGMA**  
Division Electronique de la SNECA

recherche

**TECHNICIEN EN ORGANISATION**

Possédant au moins 2 ans d'expérience de la fonction.

Le travail à effectuer concernera d'abord l'étude de problèmes d'automatisation et de gestion et devra ensuite être étendu au domaine de la production.

Restaurant d'entreprise.

Envie ou téléphonez au Service des Recrutements : 506-60-30, p. 536.

22, q. Gallieni, 92150 SURESNES

Groupe Industriel  
800 personnes, 90 millions

**ingénieur chef d'unité**

jeune 65 à 80.000 F/an

Diplômé A.M. ou équivalent et ayant plusieurs années d'expérience de fabrication en série, il aura la responsabilité complète d'une unité de 100 personnes.

Toutes informations sur cette offre sont données en toute discrétion au téléphone par Information-Carrière SVP 1111 de 9h à 18h, qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Référence 307.

37, rue du Général Foy 75008 PARIS

Importateur matériaux (800 personnes), 25 millions C.A. dans Z.I. de VELIZY recherche

**CHEF COMPTABLE**

ayant plusieurs années d'expérience comptable, maîtrise parfaite de la comptabilité générale et analytique. Avoir de solides références.

Bons appointements, avantages sociaux, restaurant d'entreprise. Partiries assurées.

Ecr. n.º 72207, ConTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>re</sup>, qui tr.

**BUREAU D'ETUDES PR INSTALLAT. CHIMIQUES ET PETROCHIMIQUES**  
Banlieue OUEST (Saint-Denis) FILIALE IMPORT. GROUPE recherche :

**INGENIEURS CONFIRMES**  
PR ETUDES, REALISATIONS ET/OU AFFAIRES. Avoir de solides références.

Bons appointements, avantages sociaux, restaurant d'entreprise. Partiries assurées.

Ecr. n.º 72205, ConTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>re</sup>, qui tr.

**offres d'emploi**

**DEVENEZ RÉVISEURS**

Important Cabinet d'expertise comptable propose à des candidats possédant une expérience en cabinet des postes leur permettant d'acquiescer une formation de réviseur comptable.

Les missions qui nous sont confiées permettent à nos collaborateurs d'aborder concrètement les problèmes d'entreprises les plus diverses, de compléter leur formation et d'acquiescer très rapidement une large expérience.

Envoyer C.V. et prétentions sous le numéro 13.348. P.A. S.V.P. 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

**BRUYNZEEL**  
leader européen du rangement industriel recherche

**UN TECHNIQUE-COMMERCIAL**  
ayant une expérience du stockage industriel et éventuellement du stockage mobile introduit auprès de l'administration.

Résidence PARIS Véhicule demandé

Ecrire avec C.V. à Mr COHEN BRUYNZEEL B.P. 25 78170 LA CELLE ST CLOUD

Pour poursuivre son expansion

**SARAC (INFORMATIQUE)**

**SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE**  
I.B.M. 370/145 et SINGLES SYSTEME II

recherche

**ANALYSTES PROGRAMMEURS**

ils réaliseront l'analyse d'applications de gestion sous la direction de Chefs de projets. Après une formation au langage d'analyse LINGO 1, ils utiliseront des SOFTWARES de génération automatique de programmes.

Adresser curriculum vitae et prétentions : 33, rue Adam-Ledoux - 92400 COURBEVOIE.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION CONSTRUCTION**

FILIALE DE PUISSANTS GROUPES FINANCIERS

**CHEF DE SERVICE APRÈS-VENTE**

Ce poste conviendrait à homme 35 ans minimum, de formation ingénieur ou conducteur de travaux ayant solide expérience des chantiers et des travaux de finitions, capable de créer et de prendre en charge au sein de la Société un service après-vente, appelé à livrer 1.000 logements/an.

Ecrire avec lettre manusc. C.V., photo, n.º 71389, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>re</sup>, qui tr.

**FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE CHIMIQUE INTERNATIONAL**  
recherche

**UN CHEF DES VENTES**

POUR DIRIGER SON ACTIVITÉ RATIONNELLE

Le candidat, âgé de 30 ans minimum, aura une formation commerciale supérieure étayée par une expérience réussie et prouvée dans le bâtiment de préférence.

Anglais indispensable - Allemand souhaité.

Env. C.V., lettre d'accompagnement man. et photo, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

**UNE DES PREMIÈRES ENTREPRISES DE CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES**  
50 millions de C.A. recherche

dans le cadre de sa restructuration.

**DIRECTEUR COMMERCIAL**

- Formation Ingénieur adéquate, connaissant parfaitement la Construction Métallique ou le Bâtiment.
- Grande expérience de la négociation au plus haut niveau.
- Expérience d'organisation. Capable de s'intégrer à une équipe pratiquant une direction participative.

Appointements en rapport avec l'expérience et la fonction occupée.

Age minimum 35 ans.

Activité exercée à PARIS et en PROVINCE

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à : n.º 7222, « Le Monde » Publ., 5, rue des Châliens, 75427 Paris, qui transmettra.

**CABINET IMMOBILIER en pleine EXTENSION**  
BANLIEUE OUEST recherche pour son service

**APPARTEMENTS 1 COLLABORATEUR**

TRES EXPERIMENTE Capable d'être autonome, de gérer des affaires, de faire passer leur fin les négociations de vente. Libre immédiatement.

Ecr. av. C.V. à n.º 74.999, I.P.F., 12, r. de l'Est-Paris.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES**  
Banque Bourse recherche

**ANALYSTES CONFIRMES**

connaissances, programmation Cabot accès direct. Niveau : études supérieures.

Adresser C.V. à LA FONCTERE, Département Informatique, 42, rue N.-D.-des-Vignes, 75003 PARIS CEDEX 03.

**CHEF DE SERVICE**  
partiellement au courant des opérations de Liquidation de Bourse.

Ecrire avec C.V. n.º 71.928, ConTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>re</sup>, qui tr.

**COMPTABLE homme ou femme**  
formation normale, expérience de 5 à 7 ans, par étude nature.

Banlieue Sud-Est, M.E.R. Ecr. n.º 71.95, « Le Monde » Publ., 5, r. des Châliens, 75427 PARIS.

**offres d'emploi**

**directeur industriel**  
Région Parisienne

P.M.E. MÉCANIQUE DE PRÉCISION DE SOUS-TRAITANCE, C.A. 10 Millions - Banlieue Sud-Est région Parisienne, recherche un

**INGÉNIEUR A.M., E.M.I. ou équivalent**, capable de prendre en charge, dans un premier temps, l'exploitation ; production - commercialisation - puis ultérieurement la direction Générale.

Ce doit être un homme d'homme apportant une expérience d'industriel.

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V. détaillé sous réf. 884/M réponses et discrétion assurées, au :

**Groupe Opéra Sélection**  
8, RUE DE LA MICHODIÈRE - PARIS 2<sup>e</sup>

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE**  
(4.000 personnes en France)

recherche pour son Département

**INFORMATIQUE**  
situé à PARIS

**PROGRAMMEURS ANALYSTES-PROGRAMMEURS**  
DEBUTANTS ou ayant une première expérience

Formation supérieure souhaitée dans une des disciplines suivantes : programmation, analyse, conception, maintenance, etc.

Les candidats retenus seront intégrés dans une équipe d'analystes et de programmeurs. L'environnement machine est composé d'un IBM 370/148 sous DOS/VS (développement prévu). Connaissances P.L.I. appréciées.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 1.232 à : SWEET'S B.P. 269 - 75424 PARIS CEDEX 08.

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CONSEIL**  
Membre d'un Groupe International

Spécialisée dans l'organisation Industrielle (Production - Maintenance - Distribution à long terme) et fortement implantée sur le marché français

cherche

**successeur à son directeur général**

Qui vient d'accepter un poste important dans l'Industrie.

Opportunité exceptionnelle pour un Ingénieur Grande Ecole, 35 ans minimum, ayant une expérience de Consultant et une forte personnalité de vendeur et de manager d'hommes. Connaissances de la langue anglaise strictement indispensables.

Envoyez C.V. et photo à n.º 12238 P.A. SVP 37, rue du Général Foy, 75008 Paris qui transmettra.

**Banque Populaire LA CHAMBRE SYNDICALE**  
DES BANQUES POPULAIRES

département des Crédits à PARIS :

**RÉDACTEUR**

libre des obligations militaires, diplômé Ecole Supérieure de Commerce, licence en droit ou niv. équivalent.

Poste disponible immédiatement.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec curriculum vitae et photo (retournée) à : B.E.O. (réf. 6044) «Nébran», 75008 PARIS.

3, rue de Valenciennes

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

**HENKEL FRANCE**  
Produits de grande consommation  
Produits Industriels - 1400 personnes  
2 unités de production

**ORGANISATEUR**

- Formation supérieure - Grande Ecole, Université - complétée par une expérience d'environ 2 ans de la fonction.
- Etude et analyse des structures, méthodes et procédures existantes afin de les adapter constamment aux objectifs de développement de la Société.

Envoyer votre candidature en précisant la rémunération souhaitée à HENKEL FRANCE DRH BP 155 - 92220 Suresnes sous réf. M 805.

**IMPORTANTE STE D'ENTREPRISE GENERALE D'ENSEMBLES INDUSTRIELS RECHERCHE**

**INGÉNIEUR**

Ayant des connaissances approfondies de la méthode P.D.C.T. Expérience industrielle préférable. Connaissances de l'anglais souhaitées.

Envoyer C.V. sous réf. 2.572, GAUTRON Publ., 29, rue Bodin, 75018 PARIS, qui transmettra.

**Groupe multinationale (C.A. 850 millions)**  
nombre de personnes : 4.800 recherche

**chef des services comptabilité**

Il superviserait l'ensemble des Services comptables du Siège Social. Le candidat sera diplômé de l'enseignement supérieur, et aura acquis 5 à 7 ans d'expérience professionnelle.

Si vous êtes intéressés, adressez-nous C.V. détaillé et prétentions au Service 5579.

**plein emploi** 118 ne savez pas 2

مكتبة الامم المتحدة



offres d'emploi

PIERREFFITE

Grds. d'ouv. rech. et dev. holding

DIRECTEUR

ADM. ET COMP.

S.E.C. ou équiv. D.E.C.S. ou équiv. 10 ans min. exp. dans fonctions.

— Diriger l'important service ;

— Etablir tableau de bord, sit. ;

— Assister la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

— Diriger la direction des études ;

emplois féminins

Nous sommes un groupe industriel "de pointe" (nombreux cadres). Le directeur de nos installations à SAINT-CLOUD, cherche une

secrétaire de direction

Elle organise le travail d'un petit secrétariat et le dirige en déchargeant son directeur de ses soucis administratifs. Elle a des relations fréquentes avec tous les services. Age 35 ans minimum ; formation secondaire, B.T.S.S. ou équivalent ; 10 années d'expérience dans des situations d'autorité. L'intérêt humain du poste est important. Les secrétaires intéressées, envoient leur dossier de candidature (ss réf. 337 M) à Mile R. GENSINGER.

CARRIÈRES FÉMININES  
10, RUE ROYALE, 75008 PARIS

suma

LA SOCIÉTÉ DES SUPERMARCHÉS DOG

UNE ASSISTANTE SOCIALE

De très importantes sociétés d'Outre-Mer et de Grande expérience conduites des hommes et des négociations à tous niveaux ; Dynamisme, excellentes contacts humains ; Anglaise parlant couramment.

RECHERCHER POSTE PRÉFÉRENCE OUTRE-MER OU FRANCE, CENTRES, OUTRE-MER, PUBLI-ÉDITEUR, 3, rue des Italiens, 75002 PARIS (9°).

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

— UNE DACTYLO archiviste, connaissance parfaite anglais-anglais avec stén. ;

— UNE DACTYLO anglaise, exp. min. 25 ans. Envoyer C.V. et références à : M. J. M. D. Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

— UNE DACTYLO archiviste, connaissance parfaite anglais-anglais avec stén. ;

— UNE DACTYLO anglaise, exp. min. 25 ans. Envoyer C.V. et références à : M. J. M. D. Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

— UNE DACTYLO archiviste, connaissance parfaite anglais-anglais avec stén. ;

— UNE DACTYLO anglaise, exp. min. 25 ans. Envoyer C.V. et références à : M. J. M. D. Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

— UNE DACTYLO archiviste, connaissance parfaite anglais-anglais avec stén. ;

— UNE DACTYLO anglaise, exp. min. 25 ans. Envoyer C.V. et références à : M. J. M. D. Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

— UNE DACTYLO archiviste, connaissance parfaite anglais-anglais avec stén. ;

— UNE DACTYLO anglaise, exp. min. 25 ans. Envoyer C.V. et références à : M. J. M. D. Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

— UNE DACTYLO archiviste, connaissance parfaite anglais-anglais avec stén. ;

— UNE DACTYLO anglaise, exp. min. 25 ans. Envoyer C.V. et références à : M. J. M. D. Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

— UNE DACTYLO archiviste, connaissance parfaite anglais-anglais avec stén. ;

— UNE DACTYLO anglaise, exp. min. 25 ans. Envoyer C.V. et références à : M. J. M. D. Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

— UNE DACTYLO archiviste, connaissance parfaite anglais-anglais avec stén. ;

— UNE DACTYLO anglaise, exp. min. 25 ans. Envoyer C.V. et références à : M. J. M. D. Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

— UNE DACTYLO archiviste, connaissance parfaite anglais-anglais avec stén. ;

— UNE DACTYLO anglaise, exp. min. 25 ans. Envoyer C.V. et références à : M. J. M. D. Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

— UNE DACTYLO archiviste, connaissance parfaite anglais-anglais avec stén. ;

— UNE DACTYLO anglaise, exp. min. 25 ans. Envoyer C.V. et références à : M. J. M. D. Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

— UNE DACTYLO archiviste, connaissance parfaite anglais-anglais avec stén. ;

— UNE DACTYLO anglaise, exp. min. 25 ans. Envoyer C.V. et références à : M. J. M. D. Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

— UNE DACTYLO archiviste, connaissance parfaite anglais-anglais avec stén. ;

— UNE DACTYLO anglaise, exp. min. 25 ans. Envoyer C.V. et références à : M. J. M. D. Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

— UNE DACTYLO archiviste, connaissance parfaite anglais-anglais avec stén. ;

— UNE DACTYLO anglaise, exp. min. 25 ans. Envoyer C.V. et références à : M. J. M. D. Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

IMPORT. STE PORTE CLICHY

— UNE secrétaire sténodactylo anglaise ;

demandes d'emploi

DIRECTEUR MARKETING

30 ans

Formation supérieure : Licence

Diplôme de l'Institut de Psychologie

Institut d'Administration des Entreprises

Expérience :

1 - Marketing grande société de services ;

2 - Consultants ;

3 - Agence de publicité (nombreux marchés).

Cherche :

Direction Marketing ou Direction Générale.

Entre n° 7173 « LE MONDE » Publ.

5, rue des Italiens — 75002 PARIS.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

Jeune femme 25 ans, cadre ad.

Publicité, exp. 10 ans, exp. 10 ans.

demandes d'emploi

CADRE HAUT NIVEAU

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.

Ingénieur diplômé, 45 ans, expérience technique.





# LE SICOB

XXV<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

## ENQUÊTE

## CHOISIR SON ORDINATEUR...

En informatique, ce ne sont pas les solutions qui manquent, et l'utilisateur n'a que l'embarras du choix. Mais quel embarras ! L'investissement, toujours, est considérable. En parlant du seul chiffre apparent au départ, en général une location mensuelle de quelques dizaines de milliers de francs, on double ou triple la somme pour les dépenses d'exploitation et de programmation, en tablant sur une durée de vie de cinq ou six, on calcule seulement que ce sont des millions de francs qui sont en jeu. Mais, plus encore peut-être que

cet aspect financier, les conséquences sur l'entreprise elle-même, sa structure, ses méthodes, ses hommes, ont une importance vitale. Se tromper au départ est souvent catastrophique. « Savoir choisir », demain comme aujourd'hui, restera un des points clés de l'informatique. Le choix est difficile. Un ordinateur ne fait rien en soi. Il ne remplit que les fonctions qu'on lui fait programmer. Comparer les possibilités d'un gros ou d'un petit n'a de sens que relativement à l'usage qu'on en veut faire. Et pire encore, ce n'est qu'à posteriori qu'on peut

vérifier vraiment si le choix était bon. Choisir, en informatique, c'est donc, avant tout, « bien savoir ce qu'on veut », c'est ensuite « évaluer au mieux » les solutions possibles. Outils et méthodes de choix ne sont pas encore très formalisés, mais parviennent lentement à maturité. Certes, il ne manque pas d'anecdotes sur la légèreté de certains choix. Ce ne sont plus aujourd'hui que des anecdotes. Demain, on peut l'espérer, ce seront des légendes. — J. M. C.



(Dessin de Chabon.)

### L'évaluation des besoins

L'ÉVALUATION des besoins doit toujours précéder le choix des moyens. Cette règle de sagesse ne paraît pas, en informatique, s'être imposée totalement. Un cheminement rigoureusement opposé est même à la source d'échecs souvent retentissants. Mais la chose est-elle aussi simple ? L'ordinateur est un outil coûteux et complexe à mettre en œuvre. Il faut bien se préoccuper de la faisabilité technique et économique des solutions possibles, en même temps qu'une analyse des besoins. L'évaluation des besoins est donc un travail complexe, équipe comprenant l'utilisateur futur, qui apporte sa connaissance de l'information nécessaire, et l'informaticien, qui saura ultérieurement mettre à l'œuvre les moyens de traitement de l'information.

Dans un premier stade, la tâche est à l'utilisateur : « À quel besoin d'information veut-on répondre ? », mais aussi à la question générale : « Quelle est l'importance pour l'entreprise que les besoins soient satisfaits ? ». Les méthodes disponibles sont encore assez pauvres. Questionnaires, guides ou formulaires, leur limitation est d'éluder l'expression de besoins qui ne sont, très souvent, que confusément ressentis en termes d'information. La chose est relativement aisée lorsqu'il s'agit d'automatiser simplement des procédures administratives. Il n'en est plus de même

si l'on veut aborder véritablement la gestion de l'entreprise. Une tendance semble, aujourd'hui, se faire jour vers une approche orientée non plus vers la recherche directe des besoins en information mais, dans un premier temps, vers l'analyse des fonctions exercées par le futur utilisateur : responsabilité, moyens de contrôle, possibilités de réaction, outils de prévision. L'analyse ne peut alors être confiée qu'à une personnalité de niveau très élevé dans l'entreprise.

Les besoins définis, les enjeux évalués, les priorités établies, il reste à traduire les spécifications fonctionnelles — qui ne sauraient constituer un véritable cahier des charges — en spécifications techniques. C'est plus particulièrement le rôle de l'informaticien de l'équipe. On aboutit ainsi à ce qu'on appelle un « plan informatique », ou un « plan de mise en œuvre », ou encore un « schéma directeur », établi sur plusieurs années et accompagné d'un cahier des charges destinées à la consultation des fournisseurs potentiels.

Il n'existe guère, pour arriver à ce stade, d'autre méthode que la « savoir-faire » qu'on réclame parfois à un constructeur ou à une société de services, qui intervient à ce niveau — en principe — seulement à titre de conseil. Aucun consensus ne s'est aujourd'hui dégagé sur le degré de détail auquel il faut s'arrêter.

### Le choix des moyens

Le choix des moyens commence lorsque les besoins, après avoir été définis en termes d'utilisation d'information, sont traduits en termes d'informatique, qu'il s'agisse du matériel (hardware) ou du logiciel (software). Ce n'est qu'à ce moment-là que les différents fournisseurs peuvent être consultés et proposer des prestations réellement comparables.

La première chose à faire pour évaluer les réponses est de vérifier dans toute la mesure du possible, et a priori, que les futurs programmes ont bien toute chance de se dérouler dans les conditions prévues. L'idéal serait de disposer déjà, dès ce stade, des programmes rédigés pour chacun des équipements en concurrence, et de les faire dérouler, à titre de vérification préalable, sur des configurations matérielles strictement analogues à celles qu'on se propose d'acquies. C'est évidemment impossible. La méthode la plus connue consiste à disposer de quelques programmes d'essai, destinés à servir d'étalon de mesure (quand il s'agit d'un renouvellement de matériel pour l'extension ou la modernisation d'une application déjà traitée sur ordinateur, on choisit des extraits des programmes existants. Ce sont généralement ceux jugés les plus représentatifs de l'application, ou bien auxquels on attache une importance particulière (temps de réponse critique, par exemple). Quand on étudie une nouvelle application, il faut créer ces programmes-étalons de toute pièce, ce qui souligne encore le soin qui a dû être apporté à l'évaluation des besoins. Ces programmes, bien entendu, doivent être adaptés aux différents matériels comparés. On demande enfin aux fournisseurs potentiels de les faire dérouler, à titre gracieux, sur les matériels qu'ils proposent. Il est évident qu'ils n'acceptent de bons grâces que si le marché espéré justifie cette opération relativement coûteuse et que s'ils ont le sentiment d'avoir des chances réelles de remporter l'affaire. Ceci explique que, quel qu'en soit l'intérêt, ces méthodes de comparaison de déroulement de programmes-étalons soient encore employées dans moins de la moitié des cas. Il est plus fréquent d'employer une méthode de cotation de divers critères de choix. Ceux-ci peuvent être à la fois techniques, économiques, et même sentimentaux. Le principe en est simple : il consiste à dresser une liste de paramètres et à noter chacun d'eux, pour chacune des propositions en concurrence, en affectant d'un coefficient de pondération. À travers les diverses « méthodes » actuellement mises en œuvre suivant ce principe, ou simplement professées, on retrouve grosso modo quatre grandes catégories de critères.

La première concerne le coût. On pense, bien sûr, à la location des matériels, mais encore faut-il évaluer son évolution prévisible au fil des ans, et le prix des heures supplémentaires. Mais il faut penser aussi à l'entretien, à l'installation des locaux, aux frais de personnel et d'exploitation, à la formation des utilisateurs. Le coût du logiciel est parfois négligé, du moins en ce qui concerne les programmes d'application. C'est pourtant un des facteurs les plus importants, bien qu'à ce stade il ne puisse être évalué qu'avec une relative incertitude. La seconde catégorie, qui vient compléter la précédente, peut être qualifiée d'extra-technique. Elle concerne d'abord le fournisseur service après-vente, implantation dans la région, possibilité de dépannage rapide, aide à la formation, références mentales. Mais il faut penser aussi à l'entretien, à l'installation des locaux, aux frais de personnel et d'exploitation, à la formation des utilisateurs. Le coût du logiciel est parfois négligé, du moins en ce qui concerne les programmes d'application. C'est pourtant un des facteurs les plus importants, bien qu'à ce stade il ne puisse être évalué qu'avec une relative incertitude.

dans le domaine d'application. Mais certains éléments concernant l'utilisateur lui-même, telles la connaissance pratique des matériels de chacune des marques considérées par ses propres équipes de programmation et d'exploitation ou tout simplement une éventuelle politique générale d'équipement, peuvent aussi être notés. Les deux autres catégories de critères, techniques cette fois-ci, sont liées respectivement au matériel et au logiciel. Beaucoup plus classiques, on en trouve des exemples dans les colonnes voisines à propos des réponses à notre enquête. Il faut simplement souligner encore

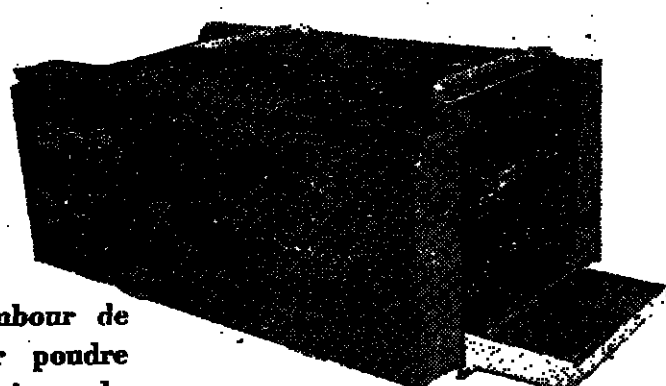
qu'on ne doit comparer que les critères qui ont une réelle importance relativement aux besoins exprimés. Il ne sert à rien de nous soigneusement la valeur du « cycle-mémoire » s'il n'a aucune conséquence pratique sur le déroulement des futures applications. Ce procédé, qui additionne ainsi des choux et des carottes, est irrésistiblement la cuisine. Mais c'est aussi la seule façon de résumer objectivement, et avec simplicité, des éléments de décision. Quitte à l'autorité qui juge en dernier ressort à faire porter le poids final sur tel élément, technique ou non, mais en toute connaissance de cause.

NOUVEAU  
OU  
SICOB  
NIVEAU 4 A  
STAND 4104

## ON PHOTOCOPIE SUR PAPIER ORDINAIRE...

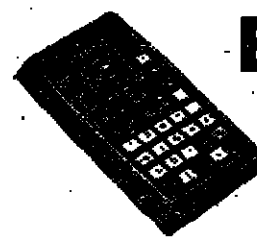
avec votre papier...

ROYFAX  
RBC



- Procédé : tambour de sélénium - Toner poudre
- Format des copies : du 21 x 29,7 au 29,7 x 43
- Cadence de travail : 1.000 copies/heure
- Copie corder d'origine (clé compteur)
- 3 compteurs : totalisateur, journalier et copie corder
- Alarmes : fin de papier, anomalies de fonctionnement
- Copies sur transluide, étiquettes, liaison offset.

Et, bien sûr, VOS copies seront faites sur VOTRE papier !



ESR 35 La calculatrice scientifique... de poche

capacité de la mantisse : 10 - capacité de l'exposant : 2 - fonctions transcendentes - 2 touches ( ) - fonctions usuelles - mémoire dynamique



ROYAL-IMPÉRIAL INTERNATIONAL FRANCE  
27-29, rue des Poissonniers - 92200 Neuilly. — 747-48-12

toute entreprise a ses problèmes,  
RUF a la solution



de la comptabilité manuscrite  
à la gestion électronique

Informat - intracont - praetor 100-200 - praetor 3000-4000  
6000-8000 - imprimante rapide - lecteur automatique de comptes  
cartouche à ruban magnétique

RUF vous attend au SICOB stand 3 C 3317

Monsieur .....  
Société .....  
Adresse .....  
Désire une documentation gratuite ☐ la visite  
d'un représentant ☐ une invitation sicob ☐  
Comptabilité RUF 35, bd Henri IV 75004  
PARIS - Tél. : 887-29-89. M.

## ALVAN... ET L'INFORMATIQUE REDEVIENT SIMPLE

L'ordinateur ALVAN est au Sicob, c'est le moment de venir dialoguer avec lui. Programmation directe. Langage simple. Réponse instantanée. 512 K de mémoire.

ALVAN, 198/200, bd Saint-Germain, 75007 Paris  
Téléphone 544.09.77 et 544.23.85. Télex 20711.  
Sicob : stand n° 3408, niveau 3, zone D.

# ALVAN

# L'ARGENT AVANT LA TECHNIQUE

Enquête réalisée par JEAN-MARC CHABANAS

Cette enquête a été réalisée auprès d'utilisateurs, de constructeurs et de sociétés de services et de conseil en informatique (\*). Compte tenu d'expériences souvent multiples, c'est sur plusieurs centaines de cas que portent les résultats.

On désigne ci-après par « étude préalable au choix » la phase qui sépare l'instinct où un utilisateur décide de faire appel à une solution informatique ou d'en renouveler la tenue, de l'instinct où il commande le matériel choisi (ou de la passation d'un contrat de prestation informatique).

Cette « étude préalable au choix » est elle-même divisée en deux parties :

- « L'évaluation des besoins », qui aboutit en principe à un cahier des charges destiné à consulter divers fournisseurs potentiels ;
- « Le choix des moyens », qui consacre la sélection entre les diverses solutions proposées.

Dans plusieurs questions, un ordre de classement devait être indiqué entre divers critères de choix possibles, assorti du « poids » (entre 0 et 100 %) attribué à chacun d'eux. Ce sont les valeurs moyennes obtenues qui sont indiquées ci-après.

Il est apparu que la variété des applications et des solutions a peu d'influence sur ces classements, sauf dans certains cas lorsqu'il s'agit de « petits systèmes » ou de « télétraitement ». Par contre, l'éclairage des réponses est souvent sensiblement différent suivant qu'elles émanent d'utilisateurs, de constructeurs ou de sociétés de services.

(\*) Ont répondu : la Banque Nationale de Paris, CAP-Sogest, Cerd, la C.I.L. (Compagnie Internationale pour l'Informatique), Comap Entreprise, Digital Equipment France, Electricité de France, Eir-Érap, Electronique Marcel Dessault, le GETI (Groupeement d'Entreprises pour le Traitement de l'Information), Hewlett Packard France, Honeywell-Bull, la Compagnie I.R.M.-France, I.C.I.-France, l'INRSI (Institut de Recherches de la Sûreté Nationale), Logabaz, M.D.S.-France, N.O.E.-France, les N.M.P.P. (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne), Olivetti-France S.A., Pechiney-Ugine-Kuhlmann, le Printemps, la S.D.S. (Software et Engineering des Systèmes d'Informatique et d'Automatique), Silog, la S.N.O.P. (Société Nationale des Chemins de fer Français), la S.N.I.S. (Société Nationale Industrielle Aéronautique), la Télématique électrique. Nous remercions toutes ces entreprises de leur collaboration.

● Domaine principal d'application	
— Gestion	75 % des cas
— Scientifique	15 %
— Industriel et divers	10 %
● Solution informatique adoptée	
— Ordinateur	80 % des cas
— Télétraitement	10 %
— Traitement à façon et divers	10 %

## Caractéristiques sommaires de l'étude

● Y a-t-il une étude préalable au choix ?	
— Cas général	100 % des cas

— Cas des petits systèmes	80 %
● Quelle a été sa durée ?	
— Cas général	3 mois à 1 an
— Cas de petits systèmes	1 sem. à 3 mois
— Cas des systèmes complexes	1 an à 3 ans
● Quel a été son prix de revient ?	
— Par rapport à l'investissement informatique	2 % à 4 %
— Par rapport au prix du matériel	5 % à 10 %

Le temps consacré à l'étude préalable au choix est souvent relativement long et va jusqu'à atteindre une durée équivalente à celle de la mise en œuvre proprement dite. Le prix, par contre, est rarement très

élevé. Il reste en première approximation de l'ordre de grandeur de 1 mois de location du matériel, soit 3-4 ans, pour couvrir les idées, 200 000 F pour un ensemble moyen, 10 à 20 000 F pour un petit système.

● Qui a effectué l'étude préalable au choix ?	
— Cas général	
— L'entreprise utilisatrice	75 % des cas
— Le constructeur de matériel	10 %
— Une société de service ou une équipe mixte	15 %
— Cas des petits systèmes :	
— L'entreprise utilisatrice	10 % des cas
— Le constructeur	60 %
— Une société de service	30 %
● A quel niveau l'étude préalable était-elle dirigée (ou suivie) dans l'entreprise ?	
— La direction générale	30 %
— La direction de l'informatique	60 %
— Une autre autorité (étude, organisation, finances...)	10 %

Les moyennes indiquées masquent une répartition extrêmement variable. L'importance de la direction générale est plus grande dans les réponses faites par les « utilisateurs » (45 %), et surtout dans celles relatives aux « petits systèmes », où elle atteint 90 %. Ceux-ci sont en effet le plus fréquemment utilisés par de petites entreprises qui n'ont pas de service informatique.

● Quelle a été, à l'intérieur de cette étude préalable, l'importance respective des deux phases d'évaluation des besoins et de « choix des moyens » ?	
— d'après les utilisateurs	50 % - 50 %
— d'après les constructeurs	55 % - 45 %
— d'après les sociétés de service	75 % - 25 %

Tout en notant, bien sûr, que les deux phases ne sont pas aussi nettement indépendantes que la répartition des chiffres le fait apparaître ici, on observe que les professionnels ont tendance à donner plus d'importance à l'évaluation des besoins qu'au choix des moyens. Il en est de même, également, et de Paris général, pour les « petits systèmes » où le choix est particulièrement fait à l'issue de la première phase.

## La première phase : l'évaluation des besoins

Dans la très grande majorité des cas, un cahier des charges est établi à l'issue de l'évaluation des besoins. Récemment, comme dans le cas des petits systèmes (quelques pages), c'est, en général, un document de cinquante à cent pages, parfois plus.

Une seule réponse repète, celle d'un constructeur, porte un jugement de valeur sur la tenue du cahier des charges. Le voici :

— Inexistant	40 %
— Inutilisable	30 %
— Passable	20 %
— Bon	10 %

● Ordre d'importance et poids respectif, au cours de l'évaluation des besoins, des paramètres suivants :

1. Besoin considéré dans l'absolu	40 %
2. Enveloppe financière préalable	25 %
3. Connaissance d'applications voisines	30 %
4. Idées préconçues sur la solution	15 %

Toutes les réponses s'accordent à peu près, mais les constructeurs et les sociétés de services ont néanmoins tendance à penser que leurs clients ont des idées préconçues beaucoup plus acérées qu'ils ne l'avouent eux-mêmes.

● Éléments les plus importants du cahier des charges, avec leur poids respectif :	
— D'après les utilisateurs :	
1. Enveloppe de prix	25 %
2. Spécifications du hardware	20 %
— D'après les constructeurs :	
1. Spécifications du hardware	20 %
2. Spécifications du software standard	30 %
— D'après les sociétés de services :	
1. Contraintes sur la structure de l'entreprise	25 %
2. Spécifications du software d'application	20 %

La divergence d'opinion est à peu près totale. L'enveloppe de prix, qui semble, à juste titre, l'élément le plus important, est considérée par les constructeurs, et à 5 % chez les sociétés de services. La structure de l'entreprise, par contre, ne paraît pas inquiéter outre mesure les principaux intéressés (10 %), sauf, peut-être, dans le cas des petites entreprises.

● A-t-on utilisé des moyens informatiques pour cette évaluation des besoins ?

Oui	25 % des cas
-----	--------------

Utilisés pour des simulations ou des vérifications de faisabilité, ces moyens sont employés surtout pour des systèmes assez complexes, et plus volontiers par les sociétés de services. Le coût reste généralement faible (moins de 10 % de l'étude).

● A-t-on élaboré des programmes-étalons destinés à la phase suivante de choix des moyens ?

Oui	40 % des cas
-----	--------------

En dépit d'opinions assez divergentes, l'utilisation de tels programmes semble en voie d'extension. Il s'agit, le plus souvent, d'extraits de programmes d'application déjà existants et considérés comme représentatifs. Leur volume atteint en moyenne 5 % de la bibliothèque globale des programmes.

« Décomposer de manière stricte l'étude préalable en deux phases successives conduisant à exprimer des besoins sans se préoccuper des possibilités de solution.

Il est préférable de tenir compte des moyens qui existent (dans l'entreprise et sur la marché), des contraintes liées à l'utilisation de ces moyens, de leur coût, des efforts que leur mise en place nécessite.

En d'autres termes, le dialogue entre l'utilisateur (le demandeur) et l'informaticien (l'architecte) doit s'engager dès le début de l'étude. »

(SOGEST - CAP)

● A-t-on envisagé sérieusement plusieurs solutions au cours de la phase d'évaluation des besoins ?

— Cas général	oui 50 % des cas
— Cas des petits systèmes	oui 95 % des cas

● Le cahier des charges spécifiait-il explicitement :

— Les conditions de recette ?	Oui
— Les modalités de formation et d'information des utilisateurs ?	Oui
	40 % des cas

Il est assez rare qu'on spécifie dans le cahier des charges les futures conditions de recette. La proportion est nettement plus élevée dans les réponses des sociétés de services. La formation des utilisateurs, elle, préoccupe davantage les constructeurs de matériel. Dans le cas des petits systèmes, ces deux points sont totalement oubliés.

## La deuxième phase : le choix des moyens

Le choix des moyens a été précédé d'un appel d'offres dans 30 % des cas, et d'une simple consultation de plusieurs fournisseurs dans 70 % des cas. Ce chiffre tombe à 40 % pour les petits systèmes.

C'est donc dans une forte proportion que le fournisseur est implicitement choisi dès la première phase. Lorsqu'il y a consultation, celle-ci est dépeignée par l'utilisateur à 80 % (équipe responsable de l'étude, ou service informatique). Des équipes indépendantes ou mixtes interviennent que dans 20 % des cas.

Le « rapport de consultation » ainsi établi comporte généralement une présentation ou une proposition de choix.

● Qui effectue le choix final ?	
— La direction générale	60 % des cas
— La direction de l'informatique	30 %
— Une autre autorité	10 %

Le « poids » du rapport de consultation dans la décision finale est estimé à 30 % environ. Ce chiffre n'est plus que de 50 % dans le cas de petits systèmes, où c'est la direction générale qui décide à 90 %.

« Les idées directrices suivantes doivent permettre de répondre à la question du choix d'un ordinateur :

— Au niveau de l'évaluation des besoins, il est nécessaire de distinguer l'élaboration :

— du plan informatique,

— du cahier des charges du matériel,

— du cahier des charges des applications.

— Au niveau du choix des moyens, il est préférable de distinguer le remplacement d'un ordinateur du choix d'un premier équipement.

L'utilisation de certains moyens de mesure d'efficacité (simulation, « bench-mark ») se pose dans des conditions très différentes. Dans un cas, il faut tout construire, dans l'autre, il suffit d'extrapoler »

(COMSIP-ENTREPRISE)

● Préoccupations les plus importantes, au cours du dépouillement d'une consultation, avec leur poids respectif :

— D'après l'utilisateur :	
1. Juger objectivement sans idée préconçue	85 %
2. Confirmer un choix déjà pressenti	15 %
— D'après les constructeurs :	
1. Conserver le constructeur habituel	30 %
2. Juger objectivement sans idée préconçue	25 %

Gagnez une lithographie numérotée de Jean Cocteau au stand Océ-Photosia du Scob. (Stand n° 550 - Niveau 5 - Zone B)

## Océ satisfait vos besoins en copies d'une autre façon.



La plupart des vendeurs de copieurs font intrusion dans votre bureau, profitent du manque d'information en matière de copie, et vous laissent avec un copieur qui n'est pas adapté à votre problème. Nous préférons établir avec vous des relations durables. Pour nous, un seul impératif : vous fournir un matériel qui vous convienne parfaitement.

Si nous y parvenons c'est parce que nous prenons le temps de vous écouter. Mais nous ne nous arrêtons pas là. Notre but est de vous satisfaire parce que c'est la seule façon pour nous de progresser en même temps que vous. Pour Océ, c'est la seule façon sérieuse et durable de collaborer avec vous.



**Des copieurs  
faits pour vous.**

Océ-Photosia S.A. 27 rue Cuvier, 93107 Montreuil - Tél. : 808.22.88  
Océ et van der Grinten sont des marques déposées.

501



D'après les sociétés de services :

1. Conserver le constructeur habituel 25 %
2. Justifier une décision pratiquement prise 30 %

Dans le cas particulier des petits systèmes :

1. Confirmer un choix déjà pris 50 %
2. Justifier une décision pratiquement prise 25 %

Les comparaisons entre solutions concurrentes ont-elles donné lieu au passage de programmes étalons sur les matériels envisagés ?

Oui 40 % des cas

Le prix de revient estimé de ces passages de programmes étalons, effectués dans le cas de systèmes importants, est en moyenne de l'ordre de 30 000 F.

Y a-t-il eu application de méthodes de notation de divers paramètres de jugement ?

Oui 50 % des cas

La proportion est nettement plus élevée 75 % dans les réponses des sociétés de services.

Ordre d'importance et poids respectifs des critères :

1. Coût de la solution 30 %
2. Comparaisons de hardware 25 %
3. Comparaisons de software 25 %
4. Critères extra-techniques 20 %

Dans l'ensemble des réponses, la pondération est à peu près identique. Si le coût l'emporte légèrement, en revanche, les critères purement techniques sont notés de façon à peu près équivalente à ceux qui ne le sont pas.

L'importance accordée au coût est évidemment plus grande pour les petits systèmes (50 %). Pour les systèmes de dimension moyenne, ce sont les comparaisons de hardware qui l'emportent (35 %).

Dans le détail de chaque catégorie, les opinions divergent de façon assez nette, comme indiqué ci-dessous.

« L'attraction des mini-ordinateurs dans la classe grande des principaux constructeurs ne va pas sans quelques réactions de défense. Souvent, c'est le responsable du département informatique qui voit avec un certain ressentiment l'installation de systèmes qui ne dépendent plus directement de lui. D'autre part, c'est le constructeur en place qui n'hésite pas à faire pression sur l'utilisateur par l'intermédiaire de ses relations avec la direction générale, couvrant son impuissance de l'homogénéité du parc installé et de la centralisation des équipements. »

« Ce sont là des combats d'arrière-garde menés par des personnes peu au fait de l'évolution technologique actuelle. »

(HEWLETT - PACKARD)

Ordre d'importance et poids respectifs des critères relatifs à l'évaluation du coût de la solution :

D'après les utilisateurs :

1. Prix du hardware seul 60 %
2. Prix prévisible du software d'application 20 %
3. Coût d'entretien des matériels 10 %

D'après les constructeurs :

1. Prix du hardware seul 50 %
2. Coût d'entretien des matériels 15 %
3. Prix prévisible du software d'application 15 %

D'après les sociétés de service :

1. Prix du hardware seul 40 %
2. Prix prévisible du software d'application 30 %
3. Prix du software standard 15 %

On note que le prix du hardware seul vient toujours en tête, et, sauf dans le cas des sociétés de service, avec un poids nettement supérieur à celui qu'il représente effectivement dans la part d'ensemble des dépenses informatiques. Celui du software est, au contraire, généralement sous-estimé.

Le prix de la formation du personnel est considéré comme négligeable, sauf, encore une fois, par les constructeurs.

Ordre d'importance et poids respectifs des critères relatifs à l'évaluation technique des comparaisons de hardware :

D'après les utilisateurs :

1. Performances de l'unité centrale 25 %
2. Capacité de la mémoire centrale 20 %
3. Possibilités d'extensions ultérieures 15 %

D'après les constructeurs :

1. Possibilités d'extensions ultérieures 30 %
2. Performances de l'unité centrale 20 %
3. Performances des périphériques 25 %

D'après les sociétés de service :

1. Capacité de la mémoire centrale 25 %
2. Performances de l'unité centrale 25 %
3. Possibilités d'extensions ultérieures 20 %

Cas particulier des systèmes de télétransmission :

1. Performances des périphériques 40 %
2. Possibilités d'extensions ultérieures 35 %
3. Débit des entrées et sorties 15 %

Il faut s'efforcer de favoriser l'établissement de rapports clairs entre constructeur et utilisateur, fondés sur une base méthodologique englobant toutes les données humaines, techniques, financières et administratives entourant le choix et la mise en place d'un système de traitement de l'information.

Cette politique se traduit par le développement d'un « plan de mise en œuvre », portant sur une période à moyen et long terme, concernant l'ensemble des moyens à mettre en œuvre pour que l'insertion d'un nouveau système informatique se fasse dans les meilleures conditions. Il doit, en particulier, susciter les actions de formation devant faciliter l'adaptation de l'outil informatique aux besoins finaux des utilisateurs. »

(HONEYWELL-BULL)

Ordre d'importance et poids respectifs des critères relatifs à l'évaluation technique des comparaisons de software :

D'après les utilisateurs :

1. Système d'exploitation 40 %
2. Langages propres au type d'application 25 %
3. Disponibilité effective du software à la date voulue 20 %

D'après les constructeurs :

1. Système d'exploitation 35 %
2. Existence de programmes-produits (packages) 30 %
3. Disponibilité effective du software à la date voulue 25 %

D'après les sociétés de services :

1. Disponibilité effective du software à la date voulue 65 %
2. Existence de programmes-produits (packages) 15 %
3. Facturation séparée du software 10 %

Les opinions divergent sensiblement. On note une importance générale, et surtout de la part des sociétés de service, accordée à la disponibilité effective du software à la date voulue.

Les programmes-produits ne semblent pas intéresser outre mesure les utilisateurs (10 %), mais ils viennent nettement en tête (35 %) dans le cas particulier des systèmes de télétransmission.

Ordre d'importance et poids respectifs des critères extra-techniques :

1. Service après-vente 30 %
2. Implantation du constructeur en France 25 %
3. Réputation du constructeur 20 %
4. Politique générale de l'entreprise 10 %
5. Connaissance du matériel par l'utilisateur 10 %
6. Références pour des applications voisines 5 %

Les opinions sont pratiquement concordantes dans toutes les réponses. Les constructeurs insistent cependant plus spécialement sur la politique générale de l'entreprise — ou de celle qui peut lui être imposée — dans le cas des grands groupes et des administrations.

Cas particulier d'un changement de matériel

Dans ce qui précède, on a confondu, pour des raisons de simplification, le choix d'un ordinateur destiné à une application nouvelle et celui du renouvellement d'un matériel rendu nécessaire par l'obsolescence d'une application déjà existante.

Dans cette dernière hypothèse, de plus en plus fréquente, se pose le problème de l'opportunité d'un changement de constructeur.

Y a-t-il eu changement de constructeur à l'occasion du changement de matériel ?

Oui 50 % des cas

Y a-t-il eu remise en cause du constructeur ?

Oui 50 % des cas

Le changement de constructeur est reconnu généralement possible. Il est rare qu'il soit considéré comme souhaitable, en raison du coût qu'il entraîne généralement pour la reconversion des programmes.

Les constructeurs, dans leurs réponses, ne le trouvent jamais souhaitable sans l'un des deux — avec humour — dans le seul cas où le matériel en place est celui d'un de ses concurrents !

« La comparaison permanente entre les traitements, leur évolution quantitative et qualitative, et les progrès possibles ou probables des équipements est au cœur des problèmes de choix. »

« Le poids des problèmes de reconversion des chaînes de traitement lorsque l'on change de constructeur est un facteur dominant. A cet égard, l'industrie informatique est fort loin d'être mûre dans la mesure où la normalisation des langages et des caractéristiques des équipements est faible ou inexistante. »

« Le changement de constructeur reste cependant possible, et même souhaitable, car il oblige à un effort de mise en ordre des chaînes, que l'existence d'ordinateurs compatibles permettrait d'éviter, mais au prix d'une aggravaation de la taille des machines. C'est-à-dire que la compatibilité est une solution de facilité, avec tous les défauts, à terme, de ce genre de politique. »

(ELF-ERAP)

Ordre et poids respectifs, dans le cas d'un changement de matériel, des éléments les plus importants :

D'après les utilisateurs :

1. La protection des investissements de software 45 %
2. La compatibilité du hardware 30 %

D'après les constructeurs :

1. La protection des investissements de software 35 %

2. Les rapports de confiance entre utilisateur et fournisseur 25 %

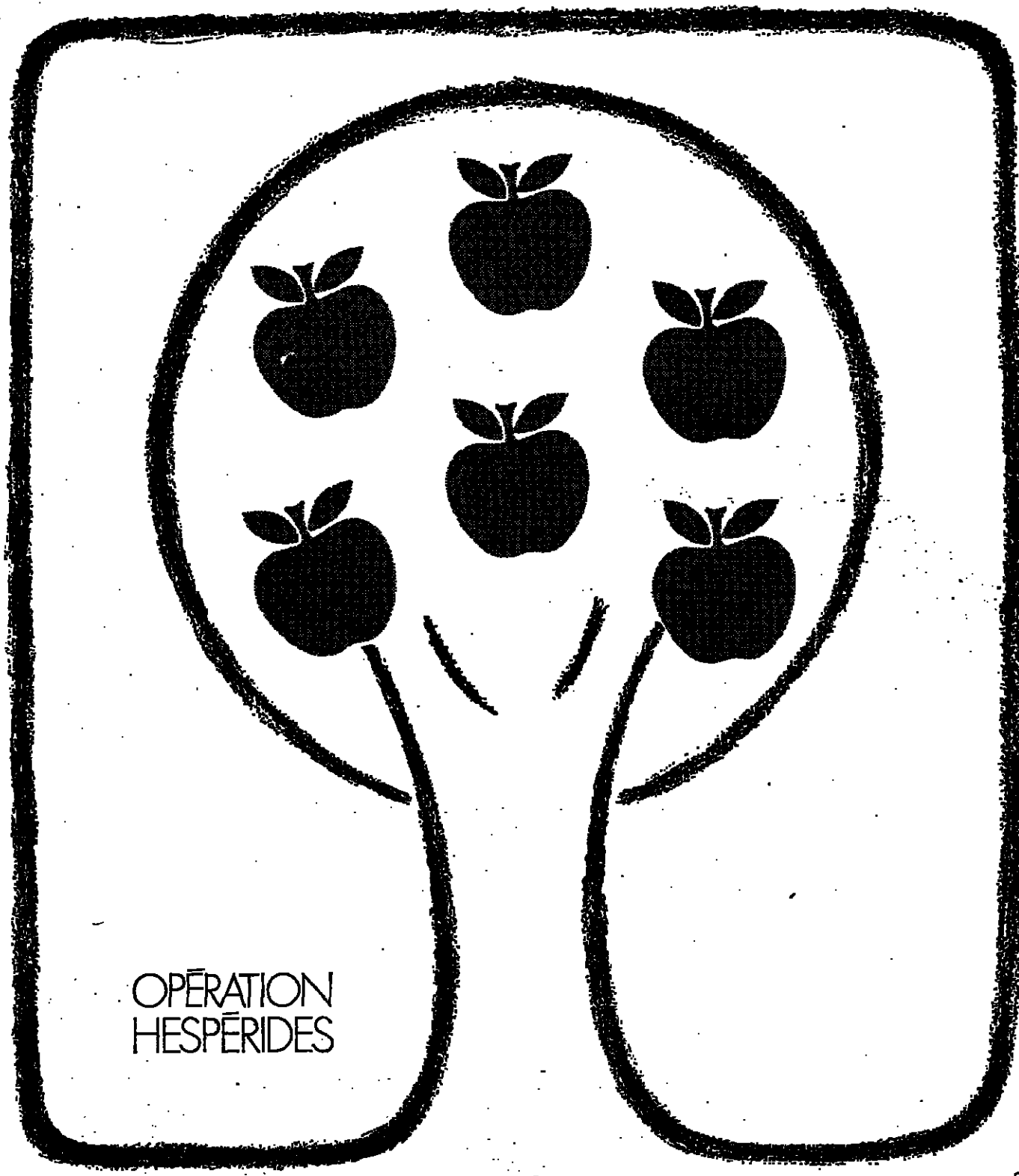
D'après les sociétés de services :

1. La protection des investissements de software 40 %

2. L'indépendance totale de l'utilisateur 25 %

Si l'on s'accorde sur le premier point, il y a divergence sur les suivants. L'indépendance de l'utilisateur ne semble pas tellement préoccupante celui-ci (10 %). Les rapports de confiance entre utilisateur et fournisseur prennent beaucoup plus d'importance dans le cas des petites entreprises.

ANALYSE DES BESOINS ET SUGGÈS DES SOLUTIONS		
POURCENTAGE PAR RAPPORT À LA POPULATION D'ENTREPRISES DONT LA SITUATION INFORMATIQUE EST :		
	Bonne	Médiocre
— Ont une direction informatique...	65	20
— Ont un plan informatique...	65	0
— Ont un comité informatique réunissant direction générale, utilisateurs et informaticiens...	21	0
— Ont une connaissance suffisante de l'informatique au niveau de la direction...	64	30
— Ont une connaissance suffisante de l'informatique au niveau des cadres...	47	0
(Source : TBM-France.)		



OPÉRATION HESPÉRIDES

UNIVAC SÉRIE 90  
ENFIN LE DIALOGUE AVEC L'ORDINATEUR N'EST PLUS UN FRUIT DÉFENDU



Le jardin des Hespérides. Souvenez-vous. Les Hespérides, des nymphes qui habitaient un jardin merveilleux. Dans ce jardin, un arbre. Un pommier fabuleux, un pommier aux pommes d'or. Des pommes d'or, voilà bien des fruits rares, des fruits inaccessibles aussi. Car un dragon, veillant, à cent têtes qui sans relâche, protégeait ces trésors. Jamais personne ne put cueillir une pomme. L'arbre gardait son fruit.

Mais un jour, Hercule parut. Après maints efforts et maintes ruses, la pomme d'or fut cueillie. Le jardin de ses travaux était achevé, brisant ainsi le mythe du fruit inaccessible.

Univac IMS 90, quand les services de l'entreprise accèdent eux-mêmes à l'information.

Regardez autour de vous. Que voyez-vous dans l'entreprise ? Un ordinateur lointain, souvent inaccessible. Un manque d'information, des attentes, des saturations. Des montagnes de listings à dépolluer. Un informaticien débordé... Et pourtant, l'ordinateur est là, travaillant en fraction de seconde.

Aujourd'hui Univac décide de rendre l'information à ceux qui l'utilisent : les services de l'entreprise.

IMS 90 libère les utilisateurs et les informaticiens.

Aujourd'hui IMS 90 vous permet de dialoguer avec l'ordinateur, un ordinateur qui parle votre langage.

Aujourd'hui Univac et la Série 90 (modèles 30, 60, 70) libèrent les informaticiens autrefois surchargés.

Aujourd'hui la Série 90 d'Univac rend enfin accessibles aux services de l'entreprise des fruits autrefois défendus.

SPERRY UNIVAC - 3, rue Bellini - LA DEFENSE - PUTEAUX (92806) - Tél. 772.20.27.

BRUXELLES 1170.117, Chaussée de la Hulpe - Tél. 73.98.00.

SPERRY UNIVAC  
QUAND L'INFORMATIQUE DEVIENT DIALOGUE

## Le salon de l'auto chez vous...

De A à Z, 1000 modèles avec leur consommation exacte

**Alfa Romeo**  
Alfasud

**Zastava 1100 Super**  
2.2 litres de super à 80 km/h  
2.2 litres de super à 100 km/h  
2.2 litres de super à 140 km/h  
Vitesse maximale : 141 km/h  
1 000 m départ arrêté : 27" 00/100

**CARTE D'IDENTITE**

**catalogue EUROPE AUTO**  
en vente partout 12 F

On peut passer une très bonne soirée sans télévision, sans radio, sans cinéma.

Télérama vous propose des programmes complets : toute la télévision et toute la radio. Mais aussi nous avons vu les films nouveaux et les principales émissions, pour partager avec vous notre plaisir ou notre refus. Analyser clairement, réagir, s'indigner, rire, discuter en toute liberté, sans aucune complaisance, telle est notre passion.

Car pour nous la radio, le cinéma et la télévision expriment la vie. Et libèrent ou asservissent. Nous croyons que "la vie est aussi faite pour être vécue et pas seulement regardée". Nous voulons voir plus large et plus loin que le spectacle ou qu'une simple grille de programmes. Pour que vous puissiez choisir entre vivre et regarder vivre.

**Télérama.**  
Un hebdomadaire d'opinions sur la télévision, la radio, le cinéma, les disques.

## CARNET

### Décès

#### PIERRE DEVRAIGNE

On nous prie d'annoncer le décès du docteur Pierre Devraigne, gynécologue accoucheur, ancien président du Conseil municipal de Paris (mars 1959 - juin 1960), président du Cercle national Richard Wagner, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, chevalier de l'Ordre de la Santé publique, commandeur de Numéro d'honneur de la Catholique, survenu à l'âge de soixante et un ans, le 22 septembre.

De la part de :  
Mme Pierre Devraigne, son épouse ;  
M. Patrice Devraigne,  
le docteur Catherine Devraigne,  
ses enfants ;  
Et de toute la famille.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 26 septembre en l'église Saint-François-de-Sales, 17, rue Ampère, 75017 Paris, où l'on se réunira à 10 h. 30.

Le corps sera exposé à la crypte de l'église Saint-François-de-Sales à partir de mardi 24 septembre, à 9 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part. 6, square de l'Avignon, 75017 Paris. (Gynécologue accoucheur, le docteur Devraigne avait été médecin-chef du centre de lutte contre la stérilité, conseiller municipal de Paris de 1959 à 1960, il accueillait à l'Hôtel de Ville, en tant que président de l'Assemblée parisienne, le général de Gaulle, le président Eisenhower et Nikita Khrouchtchev. Il ne s'était pas représenté aux élections municipales de mars 1971. Il fut d'ailleurs candidat malheureux du centre républicain aux élections municipales de 1962 dans le 17<sup>e</sup> arrondissement.)

#### PIERRE LEPAGE

On apprend le décès, le lundi 23 septembre 1974, à Toronto (Canada), de  
M. Pierre LEPAGE,  
de la 2<sup>e</sup> circonscription d'Indre-et-Loire.

(Né le 5 avril 1909 à Orléans (Indre-et-Loire), Pierre Lepage était décédé depuis 1962. En mars 1973 il avait été élu au second tour avec 22 voix d'avance sur le candidat socialiste. Il avait été conseiller municipal et adjoint au maire de Tours de 1947 à 1959 et conseiller général du canton de Tours-Nord de 1961 à 1973. Président de l'Association France-Canada à l'Assemblée nationale.

En 1973, Pierre Lepage avait été nommé juge titulaire à la Haute Cour de Justice d'Israël.

M. Lepage sera remplacé à l'Assemblée nationale par M. Jean

Delaneau (républicain indépendant), maire et conseiller général de Châteauneuf.

— Vichy, Clermont-Ferrand, Pau, Lourdes, Marseille.  
Mme Jacques Baylaucq, son épouse,  
M. et Mme Jean-Claude Baylaucq  
et leurs enfants,  
M. et Mme Bernard Baylaucq et  
leurs enfants,  
M. et Mme André Maymat et leurs  
enfants,  
Mme veuve Pierre Chanier,  
Les familles Baylaucq, Lescaillat,  
Laurence,  
Amis et amis,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Jacques BAYLAUCQ,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
président-directeur général  
des Sociétés T.P.N. et S.T.A.R.C.,  
président du tribunal de commerce  
de Cluses-Vichy,  
président du Syndicat patronal  
des transporteurs de l'Allier.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 25 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Etienne.

Réunion à l'église.  
Pas de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue de Touraine, Vichy.

— Le 23 septembre est décédé, à la suite d'une longue maladie,  
M. Raymond BOUENNE,  
directeur aux Editions du Commerce.

Les obsèques auront lieu le 25 septembre, à 16 heures, à Saint-Symphorien-sur-Ouche.

Une messe sera célébrée le samedi 28 septembre, à 10 heures, en l'église Saint-Louis de Villeneuve (Seine-Saint-Denis), place de la République.

Mme Raymond Carrière et toute sa famille ont la douleur de faire part du décès de  
M. Raymond CARRIERE,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
survivant le 21 septembre 1974, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 25 septembre 1974, à 15 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue Valentin-Haüy, 75015 Paris.

— Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Compagnie de construction mécanique Sulzer ont la douleur de faire part du décès de  
M. Raymond CARRIERE,  
ingénieur des Arts et Manufactures,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,  
directeur général adjoint  
de la Compagnie de construction  
survécu le 21 septembre 1974.

— Les familles Henri et Roger Fain, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Roger FAIN,  
leur père, grand-père, arrière-grand-père et parent.

Les obsèques auront lieu le mercredi 25 septembre 1974, à 10 heures, en l'église Saint-Philippe de Reims.

On se réunira à la messe principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

— M. Pierre Houdart, M. l'abbé Jacques Houdart, le docteur et Mme Raymond Houdart,  
ont le regret de faire part du décès de  
Mme Maxime ROUDART,  
qui s'est éteinte dans le Seigneur le 19 septembre, dans sa quatre-vingt-neufième année, après une longue maladie qui l'isolait depuis deux ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 23 septembre.

— M. Gilbert Lévy, Mlle Françoise Lévy, Mlle Agnès Lévy, M. et Mme Robert Kaufmann, Mlle Colette Kaufmann, et toute la famille, ont la douleur d'annoncer le décès de  
Mme Gilbert LÉVY,  
née Janine Kaufmann,  
survécue le 18 septembre 1974, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, 4, rue Eugène-Labiche, 75018 Paris, le 23 septembre 1974, à 10 heures.

— Mme Françoise-Marie Luciani, M. Germain Charles et ses enfants, Mlle Monique Jacques, Les familles Dellepiane, Acquaviva, Pedaggi, Alfonsi, Moulin, Leonetti, Lendire, Finaud, Costantini, Paréti et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Nakorn-Pattom (Thaïlande), le 18 septembre 1974, dans sa cinquante-huitième année, de  
Françoise-Marie LUCIANI,  
commissaire divisionnaire à Nouméa (Nouvelle-Calédonie),  
chevalier de la Légion d'honneur,  
brigade d'honneur

du corps urbain de Nouméa. Les obsèques seront célébrées à Ajaccio mercredi 25 septembre, à 10 h. 45, en l'église Saint-Jean.

La levée du corps se fera à l'aéroport de Campo-d'Oro, à 9 h. 45.

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Georges MALINES,  
directeur de préfecture, secrétaire général,  
de la sous-préfecture du Raincy (93), survenu le 18 septembre à l'âge de soixante-quatre ans.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église Notre-Dame du Raincy le 21 septembre.

La famille, très touchée, remercie les nombreux amis qui ont pu lui apporter ou lui adresser leurs témoignages de sympathie.

— Le contrôleur général des armées Michel MORIN,  
M. et Mme Jacques Audouin, leurs enfants et petits-enfants,  
M. et Mme François Morin,  
Mlle Raphaële-Anne Morin,  
M. et Mme Jacques Engelhard,  
Mlle Florence  
et M. Didier Engelhard,  
M. et Mme Philippe Morin,  
Mlle Nathalie Morin,  
Mme Victor Desroches,  
Mlle Charlotte Carlier-Belleuse,  
M. et Mme Jean Morin, leurs enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Michel MORIN,  
née Anne-Marie Carlier-Belleuse,  
survécue le 23 septembre dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques protestantes seront célébrées au temple de Royan, où le cercueil sera exposé, le mercredi 25 septembre, à 14 h. 30.

— Les familles Massin-Charbonnier, Ouellet-Le Bastard, Henderson, de Kerdrel, ses sœurs, frères, beaux-frères, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès accidentel, le 17 septembre 1974, à Issoudun, de  
Mlle Elisabeth CHARBONNIER,  
en religion Marie-Agnès-Elisabeth, Petite Sœur de l'Assomption.

— Mme Antoine Courrière, M. et Mme Raymond Courrière et leurs enfants, François, Benoît et Sophie,  
M. et Mme François Calletau et leurs enfants, Pierre et Marie-Sabine,  
Mme veuve Raymond Courrière, M. et Mme Fernand Courrière et leurs enfants,  
M. et Mme Charles Courrière et leurs enfants,  
Les familles Cals, Fradès, Fabre, Courrière,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Antoine COURRIÈRE,  
notaire,  
sénateur, maître de Cussac-Cabardès, survenu le 20 septembre 1974.

Les obsèques civiles ont eu lieu à Cussac-Cabardès le dimanche 22 septembre, à 11 h. 30.

(Nous avons publié le biographie de M. Courrière, dans le Monde des 22-23 septembre.)

— M. et Mme Raymond Dahan, M. et Mme Simon Dahan, Les familles Abensour, Adida, Zemmour, Cardiel, Laskar, Dahan, Abban, Abban,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme veuve David DAHAN,  
née Fortunée Laskar,  
survécue le 21 septembre à Lyon.

Les obsèques auront lieu mardi 24 septembre 1974, à 15 h. 30, au nouveau cimetière de Saint-Germain-en-Laye.

— Les familles Henri et Roger Fain, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Roger FAIN,  
leur père, grand-père, arrière-grand-père et parent.

Les obsèques auront lieu le mercredi 25 septembre 1974, à 10 heures, en l'église Saint-Philippe de Reims.

On se réunira à la messe principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

— M. Pierre Houdart, M. l'abbé Jacques Houdart, le docteur et Mme Raymond Houdart,  
ont le regret de faire part du décès de  
Mme Maxime ROUDART,  
qui s'est éteinte dans le Seigneur le 19 septembre, dans sa quatre-vingt-neufième année, après une longue maladie qui l'isolait depuis deux ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 23 septembre.

— M. Gilbert Lévy, Mlle Françoise Lévy, Mlle Agnès Lévy, M. et Mme Robert Kaufmann, Mlle Colette Kaufmann, et toute la famille, ont la douleur d'annoncer le décès de  
Mme Gilbert LÉVY,  
née Janine Kaufmann,  
survécue le 18 septembre 1974, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, 4, rue Eugène-Labiche, 75018 Paris, le 23 septembre 1974, à 10 heures.

— Mme Françoise-Marie Luciani, M. Germain Charles et ses enfants, Mlle Monique Jacques, Les familles Dellepiane, Acquaviva, Pedaggi, Alfonsi, Moulin, Leonetti, Lendire, Finaud, Costantini, Paréti et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Nakorn-Pattom (Thaïlande), le 18 septembre 1974, dans sa cinquante-huitième année, de  
Françoise-Marie LUCIANI,  
commissaire divisionnaire à Nouméa (Nouvelle-Calédonie),  
chevalier de la Légion d'honneur,  
brigade d'honneur

du corps urbain de Nouméa. Les obsèques seront célébrées à Ajaccio mercredi 25 septembre, à 10 h. 45, en l'église Saint-Jean.

La levée du corps se fera à l'aéroport de Campo-d'Oro, à 9 h. 45.

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Georges MALINES,  
directeur de préfecture, secrétaire général,  
de la sous-préfecture du Raincy (93), survenu le 18 septembre à l'âge de soixante-quatre ans.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église Notre-Dame du Raincy le 21 septembre.

La famille, très touchée, remercie les nombreux amis qui ont pu lui apporter ou lui adresser leurs témoignages de sympathie.

— Le contrôleur général des armées Michel MORIN,  
M. et Mme Jacques Audouin, leurs enfants et petits-enfants,  
M. et Mme François Morin,  
Mlle Raphaële-Anne Morin,  
M. et Mme Jacques Engelhard,  
Mlle Florence  
et M. Didier Engelhard,  
M. et Mme Philippe Morin,  
Mlle Nathalie Morin,  
Mme Victor Desroches,  
Mlle Charlotte Carlier-Belleuse,  
M. et Mme Jean Morin, leurs enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Michel MORIN,  
née Anne-Marie Carlier-Belleuse,  
survécue le 23 septembre dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques protestantes seront célébrées au temple de Royan, où le cercueil sera exposé, le mercredi 25 septembre, à 14 h. 30.

— Les familles Massin-Charbonnier, Ouellet-Le Bastard, Henderson, de Kerdrel, ses sœurs, frères, beaux-frères, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès accidentel, le 17 septembre 1974, à Issoudun, de  
Mlle Elisabeth CHARBONNIER,  
en religion Marie-Agnès-Elisabeth, Petite Sœur de l'Assomption.

— Mme Antoine Courrière, M. et Mme Raymond Courrière et leurs enfants, François, Benoît et Sophie,  
M. et Mme François Calletau et leurs enfants, Pierre et Marie-Sabine,  
Mme veuve Raymond Courrière, M. et Mme Fernand Courrière et leurs enfants,  
M. et Mme Charles Courrière et leurs enfants,  
Les familles Cals, Fradès, Fabre, Courrière,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Antoine COURRIÈRE,  
notaire,  
sénateur, maître de Cussac-Cabardès, survenu le 20 septembre 1974.

Les obsèques auront lieu le mercredi 25 septembre 1974, à 15 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7<sup>e</sup>.

— Les familles Massin-Charbonnier, Ouellet-Le Bastard, Henderson, de Kerdrel, ses sœurs, frères, beaux-frères, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès accidentel, le 17 septembre 1974, à Issoudun, de  
Mlle Elisabeth CHARBONNIER,  
en religion Marie-Agnès-Elisabeth, Petite Sœur de l'Assomption.

— Mme Antoine Courrière, M. et Mme Raymond Courrière et leurs enfants, François, Benoît et Sophie,  
M. et Mme François Calletau et leurs enfants, Pierre et Marie-Sabine,  
Mme veuve Raymond Courrière, M. et Mme Fernand Courrière et leurs enfants,  
M. et Mme Charles Courrière et leurs enfants,  
Les familles Cals, Fradès, Fabre, Courrière,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Antoine COURRIÈRE,  
notaire,  
sénateur, maître de Cussac-Cabardès, survenu le 20 septembre 1974.

Les obsèques civiles ont eu lieu à Cussac-Cabardès le dimanche 22 septembre, à 11 h. 30.

(Nous avons publié le biographie de M. Courrière, dans le Monde des 22-23 septembre.)

— M. et Mme Raymond Dahan, M. et Mme Simon Dahan, Les familles Abensour, Adida, Zemmour, Cardiel, Laskar, Dahan, Abban, Abban,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme veuve David DAHAN,  
née Fortunée Laskar,  
survécue le 21 septembre à Lyon.

Les obsèques auront lieu mardi 24 septembre 1974, à 15 h. 30, au nouveau cimetière de Saint-Germain-en-Laye.

— Les familles Henri et Roger Fain, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Roger FAIN,  
leur père, grand-père, arrière-grand-père et parent.

Les obsèques auront lieu le mercredi 25 septembre 1974, à 10 heures, en l'église Saint-Philippe de Reims.

On se réunira à la messe principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

— M. Pierre Houdart, M. l'abbé Jacques Houdart, le docteur et Mme Raymond Houdart,  
ont le regret de faire part du décès de  
Mme Maxime ROUDART,  
qui s'est éteinte dans le Seigneur le 19 septembre, dans sa quatre-vingt-neufième année, après une longue maladie qui l'isolait depuis deux ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 23 septembre.

— M. Gilbert Lévy, Mlle Françoise Lévy, Mlle Agnès Lévy, M. et Mme Robert Kaufmann, Mlle Colette Kaufmann, et toute la famille, ont la douleur d'annoncer le décès de  
Mme Gilbert LÉVY,  
née Janine Kaufmann,  
survécue le 18 septembre 1974, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, 4, rue Eugène-Labiche, 75018 Paris, le 23 septembre 1974, à 10 heures.

— Mme Françoise-Marie Luciani, M. Germain Charles et ses enfants, Mlle Monique Jacques, Les familles Dellepiane, Acquaviva, Pedaggi, Alfonsi, Moulin, Leonetti, Lendire, Finaud, Costantini, Paréti et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Nakorn-Pattom (Thaïlande), le 18 septembre 1974, dans sa cinquante-huitième année, de  
Françoise-Marie LUCIANI,  
commissaire divisionnaire à Nouméa (Nouvelle-Calédonie),  
chevalier de la Légion d'honneur,  
brigade d'honneur

du corps urbain de Nouméa. Les obsèques seront célébrées à Ajaccio mercredi 25 septembre, à 10 h. 45, en l'église Saint-Jean.

La levée du corps se fera à l'aéroport de Campo-d'Oro, à 9 h. 45.

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Georges MALINES,  
directeur de préfecture, secrétaire général,  
de la sous-préfecture du Raincy (93), survenu le 18 septembre à l'âge de soixante-quatre ans.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église Notre-Dame du Raincy le 21 septembre.

La famille, très touchée, remercie les nombreux amis qui ont pu lui apporter ou lui adresser leurs témoignages de sympathie.

— Le contrôleur général des armées Michel MORIN,  
M. et Mme Jacques Audouin, leurs enfants et petits-enfants,  
M. et Mme François Morin,  
Mlle Raphaële-Anne Morin,  
M. et Mme Jacques Engelhard,  
Mlle Florence  
et M. Didier Engelhard,  
M. et Mme Philippe Morin,  
Mlle Nathalie Morin,  
Mme Victor Desroches,  
Mlle Charlotte Carlier-Belleuse,  
M. et Mme Jean Morin, leurs enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Michel MORIN,  
née Anne-Marie Carlier-Belleuse,  
survécue le 23 septembre dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques protestantes seront célébrées au temple de Royan, où le cercueil sera exposé, le mercredi 25 septembre, à 14 h. 30.

— Les familles Massin-Charbonnier, Ouellet-Le Bastard, Henderson, de Kerdrel, ses sœurs, frères, beaux-frères, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès accidentel, le 17 septembre 1974, à Issoudun, de  
Mlle Elisabeth CHARBONNIER,  
en religion Marie-Agnès-Elisabeth, Petite Sœur de l'Assomption.

— Mme Antoine Courrière, M. et Mme Raymond Courrière et leurs enfants, François, Benoît et Sophie,  
M. et Mme François Calletau et leurs enfants, Pierre et Marie-Sabine,  
Mme veuve Raymond Courrière, M. et Mme Fernand Courrière et leurs enfants,  
M. et Mme Charles Courrière et leurs enfants,  
Les familles Cals, Fradès, Fabre, Courrière,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Antoine COURRIÈRE,  
notaire,  
sénateur, maître de Cussac-Cabardès, survenu le 20 septembre 1974.

Les obsèques auront lieu le mercredi 25 septembre 1974, à 15 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7<sup>e</sup>.

— Les familles Massin-Charbonnier, Ouellet-Le Bastard, Henderson, de Kerdrel, ses sœurs, frères, beaux-frères, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès accidentel, le 17 septembre 1974, à Issoudun, de  
Mlle Elisabeth CHARBONNIER,  
en religion Marie-Agnès-Elisabeth, Petite Sœur de l'Assomption.

— Mme Antoine Courrière, M. et Mme Raymond Courrière et leurs enfants, François, Benoît et Sophie,  
M. et Mme François Calletau et leurs enfants, Pierre et Marie-Sabine,  
Mme veuve Raymond Courrière, M. et Mme Fernand Courrière et leurs enfants,  
M. et Mme Charles Courrière et leurs enfants,  
Les familles Cals, Fradès, Fabre, Courrière,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Antoine COURRIÈRE,  
notaire,  
sénateur, maître de Cussac-Cabardès, survenu le 20 septembre 1974.

Les obsèques civiles ont eu lieu à Cussac-Cabardès le dimanche 22 septembre, à 11 h. 30.

(Nous avons publié le biographie de M. Courrière, dans le Monde des 22-23 septembre.)

— M. et Mme Raymond Dahan, M. et Mme Simon Dahan, Les familles Abensour, Adida, Zemmour, Cardiel, Laskar, Dahan, Abban, Abban,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme veuve David DAHAN,  
née Fortunée Laskar,  
survécue le 21 septembre à Lyon.

Les obsèques auront lieu mardi 24 septembre 1974, à 15 h. 30, au nouveau cimetière de Saint-Germain-en-Laye.

— Les familles Henri et Roger Fain, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Roger FAIN,  
leur père, grand-père, arrière-grand-père et parent.

Les obsèques auront lieu le mercredi 25 septembre 1974, à 10 heures, en l'église Saint-Philippe de Reims.

On se réunira à la messe principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

— M. Pierre Houdart, M. l'abbé Jacques Houdart, le docteur et Mme Raymond Houdart,  
ont le regret de faire part du décès de  
Mme Maxime ROUDART,  
qui s'est éteinte dans le Seigneur le 19 septembre, dans sa quatre-vingt-neufième année, après une longue maladie qui l'isolait depuis deux ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 23 septembre.

— M. Gilbert Lévy, Mlle Françoise Lévy, Mlle Agnès Lévy, M. et Mme Robert Kaufmann, Mlle Colette Kaufmann, et toute la famille, ont la douleur d'annoncer le décès de  
Mme Gilbert LÉVY,  
née Janine Kaufmann,  
survécue le 18 septembre 1974, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, 4, rue Eugène-Labiche, 75018 Paris, le 23 septembre 1974, à 10 heures.

— Mme Françoise-Marie Luciani, M. Germain Charles et ses enfants, Mlle Monique Jacques, Les familles Dellepiane, Acquaviva, Pedaggi, Alfonsi, Moulin, Leonetti, Lendire, Finaud, Costantini, Paréti et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Nakorn-Pattom (Thaïlande), le 18 septembre 1974, dans sa cinquante-huitième année, de  
Françoise-Marie LUCIANI,  
commissaire divisionnaire à Nouméa (Nouvelle-Calédonie),  
chevalier de la Légion d'honneur,  
brigade d'honneur

du corps urbain de Nouméa. Les obsèques seront célébrées à Ajaccio mercredi 25 septembre, à 10 h. 45, en l'église Saint-Jean.

La levée du corps se fera à l'aéroport de Campo-d'Oro, à 9 h. 45.

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Georges MALINES,  
directeur de préfecture, secrétaire général,  
de la sous-préfecture du Raincy (93), survenu le 18 septembre à l'âge de soixante-quatre ans.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église Notre-Dame du Raincy le 21 septembre.

La famille, très touchée, remercie les nombreux amis qui ont pu lui apporter ou lui adresser leurs témoignages de sympathie.

— Le contrôleur général des armées Michel MORIN,  
M. et Mme Jacques Audouin, leurs enfants et petits-enfants,  
M. et Mme François Morin,  
Mlle Raphaële-Anne Morin,  
M. et Mme Jacques Engelhard,  
Mlle Florence  
et M. Didier Engelhard,  
M. et Mme Philippe Morin,  
Mlle Nathalie Morin,  
Mme Victor Desroches,  
Mlle Charlotte Carlier-Belleuse,  
M. et Mme Jean Morin, leurs enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Michel MORIN,  
née Anne-Marie Carlier-Belleuse,  
survécue le 23 septembre dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques protestantes seront célébrées au temple de Royan, où le cercueil sera exposé, le mercredi 25 septembre, à 14 h. 30.

— Les familles Massin-Charbonnier, Ouellet-Le Bastard, Henderson, de Kerdrel, ses sœurs, frères, beaux-frères, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès accidentel, le 17 septembre 1974, à Issoudun, de  
Mlle Elisabeth CHARBONNIER,  
en religion Marie-Agnès-Elisabeth, Petite Sœur de l'Assomption.

— Mme Antoine Courrière, M. et Mme Raymond Courrière et leurs enfants, François, Benoît et Sophie,  
M. et Mme François Calletau et leurs enfants, Pierre et Marie-Sabine,  
Mme veuve Raymond Courrière, M. et Mme Fernand Courrière et leurs enfants,  
M. et Mme Charles Courrière et leurs enfants,  
Les familles Cals, Fradès, Fabre, Courrière,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Antoine COURRIÈRE,  
notaire,  
sénateur, maître de Cussac-Cabardès, survenu le 20 septembre 1974.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

— L'amour ne peut jamais, 1<sup>er</sup> livre aux Editions, chapitre 101, vers 2, 3, rue Auguste-Rateau, 17200 Royan.

— Mme Jean Roullier, son épouse, M. Jean-Rudes Roullier, Mlle Françoise Roullier, M. et Mme Philippe Roullier, M. et Mme Bruno Charnay, ses enfants ;  
Anne-Christine, Bénédictine et Marie-Aimée Roullier, Renaud et André Charnay, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean ROULLIER,  
commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre









# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## BILLET RÉFORME DE L'ENTREPRISE

### Le monstre du Loch Ness

Les grands comités de l'Etat appellent volontiers les rapports d'urgence. Cette fois, c'est d'un monstre qu'il va s'agir, avec le rapport de la commission chargée de la réforme de l'entreprise, que préside M. Pierre Sudreau, et qui doit être remis au président de la République dans les premiers jours de janvier. Tel celui du Loch Ness, ce monstre est déjà, avant même qu'on ait commencé à en apercevoir le moindre commencement, un être de légende. D'ailleurs, conférences de presse, luttes plus ou moins vives par des brèches plus ou moins béantes entretiennent le mystère qui l'entoure.

En quoi consistera le rapport ? L'équipe de M. Sudreau se garde bien de le laisser percevoir. Ce que l'on sait, en revanche, c'est qu'il n'épargne rien, ni l'organisation interne des entreprises, ni les « pouvoirs d'entreprise », ni les « groupes et sociétés multinationales » (voir la liste des douze commissions et de leurs présidents dans le Monde du 24 septembre.) (1)

Il y a quarante ans et plus que l'on parle de réforme de l'entreprise, mais cette fois le mouvement s'accroît. Et plus on en parle, plus la crainte augmente. Côté patronal, on aurait tendance à dire que les organisations ouvrières sont très sages (pour une fois...) en restant sur la défensive. M. Sudreau n'a pas cherché à constituer des commissions représentatives des différents « partenaires sociaux » pour « éviter de se retrouver devant un autre conseil économique et social ». Mais l'aurait-il pu ? Petit à petit, en constituant des sous-commissions dénommées « groupes », il multiplie le nombre des participants à ses travaux. Il y en aura plus de cent vingt. Et ceux qui, comme M. Henri Krasucki, tiennent la réforme de l'entreprise comme « un gadget bien dérisoire à la lumière des événements actuels », constatent néanmoins l'importance dans laquelle ils sont de se désintéresser totalement des travaux en cours. Le secrétaire confédéral du C.G.T. a donc présenté un document (« fort bien fait », dit M. Sudreau) évoquant des mesures de nature à améliorer la vie quotidienne dans les entreprises sans pour autant engager

outrageusement la collaboration des classes. De son côté, le Centre français des patrons industriels a fait des propositions concrètes : sanctionner la non-application de la législation sur les comités d'entreprise, donner à ceux-ci de nouveaux droits (avis conforme en matière d'embauche, de rémunération, de plan de formation, représentation avec vote délibératif aux conseils d'administration et de surveillance), lever les obstacles juridiques qui s'opposent à la multiplication d'expériences nouvelles, créer une magistrature économique et d'une procédure permettant de prévenir les difficultés les plus graves de l'entreprise.

Ces propositions s'ajoutent à celles de l'association patronale Entreprise et Progrès, qui suggère la séparation des fonctions de négociation et de participation dans les instances représentatives du personnel, le doublement obligatoire de la fonction de président et de directeur général, etc. Sans oublier les nombreuses idées du Centre des jeunes dirigeants et les innombrables lettres de patrons plus ou moins importants reçues par M. Sudreau.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, c'est l'organisation patronale la plus officielle, le Conseil national du patronat français, que l'on a encore le moins entendue sur le sujet. Elle a attendu la première quinzaine de septembre pour envoyer à ses adhérents une liste de vingt questions auxquelles ils ont été priés de répondre par oui ou non (exemple : Estimez-vous que le rôle actuel du comité d'entreprise est positif ou négatif ?...). Les résultats de cette enquête ne sont encore pas complètement dévoués. M. Sudreau devait cependant déjeuner avec M. Ambroise Roux, vice-président du C.N.P.F., ce mardi 24 septembre. Et M. François Ceyrac, le président, doit être entendu par la commission jeudi. Le C.N.P.F. va vraisemblablement accepter un certain renforcement des pouvoirs du comité d'entreprise, pour éviter toute amorce de cession.

Une bonne crise et trois grandes grèves feront plus pour la réforme de l'entreprise que toutes les commissions réunies. nous a dit un patron le jour même où M. Krasucki affirmait : « Une véritable réforme de l'entreprise passe par la démocratisation de l'ensemble de l'économie. » Le monstre de M. Sudreau a donc un bel avenir devant lui.

JACQUELINE GRAPIN.

## PATRONAT

### M. Ceyrac : il n'est plus possible de garantir l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés

De notre correspondant régional

Lyon. — Invité à Lyon par le Groupement interprofessionnel lyonnais, ancien local du C.N.P.F., M. François Ceyrac a révisé le 22 septembre, l'occasion d'une conférence de presse, sa position à l'égard de la crise économique et de l'inflation.

« Dans une France qui s'appauvrit, a-t-il déclaré, il n'est plus possible de garantir l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés, mais nous devons nous efforcer que les salaires ne suivent pas le rythme des prix, mais qu'ils soient en avance sur eux. » Pour le président du C.N.P.F., il ne s'agit pas de demander aux seuls salariés « de se serrer la ceinture ».

M. Ceyrac a relevé aussi « la situation de contraste » qui fait que certains secteurs ont du mal à trouver une main-d'œuvre qualifiée, alors que d'autres, comme l'automobile et la machine agricole, atteints par la crise de l'énergie, connaissent des situations difficiles. Pour déclarer que « les secteurs en crise devraient donc se décharger de leur main-d'œuvre sur ceux qui en ont besoin. Tout ce qui consisterait à vouloir maintenir des situations acquises, a-t-il ajouté, ne pourrait que conduire à des difficultés économiques graves et à des tensions salariales paradoxales ».

Faisant allusion à certaines cri-

ses actuelles (paquetot « France », Titan-Coder, les Tanneries françaises), et aux nécessités de « maintenir l'emploi et d'éviter le chômage », M. Ceyrac a précisé : « Il n'est pas possible de maintenir toutes les entreprises en activité, quelle que soit leur situation. Quand un navire fait eau de toutes parts, on doit se résigner à l'abandonner. Mais son équipage doit être sauvé. C'est bien le sens de nos propositions aux centrales syndicales pour organiser un recensement des salariés dont l'entreprise a sombré. »

« La solution de la crise de l'économie occidentale ne pourra être qu'une solution collective, a-t-il déclaré, et nous sommes convaincus que les Français sauront être sensibles à cet appel vigoureux et franc. Le pays aura besoin de se priver de quelques facilités. Je regrette que cet appel n'ait pas été lancé. Aujourd'hui, en tout cas, ce n'est pas seulement une affaire de chefs d'entreprise. »

Quant à la réforme de l'entreprise, M. Ceyrac déclare « l'abandonner sans conditions », et précise : « Si elle est trop tard pour discuter de son opportunité. » « Mais donner l'impression qu'on bouleverserait toutes les mécaniques de l'entreprise, ce serait une erreur. Nous aurons donc, d'ici le printemps prochain, l'occasion de mesurer ensemble l'étendue des discussions à grande échelle qu'on abordera quelques choses d'assez graves », conclut-il. — J.-M. Th.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### PRÈS D'ANGERS

### Deux cents ouvriers font la grève du samedi depuis un an

De notre correspondant

Angers. — Un conflit du travail dure depuis un an exactement l'usine Cégédur (deux cents salariés) de Montreuil-Juigné, appartenant au groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann.

Depuis le 20 septembre 1973, les deux cents ouvriers, qui travaillent en équipe — les 3 x 8 — alternent de jour ou de nuit, refusent de venir à l'usine le samedi. Dans cette entreprise de transformation et de traitement de l'aluminium, le personnel avait d'abord revendiqué une journée de repos, un samedi sur six. A la

direction, qui proposait un jour de congé supplémentaire par an, les ouvriers ont répondu, il y a un an, par le refus du travail le samedi.

Depuis cette date, le mouvement a été unanimement observé, et ainsi que le faisait remarquer lundi 23 septembre, au cours d'une conférence universelle, un militant syndical, les travailleurs en grève, tous les samedis depuis un an, y ont pris goût : « Le samedi, c'est fini », a déclaré, le 23 septembre, dans l'entreprise, même le mouvement dans l'unité d'action avec la C.G.T.

Les syndicats considèrent cette « grève comme exemplaire par sa durée et par son objet : l'amélioration de la qualité de la vie et des conditions de travail face à la volonté patronale de recherche de la rentabilité et du profit. A diverses reprises, l'ensemble du personnel a effectué des arrêts de travail de solidarité, et il semble même que la grève du samedi maintienne les tensions des équipes travaillant en 2 x 8.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### LES PAYS PRODUCTEURS DE BAUXITE SE CONCERTENT POUR ACCROÎTRE LEURS REVENUS.

L'Australie, le Surinam, Haïti et la République dominicaine envisagent de prendre des mesures pour accroître de manière substantielle les revenus qu'ils tirent de l'exploitation des gisements de bauxite situés sur leur territoire, a indiqué le ministre de l'énergie et des ressources de la Guyane (ex-britannique). Ce dernier a annoncé que son gouvernement refusait au producteur d'aluminium américain Baybould de continuer à extraire de la bauxite tant qu'il n'aurait pas payé la nouvelle taxe de 11,18 dollars par tonne contre 0,63 dollar l'année précédente.

Cette augmentation de près de dix-huit fois, qui procurera 1 million de dollars (85 millions de francs) à la Guyane, risque d'entraîner un conflit avec les Etats-Unis.

## AFFAIRES

### EN RACHETANT LES « CONSTRUCTIONS DE CLICHY »

### Renault renforce sensiblement son potentiel dans le secteur de la machine-outil

On l'a dit et écrit bien souvent : Renault a mieux supporté que d'autres constructeurs la crise qui a frappé l'automobile. Les responsables de la Régie n'ont pas moins parfaitement conscience de l'impérieuse nécessité qui leur est faite de diversifier les activités de l'entreprise.

C'est dans cette optique que se place la prise de contrôle d'une firme de machines-outils : la société Constructions de Clichy, premier fabricant français de machines à rectifier. L'opération a été effectuée par le biais de Renault Industries, équipements et techniques (RIET), une filiale de la Régie qui détient désormais 51 % du capital des Constructions de Clichy, aux côtés de la société belge La Bruguise et Nivelles, qui conserve les quelques 45 % qu'elle détenait auparavant.

Cette prise de participation permet à la Régie de renforcer sensiblement son potentiel dans le secteur de la machine-outil, où elle était déjà présente au travers de sa division Renault machines-outils, qui fabrique notamment des machines spéciales permettant de produire en grande série des pièces très élaborées, et qui s'adresse aussi à la rectification. Renault consolide ainsi sa position dans le peloton de tête des fabricants français de machines-outils, aux côtés d'Emmanuël et de Ratier Forest-G.S.I.

Pour le directeur général adjoint de la Régie, M. Christian Beullac, qui est également P.-D.G. de RIET, cette opération doit d'abord permettre à Renault d'être plus présent dans le secteur de l'équipement. Il est clair en effet que, dans les dix dernières années, les besoins tendront de plus en plus à s'industrialiser et à transformer sur place les matières premières pour les diversifier. Il y a là un marché appelé sans doute à un développement considérable.

Deuxième objectif : aider l'industrie de la machine-outil française qui, depuis plusieurs années, connaît quelques déboires. La France, on l'ignore trop souvent, partage avec l'U.R.S.S. le triste privilège d'être le seul pays industriel achetant à l'étranger plus de machines-outils qu'elle n'en vend. Ce déficit endémique (la situation semble s'être améliorée cette année, mais, en toute hypothèse, nous sommes loin des performances allemandes) s'explique aussi bien par le retard accumulé depuis des années que par les structures mêmes de la production, dispersée entre de petites entreprises, les plus souvent à caractère familial et très handicapées au plan de la commercialisation de leurs produits.

Les pouvoirs publics déplorent depuis longtemps cette situation... sans pour autant y apporter remède. Il est bien certain que la présence d'un groupe comme Renault, puissant et fortement implanté à l'étranger, pourrait aider aussi bien à la restructuration de la machine-outil qu'au développement de ses ventes à l'extérieur. C'est un pari, il faut souhaiter que la Régie le gagne.

Ph. L.

## AUTOMOBILE

### UNE NOUVELLE FIAT « 131 MIRAFIORI » DE CYLINDRÉE MOYENNE

Une nouvelle 131 Mirafiori de moyenne cylindrée (moteurs de 1300 ou de 1600 centimètres cubes) va faire son entrée dans la gamme Fiat pour remplacer la 124. La 131 joint à son chiffre le nom de la grande usine née de la Fiat dans les faubourgs de Turin et le dernier modèle de la marque a été précisément conçu et où il sera construit.

Lancée sur le marché italien dès la mi-octobre et à bref délai à l'étranger, la nouvelle 131 sera produite en trois versions de base : berline deux portes, berline quatre portes, break cinq portes. Chaque modèle sera proposé en équipement standard ou spécial.

Chaque version est offerte en deux puissances différentes du même moteur quatre cylindres en ligne à arbre à came latéral réalisé en deux cylindres : 1300 centimètres cubes de 85 CH DIN (150 km/h.) et 1600 centimètres cubes de 75 CH DIN (160 km/h.).

L'architecture générale retenue est classique : moteur à l'avant, roues arrière motrices. La 131 Mirafiori est longue de 4,25 mètres, large de 1,63 mètres pour une hauteur de 1,35 mètres et un poids de 950 kg.

● NOUVELLES MESURES DE CHÔMAGE PARTIEL CHEZ VOLKSWAGEN. — La firme allemande a mis à pied le 23 septembre, pour une semaine, quarante-six mille cinq cents ouvriers. C'est la sixième fois, cette année, que Volkswagen doit recourir à une telle mesure pour faire face à la baisse de ses ventes.

Selon un porte-parole de la société, seule la production des modèles Golf et Audi 50 sera normalement poursuivie. Volkswagen prépare également de nouvelles mesures de compensation destinées à limiter cinq mille de ses ouvriers à quitter volontairement leur emploi. En juin dernier, trois mille cinq cents personnes avaient ainsi donné leur démission et reçu en compensation plus de 20 millions de Deutschmarks. — (Reuter.)

## LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
48 heures	10 1/8	11 1/8	9 1/4
1 mois	10 5/8	11 1/8	8 3/4
3 mois	11 1/8	11 5/8	9 1/4
6 mois	11 1/2	12	9 1/4

## La C.G.T. présente une série de propositions

« La création d'une commission pour étudier la réforme de l'entreprise est bien le gadget que nous avons dit dès le début », a déclaré, devant la presse, le 23 septembre, M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., qui, avec une délégation de la centrale, avait été reçu, le matin, par M. Sudreau.

## AIDE SOCIALE

### DEUX MILLIONS DE FRANÇAIS POURRONT ACHETER DE LA VIANDE DE BOEUF ET DE VEAU A MOITIÉ PRIX.

Au cours de l'émission télévisée « Actualité », lundi soir 23 septembre, M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, a annoncé que les allocations du Fonds national de solidarité paieront d'ici peu la viande moitié moins cher.

Cette mesure, qui touche plus de deux millions de personnes, entrera en vigueur le 1er octobre. Des carnets de tickets (déjà imprimés : le ministre en a montré des échantillons aux députés) seront remis à la disposition des plus démunies une somme globale d'argent, dont le montant n'est pas encore connu. Ils pourront, à l'aide de ces tickets, régler la moitié de leurs achats de viande de bœuf et de veau, sans distinction de qualité ou de marcad.

Les modalités de cette opération, mise au point en application d'une décision du conseil des ministres de la Communauté européenne, prise le 18 juillet dernier, seront connues le 30 septembre 1974. Auparavant, M. Jacques Chirac aura évoqué ce sujet avec les organisations agricoles lors de la conférence annuelle de l'agriculture, qui se tient à l'hôtel Marignan le 25 septembre, et M. Vincent Auzanier aura rencontré la veille les représentants des bouchers détaillants pour fixer avec eux les derniers détails de leur participation à cette opération.

Dans la crise économique et sociale actuelle, il ne s'agit que d'une opération de diversion, estime le secrétaire confédéral de la C.G.T. « Il est illusoire de prétendre réformer l'entreprise sans démocratie et sans réforme », qui suppose les réformes profondes promises par la C.G.T. et le programme commun de la gauche avec un pouvoir politique correspondant », précèdent-ils.

Néanmoins, la centrale ne néglige pas les améliorations qu'il est possible d'obtenir immédiatement. Elle a remis à M. Sudreau une note comportant un nombre important de propositions. Elle souligne, en préalable, qu'il est inadmissible « que de nombreux employeurs ne respectent ni la législation sur les comités d'entreprise, ni les conventions collectives, ni les accords contractuels sur l'emploi et la formation professionnelle. A la répression syndicale dans les entreprises, s'ajoutent des tentatives pour porter atteinte aux prérogatives des véritables organisations syndicales, parfois au profit de la C.F.T. et la cessation de ces pratiques est la condition première à la normalisation de la situation des salariés et de leurs représentants. »

## Information et contrôle

La C.G.T. réclame ensuite un véritable droit à l'information et au contrôle sur la gestion de l'entreprise, les programmes de production, les investissements, les profits, les concentrations (multinationales), les prix, les salaires, les effectifs, les conditions de travail, l'emploi et la formation professionnelle, l'hygiène et la sécurité. Les autres propositions portent notamment sur la réforme du droit de licenciement, le renforcement de l'inspection du travail, les droits du personnel d'encadrement.

**BUREAUX A LOUER/A VENDRE.**

**Ordinal**

A Ordinal, pour le même prix, l'achat deux fois plus de surface qu'à Paris...



Au centre actif de Cergy-Pontoise, les bureaux d'Ordinal sont livrables dès avril à 300 F le m<sup>2</sup>. Jour direct pour tous, climatisation, téléphone, personnel nombreux sur place. Pas d'aéroport, mais déjà 115 trains par jour. Un film présente la ville et ses bureaux. Pour le voir, ou pour recevoir la documentation, retournez le coupon-réponse.

Nom : \_\_\_\_\_  
Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

G.M.A. 3, rue des Pyramides, 75001 Paris. Tél. 260.31.03

**ENOE**

Ecole Nlle d'Org. Eco. et Soc. Et. Privé d'Engt Techn. et Sup. Préparation reconnue par l'Etat à l'EXPERTISE COMPTABLE FORMATION A LA GESTION D'ENTREPRISE


62 Rue de Valenciennes 75008 PARIS Tél. 522.15.07

**Les Canaries Lanzarote**

DEMANDEZ NOTRE BROCHURE

ALISOP & CO Real Estate

21 Soho Square London W1V 6AX England  
Tél. 01 437 6977 Telex Alisop London 257397



# LA VIE ÉCONOMIQUE

## PRIX

### La réglementation va être renforcée

(Suite de la première page.)

En octobre, les banques n'auront pas le droit d'augmenter de plus de 13 %, par rapport à octobre 1973, les crédits qu'elles accordent aux entreprises ou aux particuliers. En novembre et en décembre, les pourcentages autorisés seront respectivement de 13 % et 12 %, ce qui correspond à un durcissement. Comme en matière de prix, ces normes illustrent la volonté gouvernementale de fermeté dans la lutte contre l'inflation. Elles devront, en effet, être calculées par les banques à partir des résultats du dernier trimestre 1973, mais sans tenir compte des dépassements importants qui avaient été enregistrés à l'époque. Le taux de 12 % en décembre peut paraître draconien quand on sait que les prix augmentent au rythme de 16 % l'an.

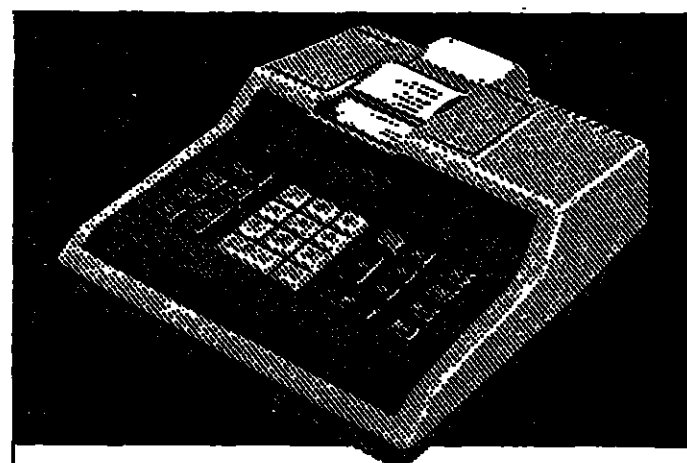
En fait, l'encadrement, tout en restant sévère, est moins insup-

portable qu'il n'y paraît. Le tiers environ des crédits distribués à l'économie y échappe; il s'agit notamment des crédits à moyen et long terme à l'exportation. Les crédits de préfinancement spécialisés (court terme), destinés à faciliter la vente à l'étranger de gros équipements (usines, ensembles industriels, très grosses machines), en attendant le relai des crédits à moyen et long terme, échappent aussi à l'encadrement. Enfin, les créances nées à court terme sur l'étranger vont pouvoir progresser de 22 % par an, contre 19 % jusqu'à présent.

Surtout les banques et les entreprises empruntent largement à l'étranger, ce qui constitue pour elles une soupape de sûreté non négligeable : plus de 10 milliards de francs et une progression au premier semestre de 50 %. Tout cela explique que les crédits à l'économie progressent de nouveau très rapidement : + 30 % en juillet dernier par rapport à juillet 1973. C'est une progression jugée trop rapide par les pouvoirs publics, qui font reposer sur le crédit l'essentiel de leur dispositif de lutte contre l'inflation.

Pourtant comme il s'agit également pour le gouvernement de rétablir une balance commerciale gravement déficitaire, le crédit doit aussi encourager nos exportations. Il y a là une contradiction difficilement évitable de la politique actuelle.

ALAIN YERNOLES.



## CALCULATRICES ÉLECTRONIQUES

Affichage lumineux, avec capacités 8, 10 ou 12 chiffres. Imprimante rapide, avec capacités 12 ou 15 chiffres. Stockage en mémoire dynamique. Majoration et minoration automatiques.

6 rue aux Ours PARIS 3<sup>e</sup>  
Téléphone (1) 277.15.15

**YAC CHAUVIN**

SICOB 1974 Stands:

Niveau 1 Zone F 1686  
Niveau 3 Zone B 3564

## République Algérienne Démocratique et Populaire Ministère de l'Industrie et de l'Energie SONAREM

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA RÉALISATION D'UNE UNITÉ DE RAFFINAGE DE SEL GEMME ET DE CONDITIONNEMENT DE SEL

La Société Nationale de Recherches et d'Exploitations Minières, SONAREM, lance un appel d'offres pour la réalisation selon la formule « clés en main » d'une unité de raffinage de sel gemme et de conditionnement de sel.

L'unité sera implantée à EL-OUTAYA (Wilaya de BISKRA) et aura une capacité de production totale de 140.000 t/an sel environ.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le dossier d'appel d'offres correspondant auprès de :

#### SONAREM

Division Engineering et Développement  
1, rue Bernard-Amiot  
CINQ-MAISONS, EL HARRACH - ALGER (ALGÉRIE)  
Téléc : 52.910 Minebar ALGER

ou de :

#### TRACTIONNEL

31, rue de la Science  
1040 BRUXELLES - BELGIQUE  
Téléc : 21.514 et 25.394 TRALEC BRUXELLES

Les offres doivent être remises au plus tard le 30 novembre 1974.

## EUROPE

### Les Neuf ramènent de 37 % à 10 % la progression du budget de la C.E.E.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le projet de budget de la Communauté pour l'année 1975, qui a été arrêté dans la soirée de lundi par le conseil des ministres des Neuf, prévoit des crédits supérieurs d'un peu plus de 10 % à ceux qui étaient inscrits dans le budget 1974, soit un total de 5 570 millions d'unités de compte (30,635 milliards de francs) contre 4 997 millions d'unités de compte (27,433 milliards de francs).

Compte tenu de l'érosion monétaire, il s'agit là d'un budget stable, voire en diminution par rapport à celui de l'an dernier. Comme prévu, le conseil a considérablement rogné l'avant-projet de budget qui lui était présenté par le Conseil de Bruxelles. Celui-ci proposait d'augmenter de 37 % le budget de 1975, par rapport à 1974, en inscrivant un total de crédits de 6 882 millions d'unités de compte (37,888 milliards de francs).

Comment le conseil a-t-il procédé pour effectuer ces économies ? Essentiellement en réduisant, contrairement à ce que proposait la Commission, d'ouvrir des crédits pour

des « activités nouvelles ». On entend par là des interventions nouvelles de la Communauté, dont le principe a été retenu au niveau politique, mais pour lesquelles il n'existe pas encore de décision définitive et formelle du conseil : c'est le cas, par exemple, de la participation de la C.E.E. au Fonds spécial créé sous l'égide de l'ONU en faveur des pays sous-développés les plus touchés par la crise. Le conseil a également amputé de façon substantielle les crédits que la Commission avait inscrits dans son avant-projet de budget pour le Fonds social.

#### Des « rallonges » possibles en cours d'année

Soucieux de ne pas donner l'impression de vouloir entraver le développement de la Communauté, les représentants des gouvernements membres confient, lundi soir, qu'ils n'écarteraient d'aucune manière l'adoption, au cours de l'année 1975, de budgets supplémentaires au cas où des déclarations du conseil — par exemple, revenant-y, en matière de politique régionale — exigeraient que l'on mette de nouveaux crédits à la disposition de la Communauté.

Le souci d'une présentation aussi rigoureuse que possible qui a animé le conseil au cours de ce débat a cet inconvénient, apparemment, d'enlever tout intérêt politique, voire financier, à l'adoption du budget de la Communauté et de ramener l'opération à un simple exercice comptable, dénué de réelle signification. Refuser l'inscription de crédits pour des dépenses nouvelles, dont le principe est acquis et qui répond à des besoins précis reconnus comme tels par les gouvernements mem-

bres, revient à se priver, en effet, de moyens psychologiques puissants pour marquer la volonté de ces gouvernements d'aller de l'avant et de rattraper le retard pris dans la construction européenne.

D'un autre côté, annoncer que l'on est disposé à envisager pour les mois à venir l'adoption de budgets supplémentaires entache d'une grande précarité la volonté d'économie systématique que l'on a voulu afficher.

Il reste à savoir si le Parlement européen, qui doit donner maintenant son avis sur le projet de budget qui lui est soumis par le conseil, suivra ce dernier dans la voie qu'il a choisie. Rappelons que le Parlement européen dispose de pouvoirs substantiels en matière budgétaire. La réunion du conseil avait d'ailleurs été précédée, lundi matin, par un entretien entre les représentants des Neuf et une délégation de l'Assemblée de Strasbourg.

PHILIPPE LEMAITRE.

## SOUSSION CONCERNANT LA VENTE DE LA COUPE 1974-1975 DE BILLES DE NOYER

La Compagnie Arabe de Bois Industriels (nationalisée) P.O. Boite 130, LATTAKIA, SYRIE, désire vendre 1.000 à 1.200 tonnes de billes de noyer ayant les caractéristiques suivantes :

#### I - Qualité A :

a) Billes de noyer, fraîchement coupées, sans nœuds jusqu'à 200 cm. Un nœud est autorisé pour une longueur de 200 cm, et de 50 cm pour une longueur de 100 cm. b) Longueur de 200 à 210 cm, avec une tolérance accordée de 5 %. Le reste de la quantité d'une longueur égale ou supérieure à 200 cm. c) Calibre de 40 mm et au-dessus avec une tolérance accordée de 30 % pour un calibre de 40-50 mm, de 70 % pour un calibre égal ou supérieur à 51 cm. Tolérance accordée pour la couleur de la pulpe et couleur noire sur le pourtour de la bille. La tolérance moyenne est estimée à partir du diamètre médian de la bille et de son écarte extérieure selon les termes suivants :

1. Environ 15 % de la bille pour un calibre de 40-50 mm.  
2. Environ 30 % de la bille pour un calibre supérieur ou égal à 51 cm.  
3. Une certaine courbure est tolérée : de 5 mm pour une bille de 200 cm de longueur et de 10 mm pour une bille dépassant 200 cm.

#### II - Qualité B :

a) Même longueur que qualité A et couleur blanc cassé. Conditions de courbure : tolérance de 10 mm pour 200 cm de chaque mille. b) Calibre supérieur ou égal à 40 mm avec une tolérance de 30 % pour un calibre de 40-50 mm, de 70 % pour un calibre égal ou supérieur à 51 cm. Tolérance accordée pour la couleur de la pulpe (la tolérance moyenne est estimée à partir du diamètre de la bille prise en son milieu et de son écarte extérieure) selon les termes suivants :

1. 30 % pour un calibre de 40-50 mm.  
2. 40 % pour un calibre égal ou supérieur à 51 cm.

#### III - Qualité C :

Les billes de noyer syrien sont colorées jusqu'à 40 % et plus de leur diamètre médian. a) Longueur : mêmes conditions que les qualités A et B ; de même pour la courbure : tolérance de 10 mm pour 200 cm de la bille prise dans sa longueur.

#### IV - Qualité D :

Billes de noyer syrien blanc pouvant être vernies, d'un calibre minimum de 20 cm et au-dessus et d'une longueur supérieure ou égale à 210 cm avec une tolérance de 20 % pour une longueur de 180 à 210 cm.

#### V - Qualité Skarta :

a) Longueur : supérieure ou égale à 180 cm. b) Calibre : supérieur ou égal à 38 cm, avec possibilité d'être transformé en bois de sciage.

VI - Il ne sera pas accordé à l'acheteur éventuel de participer aux adjudications gouvernementales. Une déclaration attestant ce qui précède pourra être ajoutée à la soumission.

VII - Bases de prix FOB du port de Lattakia en dollars U.S. ou en livres sterling.

VIII - Toute dévaluation des cours de la monnaie étrangère survenant après signature du contrat sera prise en charge par l'acheteur qui ne pourra pas demander l'annulation du contrat à cet effet. Il doit aussi payer une garantie temporaire (caution) équivalente à 5 % de la valeur totale de l'offre qui pourra être remplacée par un équivalent de 10 % de la valeur totale du contrat pour bonne exécution. Cette caution sera retournée après exécution du contrat. Le contrat n'est pas valide tant qu'il n'a pas reçu l'approbation des autorités intéressées.

IX - La compagnie a le droit de ne délivrer que les quantités et les qualités dont elle dispose pendant le délai de livraison, qui va du 1-12-74 au 31-3-75. En cas de renouveau de la compagnie a aussi le droit de déduire la valeur du contrat de la garantie et de poursuivre les acheteurs pour le reliquat éventuel.

X - Le paiement devra s'effectuer sous forme de lettre de crédit irrévocable aux bons soins de la Banque de Syrie, succursale de Lattakia.

XI - La date limite de présentation des offres est le 17-11-74 et les offres ne sont valides que 60 jours après cette date.

XII - Les candidats devront soumettre leurs offres dans des enveloppes cachetées à la date rouge contenant les prix et la garantie, adressées à la direction de la société et notifiant que les frais de publicité seront pris en charge par l'acheteur.

Le Directeur Général,  
SHEKAR M. BADR.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### FOS-SUR-MER SOLMER TIEN DEJA SES PROMESSES

AVRIL 1974 : première coulée de fonte chez SOLMER.  
MAI 1974 : première coulée d'acier chez SOLMER.  
A FOS, SOLMER a tenu ses promesses.

Maintenant, il faut aller plus loin...  
Les objectifs ?  
Trois millions de tonnes d'acier brut dès 1975.

POUR FINANCER CETTE ENTREPRISE,

**solmer**

LANCÉ EN

Durée : 20 ans  
Intérêt annuel : 12 %  
Amortissement : 10 ans différé

Jouissance : 30 septembre 1974  
Prix d'émission : 1000 F  
Taux de rendement actuariel brut : 11,87 %

**FOS : UNE VALEUR D'AVENIR**

**solmer**  
FOS-SUR-MER

Société anonyme au capital de F. 1.200.000.000  
Siège Social : 22, rue de Lisbonne, 75001 Paris-R.C. Paris 71 B 49

#### KUBOTA, LTD

DISTRIBUTION GRATUITE  
D'ACTIONS NOUVELLES  
A RAISON DE 1 POUR 20

Le conseil d'administration a décidé de procéder à l'attribution gratuite de l'action nouvelle pour 20 actions anciennes, les bénéficiaires de cette opération étant les actionnaires enregistrés sur les livres de la société à la date du 15 octobre 1974.

Kubota a déjà réalisé, en avril et en juin de cette année, une double augmentation de son capital par attribution gratuite et émission en numéraire, ces deux opérations ayant été également effectuées l'une et l'autre selon la parité d'une action nouvelle pour vingt anciennes.

#### BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

Au cours d'une assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue le 17 septembre dernier, les actionnaires de la BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE ont définitivement ratifié l'absorption de sa filiale, la BANQUE ASCE de Cte. à Strasbourg.

#### SCAC

Dans sa séance du 12 septembre 1974, le conseil d'administration de la S.C.A.C., sur la proposition du président Simonet, a nommé M. Philippe Foulon administrateur-directeur général.

## FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE



### ENTREPRISE ET COMPÉTITION

Organisé par le GIE EFFOR sous le signe de l'efficacité, l'Entreprise et Compétition a pour mission de promouvoir le nouveau style de direction dont les entrepreneurs français ont tant besoin de nos jours. Entreprise et Compétition propose cette année 5 cycles de 9 à 13 journées réparties sur 9 mois.

- I - Techniques de base de la Direction des Entreprises.
- II - Utilisation de ces techniques pour préparer l'avenir.
- III - Stratégies industrielles.
- IV - Initiation socio-économique.
- V - Business management techniques and language practice. (Cycle en langue anglaise.)

Les cycles proposés par Entreprise et Compétition sont essentiellement destinés aux dirigeants des petites et moyennes entreprises qui y trouveront des animateurs expérimentés, habitués à traiter des problèmes à leur échelle.

**EFFOR**

Documentation - Renseignements  
Inscriptions : GIE EFFOR,  
Michel de BRABANT

19, avenue Gourgaud - 75017 Paris - Tél. 754-99-30 - 754-12-04

## SOCIÉTÉ COMMERCIALE SUISSE

(Conseil d'Entreprises, Etude de Marché, Représentation Commerciale)

établie à Genève

étudierait avec attention toute proposition de représentation de biens ou de services pour la Suisse.

Ecrire à PROMOVENTE S.A. — Case Postale 121.  
1211 Genève 19

سكارت الامل



## LES MARCHÉS FINANCIERS

**PARIS**  
**23 SEPTEMBRE**

## La baisse reprend

[illegible]

## LONDRES

La balsa se poursuit

La baisse de la Bourse de Londres se poursuit par crainte de nouvelles faillites de courtiers et un nouveau sondage préélectoral donnant toujours une avance sensible aux travaillistes. Recul des pétroles, des assurances, et de la plupart des mines d'or.

VALEURS	CLOTURE 29	COURS 30
War Loan 3 1/2 %	24 1/2	24 1/2
Reunions	136 1/2	137 1/2
British Petroleum	278 1/2	279 1/2
Shell	152	152
Vickers	80 1/4	79 1/4
Imperial Chemical	161	162
Continental	72 1/4	71
De Beers	150	150
Western Holdings	29 1/4	29 5/8
Rio Tinto Zinc Corp.	84	74
West. Orient. Ind.	31	31 1/2

(\*) En livres

## INDICES QUOTIDIENS

20 sept. 23 sept.

Valeurs françaises ..	68	65,4
Valeurs étrangères ..	74,7	74,6
<b>C<sup>1</sup> DES AGENTS DE CHANGE</b>		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général .....	58,2	56,6

## MARCHE MONETAIRE

	Taux Banque de France	Taux du marché
Effets publics...	.....	.....
Effets privés...	.....	13 1/2 %
Moyen terme...	.....	12 1/2 %

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**GENERALE DE Fonderie.** — Chiffre d'affaires du premier semestre 1974 : 478 millions de francs (+ 26,80 %), le pourcentage d'augmentation des exportations s'élevant à 49,32 %. Le chiffre d'affaires consolidé augmente de 34,21 % à 632,3 millions de francs. Après amortissements, impôt sur les sociétés et contribution exceptionnelle de 18 %, le bénéfice net atteint 10,14 millions de francs (+ 15,40 %).

**BIS S.A. — Chiffre d'affaires pour le premier semestre 1974 : 256,3 millions de francs (+ 22,23 %). Résultat net au 30 juin 1974, après affectation d'une réserve de 1,43 million de francs, représentant la moitié de la contribution de 18 % : 6,33 millions de francs contre 5,87 millions de francs.**

NEW YORK

**Léves rendli**

La pendance de la bourse l'a entraîné à vendre ses actions de la Dow Jones Street, où l'indice Dow Jones a connu une hausse industrielle après avoir subi une baisse de 10 points. Le cours de l'action, à 50 dollars, a fléchi par la suite pour se stabiliser à 48 dollars. Le cours de l'action a été établi en clôture à 68,75, en reculant de 1,25 point par rapport à la cotation précédente. Le nombre des actions de la Dow Jones a été porté à 758. Le rapport des ventes a été de 1,25 à 1,00. Le cours de l'action a été porté à 50 dollars, le cours de l'action a été porté à 50 dollars, le cours de l'action a été porté à 50 dollars.

VALEURS	COURS 28,8	COURS 23,9
---------	---------------	---------------

VALEURS	COURS	COUR
	28/9	29/9

35		44	3	4	43	1	2
36	Y.	42	1	2	41	1	2
37	ing	42	1	2	37	1	2
38	ing	42	1	2	37	1	2
39	ing	42	1	2	37	1	2
40	ing	42	1	2	37	1	2
41	ing	42	1	2	37	1	2
42	ing	42	1	2	37	1	2
43	ing	42	1	2	37	1	2
44	ing	42	1	2	37	1	2
45	ing	42	1	2	37	1	2
46	ing	42	1	2	37	1	2
47	ing	42	1	2	37	1	2
48	ing	42	1	2	37	1	2
49	ing	42	1	2	37	1	2
50	ing	42	1	2	37	1	2
51	ing	42	1	2	37	1	2
52	ing	42	1	2	37	1	2
53	ing	42	1	2	37	1	2
54	ing	42	1	2	37	1	2
55	ing	42	1	2	37	1	2
56	ing	42	1	2	37	1	2
57	ing	42	1	2	37	1	2
58	ing	42	1	2	37	1	2
59	ing	42	1	2	37	1	2
60	ing	42	1	2	37	1	2
61	ing	42	1	2	37	1	2
62	ing	42	1	2	37	1	2
63	ing	42	1	2	37	1	2
64	ing	42	1	2	37	1	2
65	ing	42	1	2	37	1	2
66	ing	42	1	2	37	1	2
67	ing	42	1	2	37	1	2
68	ing	42	1	2	37	1	2
69	ing	42	1	2	37	1	2
70	ing	42	1	2	37	1	2
71	ing	42	1	2	37	1	2
72	ing	42	1	2	37	1	2
73	ing	42	1	2	37	1	2
74	ing	42	1	2	37	1	2
75	ing	42	1	2	37	1	2
76	ing	42	1	2	37	1	2
77	ing	42	1	2	37	1	2
78	ing	42	1	2	37	1	2
79	ing	42	1	2	37	1	2
80	ing	42	1	2	37	1	2
81	ing	42	1	2	37	1	2
82	ing	42	1	2	37	1	2
83	ing	42	1	2	37	1	2
84	ing	42	1	2	37	1	2
85	ing	42	1	2	37	1	2
86	ing	42	1	2	37	1	2
87	ing	42	1	2	37	1	2
88	ing	42	1	2	37	1	2
89	ing	42	1	2	37	1	2
90	ing	42	1	2	37	1	2
91	ing	42	1	2	37	1	2
92	ing	42	1	2	37	1	2
93	ing	42	1	2	37	1	2
94	ing	42	1	2	37	1	2
95	ing	42	1	2	37	1	2
96	ing	42	1	2	37	1	2

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

	23:9	24:9
dollar (en yens) --	285 70	284 80

**BOURSE DE PARIS - 23 SEPTEMBRE - COMPTANT**

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier le tome complet dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les ouvrages. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

## MARCHÉ A TERME

[illegible][illegible][illegible]

## MARCHÉ A TERME

[illegible]

176	175	174	173	172	171	170	169	168	167	166	165	164	163	162	161	160	159	158	157	156	155	154	153	152	151	150	149	148	147	146	145	144	143	142	141	140	139	138	137	136	135	134	133	132	131	130	129	128	127	126	125	124	123	122	121	120	119	118	117	116	115	114	113	112	111	110	109	108	107	106	105	104	103	102	101	100	99	98	97	96	95	94	93	92	91	90	89	88	87	86	85	84	83	82	81	80	79	78	77	76	75	74	73	72	71	70	69	68	67	66	65	64	63	62	61	60	59	58	57	56	55	54	53	52	51	50	49	48	47	46	45	44	43	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32	31	30	29	28	27	26	25	24	23	22	21	20	19	18	17	16	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31	-32	-33	-34	-35	-36	-37	-38	-39	-40	-41	-42	-43	-44	-45	-46	-47	-48	-49	-50	-51	-52	-53	-54	-55	-56	-57	-58	-59	-60	-61	-62	-63	-64	-65	-66	-67	-68	-69	-70	-71	-72	-73	-74	-75	-76	-77	-78	-79	-80	-81	-82	-83	-84	-85	-86	-87	-88	-89	-90	-91	-92	-93	-94	-95	-96	-97	-98	-99	-100	-101	-102	-103	-104	-105	-106	-107	-108	-109	-110	-111	-112	-113	-114	-115	-116	-117	-118	-119	-120	-121	-122	-123	-124	-125	-126	-127	-128	-129	-130	-131	-132	-133	-134	-135	-136	-137	-138	-139	-140	-141	-142	-143	-144	-145	-146	-147	-148	-149	-150	-151	-152	-153	-154	-155	-156	-157	-158	-159	-160	-161	-162	-163	-164	-165	-166	-167	-168	-169	-170	-171	-172	-173	-174	-175	-176	-177	-178	-179	-180	-181	-182	-183	-184	-185	-186	-187	-188	-189	-190	-191	-192	-193	-194	-195	-196	-197	-198	-199	-200	-201	-202	-203	-204	-205	-206	-207	-208	-209	-210	-211	-212	-213	-214	-215	-216	-217	-218	-219	-220	-221	-222	-223	-224	-225	-226	-227	-228	-229	-230	-231	-232	-233	-234	-235	-236	-237	-238	-239	-240	-241	-242	-243	-244	-245	-246	-247	-248	-249	-250	-251	-252	-253	-254	-255	-256	-257	-258	-259	-260	-261	-262	-263	-264	-265	-266	-267	-268	-269	-270	-271	-272	-273	-274	-275	-276	-277	-278	-279	-280	-281	-282	-283	-284	-285	-286	-287	-288	-289	-290	-291	-292	-293	-294	-295	-296	-297	-298	-299	-300	-301	-302	-303	-304	-305	-306	-307	-308	-309	-310	-311	-312	-313	-314	-315	-316	-317	-318	-319	-320	-321	-322	-323	-324	-325	-326	-327	-328	-329	-330	-331	-332	-333	-334	-335	-336	-337	-338	-339	-340	-341	-342	-343	-344	-345	-346	-347	-348	-349	-350	-351	-352	-353	-354	-355	-356	-357	-358	-359	-360	-361	-362	-363	-364	-365	-366	-367	-368	-369	-370	-371	-372	-373	-374	-375	-376	-377	-378	-379	-380	-381	-382	-383	-384	-385	-386	-387	-388	-389	-390	-391	-392	-393	-394	-395	-396	-397	-398	-399	-400	-401	-402	-403	-404	-405	-406	-407	-408	-409	-410	-411	-412	-413	-414	-415	-416	-417	-418	-419	-420	-421	-422	-423	-424	-425	-426	-427	-428	-429	-430	-431	-432	-433	-434	-435	-436	-437	-438	-439	-440	-441	-442	-443	-444	-445	-446	-447	-448	-449	-450	-451	-452	-453	-454	-455	-456	-457	-458	-459	-460	-461	-462	-463	-464	-465	-466	-467	-468	-469	-470	-471	-472	-473	-474	-475	-476	-477	-478	-479	-480	-481	-482	-483	-484	-485	-486	-487	-488	-489	-490	-491	-492	-493	-494	-495	-496	-497	-498	-499	-500	-501	-502	-503	-504	-505	-506	-507	-508	-509	-510	-511	-512	-513	-514	-515	-516	-517	-518	-519	-520	-521	-522	-523	-524	-525	-526	-527	-528	-529	-530	-531	-532	-533	-534	-535	-536	-537	-538	-539	-540	-541	-542	-543	-544	-545	-546	-547	-548	-549	-550	-551	-552	-553	-554	-555	-556	-557	-558	-559	-560	-561	-562	-563	-564	-565	-566	-567	-568	-569	-570	-571	-572	-573	-574	-575	-576	-577	-578	-579	-580	-581	-582	-583	-584	-585	-586	-587	-588	-589	-590	-591	-592	-593	-594	-595	-596	-597	-598	-599	-600	-601	-602	-603	-604	-605	-606	-607	-608	-609	-610	-611	-612	-613	-614	-615	-616	-617	-618	-619	-620	-621	-622	-623	-624	-625	-626	-627	-628	-629	-630	-631	-632	-633	-634	-635	-636	-637	-638	-639	-640	-641	-642	-643	-644	-645	-646	-647	-648	-649	-650	-651	-652	-653	-654	-655	-656	-657	-658	-659	-660	-661	-662	-663	-664	-665	-666	-667	-668	-669	-670	-671	-672	-673	-674	-675	-676	-677	-678	-679	-680	-681	-682	-683	-684	-685	-686	-687	-688	-689	-690	-691	-692	-693	-694	-695	-696	-697	-698	-699	-700	-701	-702	-703	-704	-705	-706	-707	-708	-709	-710	-711	-712	-713	-714	-715	-716	-717	-718	-719	-720	-721	-722	-723	-724	-725	-726	-727	-728	-729	-730	-731	-732	-733	-734	-735	-736	-737	-738	-739	-740	-741	-742	-743	-744	-745	-746	-747	-748	-749	-750	-751	-752	-753	-754	-755	-756	-757	-758	-759	-760	-761	-762	-763	-764	-765	-766	-767	-768	-769	-770	-771	-772	-773	-774	-775	-776	-777	-778	-779	-780	-781	-782	-783	-784	-785	-786	-787	-788	-789	-790	-791	-792	-793	-794	-795	-796	-797	-798	-799	-800	-801	-802	-803	-804	-805	-806	-807	-808	-809	-810	-811	-812	-813	-814	-815	-816	-817	-818	-819	-820	-821	-822	-823	-824	-825	-826	-827	-828	-829	-830	-831	-832	-833	-834	-835	-836	-837	-838	-839	-840	-841	-842	-843	-844	-845	-846	-847	-848	-849	-850	-851	-852	-853	-854	-855	-856	-857	-858	-859	-860	-861	-862	-863	-864	-865	-866	-867	-868	-869	-870	-871	-872	-873	-874	-875	-876	-877	-878	-879	-880	-881	-882	-883	-884	-885	-886	-887	-888	-889	-890	-891	-892	-893	-894	-895	-896	-897	-898	-899	-900	-901	-902	-903	-904	-905	-906	-907	-908	-909	-910	-911	-912	-913	-914	-915	-916	-917	-918	-919	-920	-921	-922	-923	-924	-925	-926	-927	-928	-929	-930	-931	-932	-933	-934	-935	-936	-937	-938	-939	-940	-941	-942	-943	-944	-945	-946	-947	-948	-949	-950	-951	-952	-953	-954	-955	-956	-957	-958	-959	-960	-961	-962	-963	-964	-965	-966	-967	-968	-969	-970	-971	-972	-973	-974	-975	-976	-977	-978	-979	-980	-981	-982	-983	-984	-985	-986	-987	-988	-989	-990	-991	-992	-993	-994	-995	-996	-997	-998	-999	-1000
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-------

176	175	174	173	172	171	170	169	168	167	166	165	164	163	162	161	160	159	158	157	156	155	154	153	152	151	150	149	148	147	146	145	144	143	142	141	140	139	138	137	136	135	134	133	132	131	130	129	128	127	126	125	124	123	122	121	120	119	118	117	116	115	114	113	112	111	110	109	108	107	106	105	104	103	102	101	100	99	98	97	96	95	94	93	92	91	90	89	88	87	86	85	84	83	82	81	80	79	78	77	76	75	74	73	72	71	70	69	68	67	66	65	64	63	62	61	60	59	58	57	56	55	54	53	52	51	50	49	48	47	46	45	44	43	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32	31	30	29	28	27	26	25	24	23	22	21	20	19	18	17	16	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31	-32	-33	-34	-35	-36	-37	-38	-39	-40	-41	-42	-43	-44	-45	-46	-47	-48	-49	-50	-51	-52	-53	-54	-55	-56	-57	-58	-59	-60	-61	-62	-63	-64	-65	-66	-67	-68	-69	-70	-71	-72	-73	-74	-75	-76	-77	-78	-79	-80	-81	-82	-83	-84	-85	-86	-87	-88	-89	-90	-91	-92	-93	-94	-95	-96	-97	-98	-99	-100	-101	-102	-103	-104	-105	-106	-107	-108	-109	-110	-111	-112	-113	-114	-115	-116	-117	-118	-119	-120	-121	-122	-123	-124	-125	-126	-127	-128	-129	-130	-131	-132	-133	-134	-135	-136	-137	-138	-139	-140	-141	-142	-143	-144	-145	-146	-147	-148	-149	-150	-151	-152	-153	-154	-155	-156	-157	-158	-159	-160	-161	-162	-163	-164	-165	-166	-167	-168	-169	-170	-171	-172	-173	-174	-175	-176	-177	-178	-179	-180	-181	-182	-183	-184	-185	-186	-187	-188	-189	-190	-191	-192	-193	-194	-195	-196	-197	-198	-199	-200	-201	-202	-203	-204	-205	-206	-207	-208	-209	-210	-211	-212	-213	-214	-215	-216	-217	-218	-219	-220	-221	-222	-223	-224	-225	-226	-227	-228	-229	-230	-231	-232	-233	-234	-235	-236	-237	-238	-239	-240	-241	-242	-243	-244	-245	-246	-247
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

